



Aide- mémoire fiscal

2021-2022

kpmg.ca/aidememoire

Organisme

Site Web

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.	kpmg.ca
Agence du revenu du Canada	canada.ca/fr/services/impots
Agence des services frontaliers du Canada	cbsa-asfc.gc.ca
Ministère des Finances du Canada	canada.ca/fr/ministere-finances
Gouvernement du Canada	canada.ca
Ministère de la Justice du Canada	justice.gc.ca
Services d'annuaires gouvernementaux électroniques	geds-sage.gc.ca
Emploi et Développement social Canada	edsc.gc.ca
Statistique Canada	statcan.gc.ca
Banque du Canada	banqueducanada.ca
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	ic.gc.ca
Affaires mondiales Canada	international.gc.ca
Parlement du Canada	parl.ca
Cour suprême du Canada	scc-csc.ca
Cour fédérale du Canada	fct-cf.gc.ca
Cour canadienne de l'impôt	tcc-cci.gc.ca
Organisation de coopération et de développement économiques	oecd.org/fr
Alberta Tax and Revenue Administration	tra.alberta.ca
Alberta Ministry of Treasury Board and Finance	finance.alberta.ca
British Columbia Ministry of Finance	gov.bc.ca/finance
Finances Manitoba	gov.mb.ca/finance/index.fr.html
Finances et Conseil du Trésor Nouveau-Brunswick	www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/finances.html
Newfoundland and Labrador Department of Finance	fin.gov.nl.ca/fin
Ministère des Finances Territoires du Nord-Ouest	fin.gov.nt.ca/fr
Nova Scotia Department of Finance and Treasury Board	beta.novascotia.ca/government/finance-and-treasury-board
Ministère des Finances Nunavut	gov.nu.ca/fr/finance
Ministère des Finances de l'Ontario	ontario.ca/fr/page/ministere-des-finances
Ministère des Finances de l'Île-du-Prince-Édouard	princeedwardisland.ca/fr/sujet/finances
Revenu Québec	revenuquebec.ca
Ministère des Finances du Québec	finances.gouv.qc.ca
Ministère des Finances Saskatchewan	saskatchewan.ca/bonjourgovernment/ministries/finance
Ministère des Finances Yukon	yukon.ca/fr/ministere-finances
Comptables professionnels agréés du Canada	cpacanada.ca/fr
Fondation canadienne de fiscalité	fcf-ctf.ca
Association fiscale internationale canadienne	ifacanada.org/fr
Internal Revenue Service des États-Unis	irs.gov



Aide- mémoire fiscal

2021–2022

Table des matières

Préface

Dates limites de production et de versement au Canada dans le contexte de la COVID-19.....X

Subventions instaurées au Canada en réponse à la COVID-19..... xi

Mesures financières instaurées au Canada pour les particuliers en réponse à la COVID-19.....xviii

Table des matières

Chapitre 1 – Particuliers

Taux et tranches d'imposition fédéraux et provinciaux/territoriaux pour 2021.....	22
Taux et montants des crédits d'impôt fédéraux et provinciaux non remboursables pour 2021.....	26
Taux et montants des crédits d'impôt non remboursables du Québec pour 2021.....	34
Taux et montants des crédits d'impôt remboursables du Québec pour 2021.....	37
Dons de bienfaisance	42
Contributions santé provinciales.....	46
Retenues salariales – Fédéral	48
Retenues salariales – Québec	49
Table d'impôt sur le revenu des particuliers pour 2021	50
Impôt minimum de remplacement (IMR) fédéral et provincial/territorial.....	54
Taux d'imposition marginaux combinés les plus élevés pour les particuliers – 2021	56
Taux d'imposition marginaux applicables aux salaires – 2021	57
Taux d'imposition marginaux applicables aux intérêts – 2021	58
Taux d'imposition marginaux applicables aux gains en capital – 2021	59
Taux d'imposition marginaux applicables aux dividendes déterminés – 2021	60
Taux d'imposition marginaux applicables aux dividendes non déterminés – 2021.....	62
Taux des crédits d'impôt pour dividendes déterminés et montants des dividendes pouvant être reçus sans générer d'impôt en 2021.....	64
Taux des crédits d'impôt pour dividendes non déterminés et montants des dividendes pouvant être reçus sans générer d'impôt en 2021.....	65
Automobiles – Déductions et avantages	67
Allocation canadienne pour enfants.....	69
Prestations de sécurité de la vieillesse.....	71
Prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.....	73
Plafonds des cotisations à des régimes de retraite ou d'épargne.....	75
Croissance d'une cotisation unique de 1 000 \$ à un régime à imposition différée	77
Croissance d'une cotisation annuelle de 1 000 \$ à un régime à imposition différée	78
Exigences relatives aux acomptes provisionnels.....	79
Dates limites pour versement et production et pénalités – Déclarations de revenus des particuliers	82

Table des matières

Chapitre 2 – Sociétés

Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une SPCC – 2020 et 2021	84
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial/territorial – Revenu gagné par une SPCC – 2020 et 2021	85
Taux d'imposition pratiquement en vigueur – Revenu gagné par une SPCC pour 2021 et par la suite – En vigueur au 30 avril 2021	88
Plafonds de revenu pour les petites entreprises pour 2020 et par la suite	92
Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une société ordinaire – 2020 et 2021	94
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial/territorial – Revenu gagné par une société ordinaire – 2020 et 2021	95
Taux d'imposition pratiquement en vigueur – Revenu gagné par une société ordinaire pour 2021 et par la suite – En vigueur au 30 avril 2021	98
Intégration – Charge et avantage de la constitution en société	102
Intégration – Charge et avantage de la constitution en société – Revenu de placement	104
Taux de l'impôt sur le capital – Institutions financières	108
Taxe compensatoire des institutions financières – Québec	110
Encouragements fiscaux fédéraux pour la R-D	111
Encouragements fiscaux provinciaux/territoriaux pour la R-D	114
Coût net après impôt des activités de R-D	119
Coup d'œil sur l'impôt minimum des sociétés de l'Ontario	127
Acomptes provisionnels de l'impôt sur le revenu fédéral	129
Acomptes provisionnels de l'impôt sur le revenu provincial et territorial	132
Dates limites de paiement et de production	134
Retenues à la source	136

Table des matières

Chapitre 3 – Administration et politiques en matière d’impôt sur le revenu

Taux d’intérêt prescrits – 2020	140
Taux d’intérêt prescrits – 2021	141
Taux d’intérêt prescrits – Impôt sur le capital – 2020	142
Taux d’intérêt prescrits – Impôt sur le capital – 2021	143
Taux d’intérêt prescrits – Règles relatives à la location	145
Principales autres dates limites de production – Fédéral	146
Principales dispositions relatives aux pénalités et infractions au niveau fédéral	150
Principales dispositions relatives aux pénalités au niveau provincial/territorial	154

Chapitre 4 – International

Cours des devises – Moyenne mensuelle.....	158
Cours des devises – Moyenne annuelle	160
Taux des retenues d’impôt des non-résidents vivant dans les pays ayant conclu une convention fiscale avec le Canada.....	162
Accords de sécurité sociale à l’échelle internationale	170
Taux d’imposition des particuliers appliqués par le gouvernement fédéral américain – 2021	174
<i>Federal Insurance Contribution Act</i> (FICA) des États-Unis – Taux d’imposition	178
Taux d’imposition fédéraux américains sur les successions, sur les dons et sur les <i>generation-skipping transfers</i>	180
Retenue d’impôt américain relative à la vente d’un bien immeuble situé aux États-Unis	182
Taux d’imposition des sociétés appliqués par le gouvernement fédéral américain – 2021	183
Taux d’imposition maximums des particuliers et des sociétés appliqués par les États américains – 2021	184
Commerce international et douanes	188
Importations personnelles – Exemptions personnelles.....	194
Importations personnelles – Devises, cadeaux, marchandises prohibées et cannabis	196

Table des matières

Chapitre 5 – Taxes indirectes

Taux fédéraux et provinciaux/territoriaux de la taxe de vente.....200

Remboursements pour les organismes de services publics.....201

Suppression des restrictions à l'obtention d'un RTI au titre de la TVQ et exigences en matière de CTI récupérés aux fins de la TVH pour les grandes entreprises et les institutions financières.....202

Taux d'intérêt prescrits – TPS/TVH et TVQ.....203

Périodes de production et de cotisation de la TPS/TVH et de la TVQ204

Principales dispositions relatives aux pénalités – TPS/TVH et TVQ.....205

Taux des taxes de vente provinciales / des taxes de vente au détail206

Taux d'intérêt prescrits – TVP/TVD.....207

Chapitre 6 – Autres taxes et retenues

Charges sociales provinciales et cotisations au Fonds des services de santé – 2021210

Indemnisation des accidents du travail – 2021213

Droits de cession immobilière, droits d'inscription et impôt sur la spéculation et l'inoccupation provinciaux/territoriaux214

Droits d'homologation – 2021222

Préface

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont instauré des prolongations temporaires d'échéances fiscales, des subventions, la bonification de crédits d'impôt et d'autres mesures pour venir en aide aux particuliers et aux entreprises tout au long de cette urgence de santé publique. Ces mesures temporaires évoluent rapidement en raison du paysage économique en constante mutation.

Les tableaux de cette préface mettent en évidence les principales mesures temporaires instaurées au Canada au 30 avril 2021 en réponse à la crise de la COVID-19. Parmi celles-ci, mentionnons les reports pour la production des déclarations et de paiement d'impôt, les nouvelles subventions canadiennes, de même que certaines mesures de soutien financier. La préface ne vise pas à fournir une liste exhaustive des mesures fiscales liées à la COVID-19, mais plutôt à mettre en lumière les mesures qui ont des répercussions sur les informations fournies ailleurs dans le présent ouvrage.

Il est important de garder en tête que le reste de l'*Aide-mémoire fiscal* de cette année comprend des références aux règles, aux dates limites et aux taux d'imposition habituels, lesquels n'ont généralement pas été mis à jour pour refléter ces nouvelles mesures fiscales temporaires liées à la COVID-19. Pour cette raison, vous devriez vous reporter ponctuellement à la présente section lorsque vous utilisez l'*Aide-mémoire fiscal*, afin de vous familiariser avec les mesures fiscales temporaires qui ont été instaurées en réponse à la pandémie.

Dates limites de production et de versement au Canada dans le contexte de la COVID-19

Impôts fédéraux à payer par les particuliers pour 2020

L'Agence du revenu du Canada (ARC) reportera automatiquement du 30 avril 2021 au 30 avril 2022 la date limite de paiement des impôts exigibles par les particuliers pour 2020. Plus particulièrement, l'ARC n'imposera pas de frais d'intérêts sur les impôts à payer pour 2020 avant le 30 avril 2022, lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- le revenu imposable total du particulier pour 2020 était de 75 000 \$ ou moins;
- le particulier a reçu au moins une prestation liée à la COVID-19 en 2020, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), la Prestation canadienne pour la relance économique (PCRE), la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (PCREPA), la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (PCMRE), les prestations d'assurance-emploi, ou autres prestations d'urgence provinciales ou territoriales;
- le particulier a produit sa déclaration de revenus pour 2020.

Déclarations de revenus des particuliers de 2020 du Québec et impôts à payer

Revenu Québec a effectivement reporté la date limite en ce qui a trait aux déclarations de revenus des particuliers de l'année 2020 du 30 avril 2021 au 31 mai 2021. Plus particulièrement, la date limite pour produire la déclaration de revenus et pour payer le solde d'impôts pour l'année d'imposition 2020 demeure le 30 avril 2021. Aucune pénalité pour production tardive ne sera appliquée aux citoyens qui ne sont pas en mesure de respecter cette échéance et aucun intérêt ne sera imposé sur un solde d'impôt impayé pour la période du 1^{er} au 31 mai 2021.

Report des dates limites pour l'année civile 2020

Consultez les tableaux suivants pour connaître les dates limites de production et de paiement au Canada pour l'année civile 2020 qui ont été reportées en raison de la COVID-19 :

- Déclarations de revenus des particuliers : <https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/ca/pdf/2020/07/kpmg-aide-memoire-fiscal-2020-2021.pdf#page=10>
- Déclarations de revenus des sociétés : <https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/ca/pdf/2020/07/kpmg-aide-memoire-fiscal-2020-2021.pdf#page=11>
- Principales autres dates limites de production – Fédéral : <https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/ca/pdf/2020/07/kpmg-aide-memoire-fiscal-2020-2021.pdf#page=13>
- Principales autres dates limites de production – Québec : <https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/ca/pdf/2020/07/kpmg-aide-memoire-fiscal-2020-2021.pdf#page=15>.

Subventions instaurées au Canada en réponse à la COVID-19

Subvention salariale d'urgence du Canada¹

	Période 1 ¹	Périodes 2 à 4 ²	Périodes 5 à 6 ²	Période 7 ²	Périodes 8 à 10 ²
	15 mars 2020 au 11 avril 2020	12 avril 2020 au 4 juillet 2020	5 juillet 2020 au 29 août 2020	30 août 2020 au 26 septembre 2020	27 septembre 2020 au 19 décembre 2020
Subvention de base					
Taux de subvention	75 %	75 %	1,2 x la baisse de revenus	1 x la baisse de revenus	0,8 x la baisse de revenus
Taux de subvention maximal	75 %	75 %	60 %	50%	40%
Subvention hebdomadaire maximale par employé	847 \$	847 \$	678 \$	565 \$	452 \$
Seuil de revenu	15 %	30 %	Nul	Nul	Nul
Subvention complémentaire					
Taux de subvention	Nul	Nul	1,25 x (complément : baisse de revenus - 50 %)	1,25 x (complément : baisse de revenus - 50 %)	1,25 x (complément : baisse de revenus - 50 %)
Taux de subvention maximal	Nul	Nul	25 %	25 %	25 %
Subvention hebdomadaire maximale par employé	Nul	Nul	282 \$	282 \$	282 \$
Seuil de revenu	Nul	Nul	50%	50%	50%

	Périodes 11 à 17 ²	Période 18 ²	Période 19 ²	Période 20 ²
	20 décembre 2020 au 3 juillet 2021	4 juillet 2021 au 31 juillet 2021	1 ^{er} août 2021 au 28 août 2021	29 août 2021 au 25 septembre 2021
Subvention de base				
Taux de subvention	0,8 x la baisse de revenus	0,875 x (baisse de revenus - 10 %)	0,625 x (baisse de revenus - 10 %)	0,25 x (baisse de revenus - 10 %)
Taux de subvention maximal	40 %	35 %	25 %	10%
Subvention hebdomadaire maximale par employé	452 \$	395 \$	282 \$	113 \$
Seuil de revenu	Nul	10 %	10 %	10 %
Subvention complémentaire				
Taux de subvention	1,75 x (complément : baisse de revenus - 50 %)	1,25 x (complément : baisse de revenus - 50 %)	0,75 x (complément : baisse de revenus - 50 %)	0,5 x (complément : baisse de revenus - 50 %)
Taux de subvention maximal	35 %	25 %	15 %	10%
Subvention hebdomadaire maximale par employé	395 \$	282 \$	170 \$	113 \$
Seuil de revenu	50 %	50 %	50%	50%

Notes

- 1) La Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) couvre une partie de la rémunération admissible versée par un employeur admissible, d'après la baisse des revenus admissibles de l'employeur. Pendant la période 5, la SSUC est devenue une subvention en deux parties consistant en un montant de base pour les employeurs admissibles qui ont subi une baisse des revenus admissibles et en un montant complémentaire (aussi appelé « compensatoire ») pour les employeurs admissibles qui ont subi une baisse des revenus admissibles d'au moins 50 %. La subvention maximale d'un taux combiné correspond à 75 % de la rémunération admissible versée (jusqu'à concurrence de 847 \$ par semaine par employé admissible) pour les périodes 11 à 17. À compter de la période 18, la SSUC sera graduellement éliminée, et seuls les employeurs ayant subi une baisse des revenus admissibles de plus de 10 % seront admissibles à la subvention de base.

Les employeurs admissibles incluent généralement les particuliers, les sociétés imposables, les fiducies imposables, les organismes à but non lucratif, les organismes de bienfaisance enregistrés et certaines sociétés de personnes, entre autres organisations. Certaines institutions publiques ne sont pas admissibles.

La baisse des revenus d'un employeur admissible est généralement calculée au moyen d'une comparaison entre le revenu admissible du mois en cours et le revenu admissible du même mois en 2019, ou le revenu admissible moyen gagné en janvier et en février 2020. Une règle déterminative prévoit que la baisse des revenus admissibles d'un employeur admissible pour une période de demande est la plus élevée de sa baisse des revenus pour la période de demande donnée et la période de demande précédente.

Les employeurs qui sont admissibles à la SSUC ont droit au plein remboursement de certaines cotisations versées au titre de l'assurance-emploi, du Régime de pensions du Canada, du Régime des rentes du Québec et du Régime québécois d'assurance parentale à l'égard d'employés qui sont en congé avec solde.

La subvention est considérée comme un revenu imposable et peut réduire à la fois le compte de dépenses déductibles de recherche scientifique et développement expérimental (RS&DE) et les dépenses admissibles de RS&DE aux fins du crédit d'impôt à l'investissement. Des renseignements détaillés concernant l'incidence de la SSUC sur les demandes de crédits d'impôt pour la RS&DE sont disponibles sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada à l'adresse <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/recherche-scientifique-developpement-experimental-programme-encouragements-fiscaux/politiques-procedures-lignesdirectrices/orientation-ssuc-rsde.html>.

- 2) La SSUC est actuellement offerte du 15 mars 2020 au 25 septembre 2021 (pour un total de 80 semaines composées de vingt périodes de quatre semaines). Toutefois, le gouvernement fédéral peut prolonger la SSUC jusqu'au 20 novembre 2021.

Les employeurs admissibles peuvent soumettre une demande à l'égard de chaque période de demande de quatre semaines pour lesquelles ils sont admissibles. Les demandes peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard le 31 janvier 2021 ou 180 jours après la fin de la période de demande, selon la plus tardive de ces deux dates (voir le tableau « Subvention salariale d'urgence du Canada, Programme d'embauche pour la relance économique du Canada et Subvention d'urgence du Canada pour le loyer – Échéances »).

Programme d'embauche pour la relance économique du Canada¹

	Période 1 ¹	Périodes 2 et 3 ²	Période 4 ²	Période 5 ²	Période 6 ²
	Du 6 juin au 3 juillet 2021	Du 4 juillet au 28 août 2021	Du 29 août au 25 septembre 2021	Du 26 septembre au 23 octobre 2021	Du 24 octobre au 20 novembre 2021
Taux de subvention	50 %	50 %	40 %	30 %	20 %
Subvention hebdomadaire maximale par employé	565 \$	565 \$	452 \$	339 \$	226 \$
Seuil de revenu	Nul	10 %	10 %	10 %	10 %

Notes

- (1) Le Programme d'embauche pour la relance économique du Canada (PEREC) couvre une portion de la rémunération supplémentaire versée par un employeur admissible qui a subi une baisse des revenus admissibles (calculée de la même façon qu'aux fins de la SSUC – voir les notes du tableau « Subvention salariale d'urgence du Canada ») au cours de la période 1 et une baisse d'au moins 10 % au cours des périodes 2 à 6.

La subvention maximale est de 50 % de la rémunération supplémentaire versée pour les périodes 1 à 3. À compter de la période 4, les taux de la PEREC seront graduellement éliminés.

La rémunération supplémentaire pour une période de demande correspond à la différence entre le total de la rémunération admissible versée à des employés admissibles pour la période de demande et la période de rémunération de base (soit la période allant du 14 mars au 10 avril 2021), jusqu'à un maximum de 1 129 \$ par semaine par employé. Les employés mis à pied temporairement ne constituent pas des employés admissibles.

De façon générale, les employeurs admissibles incluent les sociétés privées sous contrôle canadien, les particuliers, les organismes de bienfaisance enregistrés et les sociétés de personnes. Les sociétés publiques à but lucratif et certaines institutions publiques ne sont pas admissibles à la PEREC.

La subvention est considérée comme un revenu imposable et peut avoir une incidence sur les demandes de crédits d'impôt pour la RS&DE.

- (2) La PEREC est actuellement offerte du 6 juin au 20 novembre 2021 (pour un total de 24 semaines composées de six périodes de quatre semaines). Toutefois, le gouvernement fédéral peut prolonger la PEREC jusqu'au 30 novembre 2021.

Les employeurs admissibles peuvent présenter une demande à l'égard de chaque période de demande de quatre semaines pour lesquels ils sont admissibles. Les demandes peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard 180 jours après la fin de la période de demande (voir le tableau « Subvention salariale d'urgence du Canada, Programme d'embauche pour la relance économique du Canada et Subvention d'urgence du Canada pour le loyer – Échéances »).

Un employeur admissible peut demander soit la PEREC, soit la SSUC pour une période de demande en particulier, mais pas les deux.

Subvention d'urgence du Canada pour le loyer¹

	Périodes 1 à 10 ¹	Période 11 ²	Périodes 12 ²	Période 13 ²
	Du 27 septembre 2020 au 3 juillet 2021	Du 4 juillet au 31 juillet 2021	Du 1 ^{er} août au 28 août 2021	Du 29 août au 25 septembre 2021
Subvention de base				
Taux de subvention	Baisse de revenus de 50 % ou plus : 40 % + [1,25 x (baisse de revenus - 50 %)]	Baisse de revenus de 50 % ou plus : 35 % + [1,25 x (baisse de revenus - 50 %)]	Baisse de revenus de 50 % ou plus : 25 % + [0,75 x (baisse de revenus - 50 %)]	Baisse de revenus de 50 % ou plus : 10 % + [0,5 x (baisse de revenus - 50 %)]
	Baisse de revenus de moins de 50 % : 0,8 x baisse de revenus	Baisse de revenus de moins de 50 % : 0,875 x (baisse de revenus - 10 %)	Baisse de revenus de moins de 50 % : 0,625 x (baisse de revenus - 10 %)	Baisse de revenus de moins de 50 % : 0,25 x (baisse de revenus - 10 %)
Taux de subvention maximal	65 %	60 %	40 %	20 %
Subvention hebdomadaire maximale par employé	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$
Plafond des dépenses de loyer admissibles par période, par groupe affilié	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$
Seuil de revenu	Nul	10 %	10 %	10 %
Subvention complémentaire				
Taux de subvention	Restrictions sanitaires	Restrictions sanitaires	Restrictions sanitaires	Restrictions sanitaires
Taux de subvention maximal	25 %	25 %	25 %	25 %
Subvention hebdomadaire maximale par employé	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$
Plafond des dépenses de loyer admissibles par période, par groupe affilié	Nul	Nul	Nul	Nul
Seuil de revenu	Nul	10 %	10 %	10 %

Notes

- 1) La Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) est une subvention en deux parties constituée d'un montant de base et d'un montant complémentaire (Indemnité de confinement). La subvention de base couvre une partie des dépenses de loyer admissibles payées par un locataire ou un propriétaire admissible (entité déterminée) en fonction de la baisse des revenus admissibles de l'entité déterminée (calculée de la même façon qu'aux fins de la SSUC – voir les notes du tableau « Subvention salariale d'urgence du Canada »). Les dépenses de loyer admissibles sont assujetties à un plafond de 75 000 \$ par période par emplacement et à un plafond global de 300 000 \$ par période par groupe affilié d'entités déterminées.

La subvention de base maximale correspond à 65 % des dépenses de loyer admissibles payées pour les périodes 1 à 10. À compter de la période 11, les taux de la SUCL seront graduellement éliminés, et seules les entités ayant subi une baisse des revenus admissibles de plus de 10 % auront droit à la subvention de base et à l'Indemnité de confinement.

L'Indemnité de confinement correspond à 25 % des dépenses de loyer admissibles, et le plafond des dépenses de loyer admissibles est de 75 000 \$ par période par emplacement. L'Indemnité de confinement est généralement offerte à une entité déterminée pour un bien admissible assujéti à des « restrictions sanitaires ». L'une des conditions pour qu'une ordonnance en particulier soit considérée comme une « restriction sanitaire » est que par suite du décret ou de la décision, une partie ou la totalité des activités de l'entité déterminée prenant place au bien admissible, ou afférentes au bien admissible, doivent cesser. Cette détermination est fondée sur le type d'activité plutôt que la mesure dans laquelle une activité peut être exercée ou que des limites temporelles sur celle-ci sont imposées.

Les entités déterminées comprennent généralement les particuliers, les sociétés imposables, les fiducies imposables, les organismes sans but lucratif, les organismes de bienfaisance enregistrés et certaines sociétés de personnes, entre autres organisations. Certaines institutions publiques ne sont pas admissibles à la SUCL.

La subvention est considérée comme un revenu imposable.

- (2) La SUCL est actuellement offerte du 27 septembre 2020 au 25 septembre 2021 (pour un total de 52 semaines composées de treize périodes de quatre semaines). Toutefois, le gouvernement fédéral peut prolonger la SUCL jusqu'au 30 novembre 2021.

Les entités déterminées peuvent soumettre une demande à l'égard de chaque période de demande de quatre semaines pour lesquelles ils sont admissibles. Les demandes peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard 180 jours après la fin de la période de demande (voir le tableau « Subvention salariale d'urgence du Canada, Programme d'embauche pour la relance économique du Canada et Subvention d'urgence du Canada pour le loyer – Échéances »).

Subvention salariale d'urgence du Canada, Programme d'embauche pour la relance économique du Canada et Subvention d'urgence du Canada pour le loyer – Échéances

Période de la SSUC	Période du PEREC	Période de la SUCL	Période de demande de quatre semaines	Échéance
1			Du 15 mars au 11 avril 2020	1 ^{er} février 2021 ²
2			Du 12 avril au 9 mai 2020	1 ^{er} février 2021 ²
3			Du 10 mai au 6 juin 2020	1 ^{er} février 2021 ²
4			Du 7 juin au 4 juillet 2020	1 ^{er} février 2021 ²
5			Du 5 juillet au 1 ^{er} août 2020	1 ^{er} février 2021 ²
6			Du 2 août au 29 août 2020	25 février 2021
7			Du 30 août au 26 septembre 2020	25 mars 2021
8		1	Du 27 septembre au 24 octobre 2020	22 avril 2021
9		2	Du 25 octobre au 21 novembre 2020	20 mai 2021
10		3	Du 22 novembre au 19 décembre 2020	17 juin 2021
11		4	Du 20 décembre 2020 au 16 janvier 2021	15 juillet 2021
12		5	Du 17 janvier au 13 février 2021	12 août 2021
13		6	Du 14 février au 13 mars 2021	9 septembre 2021
14		7	Du 14 mars au 10 avril 2021	7 octobre 2021
15		8	Du 11 avril au 8 mai 2021	4 novembre 2021
16		9	Du 9 mai au 5 juin 2021	2 décembre 2021
17	1	10	Du 6 juin au 3 juillet 2021	30 décembre 2021
18	2	11	Du 4 juillet au 31 juillet 2021	27 janvier 2022
19	3	12	Du 1 ^{er} août au 28 août 2021	24 février 2022
20	4	13	Du 29 août au 25 septembre 2021	24 mars 2022
	5		Du 26 septembre au 23 octobre 2021	21 avril 2022
	6		Du 24 octobre au 20 novembre 2021	19 mai 2022

Notes

- 1) Les demandes de SSUC peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard le 31 janvier 2021 ou 180 jours après la fin de la période de demande, selon la plus tardive de ces deux dates.

Les demandes de PEREC et de SUCL peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard 180 jours après la fin de la période de demande.

- (2) L'Agence du revenu du Canada a confirmé que puisque le 31 janvier 2021 tombe un dimanche, la dernière journée pour soumettre une demande de SSUC pour les périodes 1 à 5 est le 1^{er} février 2021.

Mesures financières instaurées au Canada pour les particuliers en réponse à la COVID-19

Mesure	Bénéficiaires visés	Prestation maximale	Automatique	Date limite pour soumettre la demande
Assurance-emploi (AE) ^{1,6}	Particuliers	595 \$ / semaine	Non	25 septembre 2021
Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) ^{2,6}	Particuliers	500 \$ / semaine	Non	60 jours après la fin de la période de demande
Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (PCMRE) ^{3,6}	Particuliers	500 \$ / semaine	Non	60 jours après la fin de la période de demande
Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (PCREPA) ^{4,6}	Ménages	500 \$ / semaine	Non	60 jours après la fin de la période de demande
ACE supplément pour jeunes enfants (ACESJE) ⁵	Familles	1 200 \$ / enfant	Oui	s. o.

The 2021 maximum EI benefits is \$595 per week. Applications can be submitted online. Notes

- Le gouvernement fédéral a apporté des changements temporaires au programme d'assurance-emploi afin de mieux soutenir les particuliers qui ont besoin d'aide financière. Ces changements s'appliquent aux demandes d'assurance-emploi présentées entre le 27 septembre 2020 et le 25 septembre 2021 et ils consistent :
 - à augmenter le nombre maximal de semaines admissibles pour permettre aux particuliers de recevoir jusqu'à 50 semaines de prestations d'assurance-emploi;
 - à fixer les prestations d'assurance-emploi à un montant minimum de 500 \$ par semaine (ou 300 \$ par semaine pour les prestations parentales prolongées);
 - à exiger l'accumulation de seulement 120 heures de rémunération assurables pour être admissible aux prestations d'AE;
 - à permettre la rétroaction du crédit d'heures au 15 mars 2020 dans le cas des particuliers qui ont demandé la Prestation canadienne d'urgence et ajouter (PCU).

Les prestations maximales d'AE pour 2021 sont de 595 \$ par semaine. Les demandes peuvent être soumises en ligne.

- La PCRE offre une prestation de 500 \$ (450 \$ après retenue d'impôts) par semaine pendant un maximum de 38 semaines (c.-à-d. 19 périodes de 2 semaines) aux travailleurs qui sont directement touchés par la COVID-19 et qui ne sont pas admissibles aux prestations d'AE. La PCRE est offerte du 27 septembre 2020 au 25 septembre 2021.

Pour y avoir droit, un travailleur ne doit généralement pas être salarié ou travailleur indépendant pour des raisons liées à la COVID-19, ou doit avoir eu une baisse de 50 % de son revenu hebdomadaire moyen par rapport à l'année précédente à cause de la COVID-19.

Les travailleurs peuvent présenter une demande pour chaque période de demande de deux semaines à laquelle ils sont admissibles. Les demandes peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard 60 jours après la fin de la période de demande.

Si un travailleur gagne plus de 38 000 \$ de revenus pendant l'année civile, il pourrait devoir rembourser une partie ou la totalité de la PCRE reçue.

Notes (suite)

Le budget fédéral de 2021 propose d'offrir jusqu'à 12 semaines supplémentaires de soutien au revenu pour les demandeurs qui auront épuisé leurs 38 semaines de la PCRE le 19 juin 2021. Le versement des quatre premières de ces douze semaines supplémentaires sera de 500 \$, et il sera de 300 \$ par semaine pour les huit semaines restantes. À partir du 17 juillet 2021, tous les nouveaux demandeurs de la PCRE recevront aussi un montant de 300 \$ par semaine.

- 3) La PCMRE permet aux travailleurs de recevoir une prestation de 500 \$ (450 \$ après retenue d'impôts) par semaine pendant un maximum de quatre semaines s'ils sont incapables de travailler pour des raisons liées à la COVID-19 et qu'ils ne sont pas admissibles aux prestations d'AE. La PCMRE est offerte du 27 septembre 2020 au 25 septembre 2021.

Pour y avoir droit, un travailleur doit généralement être dans l'incapacité de travailler au moins 50 % de sa semaine de travail prévue parce qu'il est malade ou qu'il doit s'isoler, ou qu'il a un problème de santé sous-jacent qui le met plus à risque de contracter la COVID-19.

Les travailleurs peuvent présenter une demande pour chaque période de demande d'une semaine à laquelle ils sont admissibles. Les demandes peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard 60 jours après la fin de la période de demande.

- 4) La PCREPA offre une prestation de 500 \$ (450 \$ après retenue d'impôts) par semaine pendant un maximum de 38 semaines par ménage aux travailleurs qui doivent prendre soin d'un membre de leur famille en raison de la COVID-19 et qui ne sont pas admissibles aux prestations d'AE. La PCREPA est offerte du 27 septembre 2020 au 25 septembre 2021.

Pour y avoir droit, un travailleur doit généralement être dans l'incapacité de travailler au moins 50 % de sa semaine de travail prévue parce qu'il doit d'occuper de son enfant de moins de 12 ans ou d'un membre de la famille qui a besoin de soins supervisés parce que son école, son programme de jour ou son établissement de soins est fermé ou inaccessible en raison de la COVID-19, ou parce qu'il est malade, en isolement, ou à risque de graves complications de santé s'il contracte la COVID-19.

Les travailleurs peuvent présenter une demande pour chaque période de demande d'une semaine à laquelle ils sont admissibles. Les demandes peuvent être soumises en ligne et doivent être présentées au plus tard 60 jours après la fin de la période de demande.

Le budget fédéral de 2021 propose également de prolonger la PCREPA de quatre semaines, pour un total de 42 semaines.

- 5) L'ACESJE permet aux familles de recevoir jusqu'à 1 200 \$ en franchise d'impôt en 2021 par enfant de moins de six ans. L'ACESJE sera payée en quatre versements aux dates suivantes : le 28 mai 2021 (comprend les versements de janvier et d'avril), le 30 juillet 2021 et le 29 octobre 2021.

Aucune demande ne doit être soumise pour recevoir ces paiements. Les particuliers qui ont droit à l'allocation canadienne pour enfants recevront l'ACESJE.

- 6) Les prestations reçues au titre de l'AE, de la PCRE, de la PCMRE et de la PCREPA sont imposables.

Le budget fédéral de 2021 donne aux particuliers la possibilité de demander une déduction pour le remboursement d'une prestation fédérale pour la COVID-19 pour l'année de réception du montant de prestation plutôt que l'année du remboursement. Les prestations fédérales pour la COVID-19 comprennent la PCU, la prestation d'assurance-emploi d'urgence, la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), la PCRE, la PCMRE, de même que la PCREPA. Cette option est offerte pour les montants de prestations remboursés avant 2023.

Particuliers

1

Particuliers

Taux et tranches d'imposition fédéraux et provinciaux/territoriaux pour 2021

	Taux d'imposition	Tranches d'imposition	Surtaxe	
			Taux	Seuil
Fédéral ¹	15,00 %	Jusqu'à 49 020 \$		
	20,50	49 021 – 98 040		
	26,00	98 041 – 151 978		
	29,00	151 979 – 216 511		
	33,00	216 512 et plus		
Colombie-Britannique ²	5,06 %	Jusqu'à 42 184 \$		
	7,70	42 185 – 84 369		
	10,50	84 370 – 96 866		
	12,29	96 867 – 117 623		
	14,70	117 624 – 159 483		
	16,80	159 484 – 222 420		
	20,50	222 421 et plus		
Alberta ³	10,00 %	Jusqu'à 131 220 \$		
	12,00	131 221 – 157 464		
	13,00	157 465 – 209 952		
	14,00	209 953 – 314 928		
	15,00	314 929 et plus		
Saskatchewan ⁴	10,50 %	Jusqu'à 45 677 \$		
	12,50	45 678 – 130 506		
	14,50	130 507 et plus		
Manitoba ⁶	10,80 %	Jusqu'à 33 723 \$		
	12,75	33 724 – 72 885		
	17,40	72 886 et plus		
Ontario ^{7,8}	5,05 %	Jusqu'à 45 142 \$		
	9,15	45 143 – 90 287	20 % 36	4 874 \$ 6 237
	11,16	90 288 – 150 000		
	12,16	150 001 – 220 000		
	13,16	220 001 et plus		
Québec ⁹	15,00 %	Jusqu'à 45 105 \$		
	20,00	45 106 – 90 200		
	24,00	90 201 – 109 755		
	25,75	109 756 et plus		

Voir les notes aux pages suivantes.

	Taux d'imposition	Tranches d'imposition	Surtaxe	
			Taux	Seuil
Nouveau-Brunswick ⁴	9,68 %	Jusqu'à 43 835 \$		
	14,82	43 836 – 87 671		
	16,52	87 672 – 142 534		
	17,84	142 535 – 162 383		
	20,30	162 384 et plus		
Nouvelle-Écosse ⁵	8,79 %	Jusqu'à 29 590 \$		
	14,95	29 591 – 59 180		
	16,67	59 181 – 93 000		
	17,50	93 001 – 150 000		
	21,00	150 001 et plus		
Île-du-Prince-Édouard ^{5,8}	9,80 %	Jusqu'à 31 984 \$		
	13,80	31 985 – 63 969		
	16,70	63 970 et plus	10 %	12 500 \$
Terre-Neuve-et-Labrador ¹⁰	8,70 %	Jusqu'à 38 081 \$		
	14,50	38 082 – 76 161		
	15,80	76 162 – 135 973		
	17,30	135 974 – 190 363		
	18,30	190 364 et plus		
Yukon ⁴	6,40 %	Jusqu'à 49 020 \$		
	9,00	49 021 – 98 040		
	10,90	98 041 – 151 978		
	12,80	151 979 – 500 000		
	15,00	500 001 et plus		
Territoires du Nord-Ouest ⁴	5,90 %	Jusqu'à 44 396 \$		
	8,60	44 397 – 88 796		
	12,20	88 797 – 144 362		
	14,05	144 363 et plus		
Nunavut ⁴	4,00 %	Jusqu'à 46 740 \$		
	7,00	46 741 – 93 480		
	9,00	93 481 – 151 978		
	11,50	151 979 et plus		

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Au fédéral, les tranches d'imposition sont indexées chaque année en fonction d'un facteur d'inflation. Le facteur d'inflation est établi en fonction de la variation du taux d'inflation fédéral moyen pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre de l'année précédente par rapport à la variation du taux pour la période correspondante de l'année antérieure à cette dernière. Le facteur d'inflation du fédéral est de 1,0 % pour 2021.
- 2) La Colombie-Britannique indexe ses tranches d'imposition selon la même formule que celle qu'utilise le fédéral, mais en fonction du taux d'inflation provincial plutôt que de celui du fédéral.

Le facteur d'inflation de la province est de 1,1 % pour 2021.
- 3) L'Alberta a interrompu l'indexation annuelle des crédits d'impôt non remboursables et des seuils des tranches d'imposition, et reportera les montants de 2019 à 2020 ainsi qu'aux années d'imposition suivantes. La province a également indiqué que l'indexation du régime fiscal ne reprendra qu'une fois que les conditions fiscales et économiques souhaitées seront réunies.
- 4) Les tranches d'imposition du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan et des territoires (Territoires du Nord-Ouest, Nunavut et Yukon) sont indexées selon la formule utilisée au fédéral. Le facteur d'inflation est de 1,0 % pour 2021.

La Saskatchewan a réinstauré l'indexation de son régime d'imposition du revenu des particuliers selon le taux d'inflation national, à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 5) La Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard n'indexent ni leurs tranches d'imposition, ni, s'il y a lieu, les seuils aux fins de leur surtaxe.
- 6) Le Manitoba indexe ses tranches d'imposition selon la même formule que celle qu'utilise le fédéral, mais en fonction du taux d'inflation provincial plutôt que de celui du fédéral. Le facteur d'inflation de la province est de 1,0 % pour 2021.
- 7) L'Ontario indexe ses tranches d'imposition et les seuils de sa surtaxe selon la même formule que celle qu'utilise le fédéral, mais en tenant compte du taux d'inflation provincial plutôt que de celui du fédéral. Le facteur d'inflation de la province est de 0,9 % pour 2021. Les particuliers qui sont résidents de l'Ontario et dont le revenu imposable est supérieur à 20 000 \$ doivent également payer chaque année une contribution santé (voir le tableau « Contributions santé provinciales »).

Notes (suite)

- 8) L'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard ont un système de surtaxe dans le cadre duquel une surtaxe est appliquée à l'impôt provincial sur le revenu (avant la surtaxe) qui excède le seuil indiqué dans le tableau. Par exemple, la surtaxe de l'Ontario de 20 % s'applique au montant de l'impôt sur le revenu de la province (avant la surtaxe) qui dépasse 4 874 \$. La surtaxe de l'Ontario de 36 % s'applique en sus de la surtaxe de 20 % (ce qui donne une surtaxe de 56 %) à l'impôt provincial sur le revenu (avant la surtaxe) qui dépasse 6 237 \$.

La surtaxe entraîne une hausse effective du taux marginal d'imposition le plus élevé pour les résidents de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard, qui est porté à 20,53 % (13,16 % x 156 %) et à 18,37 % (16,70 % x 110 %), respectivement.

- 9) Le Québec indexe ses tranches d'imposition selon la même formule que celle qu'utilise le fédéral, mais en fonction du taux d'inflation provincial, à l'exception des changements apportés aux taxes sur les boissons alcoolisées et le tabac, plutôt que de celui du fédéral. Le facteur d'inflation de la province est de 1,26 % pour 2021. Les résidents du Québec doivent cotiser au Fonds des services de santé de cette province (voir le tableau « Contributions santé provinciales »).
- 10) Terre-Neuve-et-Labrador indexe ses tranches d'imposition selon la même formule que celle qu'utilise le fédéral, mais en fonction du taux d'inflation provincial plutôt que de celui du fédéral. Le facteur d'inflation de Terre-Neuve-et-Labrador est de 0,4 % pour 2021.

Taux et montants des crédits d'impôt fédéraux et provinciaux/territoriaux non remboursables pour 2021¹

	Fédéral	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.
Taux d'imposition s'appliquant aux crédits ¹	15,00 %	5,06 %	10,00 %	10,50 %	10,80 %
Facteur d'indexation ²	1,0 %	1,1 %	s. o.	1,0 %	1,0 %
Montant personnel de base ³	13 808 \$	11 070 \$	19 369 \$	16 225 \$	9 936 \$
Montant pour époux / conjoint de fait et personne à charge admissible ^{4,5}	13 808	9 479	19 369	16 225	9 134
Seuil de revenu net	—	948	—	1 623	—
Personne à charge ⁵ âgée de 18 ans ou plus et handicapée	Voir aidant naturel	Voir aidant naturel	11 212	9 559	3 605
Seuil de revenu net			7 407	6 782	5 115
Aidant naturel ⁵	7 348	4 844	11 212	9 559	3 605
Seuil de revenu net	17 256	16 394	17 826	16 325	12 312
Enfant ⁶ (max.)	—	—	—	6 155	—
Adoption ⁷ (max.)	16 729	16 729	13 247	—	10 000
Personne handicapée ⁸	8 662	8 303	14 940	9 559	6 180
Supplément pour personne handicapée ⁹	5 053	4 845	11 212	9 559	3 605
Revenu de pension ⁸ (max.)	2 000	1 000	1 491	1 000	1 000
Personne âgée de 65 ans ou plus ^{8,10}	7 713	4 964	5 397	4 942	3 728
Seuil de revenu net	38 893	36 954	40 179	36 794	27 749
Limite des frais médicaux ¹¹	2 421	2 302	2 504	2 291	1 728
Emploi ¹²	1 257	—	—	—	—
Régime de pensions du Canada ¹³ (max.)	3 166	3 166	3 166	3 166	3 166
Assurance-emploi ¹³ (max.)	890	890	890	890	890
Condition physique des enfants ¹⁴ (max.)	—	—	—	Remb.	500
Activités artistiques des enfants ¹⁵ (max.)	—	—	—	Remb.	500
Bien-être des enfants ¹⁶ (max.)	—	—	—	—	—
Acheteurs d'habitation ¹⁷ (max.)	5 000	—	—	10 000	—
Accessibilité domiciliaire ¹⁸ (max.)	10 000	Remb.	—	2 100	—
Frais de scolarité ¹⁹	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Études ¹⁹					
Temps plein – mensuel	—	—	—	—	400
Temps partiel – mensuel	—	—	—	—	120
Dons de bienfaisance ²⁰					
Taux du crédit – premiers 200 \$	15,00 %	5,06 %	10,00 %	10,50 %	10,80 %
Taux du crédit sur le solde	29,00/ 33,00 %	16,80/ 20,50 %	21,00 %	14,50 %	17,40 %

Voir les notes aux pages suivantes.

Remb. = crédit remboursable (voir la note correspondante).

	Ont.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
Taux d'imposition s'appliquant aux crédits ¹	5,05 %	9,68 %	8,79 %	9,80 %	8,70 %
Facteur d'indexation ²	0,9 %	1,0 %	s. o.	s. o.	0,4 %
Montant personnel de base ³	10 880 \$	10 564 \$	8 481 \$	10 500 \$	9 536 \$
Montant pour époux / conjoint de fait et personne à charge admissible ^{4,5}	9 238	8 970	8 481	8 918	7 792
Seuil de revenu net	924	898	848	891	780
Personne à charge ⁵					
âgée de 18 ans ou plus et handicapée	Voir aidant naturel	4 990	2 798	2 446	3 028
Seuil de revenu net		7 078	5 683	4 966	6 508
Aidant naturel ⁵	5 128	4 989	4 898	2 446	3 028
Seuil de revenu net	17 544	17 038	13 677	4 966	14 800
Enfant ⁶ (max.)	—	—	1 200	1 200	—
Adoption ⁷ (max.)	13 273	—	—	—	12 869
Personne handicapée ⁸	8 790	8 552	7 341	6 890	6 435
Supplément pour personne handicapée ⁹	5 126	4 989	3 449	4 019	3 028
Revenu de pension ⁸ (max.)	1 504	1 000	1 173	1 000	1 000
Personne âgée de 65 ans ou plus ^{8,10}	5 312	5 158	4 141	3 764	6 087
Seuil de revenu net	39 546	38 400	30 828	28 019	33 359
Limite des frais médicaux ¹¹	2 463	2 391	1 637	1 678	2 076
Emploi ¹²	—	—	—	—	—
Régime de pensions du Canada ¹³ (max.)	3 166	3 166	3 166	3 166	3 166
Assurance-emploi ¹³ (max.)	890	890	890	890	890
Condition physique des enfants ¹⁴ (max.)	—	—	—	—	—
Activités artistiques des enfants ¹⁵ (max.)	—	—	—	—	—
Bien-être des enfants ¹⁶ (max.)	—	—	—	500	—
Acheteurs d'habitation ¹⁷ (max)	—	—	—	—	—
Accessibilité domiciliaire ¹⁸ (max.)	Remb.	Remb.	—	—	—
Frais de scolarité ¹⁹	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Études ¹⁹					
Temps plein – mensuel	—	—	200	400	200
Temps partiel – mensuel	—	—	60	120	60
Dons de bienfaisance ²⁰					
Taux du crédit – premiers 200 \$	5,05 %	9,68 %	8,79 %	9,80 %	8,70 %
Taux du crédit sur le solde	11,16 %	17,95 %	21,00 %	16,70 %	18,30 %

Voir les notes aux pages suivantes.

Remb. = crédit remboursable (voir note correspondante).

	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
Taux d'imposition s'appliquant aux crédits ¹	6,40 %	5,90 %	4,00 %
Facteur d'indexation ²	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Montant personnel de base ³	13 808 \$	15 243 \$	16 467 \$
Montant pour époux / conjoint de fait et personne à charge admissible ^{4,5}	13 808	15 243	16 467
Seuil de revenu net	—	—	—
Personne à charge ⁵			
âgée de 18 ans ou plus et handicapée	Voir aidant naturel	5 053	5 053
Seuil de revenu net	7 169	7 169	7 169
Aidant naturel ⁵	7 348	5 052	5 052
Seuil de revenu net	17 256	17 256	17 256
Enfant ⁶ (max.)	—	—	1 200
Adoption ⁷ (max.)	16 729	—	—
Personne handicapée ⁸	8 662	12 362	14 016
Supplément pour personne handicapée ⁹	5 053	5 053	5 053
Revenu de pension ⁸ (max.)	2 000	1 000	2 000
Personne âgée de 65 ans ou plus ^{8,10}	7 713	7 456	10 512
Seuil de revenu net	38 893	38 893	38 893
Limite des frais médicaux ¹¹	2 421	2 421	2 421
Emploi ¹²	1 257	—	—
Régime de pensions du Canada ¹³ (max.)	3 166	3 166	3 166
Assurance-emploi ¹³ (max.)	890	890	890
Condition physique des enfants ¹⁴ (max.)	Remb.	—	—
Activités artistiques des enfants ¹⁵ (max.)	500	—	—
Bien-être des enfants ¹⁶ (max.)	—	—	—
Acheteurs d'habitation ¹⁷ (max)	—	—	—
Accessibilité domiciliaire ¹⁸ (max.)	—	—	—
Frais de scolarité ¹⁹	Oui	Oui	Oui
Études ¹⁹			
Temps plein – mensuel	—	400	400
Temps partiel – mensuel	—	120	120
Dons de bienfaisance ²⁰			
Taux du crédit – premiers 200 \$	6,40 %	5,90 %	4,00 %
Taux du crédit sur le solde	12,80 %	14,05 %	11,50 %

Voir les notes aux pages suivantes.

Remb. = crédit remboursable (voir note correspondante).

Notes

- 1) Le tableau présente les montants en dollars des crédits d'impôt fédéraux, provinciaux et territoriaux non remboursables pour 2021 (à l'exception de ceux du Québec, voir le tableau intitulé « Taux et montants des crédits d'impôt non remboursables du Québec pour 2021 »). Pour déterminer la valeur des crédits, il faut multiplier chaque montant en dollar par le taux d'imposition indiqué, qui est le taux d'imposition le plus bas dans la compétence territoriale concernée. Par exemple, le montant du crédit personnel de base en Colombie-Britannique de 11 070 \$ multiplié par 5,06 % donne une valeur de crédit de 560 \$.

Le revenu gagné par le contribuable ou la personne à charge, selon le cas, qui excède les seuils de revenu net indiqués dans le tableau vient réduire la valeur du crédit d'un montant équivalent. La seule exception à cette règle est le crédit en raison de l'âge, lequel est diminué d'un montant correspondant à 15 % du revenu net du contribuable qui excède le seuil.

Le taux d'imposition de l'Ontario s'appliquant aux crédits est de 7,88 % (5,05 % x 156 %) pour un particulier qui est assujéti à la surtaxe de 56 %.

Le taux d'imposition de l'Île-du-Prince-Édouard s'appliquant aux crédits est de 10,78 % (9,80 % x 110 %) pour un particulier qui est assujéti à la surtaxe de 10 %.

- 2) Les facteurs d'indexation indiqués dans le tableau sont utilisés pour indexer les crédits dans chaque compétence territoriale. Ces facteurs sont calculés en fonction de la variation du taux d'inflation moyen, fédéral ou provincial, pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre de l'année précédente par rapport à la variation du taux pour la période correspondante de l'année antérieure à cette dernière.

En Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, le taux d'inflation provincial applicable est utilisé aux fins de ces calculs, alors qu'au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan, c'est le taux d'inflation fédéral qui est utilisé. La Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard n'indexent pas leurs crédits.

La Saskatchewan a réinstauré l'indexation de son régime d'imposition du revenu des particuliers selon le taux d'inflation national à compter du 1^{er} janvier 2021.

L'Alberta a interrompu l'indexation annuelle des crédits d'impôt non remboursables et des seuils des tranches d'imposition, et a reporté les montants de 2019 à 2020 ainsi qu'aux années d'imposition suivantes. La province a également indiqué que l'indexation du régime fiscal ne reprendra qu'une fois que les conditions fiscales et économiques souhaitées seront réunies.

Le Manitoba indexe seulement le montant personnel de base et les fourchettes d'imposition du revenu des particuliers. Les autres crédits d'impôt non remboursables ne sont pas indexés.

- 3) La Nouvelle-Écosse offre un montant personnel de base supplémentaire de 3 000 \$ lorsque le revenu d'un contribuable est de 25 000 \$ ou moins. Ce montant est réduit proportionnellement si le revenu du contribuable se situe entre 25 000 et 75 000 \$.

L'Île-du-Prince-Édouard a augmenté le montant personnel de base de la province, le faisant passer de 10 000 à 10 500 \$, et a modifié proportionnellement le montant pour conjoint et le montant pour équivalent de conjoint, le faisant passer de 8 493 à 8 918 \$ à compter du 1^{er} janvier 2021. Le montant personnel de base de la province sera haussé davantage, de sorte qu'il passera de 10 500 à 11 250 \$ à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le gouvernement fédéral a proposé d'augmenter graduellement le montant personnel de base fédéral pour le faire passer à 15 000 \$ d'ici 2023. Le montant personnel de base est passé de 13 299 à 13 808 \$ pour les particuliers dont le revenu net est égal ou inférieur à 150 473 \$ en 2021. La hausse du montant personnel de base est graduellement réduite pour les particuliers dont le revenu net se situe entre 151 978 et 216 511 \$ en 2021. En outre, les particuliers ayant un revenu net supérieur à 216 511 \$ en 2021 ne seront pas touchés par ces modifications; leur montant personnel de base restera fixé à 12 421 \$. Ces mesures proposées n'ont pas encore été adoptées, mais l'Agence de revenu du Canada (« ARC ») les administre comme si elles avaient force de loi. Le Yukon a proposé d'harmoniser le montant personnel de base de la province avec les modifications fédérales apportées à ce montant à compter du 1^{er} janvier 2021.

Notes (suite)

- 4) Le montant pour époux / conjoint de fait et le montant pour personne entièrement à charge sont calculés en soustrayant du montant maximum le revenu net de l'époux / conjoint de fait ou de la personne entièrement à charge.

Le crédit pour époux / conjoint de fait s'applique tant aux conjoints mariés qu'aux conjoints de fait. Le contribuable qui est célibataire, divorcé ou séparé et qui subvient aux besoins d'une personne à charge résidant sous son toit peut demander le crédit pour personne entièrement à charge. Ce crédit peut être demandé pour des personnes à charge de moins de 18 ans qui sont liées au contribuable, pour les parents et grands-parents du contribuable ou pour toute autre personne handicapée liée au contribuable (voir la note 5).

Le gouvernement fédéral a proposé d'augmenter graduellement le montant fédéral maximal pour époux ou conjoint de fait et le crédit pour personne à charge admissible afin qu'ils passent à 15 000 \$ d'ici 2023. Le montant maximal a été majoré, passant de 13 229 à 13 808 \$ pour les particuliers dont le revenu net est égal ou inférieur à 151 978 \$ en 2021. La hausse du montant est graduellement réduite pour les particuliers dont le revenu net se situe entre 151 978 et 216 511 \$ en 2021. En outre, les particuliers ayant un revenu net supérieur à 216 511 \$ en 2021 ne seront pas touchés par ces modifications; leur montant restera fixé à 12 421 \$. Ces mesures proposées n'ont pas encore été adoptées, mais l'ARC les administre comme si elles avaient force de loi. Le Yukon a proposé d'harmoniser le montant pour époux ou conjoint de fait et le crédit pour personne à charge admissible avec les modifications fédérales apportées à ces montants à compter du 1^{er} janvier 2021.

La Nouvelle-Écosse offre un crédit d'impôt non remboursable supplémentaire pour époux / conjoint de fait et pour personne entièrement à charge si le revenu est de 25 000 \$ ou moins. Pour 2021, le montant de ce crédit est de 3 000 \$, et il est réduit proportionnellement si le revenu se situe entre 25 000 et 75 000 \$.

- 5) Le crédit pour aidant naturel est accordé aux contribuables qui prennent soin d'une personne à charge liée. De façon générale, la personne à charge doit être âgée de 18 ans ou plus et être handicapée, ou, dans le cas d'un parent ou d'un grand-parent, être âgée de 65 ans ou plus (sauf au fédéral, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Yukon, dans le cas desquels le crédit n'est pas offert à l'égard des personnes à charge n'ayant pas de déficience).

Pour le crédit pour aidant naturel, le montant admissible est de 7 348 \$ à l'égard de personnes à charge ayant une déficience qui sont des parents ou grands-parents, des frères ou sœurs, des oncles ou tantes, des neveux ou nièces, ou des enfants ou petits-enfants d'âge adulte du demandeur, ou encore de l'époux ou du conjoint de fait du demandeur. Ce montant est de 2 295 \$ à l'égard d'un époux ou conjoint de fait ayant une déficience pour qui le particulier demande le montant pour époux ou conjoint de fait, d'une personne à charge ayant une déficience pour qui le particulier demande le crédit pour personnes à charge admissibles, ou d'un enfant ayant une déficience qui est âgé de moins de 18 ans à la fin de l'année d'imposition.

En Ontario et en Colombie-Britannique, le montant du crédit est de 5 128 et de 4 844 \$, respectivement, pour des membres de la famille qui sont des personnes à charge ayant une déficience, y compris les enfants adultes du demandeur ou de l'époux ou conjoint de fait du demandeur.

- 6) La Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nunavut offrent un crédit semblable pour les enfants âgés de moins de 6 ans. Si certaines conditions sont remplies, un particulier de la Nouvelle-Écosse ou de l'Île-du-Prince-Édouard peut demander 100 \$ par mois admissible jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 1 200 \$ par année, et un particulier du Nunavut peut demander 1 200 \$ par année. Les montants inutilisés de ce crédit peuvent être transférés entre les conjoints.

La Saskatchewan offre un crédit pour les enfants âgés de moins de 18 ans lorsque certaines conditions sont remplies. Les montants inutilisés de ce crédit peuvent être transférés entre les conjoints.

Notes (suite)

- 7) Le crédit d'impôt pour frais d'adoption s'applique aux frais d'adoption admissibles engagés au cours de l'année et non remboursés au contribuable, jusqu'à concurrence du montant maximum indiqué au tableau.
- 8) Le crédit en raison de l'âge ainsi que les crédits pour personne handicapée et revenu de pension peuvent être transférés à un époux / conjoint de fait. Les montants admissibles au transfert sont réduits de la tranche du revenu net de l'époux / conjoint de fait en sus du montant du crédit personnel de base. Le crédit pour personne handicapée peut aussi être transféré à la personne assumant les frais si celle-ci n'est pas l'époux / conjoint de fait. Toutefois, le cas échéant, le montant du crédit est réduit de la tranche du revenu net de la personne handicapée en sus du montant du crédit personnel de base.
- 9) Une personne âgée de moins de 18 ans à la fin de l'année peut demander le supplément pour personne handicapée. Le montant indiqué au tableau représente le montant maximum qui peut être demandé, et il est réduit de certains frais de garde d'enfants et frais auxiliaires déduits par cette personne.
- 10) La Saskatchewan offre également un crédit d'impôt non remboursable supplémentaire aux particuliers âgés de 65 ans ou plus durant l'année, sans égard au montant de leur revenu net. Pour 2021, ce montant est de 1 305 \$.

La Nouvelle-Écosse offre un crédit d'impôt non remboursable supplémentaire aux particuliers âgés de 65 ans ou plus durant l'année dont le revenu imposable est de 25 000 \$ ou moins. Pour 2021, le montant de ce crédit s'établit à 1 465 \$. Ce montant est réduit proportionnellement si le revenu du contribuable se situe entre 25 000 et 75 000 \$.

- 11) Le crédit pour frais médicaux est déterminé selon le moindre des deux montants suivants : le montant des frais médicaux admissibles excédant 3 % du revenu net et la limite des frais médicaux indiquée dans le tableau. Les frais médicaux engagés par les deux conjoints / conjoints de fait et par leurs enfants âgés de moins de 18 ans peuvent être totalisés et faire l'objet d'une demande de crédit par l'un ou l'autre des conjoints / conjoints de fait.

Les contribuables peuvent également demander un montant pour frais médicaux pour d'autres personnes à charge admissibles, dans la mesure où le montant excède 3 % du revenu net de la personne à charge ou la limite des frais médicaux indiquée dans le tableau, selon le moins élevé des deux montants. L'Ontario est actuellement la seule province à fixer une limite des frais médicaux admissibles pour d'autres personnes à charge admissibles. Cette limite est de 13 273 \$ pour 2021.

- 12) Les particuliers qui travaillent peuvent demander un crédit fédéral pour emploi fondé sur le moins élevé du montant indiqué dans le tableau et du montant du revenu d'emploi gagné au cours de l'année. Le Yukon offre également le crédit fédéral non remboursable pour emploi.

L'Alberta offrait un crédit d'impôt remboursable à l'emploi familial aux résidents de l'Alberta qui avaient des enfants âgés de moins de 18 ans et qui répondaient aux critères d'admissibilité du revenu. Ce crédit était généralement versé chaque année en janvier et en juillet. En juillet 2020, la prestation pour les familles et les enfants de l'Alberta (*Alberta Child and Family Benefit*) a remplacé la prestation pour enfants de l'Alberta et le crédit d'impôt à l'emploi familial de l'Alberta. Cette prestation est non imposable et est versée trimestriellement.

- 13) Les contribuables qui sont des travailleurs autonomes peuvent déduire 50 % de leurs cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime de rentes du Québec dans le calcul de leur revenu net. Le solde des cotisations peut être demandé à titre de crédit d'impôt non remboursable. Les contribuables qui sont des travailleurs autonomes peuvent également déduire les cotisations d'assurance-emploi qu'ils ont payées.

Notes (suite)

- 14) Au Manitoba, les contribuables peuvent demander un crédit d'un montant maximal de 500 \$ au titre des frais payés pour l'inscription ou l'adhésion à un programme d'activité physique d'un enfant âgé de moins de 18 ans, d'un époux ou d'un conjoint de fait âgé entre 18 et 24 ans, et pour eux-mêmes s'ils sont âgés de moins de 25 ans à la fin de l'année. Pour les enfants ou les jeunes adultes admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées, les contribuables peuvent demander un montant supplémentaire de 500 \$ si au moins 100 \$ ont été versés pour des frais d'inscription ou d'adhésion à un programme d'activités physiques prescrit.

Au Yukon, les contribuables peuvent demander un montant maximal de 1 000 \$ au titre des frais admissibles payés pour l'adhésion ou l'inscription à un programme d'activité physique prescrit d'un enfant âgé de moins de 16 ans (ou de moins de 18 ans si l'enfant est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées) au début de l'année. Pour les enfants admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées âgés de moins de 18 ans, les contribuables peuvent demander un montant supplémentaire de 500 \$ si au moins 100 \$ ont été versés au titre de frais d'inscription ou d'adhésion à un programme d'activité physique prescrit. Le crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants est un crédit remboursable au Yukon.

Les contribuables de la Saskatchewan peuvent demander jusqu'à 150 \$ annuellement par enfant mineur, dans le cas de familles admissibles qui paient des frais pour inscrire leurs enfants à des activités sportives, récréatives et culturelles admissibles. Les familles ayant un enfant handicapé recevront un montant supplémentaire de 50 \$ par année.

- 15) Au Manitoba et au Yukon, les contribuables peuvent demander un montant maximal de 500 \$ au titre des frais payés pour l'adhésion ou l'inscription à un programme admissible d'activités artistiques, culturelles, récréatives et développementales d'un enfant âgé de moins de 16 ans (ou de moins de 18 ans si l'enfant est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées) au début de l'année. Pour les enfants âgés de moins de 18 ans au début de l'année qui sont admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées, les contribuables peuvent demander un montant supplémentaire de 500 \$ si au moins 100 \$ ont été versés au titre de frais d'inscription ou d'adhésion à un programme admissible d'activités artistiques.

Les contribuables de la Saskatchewan peuvent demander jusqu'à 150 \$ annuellement par enfant mineur, dans le cas de familles admissibles qui paient des frais pour inscrire leurs enfants à des activités sportives, récréatives et culturelles admissibles. Les familles ayant un enfant handicapé recevront un montant supplémentaire de 50 \$ par année.

- 16) L'Île-du-Prince-Édouard a instauré un nouveau crédit d'impôt non remboursable de 500 \$ pour le bien-être des enfants à compter du 1^{er} janvier 2021. Ce crédit sera offert aux familles ayant des enfants de moins de 18 ans pour des activités admissibles (artistiques, culturelles, récréatives, développementales ou physiques) visant le bien-être des enfants.
- 17) Les acheteurs d'une première habitation qui font l'acquisition d'une habitation admissible au cours de l'année peuvent demander un crédit d'impôt fédéral non remboursable pouvant aller jusqu'à 5 000 \$ et qui fournit un allègement d'impôt pouvant atteindre jusqu'à 750 \$ (5 000 \$ x 15 %).

Pour y avoir droit, ni le particulier ni son époux / conjoint de fait ne peuvent avoir vécu dans une autre habitation dont ils étaient propriétaires durant l'année civile au cours de laquelle la nouvelle habitation a été achetée ni au cours des quatre années civiles précédentes. Ce crédit peut être demandé soit par l'acheteur, soit par son époux / conjoint de fait.

Ce crédit sera également applicable à l'achat de certaines habitations par un particulier admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées ou à son profit.

Le crédit d'impôt de la Saskatchewan pour l'achat d'une première habitation est un crédit d'impôt non remboursable pouvant aller jusqu'à 1 050 \$ (soit 10,50 % de 10 000 \$) offert aux contribuables admissibles. Ce crédit contiendra également des dispositions en vue d'aider les personnes handicapées à faire l'achat d'une maison plus accessible, et ses règles d'admissibilité seront semblables à celles de l'incitatif fédéral pour l'achat d'une première habitation. En règle générale, ce crédit s'applique aux habitations admissibles achetées après le 31 décembre 2011.

Notes (suite)

- 18) Le crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire s'applique aux dépenses admissibles engagées pour des travaux effectués ou des biens acquis relativement à des travaux de rénovation admissibles visant le logement admissible d'un particulier qui est âgé de 65 ans ou plus à la fin de l'année d'imposition ou qui est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées. La Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick offrent un crédit d'impôt remboursable pouvant aller jusqu'à 1 000 \$ pour des dépenses similaires. L'Ontario a instauré un nouveau crédit temporaire remboursable de 25 % d'un montant maximal de 10 000 \$ au titre de certaines dépenses admissibles pour la résidence principale d'une personne âgée à compter de 2021. La Saskatchewan offre un crédit d'impôt non remboursable correspondant à 10,5 % des dépenses de rénovation domiciliaires admissibles engagées pour leur résidence principale entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 décembre 2022 jusqu'à concurrence de 20 000 \$.
- 19) La portion admissible du crédit pour frais de scolarité et du crédit pour études peut être transféré à un époux / conjoint de fait, un parent ou un grand-parent. Tout montant qui n'est pas transféré peut être reporté prospectivement indéfiniment par l'étudiant.
- 20) Les dons de bienfaisance faits par les deux époux / conjoints de fait peuvent être additionnés et demandés par l'un ou l'autre des conjoints. Le montant maximal des dons qui peut être demandé au cours d'une année correspond à 75 % du revenu net. Toutefois, tous les dons peuvent être reportés prospectivement sur une période de cinq ans s'ils ne sont pas demandés pendant l'année où ils sont faits.

Le taux du crédit d'impôt fédéral pour dons de 33 % s'applique aux dons de bienfaisance faits après 2015 qui excèdent 200 \$, jusqu'à concurrence du revenu du contribuable qui est assujéti à la tranche d'imposition supérieure (plus de 216 511 \$ pour 2021). Autrement, le taux de 29 % s'applique aux dons qui excèdent 200 \$.

Le crédit d'impôt provincial pour dons de la Colombie-Britannique est de 5,06 % sur la première tranche de 200 \$ du montant total des dons faits dans l'année, et un crédit d'impôt pour dons de 20,5 % peut être demandé dans la mesure où le revenu du donateur excède 222 420 \$. Tous les dons restants donnent droit à un taux du crédit d'impôt de 16,8 %.

Le taux du crédit d'impôt de l'Ontario pour les dons de plus de 200 \$ est de 17,41 % pour les particuliers assujéti à la surtaxe de 56 %.

Le taux du crédit d'impôt de l'Île-du-Prince-Édouard pour les dons de plus de 200 \$ est de 18,37 % pour les particuliers assujéti à la surtaxe de 10 %.

Taux et montants des crédits d'impôt non remboursables du Québec pour 2021

Taux d'imposition s'appliquant aux crédits ¹	15 %
Facteur d'indexation ²	1,26 %
Montant personnel de base	15 728 \$
Montants pour personnes à charge :	
Enfant âgé de moins de 18 ans suivant une formation ou des études postsecondaires à temps plein ³	3 021
Enfant âgé de plus de 17 ans étudiant à temps plein ⁴	Voir la note
Autres personnes à charge âgées de plus de 17 ans ⁵	4 403
Personne vivant seule ou avec une personne à charge ⁶ :	
Montant de base ⁷	1 802
Montant pour chef de famille monoparentale (supplément) ⁸	2 225
Personne âgée de 65 ans ou plus ⁶	3 308
Prolongation de carrière ⁹	
Travailleurs âgés de 60 à 64 ans	10 000
Travailleurs âgés de 65 ans et plus	11 000
Revenu de pension ⁶ (max.)	2 939
Personne handicapée	3 492
Acheteurs d'une première habitation ¹⁰	5 000
Cotisations syndicales et professionnelles ¹¹	10 %
Frais de scolarité ¹²	8 %
Intérêts payés sur prêts étudiants ¹³	20 %
Frais médicaux ¹⁴	20 %
Dons de bienfaisance ¹⁵	
Taux du crédit sur la première tranche de 200 \$	20 %
Taux du crédit sur le montant résiduel	24/25,75 %

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Pour déterminer la valeur du crédit, il faut multiplier chaque montant en dollars par le taux du crédit d'impôt du Québec. Par exemple, le montant du crédit personnel de base de 15 728 \$ est multiplié par 15 %, ce qui donne une valeur de crédit de 2 359 \$.

La tranche inutilisée des crédits non remboursables peut être transférée d'un époux / conjoint de fait à l'autre, mais seulement une fois que tous les crédits ont été pris en compte dans le calcul de l'impôt sur le revenu par ailleurs payable par le particulier.

- 2) Les crédits d'impôt du Québec sont indexés chaque année selon un facteur d'inflation calculé à partir du taux d'inflation provincial, en faisant abstraction des variations des taxes sur les boissons alcoolisées et les produits du tabac. Le facteur d'inflation du Québec est de 1,26 % pour 2021. Aux fins du calcul du montant personnel de base et des crédits d'impôt personnels, la législation fiscale québécoise prévoit l'indexation automatique.
- 3) Ce crédit est offert à l'égard d'enfants à charge âgés de moins de 18 ans qui suivent à temps plein un programme de formation professionnelle ou d'études postsecondaires, pour chaque session terminée, pour un maximum de deux sessions par année par enfant à charge. Ce crédit est également offert à l'égard des personnes à charge atteintes d'une déficience qui suivent de tels programmes à temps partiel.
- 4) Un étudiant admissible peut transférer à l'un ou l'autre de ses parents un montant correspondant à la partie non utilisée de son crédit d'impôt de base pour l'année (mécanisme de transfert de la contribution parentale reconnue). Le montant qui peut être transféré chaque année d'imposition ne doit pas dépasser le plafond applicable au transfert pour l'année (10 796 \$ pour 2021).
- 5) Ce crédit est accordé si la personne à charge (autre que son conjoint) est liée au contribuable par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, et si elle habite habituellement avec ce dernier. Pour que le contribuable soit admissible à ce crédit d'impôt, cette personne à charge ne doit pas lui avoir transféré la contribution parentale reconnue.
- 6) Le total des montants des crédits pour personne âgée de 65 ans ou plus, pour personne vivant seule ou avec une personne à charge et pour revenu de pension est réduit de 18,75 % du revenu familial net qui excède 35 650 \$.
- 7) Le montant de base peut être demandé par un particulier qui habite un établissement domestique autonome qu'il maintient et où ne vit aucune autre personne que lui-même, un mineur ou un étudiant admissible dont le particulier est soit le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, l'arrière-grand-père ou l'arrière-grand-mère.
- 8) Si un particulier (c.-à-d. le père ou la mère) vit avec un étudiant admissible (c.-à-d. un étudiant de niveau post-secondaire ou en formation professionnelle âgé de 18 ans ou plus qui a transféré ou aurait pu transférer un montant au parent seul (voir la note 4)), il pourrait ajouter un montant pour famille monoparentale de 2 225 \$ au montant de base pour personne vivant seule (voir la note 7)).
- 9) Pour 2021, ce crédit d'impôt est offert aux travailleurs de 60 ans ou plus. Pour les travailleurs de 60 à 64 ans, le crédit s'applique à un taux de 15 % à une tranche de 10 000 \$ du « revenu de travail admissible » au-delà de 5 000 \$. Pour les travailleurs de 65 ans et plus, le crédit s'applique à un taux de 15 % à une tranche de 11 000 \$ du « revenu de travail admissible » au-delà de 5 000 \$. Le crédit pour les travailleurs âgés de 60 ans et plus est réduit de 5 % du « revenu de travail admissible » au-delà de 35 650 \$. Le « revenu de travail admissible » comprend les salaires et le revenu d'entreprise, mais exclut les avantages imposables découlant d'un emploi antérieur et les montants déduits dans le calcul du revenu imposable, tels que la déduction pour option d'achat d'actions.

La tranche inutilisée de ce crédit d'impôt ne peut être reportée ni transférée au conjoint du particulier.

Notes (suite)

- 10) Le Québec offre un crédit d'impôt non remboursable pour l'achat d'une première habitation. Ce crédit peut aller jusqu'à 5 000 \$ et fournit un allègement d'impôt pouvant atteindre jusqu'à 750 \$ (5 000 \$ x 15 %) pour un logement situé au Québec et acheté après le 31 décembre 2017. Pour y être admissible, le particulier ou son conjoint doit avoir l'intention d'en faire son lieu principal de résidence au plus tard un an après le moment de l'achat, et ni l'un ni l'autre ne peuvent avoir vécu dans une autre habitation dont ils étaient propriétaires durant l'année civile au cours de laquelle la nouvelle habitation a été achetée ni au cours des quatre années civiles précédentes.
- 11) Le crédit pour cotisations syndicales et professionnelles est déterminé en fonction des cotisations annuelles payées durant l'année. La tranche des cotisations professionnelles liées à l'assurance responsabilité peut être déduite du revenu, de sorte qu'elle n'est pas incluse dans le calcul du montant du crédit.
- 12) Le crédit pour frais de scolarité est déterminé en fonction des frais de scolarité et d'examen professionnels et des frais accessoires obligatoires payés durant l'année civile. Les frais de scolarité donnent droit à un crédit d'impôt non remboursable de 8 % au Québec. Les étudiants peuvent transférer la partie non utilisée du crédit pour frais de scolarité à l'un ou l'autre de leurs parents ou de leurs grands-parents. La portion du crédit qui n'est pas transférée peut être reportée pour une utilisation future par l'étudiant.
- 13) Les intérêts payés sur des prêts étudiants seront convertis en crédit d'impôt à un taux de 20 %. Les intérêts qui ne sont pas demandés au cours d'une année donnée peuvent être reportés indéfiniment.
- 14) Le crédit pour frais médicaux est déterminé selon les frais médicaux admissibles excédant 3 % du revenu familial. Le revenu familial correspond au revenu total des deux époux / conjoints de fait. Les frais médicaux admissibles et les frais admissibles pour obtenir des soins médicaux qui ne sont pas fournis dans la région de résidence d'un particulier continueront d'être convertis en crédit d'impôt à un taux de 20 %.
- 15) Les crédits pour les dons de bienfaisance faits par les deux époux / conjoints de fait peuvent être additionnés et demandés par l'un ou l'autre des conjoints. Le montant maximal des dons pour lesquels le crédit peut être demandé au cours d'une année correspond à 100 % du revenu net. Toutefois, tous les dons peuvent être reportés sur une période de cinq ans (ou dix ans pour certains dons en particulier) s'ils ne sont pas déclarés pendant l'année où ils sont faits.

Le taux du crédit d'impôt pour dons du Québec s'établit à 20 % sur la première tranche de 200 \$ de dons de bienfaisance admissibles effectués au cours de l'année, et un crédit d'impôt pour dons de 25,75 % peut être demandé dans la mesure où le revenu du donateur excède 109 755 \$ en 2021. Tous les dons restants donnent droit à un crédit d'impôt pour dons de 24 %.

Taux et montants des crédits d'impôt remboursables du Québec pour 2021¹

	Taux du crédit	Dépenses admissibles	Crédit maximum
Frais médicaux² Réduit de 5 % du revenu familial qui excède 24 000 \$ ³	25 %	Certains frais médicaux admissibles	1 241 \$
Crédit pour frais de garde d'enfants^{3,4} Le moindre des frais engagés et des montants suivants : Pour un enfant ayant une déficience mentale ou physique grave ou prolongée Pour un enfant de moins de sept ans Pour un enfant de moins de seize ans	de 26 à 75 %	13 615 9 950 5 235	
Crédit pour frais d'adoption⁵	50 %	20 000	10 000
Crédit pour traitement contre l'infertilité⁶	de 20 à 80 %	20 000	16 000
Crédit d'impôt pour les personnes aidantes^{3,7,8} Montant de base Montant réductible Réduit de 16 % du revenu de la personne aidée admissible qui excède 22 460 \$ ³			1 266 1 266
Soutien à domicile des personnes âgées vivant seules⁸ Ne sont pas considérées comme des personnes âgées autonomes Considérées comme des personnes âgées autonomes Réduit de 3 % du revenu familial du particulier qui excède 60 135 \$ ³	35 % 35 %	19 500 25 500	6 825 8 925
Transition à court terme de personnes âgées dans une unité de récupération⁹	20 %	Coûts engagés pendant une période maximale de 60 jours	
Équipement de sécurité pour personnes âgées¹⁰	20 %	Coûts engagés en sus de 250 \$	
Installations d'assainissement des eaux usées résidentielles¹¹	20 %	Coûts engagés en sus de 2 500 \$	5 500

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Au Québec, le taux, le plafond des dépenses admissibles et la méthode de calcul d'un crédit varient en fonction du type de crédit remboursable. Le taux de crédit du Québec est appliqué aux montants en dollars indiqués dans le tableau aux fins de la détermination de la valeur maximale du crédit. Par exemple, le montant du crédit pour frais d'adoption personnel correspond à 50 % de 20 000 \$, ce qui donne un crédit maximum de 10 000 \$. Certains crédits remboursables sont réduits lorsque des seuils sont atteints.
- 2) Québec accorde un crédit d'impôt remboursable qui correspond au total de 25 % des frais médicaux admissibles au crédit non remboursable (voir le tableau « Taux et montants des crédits d'impôt non remboursables du Québec pour 2021 ») et de 25 % du montant déduit à titre de frais payés pour des produits et services de soutien aux personnes handicapées. Un montant minimal de revenu de travail de 3 175 \$ doit être gagné afin de pouvoir demander le crédit d'impôt remboursable pour 2021.
- 3) Les crédits d'impôt du Québec sont indexés chaque année selon un facteur d'inflation calculé à partir du taux d'inflation provincial, en faisant abstraction des variations des taxes sur les boissons alcoolisées et les produits du tabac. Pour 2021, le facteur d'inflation du Québec s'établit à 1,26 %.
- 4) Contrairement au traitement qu'applique le fédéral pour les frais de garde d'enfants admissibles, lesquels donnent droit à une déduction dans le calcul du revenu net, le Québec offre un crédit d'impôt remboursable pour ces frais. Le taux du crédit diminue à mesure que le revenu familial net augmente.

De façon générale, le montant maximum des frais admissibles au crédit en 2021 correspond au moindre des montants suivants :

- le montant total :
 - de 13 615 \$ pour un enfant admissible de tout âge qui est atteint d'une déficience mentale ou physique grave et prolongée;
 - de 9 950 \$ pour un enfant admissible âgé de moins de sept ans;
 - de 5 235 \$ pour un enfant admissible âgé de sept ans ou plus mais de moins de seize ans, ou un enfant admissible atteint d'une infirmité mentale ou physique; ou
- les frais de garde d'enfants réellement engagés au cours de l'année.

La définition de « dépenses admissibles » englobe les coûts engagés durant la période au cours de laquelle un particulier touche des prestations en vertu du Régime québécois d'assurance parentale ou du Régime d'assurance-emploi (voir le tableau « Retenues salariales – Québec »). Les frais de garde d'enfants ne sont pas limités en fonction du revenu gagné par le parent. Aux fins du calcul du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants, la définition de l'expression « enfant admissible » d'un particulier désigne soit un enfant du particulier ou de son conjoint, soit un enfant qui est à la charge du particulier ou de son conjoint et dont le revenu pour l'année n'excède pas 10 796 \$ si, dans tous les cas, à un moment quelconque de l'année, l'enfant est soit âgé de moins de 16 ans, soit à la charge du particulier ou de son conjoint et atteint d'une infirmité mentale ou physique.

- 5) Les frais admissibles incluent les frais judiciaires et les frais d'avocat payés pour obtenir une ordonnance d'adoption définitive, les frais de déplacement et d'hébergement pour les adoptions à l'étranger, les frais de traduction ainsi que les frais exigés par les organismes sociaux à l'étranger et au pays.
- 6) Le taux du crédit applicable varie de 20 à 80 % des dépenses admissibles liées à un traitement contre l'infertilité, selon le revenu familial. Ce crédit peut s'appliquer à des dépenses liées à un traitement contre l'infertilité payées dans l'année jusqu'à concurrence de 20 000 \$.

Notes (suite)

- 7) Le Québec a remplacé les quatre volets du crédit d'impôt existant pour les aidants naturels d'une personne majeure par le nouveau crédit d'impôt remboursable appelé « crédit d'impôt pour les personnes aidantes », qui s'appliquera à compter de 2020, et se déclinera en deux volets.

Volet 1 : un montant de base de 1 266 \$ pour une personne aidante prenant soin d'une personne de 18 ans ou plus atteinte d'une déficience grave et prolongée qui a besoin d'assistance pour accomplir une activité courante de la vie quotidienne, auquel s'ajoute un montant réductible de 1 266 \$ si la personne aidante cohabite avec la personne aidée admissible. Lorsque la personne aidante ne cohabite pas avec la personne aidée admissible âgée de 18 ans ou plus atteinte d'une déficience grave et prolongée, elle ne sera alors admissible qu'à un montant réductible pouvant atteindre 1 266 \$. Le montant réductible est réduit à raison de 16 % pour chaque dollar de revenu de la personne aidée admissible qui excède 22 460 \$ pour 2021.

Volet 2 : un montant de base de 1 266 \$ pour une personne aidante qui soutient et cohabite avec une personne aidée admissible âgée de 70 ans ou plus.

Aux fins du nouveau crédit d'impôt pour les personnes aidantes, une personne aidée admissible désigne un conjoint, un père, une mère, un grand-père, une grand-mère, un enfant, un petit-enfant, un neveu, une nièce, un frère, une sœur, un oncle, une tante, un grand-oncle, une grand-tante, ou tout autre descendant direct du particulier ou de son conjoint.

Dans son budget de 2020, le Québec a également proposé d'instaurer un nouveau formulaire d'attestation soutenue pour accomplir une activité courante de la vie quotidienne lorsque la personne aidante admissible n'a pas de lien familial avec la personne aidée, mais que celle-ci respecte les critères du volet 1.

Le tableau ci-dessous résume le montant maximal du crédit d'impôt pour les personnes aidantes pour 2021.

	Volet 1 : personne aidant une personne atteinte d'une déficience grave et prolongée		Volet 2 : personne aidant une personne de 70 ans ou plus
	Personne aidante qui cohabite avec une personne aidée admissible âgée de 18 ans ou plus	Personne aidante qui ne cohabite pas avec la personne aidée admissible âgée de 18 ans ou plus	Personne aidante qui cohabite avec une personne aidée admissible âgée de 70 ans ou plus
Montant de base	1 266 \$	Non admissible	1 266 \$
Montant réductible	1 266	1 266 \$	Non admissible
Total – Maximum	2 532 \$	1 266 \$	1 266 \$

Notes (suite)

- 8) Les personnes âgées de 70 ans ou plus et vivant dans leur maison peuvent demander le crédit d'impôt pour le soutien à domicile. Lorsqu'une personne âgée est reconnue comme une personne à charge (ou, à l'égard d'un couple, lorsqu'un des conjoints est reconnu comme une personne à charge), ce crédit d'impôt n'est plus réduit en fonction du revenu familial. Si les dépenses sont également admissibles au crédit non remboursable pour frais médicaux (voir le tableau « Taux et montants des crédits d'impôt non remboursables du Québec pour 2021 »), elles ne peuvent être également admissibles à ce crédit. Dans son budget de 2021-2022, le Québec propose qu'à compter de 2022, le taux du crédit soit majoré de 1 % annuellement pour atteindre 40 % en 2026.
- 9) Les personnes âgées de 70 ans ou plus peuvent demander un crédit d'impôt au titre des coûts engagés pour un séjour d'au plus 60 jours dans une unité de récupération privée ou publique visant la récupération fonctionnelle. Aucune limite n'a été fixée quant au nombre de séjours qui donnent droit à ce crédit.

Notes (suite)

- 10) Les personnes âgées de 70 ans ou plus peuvent demander un crédit d'impôt pour l'achat ou la location d'équipement (y compris les frais d'installation) devant être installé à leur résidence principale afin d'améliorer leur sécurité. L'équipement admissible comprend les systèmes de télésurveillance, les dispositifs de repérage d'une personne par GPS, les baignoires à porte et les douches de plain-pied.
- 11) Le crédit d'impôt remboursable temporaire pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles à l'égard du lieu principal de résidence ou d'un chalet, ce qui inclut des travaux de construction, de rénovation, de modification ou de reconstruction d'un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées, des eaux de cabinet d'aisance ou des eaux ménagères peut être demandé si les travaux sont exécutés par un entrepreneur qualifié et payés en vertu d'une entente de service conclue après le 31 mars 2017 et avant le 1^{er} avril 2022.

Dons de bienfaisance

	Fédéral ²	Québec ⁴	Autres provinces
Taux du crédit pour les dons faits par un particulier ¹			
Premiers 200 \$ de dons	15 %	20 %	Taux d'imposition provincial le plus bas
Solde des dons	29/33 % ³	24/25,75 % ⁵	Taux d'imposition provincial le plus élevé ⁶
	Limite du revenu net ⁷	Taux d'inclusion des gains en capital ⁸	
Biens admissibles pour un particulier			
Espèces	75 %	s. o.	
Biens culturels certifiés ⁹	s. o.	0	
Biens écosensibles ¹⁰	s. o.	0	
Titres admissibles ¹¹	75 % plus 25 % des gains en capital imposables	0	
Biens en capital ¹²	75 % plus 25 % des gains en capital imposables et de la récupération	50 %	
Dons faits par testament			
Tous les dons ¹³	100 %	Comme ci-dessous	
Dons faits par des sociétés			
Tous les dons ¹⁴	Même que pour les particuliers	Même que pour les particuliers	

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Les dons de bienfaisance donnent droit à un crédit d'impôt non remboursable comportant deux paliers dans la plupart des provinces et trois paliers aux fins de l'impôt fédéral et du Québec (voir les notes 3 et 5). Le crédit d'impôt est calculé à un taux pour les dons allant jusqu'à 200 \$ et à un autre taux pour les dons de plus de 200 \$ (voir le tableau « Taux et montants des crédits d'impôt fédéraux et provinciaux non remboursables pour 2021 »).

Les dons admissibles à ce crédit sont les dons faits par un contribuable ou son conjoint et qui sont étayés par un reçu officiel sur lequel figure le numéro d'enregistrement de l'organisme de bienfaisance bénéficiaire. Tous les dons effectués à des organismes de bienfaisance canadiens enregistrés ou à d'autres donateurs admissibles durant la vie d'un particulier donnent droit à des crédits non remboursables aux taux indiqués dans le tableau. Les crédits sont assujettis à un plafond de revenu net (voir la note 7), mais les crédits inutilisés peuvent être reportés prospectivement sur cinq ans.
- 2) Le gouvernement fédéral a instauré des mesures pour soutenir le journalisme canadien, y compris pour permettre aux organisations journalistiques admissibles de s'enregistrer en tant que donateurs reconnus à compter du 1^{er} janvier 2020. Le gouvernement fédéral a également instauré un crédit d'impôt non remboursable temporaire de 15 % sur les montants que paient les particuliers pour les abonnements aux services d'information numériques admissibles, permettant aux particuliers de demander jusqu'à 500 \$ en frais d'abonnements numériques admissibles au cours d'une année d'imposition. L'ARC publiera à la fois les noms des organisations dont les abonnements aux médias d'information numériques sont admissibles au crédit et les abonnements admissibles qu'offrent ces organisations. À cette fin, elle a créé une liste Web des abonnements admissibles. Les organisations sont tenues d'aviser leurs abonnés si leurs abonnements cessent d'être admissibles au crédit d'impôt pour abonnements aux nouvelles numériques. Celles qui offrent des abonnements admissibles et qui souhaitent être ajoutées à la liste devront présenter une demande à l'ARC afin de déterminer si les abonnements qu'elles offrent satisfont aux critères de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Cette mesure s'applique aux montants admissibles payés après 2019 et avant 2025.
- 3) Un taux d'imposition de 33 % s'applique aux revenus supérieurs à 216 511 \$ pour 2021. Ce taux s'appliquera également aux dons de bienfaisance qui excèdent 200 \$, dans la mesure où le particulier a un revenu assujetti au taux d'imposition de 33 %. Cette modification s'applique aux dons faits après 2015. Les dons faits en 2015 ou dans une année antérieure, mais qui font l'objet d'une demande en 2016 ou dans une année ultérieure, ne seront donc pas admissibles au taux de 33 % du crédit d'impôt.
- 4) Au Québec, un crédit d'impôt non remboursable de 25 % (pouvant atteindre 6 250 \$) est offert pour un premier don important en culture fait par un particulier (autre qu'une fiducie) avant le 1^{er} janvier 2023 et un crédit d'impôt non remboursable de 30 % est offert pour les grands donateurs qui versent 250 000 \$ ou plus à des organismes culturels. D'autres mesures s'appliquent pour les particuliers et les sociétés, relativement aux dons d'œuvres d'art public destinées à être installées à demeure dans certains espaces accessibles à tous ou dans des lieux réservés à l'enseignement, de même qu'aux dons de bâtiments susceptibles d'accueillir des ateliers d'artistes.
- 5) Le taux du crédit d'impôt du Québec s'établit à 20 % sur la première tranche de 200 \$ de dons de bienfaisance admissibles et à 24 % pour les dons de plus de 200 \$. Un crédit d'impôt pour dons de 25,75 % peut être demandé dans la mesure où le revenu du donateur excède 109 755 \$.

Notes (suite)

- 6) Pour connaître les taux du crédit d'impôt pour les dons de bienfaisance provinciaux/territoriaux, consultez le tableau « Taux et montants des crédits d'impôt fédéraux et provinciaux/territoriaux non remboursables pour 2021 ».

Le taux du crédit d'impôt de l'Ontario pour les dons de plus de 200 \$ est de 11,16 %, bien que le taux d'imposition le plus élevé dans cette province soit de 13,16 %. Ce taux est porté à 17,41 % (11,16 % x 156 %) pour les particuliers qui sont assujettis à la surtaxe de 56 %. Le taux du crédit pour les dons de plus de 200 \$ est de 17,41 % pour les fiducies.

Le taux du crédit d'impôt du Nouveau-Brunswick pour les dons de plus de 200 \$ est de 17,95 %, bien que le taux d'imposition le plus élevé dans cette province soit de 20,3 %.

Le taux du crédit d'impôt de l'Alberta pour les dons de plus de 200 \$ est de 21 %, bien que le taux d'imposition le plus élevé dans cette province soit de 15 %.

Le crédit d'impôt de la Colombie-Britannique est de 5,06 % pour la première tranche de 200 \$ de dons de bienfaisance admissibles et de 16,8 % pour les montants supérieurs à 200 \$. Un crédit d'impôt pour dons de 20,5 % peut être demandé dans la mesure où le revenu du donateur excède 222 420 \$.

Le taux du crédit d'impôt de l'Île-du-Prince-Édouard pour les dons de plus de 200 \$ est de 18,37 % (16,7 % x 110 %) pour les particuliers assujettis à la surtaxe de 10 %.

- 7) En règle générale, le montant maximum des dons de bienfaisance pouvant être déclarés aux fins du crédit au cours d'une année correspond à 75 % du revenu net du particulier. Toutefois, cette restriction peut être ajustée ou éliminée en fonction du type de bien qui fait l'objet du don. Au Québec, le montant maximal des dons qui peuvent être déclarés aux fins du crédit au cours d'une année correspond à 100 % du revenu net.
- 8) Le don d'un bien peut se traduire par un gain en capital imposable pour le donateur. Généralement, 50 % des gains en capital sont inclus dans le revenu imposable, mais le taux d'inclusion qui s'applique au gain en capital réalisé au titre d'un bien donné peut être ajusté selon le type de bien qui fait l'objet du don.
- 9) Les biens culturels certifiés sont les biens à l'égard desquels la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels a déterminé qu'ils répondaient à certains critères énoncés dans la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*. Les biens culturels peuvent inclure des peintures, des sculptures, des livres ou des manuscrits. Le don d'un tel bien doit être fait en faveur de certaines institutions ou autorités publiques canadiennes qui ont été désignées par le ministre du Patrimoine canadien. À compter du 19 mars 2019, le gouvernement fédéral a supprimé l'obligation voulant que le bien soit d'« importance nationale » pour être admissible aux incitatifs fiscaux pour les dons de biens culturels. Les gains en capital résultant des dons de tels biens ne sont pas inclus dans le revenu. Cependant, les pertes en capital peuvent être déduites en fonction des limites fixées.
- 10) La valeur d'un don de bien culturel certifié est réputée ne pas excéder le coût du bien pour le donateur, s'il a été acquis dans le cadre d'un arrangement de don qui est un abri fiscal. Les biens écosensibles sont généralement définis comme étant les fonds de terre, y compris les conventions et servitudes ou, dans le cas de terrains situés au Québec, les servitudes réelles (ou certaines servitudes personnelles si certaines conditions sont remplies, notamment l'exigence selon laquelle elles doivent être d'une durée d'au moins 100 ans) qui ont été attestées comme étant sensibles sur le plan écologique et dont la conservation et la préservation sont importantes pour la protection du patrimoine environnemental du Canada. Le don doit être fait en faveur du Canada, d'une province ou d'un territoire, d'une municipalité, d'un organisme municipal ou public qui remplit des fonctions gouvernementales au Canada, ou d'un organisme de bienfaisance enregistré et doit être approuvé par le ministre de l'Environnement.

La période de report prospectif des dons de fonds de terre écosensibles faits à des organismes de bienfaisance voués à la conservation est de 10 ans.

Notes (suite)

- 11) Les valeurs mobilières admissibles comprennent généralement les actions cotées en bourse, les actions / unités de fonds communs de placement et certains types de titres de créance. En règle générale, les gains en capital résultant de dons de tels titres et de l'échange de titres non cotés qui sont des actions ou des participations dans une société de personnes contre des titres cotés en bourse qui font ultérieurement l'objet d'un don ne sont pas imposables, pourvu que certaines conditions soient respectées.
- 12) Les donateurs peuvent choisir la valeur du bien en capital faisant l'objet du don, pourvu que le montant choisi ne soit pas supérieur à la juste valeur marchande du bien ni inférieur au montant le plus élevé entre le prix de base rajusté du bien et l'avantage reçu en échange du don. Le montant choisi devrait être utilisé pour calculer tout gain en capital imposable ou la récupération, ainsi que le crédit pour dons. En règle générale, cette méthode fait en sorte que jusqu'à 100 % de tout gain en capital imposable ou récupération découlant du don du bien est à l'abri de l'impôt en raison du crédit pour dons.
- 13) Les dons faits à la fois durant l'année du décès du particulier et aux termes de son testament sont admissibles à un crédit l'année du décès ou, si nécessaire, peuvent être reportés rétrospectivement à l'année antérieure au décès. Le plafond de revenu net de 100 % s'applique à la fois à l'année du décès et à l'année précédant celui-ci. Une personne peut, au cours de l'année du décès, appliquer le crédit pour dons à 100 % du revenu net ou au montant admissible des dons effectués pendant l'année du décès, selon le moins élevé de ces deux montants, en plus de la portion des dons effectués au cours des cinq années qui ont précédé le décès pour laquelle aucun crédit n'a été demandé. Le crédit pour dons peut également être demandé pour les dons de régimes enregistrés d'épargne-retraite, de fonds enregistrés de revenu de retraite, de comptes d'épargne libres d'impôt et de produits d'assurance-vie faits à la suite de désignations directes de bénéficiaires au décès.

Depuis 2016, les dons par des successions (les dons effectués par testament et les dons par désignation) ne sont plus réputés avoir été effectués par un particulier immédiatement avant son décès. Ils sont plutôt réputés avoir été effectués par la succession au moment où le bien est transféré à un donataire reconnu par la succession d'un particulier et, lorsque certaines conditions sont remplies, par la succession assujettie à l'imposition à taux progressifs. L'exécuteur a la possibilité de répartir le don entre l'année de la succession au cours de laquelle le don est effectué, une année antérieure de la succession et les deux dernières années d'imposition du particulier. Le don doit être fait au cours des 60 mois qui suivent le décès du particulier pour que les règles assouplies relatives aux dons s'appliquent. La succession peut quand même demander un crédit pour les dons effectués pendant l'année où le don est fait ou pour l'une des cinq années suivantes.
- 14) Les sociétés ont droit à une déduction lors du calcul de leur revenu imposable pour les dons faits au cours de l'année ou au cours des cinq dernières années, même si les déductions inutilisées ne peuvent généralement être faites après une acquisition de contrôle. Les plafonds de revenu net et les taux d'inclusion des gains en capital sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux particuliers.

Aux fins de l'impôt du Québec, la période de report pour les dons faits par des sociétés est de 20 ans.

Contributions santé provinciales

Québec – Fonds des services de santé

Niveau de revenu	Cotisations requises
Jusqu'à 15 360 \$	Néant
De 15 361 à 53 409 \$	1 % du revenu supérieur à 15 360 \$, maximum de 150 \$
Plus de 53 410 \$	150 \$ + 1 % du revenu supérieur à 53 410 \$, maximum de 1 000 \$

Notes

- Les particuliers qui résident au Québec le 31 décembre sont tenus de verser des montants au Fonds des services de santé de la province sur leur revenu calculé pour l'impôt sur le revenu du Québec. En général, ces cotisations sont exigées relativement au revenu tiré d'un travail indépendant, au revenu de pension, au revenu de placement autre que les dividendes versés par des sociétés canadiennes imposables et aux gains en capital. Des déductions sont ensuite effectuées à l'égard de certains éléments, y compris les cotisations admissibles à un RPA et à un REER, les pensions alimentaires, les frais financiers et les pertes déductibles au titre d'un placement d'entreprise.
- Les niveaux de revenu indiqués dans le tableau sont indexés chaque année selon le même facteur d'indexation que celui qui s'applique aux tranches d'imposition du Québec (voir le tableau « Taux et tranches d'imposition fédéraux et provinciaux/territoriaux pour 2021 »).

Ontario – Contribution santé

Revenu imposable (RI)	Contribution annuelle
Jusqu'à 20 000 \$	Néant
De 20 001 à 25 000	6 % du RI supérieur à 20 000 \$
De 25 001 à 36 000	300 \$
De 36 001 à 38 500	300 \$ + 6 % du RI supérieur à 36 000 \$
De 38 501 à 48 000	450 \$
De 48 001 à 48 600	450 \$ + 25 % du RI supérieur à 48 000 \$
De 48 601 à 72 000	600 \$
De 72 001 à 72 600	600 \$ + 25 % du RI supérieur à 72 000 \$
De 72 601 à 200 000	750 \$
De 200 001 à 200 600	750 \$ + 25 % du RI supérieur à 200 000 \$
Plus de 200 600	900 \$

Note

- Les particuliers qui sont résidents de l'Ontario au 31 décembre doivent payer une contribution santé provinciale comprise dans leur charge d'impôt sur le revenu de l'Ontario, en fonction de leur revenu imposable. La contribution est retenue sur la paie des employés dans le cadre de leurs retenues d'impôt habituelles. Les travailleurs autonomes et les autres particuliers qui versent actuellement des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu sont tenus d'ajouter la contribution dans leurs versements d'acomptes provisionnels habituels.

Retenues salariales – Fédéral

Régime de pensions du Canada

	2020	2021
Montant maximum des gains annuels ouvrant droit à pension	58 700 \$	61 600 \$
Exemption de base	3 500 \$	3 500 \$
Montant maximum des gains cotisables	55 200 \$	58 100 \$
Taux de cotisation de l'employeur et de l'employé	5,25 %	5,45 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employeur et de l'employé	2 898 \$	3 166 \$
Taux de cotisation du travailleur autonome	10,5 %	10,9 %
Montant maximum des cotisations annuelles du travailleur autonome	5 796 \$	6 333 \$

Assurance-emploi

	2020	2021
Montant maximum de la rémunération assurable annuelle	54 200 \$	56 300 \$
Taux de cotisation de l'employé	1,58 %	1,58 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employé	856 \$	890 \$
Taux de cotisation de l'employeur	2,21 %	2,21 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employeur	1 199 \$	1 245 \$

Retenues salariales – Québec

Régime de rentes du Québec

	2020	2021
Montant maximum des gains annuels ouvrant droit à pension	58 700 \$	61 600 \$
Exemption de base	3 500 \$	3 500 \$
Montant maximum des gains cotisables	55 200 \$	58 100 \$
Taux de cotisation de l'employeur et de l'employé	5,7 %	5,9 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employeur et de l'employé	3 146 \$	3 428 \$
Montant maximum des cotisations annuelles du travailleur autonome	6 293 \$	6 856 \$

Assurance-emploi

	2020	2021
Montant maximum de la rémunération assurable annuelle	54 200 \$	56 300 \$
Taux de cotisation de l'employé	1,2 %	1,18 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employé	650 \$	664 \$
Taux de cotisation de l'employeur	1,68 %	1,65 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employeur	911 \$	930 \$

Régime québécois d'assurance parentale

	2020	2021
Montant maximum de la rémunération assurable annuelle	78 500 \$	83 500 \$
Taux de cotisation de l'employé	0,494 %	0,494 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employé	388 \$	412 \$
Taux de cotisation de l'employeur	0,692 %	0,692 %
Montant maximum des cotisations annuelles de l'employeur	543 \$	578 \$
Taux de cotisation du travailleur autonome	0,878 %	0,878 %
Montant maximum des cotisations annuelles du travailleur autonome	689 \$	733 \$

Note

- Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) offre des prestations aux travailleurs québécois admissibles qui prennent un congé de maternité, de paternité ou d'adoption. Ce régime remplace les prestations de maternité, de paternité et d'adoption versées par le programme fédéral d'assurance-emploi, et tous les employeurs, employés et travailleurs autonomes de la province sont tenus d'y cotiser. Les retenues salariales requises au titre du RQAP s'accompagnent d'une réduction des primes d'assurance-emploi versées par les résidents du Québec.

Table d'impôt sur le revenu des particuliers pour 2021

Revenu imposable	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.
10 000 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
15 000	155	–	–	454	164
20 000	948	558	827	1 514	957
25 000	1 881	1 662	2 012	2 713	1 889
30 000	2 813	2 824	3 197	3 912	2 821
35 000	3 746	3 986	4 383	5 136	3 753
40 000	4 678	5 148	5 568	6 433	4 685
45 000	5 685	6 310	6 754	7 730	5 617
50 000	6 804	7 526	8 079	9 081	6 802
55 000	8 143	8 963	9 640	10 653	8 214
60 000	9 494	10 415	11 215	12 240	9 638
65 000	10 887	11 918	12 843	13 880	11 103
70 000	12 297	13 443	14 493	15 542	12 586
75 000	13 707	14 968	16 143	17 303	14 068
80 000	15 117	16 493	17 793	19 198	15 551
85 000	16 544	18 018	19 443	21 093	17 093
90 000	18 094	19 543	21 093	22 988	18 667
95 000	19 644	21 068	22 743	24 883	20 355
100 000	21 358	22 701	24 501	26 886	22 338
150 000	41 284	41 077	44 140	48 586	44 043
200 000	64 080	62 097	65 986	71 881	68 123
250 000	89 393	84 891	89 129	96 474	93 969
300 000	116 143	108 391	112 879	121 674	120 734
350 000	142 893	132 241	136 629	146 874	147 498
400 000	169 643	156 241	160 379	172 074	174 263
450 000	196 393	180 241	184 129	197 274	201 028
500 000	223 143	204 241	207 879	222 474	227 793

Voir les notes aux pages suivantes.

Revenu imposable	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
10 000 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
15 000	49	346	233	356	400
20 000	1 269	1 354	1 200	1 370	1 363
25 000	2 598	2 501	2 306	2 523	2 464
30 000	3 926	3 648	3 463	3 676	3 566
35 000	5 255	4 795	4 904	4 949	4 668
40 000	6 584	5 943	6 344	6 302	5 881
45 000	7 913	7 150	7 784	7 655	7 272
50 000	9 531	8 608	9 278	9 061	8 718
55 000	11 340	10 287	10 993	10 689	10 385
60 000	13 154	11 981	12 737	12 332	12 065
65 000	14 995	13 725	14 601	14 055	13 795
70 000	16 848	15 491	16 486	15 915	15 545
75 000	18 700	17 257	18 371	17 775	17 295
80 000	20 553	19 023	20 229	19 635	19 094
85 000	22 407	20 789	22 088	21 495	20 909
90 000	24 263	22 595	23 946	23 355	22 724
95 000	26 311	24 446	25 821	25 215	24 539
100 000	28 456	26 405	27 829	27 183	26 462
150 000	52 016	47 763	49 579	49 332	47 573
200 000	76 949	72 204	74 674	73 112	70 915
250 000	103 050	98 247	101 067	98 190	95 957
300 000	129 702	124 897	128 067	123 875	121 607
350 000	156 355	151 547	155 067	149 560	147 257
400 000	183 007	178 197	182 067	175 245	172 907
450 000	209 660	204 847	209 067	200 930	198 557
500 000	236 312	231 497	236 067	226 615	224 207

Voir les notes aux pages suivantes.

Revenu imposable	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
10 000 \$	– \$	– \$	– \$
15 000	–	–	–
20 000	796	767	651
25 000	1 791	1 738	1 534
30 000	2 786	2 710	2 417
35 000	3 780	3 682	3 300
40 000	4 775	4 653	4 184
45 000	5 770	5 641	5 067
50 000	6 844	6 801	6 102
55 000	8 244	8 183	7 410
60 000	9 656	9 577	8 729
65 000	11 112	11 013	10 088
70 000	12 587	12 468	11 463
75 000	14 062	13 923	12 838
80 000	15 537	15 378	14 213
85 000	17 012	16 833	15 588
90 000	18 487	18 332	16 963
95 000	19 962	19 967	18 368
100 000	21 583	21 710	19 951
150 000	40 033	40 914	37 451
200 000	61 056	62 534	57 747
250 000	83 372	85 452	79 390
300 000	106 272	108 977	101 640
350 000	129 172	132 502	123 890
400 000	152 072	156 027	146 140
450 000	174 972	179 552	168 390
500 000	197 872	203 077	190 640

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- Ce tableau s'applique aux revenus d'emploi et comprend tous les impôts sur le revenu et les surtaxes fédéraux et provinciaux, mais ils n'englobent pas les réductions d'impôt pour les contribuables à faible revenu, les contributions pour la réduction du déficit et les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »). Le crédit personnel de base, le crédit pour emploi fédéral, les crédits au titre des cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec, ainsi que les cotisations d'assurance-emploi ont été pris en compte dans les calculs pour toutes les provinces (voir le tableau « Taux et montants des crédits d'impôt fédéraux et provinciaux non remboursables pour 2021 »). Les autres crédits ne sont pas inclus, étant donné qu'ils varient selon les circonstances propres au contribuable.
- Au Québec, le crédit pour le Régime québécois d'assurance parentale est également pris en compte dans les calculs (voir le tableau « Retenues salariales – Québec »).

Impôt minimum de remplacement (IMR) fédéral et provincial/territorial

Taux de l'IMR fédéral ¹	15,0 %																										
Exemption de base de l'impôt minimum	40 000 \$																										
Éléments généralement inclus dans le calcul du revenu imposable modifié (RIM) ²	<ul style="list-style-type: none"> • 30 % des gains en capital – effectivement, 80 % des gains en capital sont inclus dans le revenu pour le calcul de l'IMR (taux d'inclusion régulier de 50 % majoré d'un ajustement de l'IMR de 30 %); • 60 % des déductions demandées au titre d'achat d'actions – effectivement, 80 % des avantages liés aux options d'achat d'actions sont inclus pour le calcul de l'IMR; • les frais financiers déduits et la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens de location et des biens donnés en location à bail en excédent du revenu en découlant; • les frais financiers et les frais relatifs à des ressources déduits au titre d'avoirs miniers canadiens et étrangers en excédent du revenu en découlant; • les frais de financement et autres frais financiers déduits à l'égard des sociétés en commandite en excédent du revenu en découlant; • les frais déduits au titre d'abris fiscaux. 																										
Déductions généralement prises en compte dans le calcul du RIM	<ul style="list-style-type: none"> • majoration s'appliquant aux dividendes déterminés canadiens imposables (38 % pour les dividendes reçus en 2021); • majoration s'appliquant aux dividendes non déterminés canadiens imposables (15 % pour les dividendes reçus en 2021). 																										
Période de report prospectif ³	7 ans																										
Taux d'IMR provinciaux et territoriaux ⁴	<table> <tr><td>Colombie-Britannique</td><td>33,7 %</td></tr> <tr><td>Alberta</td><td>35,0</td></tr> <tr><td>Saskatchewan</td><td>50,0</td></tr> <tr><td>Manitoba</td><td>50,0</td></tr> <tr><td>Ontario</td><td>33,7</td></tr> <tr><td>Québec⁵</td><td>15,0</td></tr> <tr><td>Nouveau-Brunswick</td><td>57,0</td></tr> <tr><td>Nouvelle-Écosse</td><td>57,5</td></tr> <tr><td>Île-du-Prince-Édouard⁶</td><td>57,5</td></tr> <tr><td>Terre-Neuve-et-Labrador</td><td>58,0</td></tr> <tr><td>Yukon</td><td>42,7</td></tr> <tr><td>Territoires du Nord-Ouest</td><td>45,0</td></tr> <tr><td>Nunavut</td><td>45,0</td></tr> </table>	Colombie-Britannique	33,7 %	Alberta	35,0	Saskatchewan	50,0	Manitoba	50,0	Ontario	33,7	Québec ⁵	15,0	Nouveau-Brunswick	57,0	Nouvelle-Écosse	57,5	Île-du-Prince-Édouard ⁶	57,5	Terre-Neuve-et-Labrador	58,0	Yukon	42,7	Territoires du Nord-Ouest	45,0	Nunavut	45,0
Colombie-Britannique	33,7 %																										
Alberta	35,0																										
Saskatchewan	50,0																										
Manitoba	50,0																										
Ontario	33,7																										
Québec ⁵	15,0																										
Nouveau-Brunswick	57,0																										
Nouvelle-Écosse	57,5																										
Île-du-Prince-Édouard ⁶	57,5																										
Terre-Neuve-et-Labrador	58,0																										
Yukon	42,7																										
Territoires du Nord-Ouest	45,0																										
Nunavut	45,0																										

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) En règle générale, les particuliers seront assujettis à l'impôt minimum de remplacement (IMR) pour une année d'imposition donnée si leur impôt fédéral régulier (déduction faite de certains crédits personnels), calculé de la façon habituelle, est inférieur à leur « montant minimum ». Le « montant minimum » se calcule comme suit :
 - $(\text{revenu imposable modifié} - 40\,000 \$) \times \text{le plus bas taux d'imposition fédéral de } 15 \%$
 - moins certains crédits personnels fédérauxSi le montant minimum est supérieur à l'impôt fédéral régulier, il devient la charge d'impôt fédéral du particulier pour l'année.
- 2) Le revenu imposable modifié d'un particulier est calculé en fonction du revenu imposable régulier qui est rajusté pour tenir compte de certains avantages fiscaux.
- 3) Dans les cas où l'IMR s'applique, la différence entre le « montant minimum » et la charge d'impôt fédéral régulière du particulier peut être reportée prospectivement sur sept ans et donner droit à un crédit au cours de l'une de ces années lorsque l'IMR ne s'applique plus. Cependant, les reports de soldes de l'IMR ne peuvent servir à réduire l'impôt sur le revenu fractionné.
- 4) En règle générale, le calcul de l'IMR provincial (sauf pour le Québec) se fait en appliquant le taux de l'IMR provincial à l'excédent du « montant minimum » fédéral sur l'impôt fédéral régulier. Le résultat est ensuite ajouté à l'impôt provincial régulier dans le calcul de l'impôt provincial à payer pour l'année.
- 5) Le régime de l'impôt minimum du Québec (IMQ) est, de façon générale, semblable au régime fédéral de l'IMR, sauf pour certaines différences, notamment le fait qu'aucun rajout ne soit prévu pour les déductions demandées au titre d'options d'achat d'actions.
- 6) Pour l'Île-du-Prince-Édouard, la surtaxe de la province s'applique au calcul de l'IMR provincial.

Taux d'imposition marginaux combinés les plus élevés pour les particuliers – 2021

	Intérêts et revenu régulier	Gains en capital ¹	Dividendes déterminés	Dividendes non déterminés
Colombie-Britannique	53,50 %	26,75 %	36,54 %	48,89 %
Alberta ²	48,00	24,00	34,31	42,30
Saskatchewan ³	47,50	23,75	29,64	42,29
Manitoba	50,40	25,20	37,79	46,67
Ontario	53,53	26,76	39,34	47,74
Québec ⁴	53,31	26,65	40,11	48,02
Nouveau-Brunswick	53,30	26,65	33,51	47,75
Nouvelle-Écosse	54,00	27,00	41,58	48,27
Î.-P.-É. ⁵	51,37	25,69	34,23	46,22
T.-N.-L.	51,30	25,65	42,62	44,59
Yukon ⁶	48,00	24,00	28,93	44,04
T.N.-O.	47,05	23,53	28,33	36,82
Nunavut	44,50	22,25	33,08	37,79

Notes

- 1) Le plafond de l'exonération cumulative des gains en capital pour les biens agricoles admissibles, les biens de pêche admissibles et les actions admissibles de petites entreprises est passé de 883 384 à 892 218 \$ pour l'année d'imposition 2021. Une exonération à vie des gains en capital additionnelle de 107 782 \$ est offerte pour les biens agricoles ou de pêche admissibles cédés en 2021.
- 2) L'Alberta a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province applicable aux dividendes déterminés, qui passera de 10 à 8,12 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 3) La Saskatchewan a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province applicable aux dividendes non déterminés, qui passe de 3,36 à 1,70 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021. Le taux passera à 2,11 % à compter du 1^{er} janvier 2022, à 2,94 % à compter du 1^{er} janvier 2023 et à 3,36 % à compter du 1^{er} janvier 2024. Par conséquent, le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé qui s'applique aux dividendes non déterminés sera réduit pour s'établir à 41,82 % à compter du 1^{er} janvier 2022, à 40,86 % à compter du 1^{er} janvier 2023 et à 40,37 % à compter du 1^{er} janvier 2024.
- 4) Le Québec a diminué le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés afin qu'il passe de 4,77 à 4,01 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021, et il compte le réduire davantage afin qu'il passe de 4,01 à 3,42 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2022. Par conséquent, le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé qui s'applique aux dividendes non déterminés augmentera pour s'établir à 48,70 % à compter du 1^{er} janvier 2022.
- 5) L'Île-du-Prince-Édouard a diminué le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 2,74 à 1,96 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 6) Yukon a diminué le taux du crédit d'impôt pour dividendes du territoire qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 2,30 à 0,67 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021.

Taux d'imposition marginaux applicables aux salaires¹ – 2021

	De 0 à 49 020 \$	De 49 021 à 98 040 \$	De 98 041 à 151 978 \$	De 151 979 à 216 511 \$	216 512 \$ et plus
C.-B. ²	18,65 %	28,20 %	40,70 %	46,12 %	49,80/53,50 %
Alberta	23,24	30,50	36,00	42,32	47,00/48,00
Saskatchewan	23,71	33,00	38,50	43,82	47,50
Manitoba	23,99	37,90	43,40	46,72	50,40
Ontario	18,64	29,65	43,41	48,29	51,97/53,53
Québec	26,58	37,06	47,46	49,97	53,30
N.-B.	22,94	35,32	42,52	49,62	53,30
N.-É.	22,12	37,70	43,50	50,32	54,00
Î.-P.-É.	23,06	37,20	44,37	47,69	51,37
T.-N.-L.	22,03	35,00	41,80	46,62	51,30
Yukon	19,90	29,50	36,90	42,26	45,80/48,00
T.N.-O.	19,43	29,10	38,20	43,37	47,05
Nunavut	17,66	27,50	35,00	40,82	44,50

Note

- 1) Ce tableau s'applique au revenu d'emploi et il inclut l'ensemble des impôts sur le revenu et des surtaxes fédéraux et provinciaux, mais il n'englobe pas les réductions de l'impôt sur le revenu pour les contribuables à faible revenu et les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »). Les crédits d'impôt fédéraux et provinciaux suivants sont pris en compte dans le calcul des taux : le montant personnel de base, le montant canadien pour emploi, les cotisations au Régime de pensions du Canada / Régime de rentes du Québec, ainsi que les cotisations à l'assurance-emploi et au régime québécois d'assurance parentale.

Étant donné que plusieurs taux peuvent s'appliquer à une tranche d'imposition donnée en raison de la différence entre les seuils des tranches d'imposition fédérales et provinciales, les taux indiqués dans le tableau sont ceux qui s'appliquent au revenu d'emploi se situant approximativement au milieu de la tranche d'imposition. Il est présumé dans le tableau que le revenu d'emploi d'un particulier se situe au milieu des tranches d'imposition ci-dessus avant que ne soit pris en compte tout revenu d'emploi supplémentaire.

Pour les provinces et les territoires où s'applique une tranche d'imposition plus élevée que la tranche d'imposition supérieure du fédéral de 216 512 \$ (c.-à-d. en Alberta, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Yukon), des taux supplémentaires sont indiqués dans le tableau. Ces taux plus élevés doivent s'appliquer au revenu imposable des particuliers qui excède 220 000 \$ en Ontario ou en Colombie-Britannique, 314 928 \$ en Alberta ou 500 000 \$ au Yukon.

Un revenu d'emploi élevé en plus du revenu se situant au milieu de la tranche d'imposition pourrait être assujéti à un taux d'imposition plus élevé que celui qui est indiqué dans le tableau. Par conséquent, aux fins de l'établissement de l'impôt estimatif qui s'applique à ce revenu, il y a lieu d'utiliser le taux de la tranche d'imposition suivante, par souci de prudence.

- 2) Dans son budget de 2020, la Colombie-Britannique a instauré une nouvelle tranche d'imposition supérieure du revenu des particuliers de 20,50 % sur la tranche de revenu imposable qui est supérieure à 220 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé qui s'applique au salaire a été augmenté à 53,50 %.

Taux d'imposition marginaux applicables aux intérêts¹ – 2021

	De 0 à 49 020 \$	De 49 021 à 98 040 \$	De 98 041 à 151 978 \$	De 151 979 à 216 511 \$	216 512 \$ et plus
C.-B. ²	20,06 %	28,20 %	40,70 %	45,80 %	49,80/53,50 %
Alberta	25,00	30,50	36,00	42,00	47,00/48,00
Saskatchewan	25,50	33,00	38,50	43,50	47,50
Manitoba	25,80	37,90	43,40	46,40	50,40
Ontario	20,05	29,65	43,41	47,97	51,97/53,53
Québec	27,53	37,12	47,46	49,97	53,31
N.-B.	24,68	35,32	42,52	49,30	53,30
N.-É.	23,79	37,17	43,50	50,00	54,00
Î.-P.-É.	24,80	37,20	44,37	47,37	51,37
T.-N.-L.	23,70	35,00	41,80	46,30	51,30
Yukon	21,40	29,50	36,90	41,80	45,80/48,00
T.N.-O.	20,90	29,10	38,20	43,05	47,05
Nunavut	19,00	27,50	35,00	40,50	44,50

Note

- 1) Ce tableau s'applique au revenu d'intérêts et il inclut l'ensemble des impôts sur le revenu et des surtaxes fédéraux et provinciaux; toutefois, il n'englobe pas les réductions de l'impôt sur le revenu pour les contribuables à faible revenu, ni les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »).

Étant donné que plusieurs taux peuvent s'appliquer à une tranche d'imposition donnée en raison de la différence entre les seuils des tranches d'imposition fédérales et provinciales, les taux indiqués dans le tableau sont ceux qui s'appliquent au revenu se situant approximativement au milieu de la tranche d'imposition. Il est présumé dans le tableau que le revenu ordinaire d'un particulier se situe au milieu des tranches d'imposition ci-dessus avant que ne soit pris en compte le revenu d'intérêts.

Pour les provinces et les territoires où s'applique une tranche d'imposition plus élevée que la tranche d'imposition supérieure du fédéral de 216 512 \$ (c.-à-d. en Alberta, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Yukon), des taux supplémentaires sont indiqués dans le tableau. Ces taux plus élevés doivent s'appliquer au revenu imposable des particuliers qui excède 220 000 \$ en Ontario ou en Colombie-Britannique, 314 928 \$ en Alberta ou 500 000 \$ au Yukon.

Un revenu d'intérêts élevé en plus du revenu se situant au milieu de la tranche d'imposition pourrait être assujéti à un taux d'imposition plus élevé que celui qui est indiqué dans le tableau. Par conséquent, aux fins de l'établissement de l'impôt estimatif qui s'applique à ce revenu, il y a lieu d'utiliser le taux de la tranche d'imposition suivante, par souci de prudence.

- 2) Dans son budget de 2020, la Colombie-Britannique a instauré une nouvelle tranche d'imposition supérieure du revenu des particuliers de 20,50 % sur la tranche de revenu imposable qui est supérieure à 220 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé qui s'applique au revenu d'intérêts a été augmenté à 53,50 %.

Taux d'imposition marginaux applicables aux gains en capital^{1,2} – 2021

	De 0 à 49 020 \$	De 49 021 à 98 040 \$	De 98 041 à 151 978 \$	De 151 979 à 216 511 \$	216 512 \$ et plus
C.-B. ³	10,03 %	14,10 %	20,35 %	22,90 %	24,90/26,75 %
Alberta	12,50	15,25	18,00	21,00	23,50/24,00
Saskatchewan	12,75	16,50	19,25	21,75	23,75
Manitoba	12,90	18,95	21,70	23,20	25,20
Ontario	10,03	14,83	21,70	23,98	25,98/26,76
Québec	13,76	18,56	23,73	24,98	26,65
N.-B.	12,34	17,66	21,26	24,65	26,65
N.-É.	11,90	18,59	21,75	25,00	27,00
Î.-P.-É.	12,40	18,60	22,19	23,69	25,69
T.-N.-L.	11,85	17,50	20,90	23,15	25,65
Yukon	10,70	14,75	18,45	20,90	22,90/24,00
T.N.-O.	10,45	14,55	19,10	21,53	23,53
Nunavut	9,50	13,75	17,50	20,25	22,25

Notes

- 1) Ce tableau s'applique aux gains en capital et inclut l'ensemble des impôts sur le revenu et les surtaxes fédérales et provinciales, mais il n'englobe pas les réductions de l'impôt sur le revenu pour les contribuables à faible revenu, ni les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »).

Étant donné que plusieurs taux peuvent s'appliquer à une tranche d'imposition donnée en raison de la différence entre les seuils des tranches d'imposition fédérales et provinciales, les taux indiqués dans le tableau sont ceux qui s'appliquent au revenu se situant approximativement au milieu de la tranche d'imposition. Il est présumé dans le tableau que le revenu ordinaire d'un particulier se situe au milieu des tranches d'imposition ci-dessus avant que ne soit pris en compte le revenu tiré de gains en capital.

Pour les provinces et les territoires où s'applique une tranche d'imposition plus élevée que la tranche d'imposition supérieure du fédéral de 216 512 \$ (c.-à-d. en Alberta, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Yukon), des taux supplémentaires sont indiqués dans le tableau. Ces taux plus élevés doivent s'appliquer au revenu imposable des particuliers qui excède 220 000 \$ en Ontario ou en Colombie-Britannique, 314 928 \$ en Alberta ou 500 000 \$ au Yukon.

Un revenu tiré de gains en capital élevé en plus du revenu se situant au milieu de la tranche d'imposition pourrait être assujéti à un taux d'imposition plus élevé que celui qui est indiqué dans le tableau. Par conséquent, aux fins de l'établissement de l'impôt estimatif qui s'applique à ce revenu, il y a lieu d'utiliser le taux de la tranche d'imposition suivante, par souci de prudence.

- 2) Le plafond de l'exonération cumulative des gains en capital pour les biens agricoles admissibles, les biens de pêche admissibles et les actions admissibles de petites entreprises est passé de 883 384 à 892 218 \$ pour l'année d'imposition 2021. Une exonération cumulative des gains en capital additionnelle de 107 782 \$ est offerte pour les biens agricoles ou de pêche admissibles cédés en 2021.
- 3) Dans son budget de 2020, la Colombie-Britannique a instauré une nouvelle tranche d'imposition supérieure du revenu des particuliers de 20,50 % sur la tranche de revenu imposable qui est supérieure à 220 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé qui s'applique aux gains en capital a augmenté à 26,75 %.

Taux d'imposition marginaux applicables aux dividendes déterminés¹ – 2021

	De 0 à 49 020 \$	De 49 021 à 98 040 \$	De 98 041 à 151 978 \$	De 151 979 à 216 511 \$	216 512 \$ et plus
C.-B. ²	(9,60)%	1,63 %	18,88 %	25,92 %	31,44/36,54 %
Alberta ³	2,57	10,16	17,75	26,03	32,93/34,31
Saskatchewan	(0,72)	9,63	17,22	24,12	29,64
Manitoba	3,84	20,54	28,13	32,27	37,79
Ontario	(6,86)	6,39	25,38	31,67	37,19/39,34
Québec ⁴	4,53	17,77	32,04	35,50	40,11
N.-B.	(5,99)	8,69	18,63	27,99	33,51
N.-É.	(0,11)	18,35	27,09	36,06	41,58
Î.-P.-É.	(0,99)	16,12	24,57	28,71	34,23
T.-N.-L.	4,53	20,12	29,51	35,72	42,62
Yukon	(7,78)	3,40	13,61	20,37	25,89/28,93
T.N.-O.	(7,76)	3,56	16,12	22,81	28,33
Nunavut	(2,11)	9,62	19,97	27,56	33,08

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Ces taux s'appliquent aux « dividendes déterminés » et incluent tous les impôts sur le revenu, les surtaxes et les crédits d'impôt pour dividendes fédéraux et provinciaux, mais ils n'englobent pas les autres crédits d'impôt, les réductions de l'impôt sur le revenu pour les contribuables à faible revenu et les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »).

Étant donné que plusieurs taux peuvent s'appliquer à une tranche d'imposition donnée en raison de la différence entre les seuils des tranches d'imposition fédérales et provinciales, les taux indiqués dans le tableau sont ceux qui s'appliquent au revenu se situant approximativement au milieu de la tranche d'imposition. Il est présumé dans le tableau que le revenu ordinaire d'un particulier se situe au milieu des tranches d'imposition ci-dessus avant que ne soit pris en compte le revenu de dividendes.

Le dividende majoré (soit 138 % du dividende réel en espèces) devrait servir à déterminer quelle tranche d'imposition marginale s'appliquera. Cependant, aux fins du calcul de l'impôt, il y a lieu d'appliquer le taux marginal au montant du dividende réel en espèces.

Pour les provinces et les territoires où s'applique une tranche d'imposition plus élevée que la tranche d'imposition supérieure du fédéral de 216 512 \$ (c.-à-d. en Alberta, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Yukon), des taux supplémentaires sont indiqués dans le tableau. Ces taux plus élevés doivent s'appliquer au revenu imposable des particuliers qui excède 220 000 \$ en Ontario ou en Colombie-Britannique, 314 928 \$ en Alberta ou 500 000 \$ au Yukon.

- 2) Dans son budget de 2020, la Colombie-Britannique a instauré une nouvelle tranche d'imposition supérieure du revenu des particuliers de 20,50 % sur la tranche de revenu imposable qui est supérieure à 220 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé qui s'applique aux dividendes déterminés a augmenté à 36,54 % pour 2020 et les années suivantes.
- 3) L'Alberta a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes déterminés, le faisant passer de 10 à 8,12 % à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 4) Le Québec a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes déterminés, le faisant passer de 11,78 à 11,7 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2020.

Taux d'imposition marginaux applicables aux dividendes non déterminés¹ – 2021

	De 0 à 49 020 \$	De 49 021 à 98 040 \$	De 98 041 à 151 978 \$	De 151 979 à 216 511 \$	216 512 \$ et plus
C.-B. ²	10,43%	19,80 %	34,17 %	40,04 %	44,64/48,89 %
Alberta ³	15,85	22,18	28,50	35,40	41,15/42,30
Saskatchewan	16,99	25,62	31,94	37,69	42,29
Manitoba	18,38	32,30	38,62	42,07	46,67
Ontario	9,24	20,28	36,10	41,35	45,95/47,74
Québec ⁴	18,37	29,40	41,30	44,18	48,02
N.-B.	14,83	27,07	35,35	43,15	47,75
N.-É.	13,53	28,92	36,20	43,67	48,27
Î.-P.-É. ⁵	15,89	30,15	38,17	41,62	46,22
T.-N.-L.	12,85	25,84	33,66	38,84	44,59
Yukon ⁶	13,45	22,77	31,28	36,91	41,51/44,04
T.N.-O.	6,75	16,18	26,65	32,22	36,82
Nunavut	8,47	18,24	26,87	33,19	37,79

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Ces taux s'appliquent aux « dividendes non déterminés » et incluent tous les impôts sur le revenu, les surtaxes et les crédits d'impôt pour dividendes fédéraux et provinciaux, mais ils n'englobent pas les autres crédits d'impôt, les réductions de l'impôt sur le revenu pour les contribuables à faible revenu et les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »).

Étant donné que plusieurs taux peuvent s'appliquer à une tranche d'imposition donnée en raison de la différence entre les seuils des tranches d'imposition fédérales et provinciales, les taux indiqués dans le tableau sont ceux qui s'appliquent au revenu se situant approximativement au milieu de la tranche d'imposition. Il est présumé dans le tableau que le revenu ordinaire d'un particulier se situe au milieu des tranches d'imposition ci-dessus avant que ne soit pris en compte le revenu de dividendes.

Le dividende majoré (soit 115 % du dividende réel en espèces) devrait servir à déterminer quelle tranche d'imposition marginale s'appliquera. Cependant, aux fins du calcul de l'impôt, il y a lieu d'appliquer le taux marginal au montant du dividende réel en espèces.

Pour les provinces et les territoires où s'applique une tranche d'imposition plus élevée que la tranche d'imposition supérieure du fédéral de 216 512 \$ (c.-à-d. en Alberta, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Yukon), des taux supplémentaires sont indiqués dans le tableau. Ces taux plus élevés doivent s'appliquer au revenu imposable des particuliers qui excède 220 000 \$ en Ontario ou en Colombie-Britannique, 314 928 \$ en Alberta ou 500 000 \$ au Yukon.

- 2) Dans son budget de 2020, la Colombie-Britannique a instauré une nouvelle tranche d'imposition supérieure du revenu des particuliers de 20,50 % sur la tranche de revenu imposable qui est supérieure à 220 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé qui s'applique aux dividendes non déterminés a augmenté à 48,89 % pour 2020 et les années suivantes.
- 3) La Saskatchewan a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 3,36 à 1,70 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021. Ce taux passera à 2,11 % à compter du 1^{er} janvier 2022, à 2,94 % à compter du 1^{er} janvier 2023 et à 3,36 % à compter du 1^{er} janvier 2024. Le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé applicable aux dividendes non déterminés sera toutefois réduit à 41,82 % à compter du 1^{er} janvier 2022 en raison de la hausse du crédit d'impôt pour dividendes de la province, qui passe à 2,11 %.
- 4) Le Québec a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 4,77 à 4,01 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021, et il le réduira davantage afin qu'il passe à 3,42 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2022. Le taux d'imposition marginal combiné le plus élevé applicable aux dividendes non déterminés sera toutefois haussé à 48,70 % à compter du 1^{er} janvier 2022 en raison de la diminution du crédit d'impôt pour dividendes de la province, qui passe à 3,42 %.
- 5) L'Île-du-Prince-Édouard a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 2,74 à 1,96 %.
- 6) Dans son budget de 2020, le Yukon a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 2,30 à 0,67 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021. Cette mesure a été instaurée dans le projet de loi 8 du Yukon, qui a reçu la sanction royale le 16 mars 2020.

Taux des crédits d'impôt pour dividendes déterminés et montants des dividendes pouvant être reçus sans générer d'impôt en 2021¹

	Taux des crédits d'impôt pour dividendes ²		Montant des dividendes reçus en franchise d'impôt	
	Dividende réel	Dividende imposable	Dividende réel	Dividende imposable
Fédéral	20,73 %	15,02 %	53 808 \$	74 255 \$
Colombie-Britannique	16,56	12,00	53 808	74 255
Alberta ³	11,20	8,12	53 808	74 255
Saskatchewan	15,18	11,00	53 808	74 255
Manitoba	11,04	8,00	26 403	36 436
Ontario	13,80	10,00	53 808	74 255
Québec ⁴	16,15	11,70	40 287	55 596
Nouveau-Brunswick	19,32	14,00	53 808	74 255
Nouvelle-Écosse	12,21	8,85	32 406	44 720
Île-du-Prince-Édouard	14,49	10,50	48 658	67 148
Terre-Neuve-et-Labrador	7,45	5,40	18 218	25 140
Yukon	16,59	12,02	53 808	74 255
T.N.-O.	15,87	11,50	53 808	74 255
Nunavut	7,60	5,51	53 808	74 255

Notes

- 1) Il est présumé dans le tableau ci-dessus que seul le revenu tiré de « dividendes déterminés » est gagné, et il tient compte de tous les impôts, surtaxes et impôts minimums de remplacement fédéraux et provinciaux, mais il n'englobe pas les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »). Les crédits personnels de base et les crédits d'impôt pour dividendes respectifs de même que les réductions d'impôt provincial, s'il y a lieu, sont également pris en compte.

En règle générale, les « dividendes déterminés » sont des dividendes versés à des résidents canadiens par des sociétés ouvertes et des sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) à partir du revenu assujéti au taux général d'imposition des sociétés au palier fédéral. Les SPCC ne peuvent verser de dividendes déterminés à même un revenu qui est admissible à la déduction fédérale accordée aux petites entreprises ou soumis à un traitement fiscal donnant lieu à un remboursement.

Le taux de majoration qui s'applique aux dividendes déterminés est de 38 %. Le montant réel reçu doit donc être multiplié par 1,38 afin de déterminer le montant du dividende qui est imposable.

- 2) Les taux des crédits d'impôt pour dividendes fédéral et provinciaux indiqués à la première colonne du tableau ci-dessus s'appliquent au montant réel du dividende reçu par un particulier. Le taux du crédit d'impôt pour dividendes peut également être exprimé sous forme de pourcentage du dividende imposable, comme il est indiqué à la deuxième colonne ci-dessus.
- 3) L'Alberta a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes déterminés, le faisant passer de 10 à 8,12 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021. L'entrée en vigueur de cette réduction, qui devait initialement avoir lieu le 1^{er} janvier 2022, a été accélérée au 1^{er} juillet 2020 en vertu du projet de loi 35 de l'Alberta.

Taux des crédits d'impôt pour dividendes non déterminés et montants des dividendes pouvant être reçus sans générer d'impôt en 2021¹

	Taux des crédits d'impôt pour dividendes ²		Montant des dividendes reçus en franchise d'impôt	
	Dividende réel	Dividende imposable	Dividende réel	Dividende imposable
Fédéral	10,39 %	9,03 %	30 170 \$	34 696 \$
Colombie-Britannique	2,25	1,96	23 549	27 081
Alberta	2,51	2,18	21 548	24 780
Saskatchewan ³	1,95	1,70	16 825	19 349
Manitoba	0,90	0,78	10 257	11 796
Ontario	3,43	2,99	30 170	34 696
Québec ⁴	4,61	4,01	18 670	21 471
Nouveau-Brunswick	3,16	2,75	19 585	22 523
Nouvelle-Écosse	3,44	2,99	16 580	19 067
Île-du-Prince-Édouard ⁵	2,25	1,96	15 296	17 590
Terre-Neuve-et-Labrador	4,03	3,50	20 470	23 540
Yukon ⁶	0,77	0,67	13 411	15 423
T.N.-O.	6,90	6,00	30 170	34 696
Nunavut	3,00	2,61	30 170	34 696

Notes

- 1) Il est présumé dans le tableau ci-dessus que seul le revenu tiré de « dividendes non déterminés » est gagné, et il tient compte de tous les impôts, surtaxes et impôts minimums de remplacement fédéraux et provinciaux, mais il n'englobe pas les contributions santé provinciales (voir le tableau « Contributions santé provinciales »). Les crédits personnels de base et les crédits d'impôt pour dividendes respectifs de même que les réductions d'impôt provincial, s'il y a lieu, sont également pris en compte.

Les « dividendes non déterminés » sont ceux qui ne sont pas assujettis aux règles qui s'appliquent aux dividendes « déterminés » (voir le tableau « Taux des crédits d'impôt pour dividendes déterminés et montant des dividendes pouvant être reçus sans générer d'impôt en 2021 »).

Le taux de majoration qui s'applique aux dividendes non déterminés est de 15 %. Le montant réel reçu doit donc être multiplié par 1,15 afin de déterminer le montant du dividende qui est imposable.

- 2) Les taux des crédits d'impôt pour dividendes fédéral et provinciaux indiqués à la première colonne du tableau ci-dessus s'appliquent au montant réel du dividende reçu par un particulier. Le taux du crédit d'impôt pour dividendes peut également être exprimé sous forme de pourcentage du dividende imposable, comme il est indiqué à la deuxième colonne ci-dessus.

Notes (suite)

- 3) La Saskatchewan a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 3,36 à 1,70 %. Cette mesure a été instaurée dans le projet de loi 2 de la Saskatchewan, qui a reçu la sanction royale le 10 décembre 2020.
- 4) Le Québec a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 4,77 à 4,01 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021. Ce taux sera réduit davantage pour s'établir à 3,42 % à compter du 1^{er} janvier 2022.
- 5) L'île-du-Prince-Édouard a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 2,74 à 1,96 %. Dans son budget de 2021-2022, la province a proposé de diminuer davantage ce taux à compter du 1^{er} janvier 2022.
- 6) Dans son budget de 2020, le Yukon a réduit le taux du crédit d'impôt pour dividendes de la province qui s'applique aux dividendes non déterminés, le faisant passer de 2,30 à 0,67 % des dividendes imposables à compter du 1^{er} janvier 2021. Cette mesure a été instaurée dans le projet de loi 8 du Yukon, qui a reçu la sanction royale le 16 mars 2020.

Automobiles – Déductions et avantages

	2020	2021
Plafonds de déductions¹		
Coût maximum aux fins de la déduction pour amortissement ²	30 000 \$	30 000 \$
Montant déductible maximum des paiements de location mensuels ³	800 \$	800 \$
Montant déductible maximum des frais d'intérêts mensuels sur les prêts-automobiles ⁴	300 \$	300 \$
Montant déductible maximum des allocations versées aux employés ⁵		
5 000 premiers kilomètres afférents à l'emploi	59 ¢	59 ¢
Chaque kilomètre supplémentaire afférent à l'emploi	53 ¢	53 ¢
Avantages imposables		
Avantage relatif aux frais pour droit d'usage ⁶		
Automobile appartenant à l'employeur	2 % du coût d'origine par mois	
Automobile louée par l'employeur	2/3 du coût de location mensuel	
Avantage relatif aux frais de fonctionnement par kilomètre parcouru pour usage personnel ⁶	28 ¢	27 ¢
Allocations⁷	Imposables, sauf certaines exceptions	

Notes

- 1) Lorsqu'un véhicule à moteur est acheté ou loué dans le but de gagner un revenu, certains frais peuvent être déductibles. Les frais d'automobile les plus communs sont ceux qui ont trait au carburant, aux assurances, à l'entretien et aux réparations, au permis de conduire et à l'immatriculation, à la déduction pour amortissement, aux paiements de location et aux intérêts. Ces frais comprennent également toutes les taxes de vente fédérale et provinciales applicables (la TPS, la TVH, la TVP et la TVQ) lorsque le contribuable n'est pas inscrit aux fins de la taxe de vente et ne demande aucun crédit de taxe sur les intrants (au Québec, remboursement de la taxe sur les intrants) pour les taxes payées.
- 2) Les montants maximums figurant dans le tableau ont été déterminés avant l'application de toutes les taxes de vente et sont fonction de l'année d'acquisition de l'automobile.
Toute automobile dont le coût est supérieur au plafond est allouée à une catégorie distincte aux fins de la déduction pour amortissement (DPA), soit la catégorie 10.1. Le coût en capital maximal de chaque automobile qui peut être inclus dans la catégorie 10.1 est de 30 000 \$, auquel s'ajoutent les taxes de vente fédérale et provinciales applicables. Les automobiles de catégorie 10.1 ne sont pas assujetties aux règles habituelles en matière de récupération d'amortissement et de perte finale, et elles sont admissibles à une DPA de 15 % dans l'année de la disposition.
Les véhicules à moteur dont le coût est égal ou inférieur au plafond appartiennent à la catégorie 10. Les règles habituelles en matière de récupération d'amortissement, de perte finale et de DPA s'appliquent à ces véhicules.
Pour les deux catégories, le taux de DPA est de 30 % de la valeur résiduelle (15 % pour l'année d'acquisition).
Dans le cas des véhicules à moteur acquis après le 20 novembre 2018, le taux de la DPA augmente pour passer de 15 à 45 % pour la première année. La déduction accélérée sera éliminée progressivement à compter de 2024, et elle ne s'appliquera pas aux véhicules à moteur prêts à être mis en service après 2027.

Notes (suite)

Le gouvernement fédéral a instauré un taux bonifié temporaire de DPA de 100 % pour la première année à l'égard des véhicules zéro émission admissibles achetés à compter du 19 mars 2019. La nouvelle catégorie 54 sera créée pour les voitures de tourisme zéro émission qui seraient par ailleurs comprises dans la catégorie 10 ou 10.1, et la limite du montant de DPA applicable à l'égard de chaque voiture est de 55 000 \$, plus les taxes de vente applicables. Qui plus est, une autre nouvelle catégorie sera créée, la catégorie 55, pour les véhicules zéro émission qui seraient par ailleurs compris dans la catégorie 16. Le taux de DPA bonifié sera réduit progressivement à l'égard des véhicules zéro émission qui sont prêts à être mis en service après 2023, et il ne s'appliquera pas aux véhicules zéro émission qui sont prêts à être mis en service après 2027.

Le gouvernement fédéral a proposé de créer une nouvelle catégorie 56 qui accorde un taux bonifié temporaire de DPA de 100 % pour la première année à l'égard des véhicules hors route zéro émission admissibles achetés à compter du 2 mars 2020. Le taux bonifié de la DPA serait éliminé progressivement pour les véhicules hors route zéro émission admissibles qui sont prêts à être mis en service après 2023, mais avant 2028.

- 3) Les montants maximums figurant dans le tableau ont été déterminés avant l'application de toutes les taxes de vente et sont fonction de l'année où le contrat de location a été conclu.

De façon générale, le montant maximum déductible des frais de location mensuels est déterminé comme étant le montant le moins élevé de ce qui suit :

- les paiements de location réels qui ont été versés ou engagés au cours de l'année (y compris les assurances, l'entretien et les taxes s'ils font partie des paiements de location réels);
- le taux mensuel prescrit; ou
- le plafond annuel des frais de location, qui est égal aux frais locatifs mensuels avant impôt multipliés par le ratio du

Coût amortissable maximum

$$85 \% \times \text{le plus élevé du plafond prescrit ou du prix suggéré par le fabricant}$$

- 4) Le montant maximum déductible des frais d'intérêts mensuels est déterminé en fonction de l'année d'acquisition de l'automobile.
- 5) Pour les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et le Yukon, le plafond d'exonération est fixé à 4 ¢ de plus (63 ¢ le kilomètre pour la première tranche de 5 000 kilomètres parcourus et 57 ¢ par kilomètre additionnel en 2021).
- 6) Lorsqu'un employé utilise une automobile fournie par l'employeur à des fins personnelles, il doit habituellement inclure dans son revenu un avantage relatif aux frais pour droit d'usage et aux frais de fonctionnement.

L'avantage relatif aux frais pour droit d'usage peut généralement être réduit lorsque l'automobile est utilisée à des fins professionnelles plus de 50 % du temps, et que l'usage personnel n'excède pas 1 667 km par mois. Si l'employé utilise principalement l'automobile à des fins professionnelles, il pourrait également choisir de calculer son avantage relatif aux frais de fonctionnement comme un montant équivalant à 50 % des frais pour droit d'usage, plutôt que d'appliquer le taux prescrit par kilomètre (27 ¢ par kilomètre en 2021 et 28 ¢ en 2020). Les frais de fonctionnement incluent certains éléments tels que l'essence et l'huile, les frais d'entretien, les permis et les assurances. Les frais de fonctionnement n'incluent pas certains éléments tels que les intérêts, les frais de location d'une automobile louée ou les frais de stationnement. Pour les contribuables dont la principale occupation est de vendre ou de louer des automobiles, un taux réduit de 24 ¢ par kilomètre s'applique en 2021 et de 25 ¢ en 2020.

Le gouvernement fédéral a proposé que les employés soient en mesure de se fonder sur leur utilisation de l'automobile en 2019 pour déterminer s'ils sont admissibles à des frais pour droit d'usage réduits en 2020 et en 2021 au titre de leur automobile fournie par l'employeur. Il a également proposé que les employés puissent se fonder sur leur usage automobile de 2019 pour déterminer s'ils peuvent calculer leur avantage relatif aux frais de fonctionnement comme étant 50 % des frais pour droits d'usage en 2020 et en 2021.

- 7) Une « allocation » est généralement définie comme un montant versé à l'employé dont il n'a pas à justifier à l'employeur (en fournissant des reçus, des pièces justificatives, etc.) l'utilisation réelle qu'il en fait. Par contraste, dans le cas des remboursements, l'employé doit généralement fournir des factures justificatives à son employeur, et l'employeur doit lui verser le remboursement dollar pour dollar.

Allocation canadienne pour enfants

Enfants de 5 ans et moins				
Revenu familial net	Un enfant	Deux enfants	Trois enfants	Quatre enfants ou plus
30 000 \$	6 833 \$	13 666 \$	20 499 \$	27 332 \$
65 000	4 525	9 215	14 234	19 748
100 000	3 238	6 877	10 951	15 830
135 000	2 118	4 882	8 151	12 505
170 000	998	2 887	5 351	9 180
200 000	0	1 177	2 951	6 330
220 000	0	0	1 351	4 430
255 000	0	0	0	1 105

Enfants de 6 à 17 ans				
Revenu familial net	Un enfant	Deux enfants	Trois enfants	Quatre enfants ou plus
30 000 \$	5 765 \$	11 530 \$	17 295 \$	23 060 \$
65 000	3 457	7 079	11 031	15 477
100 000	2 170	4 741	7 747	11 558
135 000	1 050	2 746	4 947	8 233
170 000	0	751	2 147	4 908
200 000	0	0	0	2 058
220 000	0	0	0	0
255 000	0	0	0	0

Notes

- L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) accorde un versement mensuel en franchise d'impôt aux familles admissibles fondé sur le revenu familial net rajusté. L'admissibilité est déterminée selon le revenu familial net déclaré aux fins de l'impôt, lequel peut être rajusté au besoin. Chaque année au mois de juillet, les versements sont rajustés en fonction du revenu familial net déclaré pour l'année précédente. Les versements sont effectués mensuellement à la personne qui est le principal responsable des soins et de l'éducation de l'enfant.
- Le tableau ci-dessus résume le montant total de l'ACE qu'une famille peut recevoir au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 selon les différentes circonstances. L'ACE est indexée à l'inflation des prix à la consommation.
- L'ACE consiste en une prestation annuelle maximale de 6 833 \$ par enfant âgé de moins de 6 ans, et de 5 765 \$ par enfant âgé de 6 à 17 ans. Les familles dont le revenu net est inférieur à 32 028 \$ recevront la prestation maximale. L'admissibilité à l'ACE pour la période allant de juillet 2021 à juin 2022 est fondée sur le revenu familial net rajusté déclaré aux fins de l'impôt pour l'année d'imposition 2020.
- L'ACE diminue graduellement en fonction du revenu familial net rajusté et du nombre d'enfants dans la famille.

	Revenu familial net rajusté	
	De 32 028 \$ à 69 395 \$	Plus de 69 395 \$
Un enfant	7,0 %	3,2 %
Deux enfants	13,5	5,7
Trois enfants	19,0	8,0
Quatre enfants ou plus	23,0	9,5

- Les montants reçus au titre de l'ACE ne sont pas imposables, et ils ne viennent pas réduire les prestations versées au titre du crédit pour la taxe sur les produits et services. Ces montants ne sont pas non plus inclus dans le revenu aux fins des programmes fédéraux fondés sur le revenu qui sont administrés en dehors du régime de l'impôt sur le revenu, tels que le supplément de revenu garanti, la subvention canadienne pour l'épargne-étude, le bon d'études canadien, le bon canadien pour l'épargne-invalidité et la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité.
- L'admissibilité à l'ACE prend fin le mois suivant le moment où le parent cesse d'être résident du Canada, ou bien au moment où il cesse d'être la principale personne à subvenir aux besoins de l'enfant, ou encore le mois où l'enfant quitte la maison, atteint l'âge de 18 ans ou décède.
- La prestation pour enfants handicapés accorde un montant supplémentaire pouvant atteindre 2 915 \$ par enfant admissible. Le montant supplémentaire au titre de la prestation pour enfants handicapés est inclus dans les paiements mensuels de l'ACE reçus par les familles admissibles.

Prestations de sécurité de la vieillesse

Prestations mensuelles par trimestre	Sécurité de la vieillesse (SV) ¹		Supplément de revenu garanti (SRG) ²			
			Célibataire		Personne mariée	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
1 ^{er}	613,53 \$	615,37 \$	916,38 \$	919,12 \$	551,63 \$	553,28 \$
2 ^e	613,53	618,45	916,38	923,71	551,63	556,04
3 ^e	613,53	AC	916,38	AC	551,63	AC
4 ^e	614,14	AC	917,29	AC	552,18	AC

AC = À communiquer

Notes

- 1) La pension de base de la sécurité de la vieillesse (SV) est versée sous forme de prestations mensuelles imposables aux personnes de 65 ans ou plus qui répondent à certaines exigences en matière de résidence canadienne.
- En règle générale, un minimum de 40 ans de résidence depuis l'âge de 18 ans est requis pour pouvoir recevoir une pension maximum. Un minimum de 10 ans de résidence depuis l'âge de 18 ans est requis pour recevoir une pension partielle. Le versement des prestations peut être modifié par des ententes en matière de sécurité sociale conclues avec le pays de résidence antérieur du contribuable. Les particuliers qui désirent obtenir des prestations de la SV doivent en faire la demande.
- Les particuliers ont la possibilité de reporter le versement de la pension de la SV pendant au plus cinq ans à compter de l'âge d'admissibilité en échange d'une pension supérieure, ajustée sur une base actuarielle. Le montant mensuel augmente de 0,6 % pour chaque mois où vous reportez le versement de votre pension, jusqu'à un maximum de 36 % à l'âge de 70 ans.
- Pour 2021, si le revenu net du particulier excède 79 845 \$, 15 % de l'excédent de ce montant doit être remboursé. Le montant intégral de la pension de la SV est éliminé lorsque le revenu net atteint 129 260 \$.
- Une pension maximum ou partielle de la SV peut généralement être versée pendant une période indéterminée à un non-résident, si le particulier a vécu au Canada pendant au moins 20 ans après l'âge de 18 ans. Sinon, la pension ne sera versée que pour le mois au cours duquel le particulier a quitté le Canada et pour une période supplémentaire de six mois. Les prestations peuvent être rétablies si le particulier retourne vivre au Canada.
- Le budget fédéral de 2021 a bonifié les prestations de la SV en instaurant un paiement unique de 500 \$, ainsi qu'une augmentation de 10 % des prestations régulières et continues de la SV. Ces bonifications s'appliquent aux pensionnés de la SV qui auront 75 ans ou plus à compter de juin 2022. Le montant forfaitaire sera versé en août 2021, tandis que l'augmentation de 10 % entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

Notes (suite)

- 2) Le supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation mensuelle non imposable versée aux bénéficiaires de la SV à faible revenu. Pour 2021, cette prestation est versée en fonction du revenu annuel et de l'état civil du particulier :
- personnes célibataires, divorcées, séparées ou veuves – le revenu net (excluant la SV et le SRG) doit être inférieur à 18 744 \$;
 - personnes mariées lorsque les deux conjoints / conjoints de fait touchent des prestations de la SV – le revenu net combiné (excluant la SV et le SRG) doit être inférieur à 24 768 \$.

Les montants indiqués dans le tableau reflètent le montant maximum des prestations mensuelles. Pour l'année de prestation allant de juillet 2021 à juillet 2022, les bénéficiaires du SRG peuvent gagner jusqu'à 5 000 \$ par année (auparavant 3 500 \$ par année) en revenu d'emploi ou de travail indépendant avant de déclencher une réduction des prestations du SRG (« exemption des gains »). Le gouvernement fédéral a également instauré une exemption partielle de 50 % qui s'applique à la première tranche de 10 000 \$ de revenu annuel d'emploi et de travail indépendant gagné au-delà du seuil de 5 000 \$.

Une allocation est également offerte aux particuliers à faible revenu, âgés de 60 à 64 ans, dont le conjoint / conjoint de fait a le droit de recevoir la SV et le SRG. Pour avoir droit à cette allocation mensuelle non imposable, le conjoint / conjoint de fait doit avoir résidé au Canada pendant au moins dix ans depuis l'âge de 18 ans, et le revenu familial net pour 2021 doit être inférieur à 34 704 \$.

Les couples recevant des prestations du SRG et de l'allocation et dont les membres vivent séparés pour des raisons échappant à leur contrôle (comme le besoin de soins de longue durée) peuvent avoir droit à des prestations plus élevées en fonction du revenu individuel des membres du couple.

Les particuliers doivent faire une demande pour recevoir le SRG et/ou une allocation. En règle générale, les particuliers peuvent automatiquement renouveler leur SRG et leur allocation en produisant leur déclaration de revenus.

Le SRG et l'allocation ne peuvent être versés à des non-résidents au-delà de six mois après le mois de leur départ. Toutefois, les particuliers peuvent présenter une nouvelle demande à leur retour au Canada.

Prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec¹

	2021	2020	2019
Prestations de retraite ^{2,3}	1 204 \$	1 176 \$	1 155 \$
Prestations d'invalidité ⁴	1 414	1 388	1 362
Prestations de survivant ⁵ :			
Âgé de moins de 65 ans	651	638	627
Âgé de plus de 64 ans	722	706	693
Prestation de décès forfaitaire ⁶ (max.)	2 500	2 500	2 500

Notes

- 1) Ce tableau résume les montants mensuels maximums des prestations du Régime de pensions du Canada (RPC) (sauf en ce qui a trait à la prestation de décès forfaitaire) qui s'appliquent pour chacune des années indiquées. En vertu de la législation régissant le Régime de rentes du Québec (RRQ), les taux et les règles dont il est fait mention ici peuvent varier légèrement. Des paiements sont également versés aux particuliers qui vivent à l'extérieur du Canada et qui remplissent toutes les conditions d'admissibilité. Tous les montants mensuels des prestations sont indexés en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) et sont ajustés annuellement.
- 2) Les prestations de retraite sont des prestations mensuelles imposables qui sont versées aux particuliers ayant déjà cotisé au moins une fois au RPC ou au RRQ. La période de cotisation débute lorsque le particulier atteint l'âge de 18 ans et se termine lorsque le particulier reçoit sa pension de retraite, lorsqu'il atteint l'âge de 70 ans ou lorsqu'il décède, selon la première de ces éventualités. Le cotisant a le choix de recevoir des prestations de retraite dès l'âge de 60 ans avec une réduction, ou au plus tard à l'âge de 70 ans avec une augmentation. Les prestations sont déterminées en fonction de la durée et du montant des cotisations versées par le particulier au RPC et/ou au RRQ. L'âge auquel un particulier choisit de prendre sa retraite influe également sur le montant des prestations. À l'heure actuelle, le cotisant doit faire une demande pour recevoir des prestations du RPC/RRQ. Les cotisants qui sont âgés de 70 ans ou plus ne sont plus tenus de soumettre une demande en vue d'obtenir leurs prestations de retraite.

Les personnes mariées ou les conjoints de fait peuvent demander que le total des prestations de retraite gagnées par les deux parties leur soit versé à parts égales. Les deux conjoints doivent être âgés d'au moins 60 ans et chacun doit avoir fait la demande pour obtenir ses prestations respectives. Ces prestations peuvent être partagées même si un seul des conjoints a versé des cotisations dans le passé.

Les prestations de retraite touchées par des non-résidents sont assujetties à une retenue d'impôt de 25 %; toutefois, ce taux peut être réduit en vertu d'une convention.

Pour de plus amples renseignements à propos des prestations de retraite, il y a lieu de consulter le site Web du gouvernement du Canada à l'adresse : www.canada.ca/fr/services/prestations/pensionspubliques/rpc.html.

Notes (suite)

- 3) Si un particulier touche ses prestations de retraite avant l'âge de 65 ans, elles seront réduites de 0,6 % par mois (7,2 % par année). Un particulier qui choisit de commencer à recevoir ses prestations de retraite à l'âge de 60 ans verra son montant de base diminuer de 36 % par rapport au montant qu'il aurait reçu s'il les avait plutôt reçues à l'âge de 65 ans.

Dans le cas des particuliers qui choisissent de continuer à travailler après 65 ans, le taux des prestations est de 0,7 % par mois. Depuis 2013, les particuliers qui décident de toucher à leurs prestations à l'âge de 70 ans voient leur montant de base augmenter de 42 %.

Les contribuables âgés de moins de 65 ans qui travaillent et qui touchent des prestations de retraite du RPC doivent continuer à verser des cotisations au RPC, et leur employeur verse des cotisations équivalentes. Les employés qui ont entre 65 et 70 ans peuvent opter de participer au RPC afin de continuer à bonifier leur pension, ce qui exigerait que leur employeur verse également des cotisations.

- 4) Les prestations d'invalidité sont des prestations mensuelles imposables DPMG peuvent se prévaloir les particuliers âgés de moins de 65 ans affligés d'une invalidité grave et prolongée les empêchant de travailler sur une base régulière. Pour avoir droit à ces prestations, le particulier doit avoir versé des cotisations au RPC ou au RRQ pendant au moins quatre des six dernières années, ou pendant trois des six dernières années s'il a versé des cotisations au RPC ou au RRQ pendant au moins 25 ans. Le montant mensuel des prestations d'invalidité consiste en un montant fixe minimum que tous les bénéficiaires peuvent recevoir et d'un montant déterminé en fonction des cotisations versées par le bénéficiaire au RPC durant toute sa carrière. Le cotisant doit faire une demande pour recevoir des prestations.

L'enfant à charge d'un bénéficiaire de prestations d'invalidité peut également recevoir des prestations imposables s'il a moins de 18 ans ou s'il a entre 18 et 25 ans et étudie à temps plein.

Pour de plus amples renseignements à propos des prestations d'invalidité, il y a lieu de consulter le site Web du gouvernement du Canada à l'adresse : www.canada.ca/fr/services/prestations/pensionspubliques/rpc/prestation-invalidite-rpc.html.

- 5) Les prestations de survivant sont des prestations mensuelles imposables dont peut se prévaloir le conjoint / conjoint de fait d'un particulier décédé qui a versé des cotisations au RPC ou au RRQ au cours de sa vie. Pour que le conjoint / conjoint de fait puisse se prévaloir de ces prestations, le défunt doit avoir versé des cotisations pendant un certain nombre d'années au cours de sa période de cotisation. Le montant qu'un conjoint / conjoint de fait survivant recevra dépend de certains facteurs, notamment s'il reçoit également des prestations d'invalidité ou de retraite, du montant des cotisations au régime et de la durée pendant laquelle le cotisant les a versées ainsi que de l'âge du conjoint / conjoint de fait au moment du décès du cotisant. Le conjoint / conjoint de fait survivant doit faire une demande pour recevoir les prestations.

L'enfant à charge d'un cotisant décédé peut également recevoir des prestations mensuelles s'il a moins de 18 ans, ou s'il a entre 18 et 25 ans et étudie à temps plein. Il faut faire une demande pour recevoir les prestations.

Pour de plus amples renseignements à propos des prestations de survivant, il y a lieu de consulter le site Web du gouvernement du Canada à l'adresse : www.canada.ca/fr/services/prestations/pensionspubliques/rpc/rpc-pension-survivant.html.

- 6) La prestation de décès forfaitaire est un paiement unique versé à la succession d'un particulier décédé qui a cotisé au RPC ou au RRQ durant sa vie. Pour être admissible à cette prestation, le défunt doit avoir versé des cotisations pendant un certain nombre d'années durant sa période de cotisation. La prestation de décès forfaitaire correspond à six mois des prestations de retraite du défunt, ou aux prestations de retraite que le particulier aurait reçues s'il était âgé de 65 ans au moment de son décès, à concurrence de 2 500 \$.

Le représentant de la succession doit faire une demande pour bénéficier de cette prestation. Pour de plus amples renseignements à propos des prestations de survivant, il y a lieu de consulter le site Web du gouvernement du Canada à l'adresse : www.canada.ca/fr/services/prestations/pensionspubliques/rpc/prestation-rpc-deces.html.

Plafonds des cotisations à des régimes de retraite ou d'épargne

	2019	2020	2021
Régime de pension agréé à cotisations déterminées			
Plafond des cotisations ¹	27 230 \$	27 830 \$	29 210 \$
Gains ouvrant droit à pension ²	151 278	154 611	162 278
Régime enregistré d'épargne-retraite			
Plafond des cotisations ³	26 500	27 230	27 830
Revenu gagné de l'année précédente ⁴	147 222	151 278	154 611
Régime de participation différée aux bénéfices			
Plafond des cotisations ⁵	13 615	13 915	14 605
Gains ouvrant droit à pension ⁶	75 639	77 306	81 139
Compte d'épargne libre d'impôt			
Plafond annuel des cotisations ⁷	6 000	6 000	6 000
Régime enregistré d'épargne-études			
Plafond annuel des cotisations ⁸	s. o.	s. o.	s. o.
Limite à vie des cotisations ⁹	50 000	50 000	50 000
Régime enregistré d'épargne-invalidité			
Plafond annuel des cotisations ¹⁰	s. o.	s. o.	s. o.
Limite à vie des cotisations ¹¹	200 000	200 000	200 000

Notes

- 1) Le plafond des cotisations à un régime de pension agréé (RPA) à cotisations déterminées indiqué dans le tableau correspond à la limite supérieure applicable chaque année. Le plafond des cotisations correspond au plus élevé du plafond de l'année précédente et du plafond des cotisations pour 2009, soit 22 000 \$, indexé en fonction de l'inflation. En général, le plafond des cotisations pour 2009 sera indexé selon un facteur d'inflation équivalant au salaire moyen de l'année concernée, divisé par le salaire moyen pour 2009.
- 2) Le total des cotisations de l'employeur et de l'employé à un RPA est limité au moindre du plafond des cotisations pour l'année courante et de 18 % des gains ouvrant droit à pension de l'employé pour l'année. Le montant des gains ouvrant droit à pension qui détermine les droits de cotisation est indiqué dans le tableau.
- 3) Le plafond des cotisations au Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) équivaut au plafond des cotisations à un RPA pour l'année précédente.

Notes (suite)

- 4) Le total des cotisations pouvant être versées à un REER est limité au moindre du plafond des cotisations pour l'année courante et de 18 % du revenu gagné du particulier pour l'année précédente, plus les droits de cotisation inutilisés reportés. Le montant de revenu gagné qui détermine le plafond des cotisations est indiqué dans le tableau.
- 5) Le plafond des cotisations à un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB) équivaut à la moitié du plafond des cotisations à un RPA pour l'année.
- 6) Le total des cotisations pouvant être versées à un RPDB par l'employeur est limité au moindre du plafond des cotisations pour l'année courante et de 18 % des gains ouvrant droit à pension d'un employé pour l'année. Le montant des gains ouvrant droit à pension qui détermine les droits de cotisation pour chaque année est indiqué dans le tableau.
- 7) Les Canadiens âgés de 18 ans ou plus peuvent gagner un revenu en franchise d'impôt tout au long de leur vie dans un compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Les revenus, les gains et les pertes découlant de placements dans un CELI, ainsi que les montants qui en sont retirés, ne sont pas imposables et ne sont pas pris en compte dans la détermination de l'admissibilité à certains avantages ou crédits fondés sur le revenu. Au cours d'une année civile, un contribuable peut verser dans un CELI des cotisations pouvant aller jusqu'au plafond de cotisation à un CELI, en plus de ses droits de cotisation inutilisés des années précédentes. Le plafond de cotisation annuel est passé de 5 500 à 10 000 \$ pour 2015, toutefois, il a été ramené à 5 500 \$ à compter du 1^{er} janvier 2016. Le plafond de cotisation annuel est indexé en fonction de l'inflation et arrondi à 500 \$ près. En général, les montants retirés d'un CELI sont ajoutés aux droits de cotisation du particulier pour les années ultérieures. Les cotisations au CELI ne sont pas déductibles du revenu.
- 8) Un régime enregistré d'épargne-études (REEE) est un régime d'épargne dont se prévalent habituellement les parents et autres tuteurs pour épargner en prévision des études postsecondaires de leurs enfants. Comme dans le cas d'un CELI, les cotisations à un REEE ne sont pas déductibles pour le cotisant, mais le revenu gagné dans le régime s'y accumule en franchise d'impôt. Même si aucun plafond de cotisation annuel n'est fixé pour ce régime, les cotisations qui y sont versées doivent être examinées avec soin, en vue de l'optimisation des paiements d'aide gouvernementale accordés en vertu de la subvention canadienne pour l'épargne-études et du bon d'études canadien.
- 9) Chaque bénéficiaire est assujéti à une limite à vie de 50 000 \$, peu importe le nombre de régimes qui ont été établis pour le compte de ce bénéficiaire.
- 10) Les parents et d'autres personnes peuvent avoir recours à un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEL) afin d'épargner pour assurer la sécurité financière à long terme d'un enfant qui est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées. Comme dans le cas d'un REEE, les cotisations faites à un REEL ne sont pas déductibles pour le cotisant, mais le revenu gagné dans le régime s'y accumule en franchise d'impôt. Même si aucun plafond de cotisation annuel n'est fixé pour ce régime, les cotisations qui y sont versées doivent être examinées avec soin, en vue de l'optimisation des paiements d'aide gouvernementale accordés en vertu de la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité et le bon canadien pour l'épargne-invalidité.
- 11) Les cotisations versées pour le compte d'un bénéficiaire sont limitées à un maximum à vie de 200 000 \$. Les cotisations peuvent continuer d'être versées jusqu'à la fin de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans, ou jusqu'à ce qu'il cesse d'être résident canadien, qu'il décède ou qu'il cesse d'être admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées.

Pour 2021 et les années d'imposition suivantes, le budget fédéral de 2019 a proposé de supprimer la limite de la période pendant laquelle un REEL peut demeurer ouvert une fois que son bénéficiaire cesse d'être admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH), et d'éliminer l'obligation qu'un médecin ou un infirmier praticien atteste par écrit qu'il est probable que le particulier redevienne admissible au CIPH afin que le régime demeure ouvert. Une règle transitoire permettra d'assurer que l'émetteur d'un REEL ne devra pas fermer ce REEL après le 18 mars 2019 et avant 2021, uniquement parce que le bénéficiaire du REEL n'est plus admissible au CIPH.

Croissance d'une cotisation unique de 1 000 \$ à un régime à imposition différée

Nombre d'années de détention des fonds dans le REER ou le CELI	Taux de croissance annuelle					
	2 %	4 %	6 %	8 %	10 %	12 %
1	1 020 \$	1 040 \$	1 060 \$	1 080 \$	1 100 \$	1 120 \$
2	1 040	1 082	1 124	1 166	1 210	1 254
3	1 061	1 125	1 191	1 260	1 331	1 405
4	1 082	1 170	1 262	1 360	1 464	1 574
5	1 104	1 217	1 338	1 469	1 611	1 762
6	1 126	1 265	1 419	1 587	1 772	1 974
7	1 149	1 316	1 504	1 714	1 949	2 211
8	1 172	1 369	1 594	1 851	2 144	2 476
9	1 195	1 423	1 689	1 999	2 358	2 773
10	1 219	1 480	1 791	2 159	2 594	3 106
15	1 346	1 801	2 397	3 172	4 177	5 474
20	1 486	2 191	3 207	4 661	6 727	9 646
25	1 641	2 666	4 292	6 848	10 835	17 000
30	1 811	3 243	5 743	10 063	17 449	29 960
35	2 000	3 946	7 686	14 785	28 102	52 800
40	2 208	4 801	10 286	21 725	45 259	93 051

Notes

- Ce tableau indique la valeur cumulée d'une cotisation unique de 1 000 \$ dans un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou dans un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) à l'année 0, en supposant que la cotisation croît dans le régime pendant un certain nombre d'années, à des taux d'intérêt ou des taux de croissance variables.
- Les valeurs cumulées ne tiennent pas compte de tout impôt sur le revenu à payer lorsque les fonds seront éventuellement retirés du REER ou lorsque le REER est liquidé. Ni les cotisations à un CELI ni le revenu tiré du régime ne sont assujettis à l'impôt lorsqu'ils sont retirés.

Croissance d'une cotisation annuelle de 1 000 \$ à un régime à imposition différée

Nombre d'années de détention des fonds dans le REER ou le CELI	Taux de croissance annuelle					
	2 %	4 %	6 %	8 %	10 %	12 %
1	1 020 \$	1 040 \$	1 060 \$	1 080 \$	1 100 \$	1 120 \$
2	2 060	2 122	2 184	2 246	2 310	2 374
3	3 122	3 246	3 375	3 506	3 641	3 779
4	4 204	4 416	4 637	4 867	5 105	5 353
5	5 308	5 633	5 975	6 336	6 716	7 115
6	6 434	6 898	7 394	7 923	8 487	9 089
7	7 583	8 214	8 897	9 637	10 436	11 300
8	8 755	9 583	10 491	11 488	12 579	13 776
9	9 950	11 006	12 181	13 487	14 937	16 549
10	11 169	12 486	13 972	15 645	17 531	19 655
15	17 639	20 825	24 673	29 324	34 950	41 753
20	24 783	30 969	38 993	49 423	63 002	80 699
25	32 671	43 312	58 156	78 954	108 182	149 334
30	41 379	58 328	83 802	122 346	180 943	270 293
35	50 994	76 598	118 121	186 102	298 127	483 463
40	61 610	98 827	164 048	279 781	486 852	859 142

Notes

- Ce tableau indique la valeur cumulée d'une cotisation annuelle de 1 000 \$ dans un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou dans un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) au début de chaque année, en supposant que la cotisation croît dans le régime pendant un certain nombre d'années, à des taux d'intérêt ou des taux de croissance variables.
- Les valeurs cumulées ne tiennent pas compte de tout impôt sur le revenu à payer lorsque les fonds seront éventuellement retirés du REER ou lorsque le REER sera liquidé. Ni les cotisations à un CELI ni le revenu tiré du régime ne sont assujettis à l'impôt lorsqu'ils sont retirés.

Exigences relatives aux acomptes provisionnels¹

Dates d'exigibilité des paiements

Impôt à payer	Seuils	Dates d'exigibilité des paiements ²			
Fédéral	3 000 \$ ³	15 mars	15 juin	15 sept.	15 déc.
Québec	1 800 \$ ⁴	15 mars	15 juin	15 sept.	15 déc.

Modes de calcul des acomptes provisionnels

Modes de calcul des acomptes provisionnels	Montant du paiement trimestriel
Méthode de l'année courante	¼ à chaque date d'exigibilité trimestrielle ^{5,6}
Méthode de l'année précédente	¼ à chaque date d'exigibilité trimestrielle ^{5,6}
Méthode de l'avant-dernière année	1 ^{er} et 2 ^e trimestres : fondé sur l'avant-dernière année; 3 ^e et 4 ^e trimestres : fondé sur l'année précédente ^{5,6}
Avis de rappel des autorités fiscales	Montant indiqué dans la note de l'ARC ou de Revenu Québec ⁶

Notes

- 1) Ce tableau s'applique à tous les particuliers, à l'exception des agriculteurs et des pêcheurs, qui sont assujettis à des règles particulières (voir la note 7).
- 2) Les acomptes provisionnels fédéraux et du Québec des particuliers sont exigibles au plus tard à la date d'échéance du versement. Dans l'année du décès d'un contribuable, il n'y a pas lieu de verser les acomptes provisionnels dus à compter de la date du décès.
- 3) Les particuliers qui résident à l'extérieur du Québec à la fin d'une année d'imposition sont tenus de verser des acomptes trimestriels au cours de l'année si leur impôt net à payer est supérieur à 3 000 \$ au cours de cette année et dans l'une des deux années précédentes.

L'impôt net à payer comprend généralement les impôts fédéraux (moins les crédits d'impôt applicables) qui deviennent exigibles au plus tard le jour où le règlement du solde du particulier vient à échéance pour l'année, l'impôt sur la récupération des prestations de sécurité de la vieillesse, l'abattement du Québec, les impôts provinciaux à l'exception du Québec (moins les crédits provinciaux) et les crédits d'impôt à l'investissement. Ces montants sont réduits par le total des impôts retenus à la source pour obtenir le montant de l'impôt net à payer. L'impôt net à payer ne tient pas compte des pertes reportées aux années antérieures, des paiements en trop au Régime de pensions du Canada / Régime de rentes du Québec (RPC/RRQ) ou au Régime d'assurance-emploi, des remboursements de TPS aux employés et aux associés, des paiements d'allocation canadienne pour enfants ni des crédits pour la TPS. Les travailleurs autonomes doivent également inclure leurs cotisations au RPC/RRQ dans le versement de leurs acomptes provisionnels.

- 4) Les particuliers qui résident au Québec le 31 décembre sont généralement tenus de verser des acomptes trimestriels au Québec si l'impôt à payer à ce palier, déduction faite des retenues d'impôt du Québec, est supérieur à 1 800 \$ pour l'année en cours et dans l'une des deux années précédentes.

Un particulier qui déménage au Québec ou qui quitte le Québec sera tenu d'utiliser le seuil d'acomptes applicable au fédéral ou au Québec pour chacune des années pertinentes afin de déterminer s'il est tenu de verser des acomptes provisionnels.

Notes (suite)

- 5) Les acomptes provisionnels des particuliers peuvent être calculés suivant l'une des trois méthodes ci-dessous, ou en conformité avec l'avis de rappel envoyé par les autorités fiscales (voir la note 6). Les trois options relatives aux acomptes provisionnels sont les suivantes :
- méthode de l'année courante – un quart du montant estimatif de l'impôt net à payer pour l'année en cours;
 - méthode de l'année précédente – un quart de l'impôt net à payer pour l'année d'imposition précédente;
 - méthode de l'avant-dernière année – un quart du montant d'impôt net à payer de la deuxième année précédente pour chacun des deux premiers versements effectués, et la moitié de l'écart entre l'impôt net à payer de l'année précédente et du total des deux premiers versements effectués pour les deux derniers versements.
- 6) Des intérêts sur les acomptes provisionnels seront imputés si les particuliers qui sont tenus de payer des acomptes provisionnels font des paiements tardifs ou insuffisants. Cependant, les particuliers qui verseront des acomptes provisionnels conformément aux avis de rappel de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et de Revenu Québec ne seront pas assujettis à des intérêts ou à des pénalités, même si le montant des versements est inférieur à l'impôt total à payer.

Les intérêts sur les acomptes provisionnels sont composés quotidiennement selon le taux d'intérêt prescrit applicable (voir le tableau « Taux d'intérêt prescrits ») et sont déterminés selon la méthode d'établissement des acomptes provisionnels qui calcule le moindre du montant des intérêts. Les particuliers peuvent réduire ou éliminer leurs frais d'intérêts sur les acomptes provisionnels insuffisants en effectuant un versement excédentaire pour les autres acomptes provisionnels ou en les payant avant leur date d'échéance. Cette compensation des intérêts peut réduire des frais d'intérêts éventuels, mais ne peut être utilisée pour produire des intérêts.

Au fédéral, une pénalité peut également s'appliquer aux particuliers qui sont tenus de payer des intérêts sur des acomptes provisionnels excédant 1 000 \$ (pour de plus amples renseignements, voir le tableau « Principales dispositions relatives aux pénalités et infractions au niveau fédéral »). Au Québec, des intérêts additionnels de 10 % peuvent s'appliquer (voir le tableau « Principales dispositions relatives aux pénalités au niveau provincial »).

Chaque année en février et en août, l'ARC et Revenu Québec envoient aux particuliers des avis de rappel leur indiquant le montant des acomptes provisionnels trimestriels qu'ils doivent payer. L'avis envoyé en février fait état des montants à payer pour les acomptes des 15 mars et 15 juin, tandis que l'avis envoyé en août indique les montants à payer pour les acomptes des 15 septembre et 15 décembre. Les montants des acomptes provisionnels qui figurent dans ces avis de rappel sont généralement calculés en fonction des versements que le particulier doit faire selon la méthode de la deuxième année précédente (voir la note 5).

Les particuliers ont le choix de payer leurs acomptes provisionnels conformément aux avis de rappel d'acomptes provisionnels envoyés par l'ARC et Revenu Québec, ou en les calculant selon l'une des méthodes décrites à la note 5.

Les particuliers qui sont des travailleurs indépendants peuvent également prendre en compte leurs cotisations au RPC/RRQ dans ces calculs.

Le solde final de l'impôt fédéral et de l'impôt provincial à payer par tous les particuliers doit être versé au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

Notes (suite)

- 7) Au fédéral, les agriculteurs et les pêcheurs sont tenus de verser un acompte provisionnel au plus tard le 31 décembre si leur impôt net à payer est supérieur à 3 000 \$ au cours de l'année et dans chacune des deux années précédentes. Les agriculteurs et les pêcheurs qui résident au Québec sont tenus de verser un acompte provisionnel au plus tard le 31 décembre si leur impôt net à payer est supérieur à 1 800 \$ au cours de l'année et dans chacune des deux années précédentes.

Les avis de rappel d'acomptes provisionnels qui indiquent le montant à payer au plus tard le 31 décembre sont envoyés chaque année en novembre.

Les exigences relatives aux acomptes provisionnels peuvent être déterminées selon l'une des deux méthodes suivantes :

- méthode de l'année courante – deux tiers du montant estimatif de l'impôt net à payer pour l'année en cours;
- méthode de l'année précédente – deux tiers de l'impôt net à payer pour l'année d'imposition précédente.

Le solde final de l'impôt fédéral et de l'impôt provincial à payer doit être versé au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

Dates limites pour versement et production et pénalités – Déclarations de revenus des particuliers

Dates limites et pénalités

Production de déclarations¹

Fédéral et Québec

Général

30 avril

Travailleur indépendant et conjoint

15 juin

Versement final d'impôt²

Fédéral et Québec

Général

30 avril

Travailleur indépendant et conjoint

30 avril

Pénalité pour production tardive

Fédéral et Québec

5 % du solde impayé, plus 1 % du solde impayé par mois entier jusqu'à concurrence de 12 mois, tant qu'il y a défaut.

Fédéral – deuxième infraction

10 % du solde impayé, plus 2 % de cet impôt impayé par mois entier jusqu'à concurrence de 20 mois, tant qu'il y a défaut.

Avis d'opposition

Fédéral et Québec

La plus éloignée des dates suivantes :
i) un an après la date limite de production; ou
ii) 90 jours après l'envoi de l'avis de cotisation.

Notes

- 1) Les déclarations de revenus des particuliers du fédéral et du Québec doivent être produites au plus tard le 30 avril de l'année suivante. Les travailleurs indépendants et leur conjoint / conjoint de fait ayant un revenu d'une profession libérale ou un revenu tiré d'une entreprise non constituée en société ont jusqu'au 15 juin de l'année suivante pour produire leurs déclarations.

Lorsqu'un particulier décède, la déclaration de revenus finale doit être produite au plus tard à la date limite de production habituelle pour l'année, ou six mois après le décès du particulier, selon la plus éloignée de ces deux dates.

- 2) Le solde final pour tous les particuliers, quelle que soit la date limite de production, doit être payé au plus tard le 30 avril de l'année suivante. Si la date d'échéance tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, le paiement doit être reçu par l'ARC ou affranchi au plus tard le jour ouvrable suivant. Les résidents du Québec doivent libeller leur chèque ou leur mandat à l'ordre du ministre du Revenu du Québec. La déclaration et le paiement doivent être envoyés à l'Agence du revenu du Québec. Au Québec, si la date limite est un dimanche ou un jour férié, l'échéance est alors reportée au jour ouvrable suivant.

Le solde final d'impôt à payer aux termes de la déclaration de revenus fédérale des particuliers d'une personne décédée doit être réglé au plus tard le 30 avril de l'année suivante, ou six mois après le décès du particulier, selon la plus éloignée de ces deux dates.

Sociétés

2

Sociétés

Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une SPCC – 2021 et 2022¹

	Revenu des petites entreprises jusqu'à 500 000 \$ ²	Revenu d'entreprise exploitée activement ³	Revenu de placement ⁴
Taux d'imposition fédéral			
Taux général d'imposition des sociétés	38,0 %	38,0 %	38,0 %
Abattement fédéral	(10,0)	(10,0)	(10,0)
	28,0	28,0	28,0
Déduction accordée aux petites entreprises ⁵	(19,0)	0,0	0,0
Réduction de taux ⁶	0,0	(13,0)	0,0
Impôt remboursable ⁷	0,0	0,0	10,7
	9,0	15,0	38,7
Taux d'imposition provinciaux			
Colombie-Britannique	2,0 %	12,0 %	12,0 %
Alberta	2,0	8,0	8,0
Saskatchewan ⁸	0,0/1,0	12,0	12,0
Manitoba	0,0	12,0	12,0
Ontario	3,2	11,5	11,5
Québec ⁹	4,0/3,2	11,5	11,5
Nouveau-Brunswick	2,5	14,0	14,0
Nouvelle-Écosse	2,5	14,0	14,0
Île-du-Prince-Édouard ¹⁰	2,0/1,0	16,0	16,0
Terre-Neuve-et-Labrador	3,0	15,0	15,0
Taux d'imposition territoriaux			
Yukon ¹¹	0,0	12,0	12,0
Territoires du Nord-Ouest ¹²	2,0	11,5	11,5
Nunavut	3,0	12,0	12,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Tous les taux doivent être répartis proportionnellement pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur des changements.

Le budget fédéral de 2021 a proposé une réduction temporaire du taux d'imposition des petites entreprises, qui passera de 9 à 4,5 %, et du taux général d'imposition des sociétés, qui passera de 15 à 7,5 %, sur le revenu admissible de fabrication et de transformation de technologies à zéro émission. Les taux d'imposition réduits s'appliqueront aux années d'imposition commençant après 2021. Les taux réduits seront progressivement éliminés à compter des années d'imposition commençant en 2029, et ils seront complètement éliminés pour les années d'imposition commençant après 2031. En date du 30 avril 2021, les mesures législatives visant à adopter ces propositions n'ont pas été publiées. Le ministère des Finances recueillera les commentaires des parties prenantes jusqu'au 18 juin 2021.

Taux d'imposition combiné fédéral et provincial/territorial – Revenu gagné par une SPCC – 2021 et 2022

	Revenu des petites entreprises jusqu'à 500 000 \$ ²	Revenu d'entreprise exploitée activement ³	Revenu de placement ⁴
Taux d'imposition provinciaux			
Colombie-Britannique	11,0 %	27,0 %	50,7 %
Alberta	11,0	23,0	46,7
Saskatchewan ⁸	9,0/10,0	27,0	50,7
Manitoba	9,0	27,0	50,7
Ontario	12,2	26,5	50,2
Québec ⁹	13,0/12,2	26,5	50,2
Nouveau-Brunswick	11,5	29,0	52,7
Nouvelle-Écosse	11,5	29,0	52,7
Île-du-Prince-Édouard ¹⁰	11,0/10,0	31,0	54,7
Terre-Neuve-et-Labrador	12,0	30,0	53,7
Taux d'imposition territoriaux			
Yukon ¹¹	9,0	27,0	50,7
Territoires du Nord-Ouest ¹²	11,0	26,5	50,2
Nunavut	12,0	27,0	50,7

Notes

- 1) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux présentés dans les tableaux s'appliquent au revenu gagné par une société privée sous contrôle canadien (SPCC). En règle générale, une société est une SPCC si elle est à la fois une société privée et une société canadienne, pourvu qu'elle ne soit pas contrôlée par une ou plusieurs personnes non résidentes, par une société ouverte, par une société ayant une catégorie d'actions cotées sur une bourse de valeurs désignée, ou par toute combinaison de ces personnes ou sociétés, et qu'elle n'ait aucune catégorie d'actions cotées sur une bourse de valeurs désignée.

Pour les taux d'imposition qui s'appliquent aux sociétés ordinaires, voir les tableaux « Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une société ordinaire ».

- 2) Le plafond de revenu des petites entreprises est de 600 000 \$ en Saskatchewan. Par conséquent, en Saskatchewan, le taux d'imposition combiné sur le revenu provenant d'une entreprise exploitée activement se situant entre 500 000 et 600 000 \$ est de 15 % (c.-à-d. 15 % au fédéral et 0 % au provincial) à compter du 1^{er} octobre 2020 et jusqu'au 30 juin 2022. Voir le tableau « Plafonds de revenu pour les petites entreprises pour 2021 et par la suite » pour consulter les plafonds de revenu des petites entreprises aux paliers fédéral et provinciaux.

Notes (suite)

- 3) Le taux général d'imposition des sociétés s'applique au revenu d'entreprise exploitée activement qui excède le plafond de revenu des petites entreprises. Voir le tableau « Plafonds de revenu pour les petites entreprises pour 2021 et par la suite » pour consulter les plafonds de revenu des petites entreprises aux paliers fédéral et provinciaux.

Les SPCC qui tirent des bénéfices d'activités de fabrication et de transformation (F&T) sont assujetties aux mêmes taux que ceux qui s'appliquent aux sociétés ordinaires (voir les tableaux « Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une société ordinaire »).

- 4) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux qui figurent dans les tableaux s'appliquent au revenu de placement gagné par une SPCC autre que les gains en capital et les dividendes reçus de sociétés canadiennes. Les taux qui s'appliquent aux gains en capital correspondent à la moitié des taux qui figurent dans les tableaux. Les dividendes reçus de sociétés canadiennes sont généralement déductibles dans le calcul de l'impôt régulier de la partie I, mais ils peuvent être assujettis à l'impôt de la partie IV, calculé à un taux de 38,33 %.
- 5) Les sociétés qui sont des SPCC tout au long de l'année peuvent demander la déduction pour petites entreprises (DPE). En général, la DPE correspond au moindre des trois montants suivants : le revenu d'entreprise exploitée activement gagné au Canada, le revenu imposable et le plafond de revenu pour les petites entreprises.
- 6) Une réduction du taux général d'imposition est offerte à l'égard du revenu admissible. Le revenu qui est admissible aux autres réductions ou crédits, tel que le revenu des petites entreprises, les bénéfices de F&T et le revenu de placement assujetti aux dispositions de remboursement, n'est pas admissible à cette réduction de taux.

Le revenu d'une société qui provient d'une entreprise de prestation de services personnels n'est pas admissible à la réduction du taux général et est assujetti à un impôt additionnel de 5 %, lequel accroît le taux d'imposition fédéral du revenu d'entreprise de prestation de services personnels, le faisant passer à 33 %.

- 7) L'impôt remboursable de 10,66 % du revenu de placement et des gains en capital imposables d'une SPCC, ainsi que de 20 % d'un tel revenu assujetti à l'impôt régulier de la partie I, est inclus dans le compte de l'impôt en main remboursable au titre de dividendes non déterminés (« IMRTDND ») de la société. Lorsque des dividendes non déterminés sont versés aux actionnaires, un remboursement au titre de dividendes équivalant au moindre de 38,33 % des dividendes versés et du solde combiné dans le compte de l'impôt en main remboursable au titre de dividendes déterminés (« IMRTDD ») et de l'IMRTDND est versé à la société. Le remboursement au titre de dividendes non déterminés doit provenir du compte de l'IMRTDND de la société avant de provenir de son compte d'IMRTDD.

Notes (suite)

- 8) La Saskatchewan a temporairement réduit le taux d'imposition des petites entreprises de la province, le faisant passer de 2 à 0 % à compter du 1^{er} octobre 2020 et jusqu'au 30 juin 2022. Il augmentera ensuite de 0 à 1 % à compter du 1^{er} juillet 2022 et il passera à 2 % à compter du 1^{er} juillet 2023.
- 9) Le Québec a diminué les taux d'imposition du revenu des petites entreprises, afin qu'il passe de 5 à 4 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Il a été proposé, dans le budget de 2021-2022 du Québec, de diminuer le taux d'imposition des petites entreprises, afin qu'il passe de 4 à 3,2 % à compter du 25 mars 2021.

La déduction accordée aux petites entreprises du Québec est généralement offerte aux sociétés seulement si leurs employés se sont fait payer au moins 5 500 heures de travail au cours de l'année d'imposition (ce nombre est proportionnellement réduit pour les années d'imposition raccourcies) ou si leurs employés et ceux des sociétés auxquelles elles sont associées se sont fait payer au moins 5 500 heures de travail dans l'année d'imposition précédente, jusqu'à concurrence de 40 heures par semaine par employé (exclusion faite des heures payées à un sous-traitant). La déduction accordée aux petites entreprises sera réduite de façon linéaire lorsque le nombre d'heures de travail rémunérées des employés se situe entre 5 000 et 5 500, et elle deviendra nulle lorsque les heures de travail seront inférieures à 5 000. Dans son budget de 2021-2022, le Québec a proposé que pour une année d'imposition donnée terminée après le 30 juin 2020, mais avant le 1^{er} juillet 2021, une société puisse demander que le nombre d'heures rémunérées ayant servi à déterminer si elle pouvait bénéficier de la déduction pour petites entreprises (DPE) ou ayant servi à établir son taux de la DPE, pour son année d'imposition, serve à déterminer si elle peut bénéficier de la DPE ou à établir son taux de la DPE pour l'année donnée.

- 10) L'Île-du-Prince-Édouard a réduit son taux d'imposition provincial des petites entreprises, afin qu'il passe de 3 à 2 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Ce taux d'imposition sera réduit encore davantage afin qu'il passe de 2 à 1 % à compter du 1^{er} janvier 2022.
- 11) Le Yukon a réduit son taux d'imposition des petites entreprises, afin qu'il passe de 2 à 0 % à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 12) Les Territoires du Nord-Ouest ont réduit leur taux d'imposition des petites entreprises afin qu'il passe de 4 à 2 % à compter du 1^{er} janvier 2021.

Taux d'imposition pratiquement en vigueur¹ – Revenu gagné par une
SPCC² pour 2021 et par la suite – En vigueur au 30 avril 2021

	Revenu des petites entreprises ²		Revenu d'entreprise exploitée activement ³	
	2021	2022 et par la suite	2021	2022 et par la suite
Taux du fédéral				
Taux général d'imposition des sociétés	38,0 %	38,0 %	38,0 %	38,0 %
Abattement fédéral	(10,0) 28,0	(10,0) 28,0	(10,0) 28,0	(10,0) 28,0
Déduction accordée aux petites entreprises	(19,0)	(19,0)	0,0	0,0
Réduction de taux ⁶	0,0	0,0	(13,0)	(13,0)
	9,0	9,0	15,0	15,0
Taux provinciaux				
Colombie-Britannique	2,0 %	2,0 %	12,0 %	12,0 %
Alberta	2,0	2,0	8,0	8,0
Saskatchewan ⁷	2,0/0,0	0,0/1,0/2,0	12,0	12,0
Manitoba	0,0	0,0	12,0	12,0
Ontario	3,2	3,2	11,5	11,5
Québec ⁸	4,0	4,0	11,5	11,5
Nouveau-Brunswick	2,5	2,5	14,0	14,0
Nouvelle-Écosse	2,5	2,5	14,0	14,0
Île-du-Prince-Édouard ⁹	2,0	2,0	16,0	16,0
Terre-Neuve-et-Labrador	3,0	3,0	15,0	15,0
Taux territoriaux				
Yukon ¹⁰	0,0	0,0	12,0	12,0
Territoires du Nord-Ouest ¹¹	2,0	2,0	11,5	11,5
Nunavut	3,0	3,0	12,0	12,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Tous les taux doivent être répartis proportionnellement pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur des changements. Les taux d'imposition présentés dans ce tableau reflètent les modifications de taux d'imposition fédéral et provinciaux qui étaient pratiquement en vigueur au 30 avril 2021.

Le budget fédéral de 2021 a proposé une réduction temporaire du taux d'imposition des petites entreprises, qui passera de 9 à 4,5 %, et du taux général d'imposition des sociétés, qui passera de 15 à 7,5 %, sur le revenu admissible de fabrication et de transformation de technologies à zéro émission. Les taux d'imposition réduits s'appliqueront aux années d'imposition commençant après 2021. Les taux réduits seront progressivement éliminés à compter des années d'imposition commençant en 2029, et ils seront complètement éliminés pour les années d'imposition commençant après 2031. En date du 30 avril 2021, les mesures législatives visant à adopter ces propositions n'ont pas été publiées. Le ministère des Finances recueillera les commentaires des parties prenantes jusqu'au 18 juin 2021.

	Bénéfices de F&T ⁴		Revenu de placement ⁵	
	2021	2022 et par la suite	2021	2022 et par la suite
Taux du fédéral				
Taux général d'imposition des sociétés	38,0 %	38,0 %	38,0 %	38,0 %
Abattement fédéral	(10,0) 28,0	(10,0) 28,0	(10,0) 28,0	(10,0) 28,0
Déduction pour bénéfices de F&T ⁴	(13,0)	(13,0)	0,0	0,0
Impôt remboursable	0,0	0,0	10,7	10,7
	15,0	15,0	38,7	38,7
Taux provinciaux				
Colombie-Britannique	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %
Alberta	8,0	8,0	8,0	8,0
Saskatchewan ⁷	10,0	10,0	12,0	12,0
Manitoba	12,0	12,0	12,0	12,0
Ontario	10,0	10,0	11,5	11,5
Québec ⁸	11,5	11,5	11,5	11,5
Nouveau-Brunswick	14,0	14,0	14,0	14,0
Nouvelle-Écosse	14,0	14,0	14,0	14,0
Île-du-Prince-Édouard ⁹	16,0	16,0	16,0	16,0
Terre-Neuve-et-Labrador	15,0	15,0	15,0	15,0
Taux territoriaux				
Yukon ¹⁰	2,5	2,5	12,0	12,0
Territoires du Nord-Ouest ¹¹	11,5	11,5	11,5	11,5
Nunavut	12,0	12,0	12,0	12,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Aux fins des Normes comptables pour les entreprises à capital fermé (NCECF) et des Normes internationales d'information financière (IFRS), les passifs et les actifs d'impôt futur qu'une société comptabilise dans ses états financiers doivent être évalués d'après les taux d'imposition considérés comme étant « pratiquement en vigueur » à la date du bilan. En général, lorsque le gouvernement est majoritaire, les modifications fiscales apportées au fédéral et au provincial sont considérées comme étant « pratiquement en vigueur » aux fins des NCECF et des IFRS lorsqu'un projet de loi prévoyant les dispositions législatives détaillées est déposé en première lecture à la Chambre des communes ou à l'Assemblée législative provinciale. Lorsque le gouvernement est minoritaire, toutefois, les critères permettant à une modification d'entrer « pratiquement en vigueur » sont plus rigoureux, de sorte que la loi habilitante doit franchir l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes ou à l'Assemblée législative provinciale.

Aux fins des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR américains), les passifs et les actifs d'impôt futur qu'une société comptabilise dans ses états financiers doivent être évalués d'après les taux d'imposition considérés comme étant en vigueur à la date du bilan. En règle générale, les modifications de taux d'imposition sont considérées comme étant en vigueur une fois que le projet de loi concerné a reçu la sanction royale.

Lorsque des modifications de taux d'imposition sont considérées comme étant en vigueur ou « pratiquement en vigueur », leur incidence est reflétée pour la période au cours de laquelle les modifications sont en vigueur ou « pratiquement en vigueur ». L'incidence de la modification est comptabilisée dans le revenu à titre de composante de la charge d'impôt différé au cours de la période qui englobe la date à laquelle elle entre en vigueur ou pratiquement en vigueur. Par exemple, si un projet de loi entre « pratiquement en vigueur » aux fins des NCECF ou des IFRS (en vigueur aux fins des PCGR américains) le 31 décembre, les modifications de taux d'imposition doivent être reflétées dans les états financiers de la société pour le trimestre qui comprend le 31 décembre.

- 2) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux présentés dans les tableaux s'appliquent au revenu gagné par une société privée sous contrôle canadien (SPCC). En règle générale, une société est une SPCC si elle est à la fois une société privée et une société canadienne, pourvu qu'elle ne soit pas contrôlée par une ou plusieurs personnes non résidentes, par une société ouverte, par une société ayant une catégorie d'actions cotées sur une bourse de valeurs désignée, ou par toute combinaison de ces personnes ou sociétés, et qu'elle n'ait aucune catégorie d'actions cotées sur une bourse de valeurs désignée.
- 3) Le taux général d'imposition des sociétés s'applique au revenu d'entreprise exploitée activement qui excède le plafond de revenu des petites entreprises. Voir le tableau « Plafonds de revenu pour les petites entreprises pour 2021 et par la suite » pour consulter les plafonds de revenu des petites entreprises aux paliers fédéral et provinciaux.
- 4) Les sociétés dont au moins 10 % du revenu brut pour l'année provient de la vente ou de la location de biens fabriqués ou transformés au Canada peuvent demander que la déduction pour bénéfices de fabrication et de transformation (F&T) s'applique à leurs bénéfices de F&T. Pour en savoir plus sur les réductions de taux et les crédits d'impôt associés aux activités de F&T en Saskatchewan, en Ontario et au Yukon, veuillez consulter les notes du tableau « Taux d'imposition fédéral et provincial/territorial – Revenu gagné par une société ordinaire – 2021 et 2022 ».
- 5) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux qui figurent dans ce tableau s'appliquent au revenu de placement gagné par une SPCC, autre que les gains en capital et les dividendes reçus de sociétés canadiennes. Les taux qui s'appliquent aux gains en capital correspondent à la moitié des taux qui figurent dans ce tableau. Les dividendes reçus de sociétés canadiennes sont généralement déductibles dans le calcul de l'impôt régulier de la partie I, mais peuvent être assujettis à l'impôt de la partie IV, calculé à un taux de 38,33 %.

Notes (suite)

- 6) Une réduction du taux général d'imposition est offerte à l'égard du revenu admissible. Le revenu qui est admissible aux autres réductions ou crédits, tel que le revenu des petites entreprises, les bénéfices de F&T et le revenu de placement assujetti aux dispositions de remboursement, n'est pas admissible à cette réduction de taux.

Le revenu d'une société qui provient d'une entreprise de prestation de services personnels n'est pas admissible à la réduction du taux général et est assujéti à un impôt additionnel de 5 %, lequel accroît le taux d'imposition fédéral du revenu d'entreprise de prestation de services personnels, le faisant passer à 33 %.

- 7) La Saskatchewan a temporairement réduit le taux d'imposition des petites entreprises de la province, le faisant passer de 2 à 0 % à compter du 1^{er} octobre 2020 et jusqu'au 30 juin 2022. Il augmentera ensuite de 0 à 1 % à compter du 1^{er} juillet 2022 et il passera à 2 % à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le plafond de revenu pour les petites entreprises de la Saskatchewan s'établit à 600 000 \$. Par conséquent, en Saskatchewan, le taux d'imposition combiné sur le revenu d'entreprise exploitée activement se situant entre 500 000 et 600 000 \$ est de 15 % (c.-à-d. 15 % au fédéral et 0 % au provincial) à compter du 1^{er} octobre 2020 et jusqu'au 30 juin 2022.

- 8) Le Québec a diminué le taux d'imposition du revenu des petites entreprises, afin qu'il passe de 5 à 4 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Il a été proposé, dans le budget de 2021-2022 du Québec, de diminuer le taux d'imposition des petites entreprises, afin qu'il passe de 4 à 3,2 % à compter du 25 mars 2021.

La déduction accordée aux petites entreprises du Québec est généralement offerte aux sociétés seulement si leurs employés se sont fait payer au moins 5 500 heures de travail au cours de l'année d'imposition (ce nombre est proportionnellement réduit pour les années d'imposition raccourcies) ou si leurs employés et ceux des sociétés auxquelles elles sont associées se sont fait payer au moins 5 500 heures de travail dans l'année d'imposition précédente, jusqu'à concurrence de 40 heures par semaine par employé (exclusion faite des heures payées à un sous-traitant). La déduction accordée aux petites entreprises sera réduite de façon linéaire lorsque le nombre d'heures de travail rémunérées des employés se situe entre 5 000 et 5 500, et elle deviendra nulle lorsque les heures de travail seront inférieures à 5 000. Dans son budget de 2021-2022, le Québec a proposé que pour une année d'imposition donnée terminée après le 30 juin 2020, mais avant le 1^{er} juillet 2021, une société puisse demander que le nombre d'heures rémunérées ayant servi à déterminer si elle pouvait bénéficier de la déduction pour petites entreprises (DPE) ou ayant servi à établir son taux de la DPE, pour son année d'imposition, serve à déterminer si elle peut bénéficier de la DPE ou à établir son taux de la DPE pour l'année donnée.

- 9) L'Île-du-Prince-Édouard a réduit son taux d'imposition provincial des petites entreprises, afin qu'il passe de 3 à 2 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Le budget de 2021-2022 de la province a propos de réduire encore davantage ce taux afin qu'il passe de 2 à 1 % à compter du 1^{er} janvier 2022.

- 10) Le Yukon a réduit son taux d'imposition des petites entreprises afin qu'il passe de 2 à 0 % à compter du 1^{er} janvier 2021.

Le Yukon offre un crédit d'impôt pour les activités de F&T qui se traduit par une réduction effective du taux d'imposition des bénéfices de F&T au Canada qui ont été réalisés au Yukon par une société, lequel passe à 2,5 %.

- 11) Les Territoires du Nord-Ouest ont réduit leur taux d'imposition des petites entreprises afin qu'il passe de 4 à 2 % à compter du 1^{er} janvier 2021.

Plafonds de revenu pour les petites entreprises pour 2021 et par la suite¹

	2021 et par la suite (en milliers de dollars)
Fédéral ²	500 \$
Colombie-Britannique	500
Alberta	500
Saskatchewan	600
Manitoba	500
Ontario	500
Québec ³	500
Nouveau-Brunswick	500
Nouvelle-Écosse	500
Île-du-Prince-Édouard	500
Terre-Neuve-et-Labrador	500
Yukon	500
Territoires du Nord-Ouest	500
Nunavut	500

Voir les notes à la page suivante.

Tous les plafonds doivent être répartis proportionnellement pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur des changements.

Notes

- 1) Les plafonds de revenu des petites entreprises qui figurent dans le tableau s'appliquent au revenu d'entreprise exploitée activement gagné par une société privée sous contrôle canadien (SPCC) qui est admissible au taux d'imposition des petites entreprises (voir les tableaux « Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une SPCC »). Tous les plafonds doivent être répartis entre les sociétés associées.
- 2) Le plafond fédéral de revenu des petites entreprises est réduit de façon linéaire lorsque le capital imposable du groupe sur une base associée utilisé au Canada au cours de l'année d'imposition précédente se situe entre 10 et 15 millions de dollars, et devient nul si le capital imposable est de 15 millions de dollars ou plus. Ce seuil de récupération s'applique à toutes les provinces.

Le plafond des affaires des petites entreprises pour les SPCC (et leurs sociétés associées) qui gagnent un revenu de placement passif dépassant un certain seuil est également réduit. Le plafond fédéral de revenu des petites entreprises, qui s'applique de manière générale aux années d'imposition commençant après 2018, est également réduit de façon linéaire lorsque le revenu de placement total ajusté de la SPCC et de ses sociétés associées au cours de l'année d'imposition précédente se situe entre 50 000 et 150 000 \$, et il est réduit à zéro si le revenu de placement total ajusté est de 150 000 \$ ou plus.

La réduction du plafond fédéral de revenu des petites entreprises correspondra au montant le plus élevé entre la réduction fondée sur le seuil du capital imposable et la réduction fondée sur le seuil du revenu de placement.

- 3) La déduction accordée aux petites entreprises du Québec est offerte aux SPCC dont le capital versé, combiné avec celui des sociétés associées, est inférieur à 10 millions de dollars, et elle est graduellement éliminée dans le cas de SPCC dont le capital versé se situe entre 10 et 15 millions de dollars.

La déduction accordée aux petites entreprises du Québec est généralement offerte aux sociétés seulement si leurs employés se sont fait payer au moins 5 500 heures de travail au cours de l'année d'imposition (ce nombre est proportionnellement réduit pour les années d'imposition raccourcies) ou si leurs employés et ceux des sociétés auxquelles elles sont associées se sont fait payer au moins 5 500 heures de travail dans l'année d'imposition précédente, jusqu'à concurrence de 40 heures par semaine par employé (exclusion faite des heures payées à un sous-traitant). La déduction accordée aux petites entreprises sera réduite de façon linéaire lorsque le nombre d'heures de travail rémunérées des employés se situe entre 5 500 et 5 000, et elle deviendra nulle lorsque les heures de travail seront inférieures à 5 000. Dans son budget de 2021-2022, le Québec a proposé que pour une année d'imposition donnée terminée après le 30 juin 2020, mais avant le 1^{er} juillet 2021, une société puisse demander que le nombre d'heures rémunérées ayant servi à déterminer si elle pouvait bénéficier de la déduction pour petites entreprises (DPE) ou ayant servi à établir son taux de la DPE, pour son année d'imposition, serve à déterminer si elle peut bénéficier de la DPE ou à établir son taux de la DPE pour l'année donnée.

Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une société ordinaire – 2021 et 2022¹

	Bénéfices de F&T	Revenu d'entreprise exploitée activement	Revenu de placement ²
Taux d'imposition fédéral			
Taux général d'imposition des sociétés	38,0 %	38,0 %	38,0 %
Abattement fédéral	(10,0)	(10,0)	(10,0)
	28,0	28,0	28,0
Déduction pour bénéfices de F&T ³	(13,0)	0,0	0,0
Réduction de taux ⁴	0,0	(13,0)	(13,0)
	15,0	15,0	15,0
Taux d'imposition provinciaux			
Colombie-Britannique	12,0 %	12,0 %	12,0 %
Alberta	8,0	8,0	8,0
Saskatchewan ⁵	10,0	12,0	12,0
Manitoba	12,0	12,0	12,0
Ontario ⁶	10,0	11,5	11,5
Québec	11,5	11,5	11,5
Nouveau-Brunswick	14,0	14,0	14,0
Nouvelle-Écosse	14,0	14,0	14,0
Île-du-Prince-Édouard	16,0	16,0	16,0
Terre-Neuve-et-Labrador	15,0	15,0	15,0
Taux d'imposition territoriaux			
Yukon ⁷	2,5	12,0	12,0
Territoires du Nord-Ouest	11,5	11,5	11,5
Nunavut	12,0	12,0	12,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Tous les taux doivent être répartis proportionnellement pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur des changements.

Le budget fédéral de 2021 a proposé une réduction temporaire du taux d'imposition des petites entreprises, qui passera de 9 à 4,5 %, et du taux général d'imposition des sociétés, qui passera de 15 à 7,5 %, sur le revenu admissible de fabrication et de transformation de technologies à zéro émission. Les taux d'imposition réduits s'appliqueront aux années d'imposition commençant après 2021. Les taux réduits seront progressivement éliminés à compter des années d'imposition commençant en 2029, et ils seront complètement éliminés pour les années d'imposition commençant après 2031. En date du 30 avril 2021, les mesures législatives visant à adopter ces propositions n'ont pas été publiées. Le ministère des Finances recueillera les commentaires des parties prenantes jusqu'au 18 juin 2021.

Taux d'imposition combiné fédéral et provincial/territorial –
Revenu gagné par une société ordinaire – 2021 et 2022¹

	Bénéfices de F&T	Revenu d'entreprise exploitée activement	Revenu de placement ²
Taux d'imposition provinciaux			
Colombie-Britannique	27,0 %	27,0 %	27,0 %
Alberta	23,0	23,0	23,0
Saskatchewan ⁵	25,0	27,0	27,0
Manitoba	27,0	27,0	27,0
Ontario ⁶	25,0	26,5	26,5
Québec	26,5	26,5	26,5
Nouveau-Brunswick	29,0	29,0	29,0
Nouvelle-Écosse	29,0	29,0	29,0
Île-du-Prince-Édouard	31,0	31,0	31,0
Terre-Neuve-et-Labrador	30,0	30,0	30,0
Taux d'imposition territoriaux			
Yukon ⁷	17,5	27,0	27,0
Territoires du Nord-Ouest	26,5	26,5	26,5
Nunavut	27,0	27,0	27,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux qui figurent dans les tableaux s'appliquent au revenu gagné par des sociétés autres que des sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC). Habituellement, les sociétés ordinaires incluent les sociétés ouvertes et leurs filiales qui résident au Canada, ainsi que les sociétés privées résidant au Canada qui sont contrôlées par des non-résidents.

Pour les taux d'imposition qui s'appliquent aux SPCC, voir les tableaux « Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une SPCC ».

- 2) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux qui figurent dans les tableaux s'appliquent au revenu de placement gagné par des sociétés ordinaires autre que les gains en capital et les dividendes reçus de sociétés canadiennes. Les taux qui s'appliquent aux gains en capital correspondent à la moitié des taux qui figurent dans les tableaux. Les dividendes reçus de sociétés canadiennes sont généralement déductibles dans le calcul de l'impôt régulier de la partie I, mais peuvent être assujettis à l'impôt de la partie IV, calculé à un taux de 38,33 %.
- 3) Les sociétés dont au moins 10 % de leur revenu brut pour l'année provient de la vente ou de la location de biens fabriqués ou transformés au Canada peuvent demander que la déduction pour bénéfices de fabrication et de transformation (F&T) s'applique à leurs bénéfices de F&T.
- 4) Une réduction du taux général d'imposition est offerte à l'égard du revenu admissible. Le revenu qui est admissible aux autres réductions ou crédits, tels que le revenu des petites entreprises et les bénéfices de F&T, n'est pas admissible à cette réduction de taux.

Le revenu d'une société qui provient d'une entreprise de prestation de services personnels n'est pas admissible à la réduction du taux général et est assujetti à un impôt additionnel de 5 %, lequel accroît le taux d'imposition fédéral du revenu d'entreprise de prestation de services personnels, le faisant passer à 33 %.

Notes (suite)

- 5) La Saskatchewan offre une réduction du taux d'imposition applicable aux bénéfices de F&T admissibles au Canada réalisés dans la province. Par conséquent, le taux provincial effectif applicable aux bénéfices de F&T de la Saskatchewan est de 10 %.
- 6) L'Ontario offre un crédit d'impôt pour les activités de F&T qui se traduit par une réduction effective du taux d'imposition des bénéfices de F&T au Canada réalisés dans la province par une société, lequel passe à 10 %.
- 7) Le Yukon offre un crédit d'impôt pour les activités de F&T qui se traduit par une réduction effective du taux d'imposition des bénéfices de F&T au Canada réalisés au Yukon par une société, lequel passe à 2,5 %.

Taux d'imposition pratiquement en vigueur¹ – Revenu gagné par une société ordinaire² pour 2021 et par la suite – En vigueur au 30 avril 2021

	Revenu d'entreprise exploitée activement	
	2021	2022 et par la suite
Taux fédéral		
Taux général d'imposition des sociétés	38,0 %	38,0 %
Abattement fédéral	(10,0)	(10,0)
	28,0	28,0
Réduction de taux ⁴	(13,0)	(13,0)
Déduction pour bénéfices de F&T ⁵	0,0	0,0
Taux fédéral brut	15,0	15,0
Taux provinciaux		
Colombie-Britannique	12,0 %	12,0 %
Alberta	8,0	8,0
Saskatchewan	12,0	12,0
Manitoba	12,0	12,0
Ontario	11,5	11,5
Québec	11,5	11,5
Nouveau-Brunswick	14,0	14,0
Nouvelle-Écosse	14,0	14,0
Île-du-Prince-Édouard	16,0	16,0
Terre-Neuve-et-Labrador	15,0	15,0
Taux territoriaux		
Yukon ⁶	12,0	12,0
Territoires du Nord-Ouest	11,5	11,5
Nunavut	12,0	12,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Tous les taux doivent être répartis proportionnellement pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur des changements. Les taux d'imposition présentés dans ce tableau reflètent les modifications de taux d'imposition fédéral et provinciaux qui étaient pratiquement en vigueur au 30 avril 2021.

Le budget fédéral de 2021 a proposé une réduction temporaire du taux d'imposition des petites entreprises, qui passera de 9 à 4,5 %, et du taux général d'imposition des sociétés, qui passera de 15 à 7,5 %, sur le revenu admissible de fabrication et de transformation de technologies à zéro émission. Les taux d'imposition réduits s'appliqueront aux années d'imposition commençant après 2021. Les taux réduits seront progressivement éliminés à compter des années d'imposition commençant en 2029, et ils seront complètement éliminés pour les années d'imposition commençant après 2031. En date du 30 avril 2021, les mesures législatives visant à adopter ces propositions n'ont pas été publiées. Le ministère des Finances recueillera les commentaires des parties prenantes jusqu'au 18 juin 2021.

	Bénéfices de F&T		Revenu de placement ³	
	2021	2022 et par la suite	2021	2022 et par la suite
Taux fédéral				
Taux général d'imposition des sociétés	38,0 %	38,0 %	38,0 %	38,0 %
Abattement fédéral	(10,0)	(10,0)	(10,0)	(10,0)
	28,0	28,0	28,0	28,0
Réduction de taux ⁴	0,0	0,0	(13,0)	(13,0)
Déduction pour bénéfices de F&T ⁵	(13,0)	(13,0)	0,0	0,0
Taux fédéral brut	15,0	15,0	15,0	15,0
Taux provinciaux				
Colombie-Britannique	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %
Alberta	8,0	8,0	8,0	8,0
Saskatchewan	10,0	10,0	12,0	12,0
Manitoba	12,0	12,0	12,0	12,0
Ontario	10,0	10,0	11,5	11,5
Québec	11,5	11,5	11,5	11,5
Nouveau-Brunswick	14,0	14,0	14,0	14,0
Nouvelle-Écosse	14,0	14,0	14,0	14,0
Île-du-Prince-Édouard	16,0	16,0	16,0	16,0
Terre-Neuve-et-Labrador	15,0	15,0	15,0	15,0
Taux territoriaux				
Yukon ⁶	2,5	2,5	12,0	12,0
Territoires du Nord-Ouest	11,5	11,5	11,5	11,5
Nunavut	12,0	12,0	12,0	12,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Aux fins des Normes comptables pour les entreprises à capital fermé (NCECF) et des Normes internationales d'information financière (IFRS), les passifs et les actifs d'impôt futur qu'une société comptabilise dans ses états financiers doivent être évalués d'après les taux d'imposition considérés comme étant « pratiquement en vigueur » à la date du bilan. En général, lorsque le gouvernement est majoritaire, les modifications fiscales apportées au fédéral et au provincial sont considérées comme étant « pratiquement en vigueur » aux fins des NCECF et des IFRS lorsqu'un projet de loi prévoyant les dispositions législatives détaillées est déposé en première lecture à la Chambre des communes ou à l'Assemblée législative provinciale. Lorsque le gouvernement est minoritaire, toutefois, les critères permettant à une modification d'entrer « pratiquement en vigueur » sont plus rigoureux, de sorte que la loi habilitante doit franchir l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes ou à l'Assemblée législative provinciale.

Aux fins des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR américains), les passifs et les actifs d'impôt futur qu'une société comptabilise dans ses états financiers doivent être évalués d'après les taux d'imposition considérés comme étant en vigueur à la date du bilan. En règle générale, les modifications de taux d'imposition sont considérées comme étant en vigueur une fois que le projet de loi concerné a reçu la sanction royale.

Lorsque des modifications de taux d'imposition sont considérées comme étant en vigueur ou « pratiquement en vigueur », leur incidence est reflétée pour la période au cours de laquelle les modifications sont en vigueur ou « pratiquement en vigueur ». L'incidence de la modification est comptabilisée dans le revenu à titre de composante de la charge d'impôt différé au cours de la période qui englobe la date à laquelle elle est entrée en vigueur ou pratiquement en vigueur. Par exemple, si un projet de loi entre « pratiquement en vigueur » aux fins des NCECF ou des IFRS (en vigueur aux fins des PCGR américains) le 31 décembre, les modifications de taux d'imposition doivent être reflétées dans les états financiers de la société pour le trimestre qui comprend le 31 décembre.

- 2) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux qui figurent dans les tableaux s'appliquent au revenu gagné par des sociétés autres que des sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC). Habituellement, les sociétés ordinaires incluent les sociétés ouvertes et leurs filiales, qui résident au Canada, ainsi que les sociétés privées résidant au Canada qui sont contrôlées par des non-résidents.
- 3) Les taux d'imposition fédéral et provinciaux qui figurent dans les tableaux s'appliquent au revenu de placement gagné par des sociétés ordinaires autre que les gains en capital et les dividendes reçus de sociétés canadiennes. Les taux qui s'appliquent aux gains en capital correspondent à la moitié des taux qui figurent dans les tableaux. Les dividendes reçus de sociétés canadiennes sont généralement déductibles dans le calcul de l'impôt régulier de la partie I, mais peuvent être assujettis à l'impôt de la partie IV, calculé à un taux de 38,33 %.

Notes (suite)

- 4) Une réduction du taux général d'imposition est offerte à l'égard du revenu admissible. Le revenu qui est admissible aux autres réductions ou crédits, tel que le revenu des petites entreprises, les bénéfices de fabrication et de transformation (F&T) et le revenu de placement assujetti aux dispositions de remboursement, n'est pas admissible à cette réduction de taux.

Le revenu d'une société qui provient d'une entreprise de prestation de services personnels n'est pas admissible à la réduction du taux général et est assujetti à un impôt additionnel de 5 %, lequel accroît le taux d'imposition fédéral du revenu d'entreprise de prestation de services personnels, le faisant passer à 33 %.

- 5) Les sociétés dont au moins 10 % du revenu brut pour l'année provient de la vente ou de la location de biens fabriqués ou transformés au Canada peuvent demander que la déduction pour bénéfices de F&T s'applique à leurs bénéfices de F&T.
- 6) Le Yukon offre un crédit d'impôt pour les activités de F&T qui se traduit par une réduction effective du taux d'imposition des bénéfices de F&T au Canada qui ont été réalisés au Yukon par une société, lequel passe à 2,5 %.

Intégration – Charge et avantage de la constitution en société

	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.
Économie (charge) d'impôt du fait de recourir à une société¹							
Revenu de placement	(5,6) %	(3,5) %	(6,3) %	(6,9) %	(4,4) %	(4,9) %	(6,6) %
Gains en capital	(2,8)	(1,8)	(3,2)	(3,5)	(2,2)	(2,4)	(3,3)
Dividendes déterminés ³	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes non déterminés ³	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
REEA admissible à la DPE	(1,0)	(0,7)	0,0	(1,1)	(0,6)	(1,2)	(0,5)
REEA en excédent de la DPE	(0,2)	(1,4)	(1,1)	(4,2)	(1,9)	(2,7)	0,5
Report (paiement anticipé) d'impôt du fait de recourir à une société²							
Revenu de placement	2,8 %	1,3 %	(3,2) %	(0,3) %	3,4 %	3,1 %	0,6 %
Gains en capital	1,5	0,7	(1,6)	(0,1)	1,7	1,6	0,3
Dividendes déterminés ³	(1,8)	(4,0)	(8,7)	(0,6)	1,0	1,8	(4,8)
Dividendes non déterminés ³	10,6	4,0	4,0	8,3	9,4	9,7	9,4
REEA admissible à la DPE	42,5	37,0	38,5	41,4	41,3	40,9	41,8
REEA en excédent de la DPE	26,5	25,0	20,5	23,4	27,0	26,8	24,3

Voir le tableau « Intégration – Charge et avantage de la constitution – Revenu de placement » et les notes connexes aux pages suivantes.

	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	Yn	T.N.-O.	Nt
Économie (charge) d'impôt du fait de recourir à une société¹						
Revenu de placement	(6,3)%	(9,1)%	(7,1)%	(7,2)%	(2,1)%	(5,7)%
Gains en capital	(3,1)	(4,5)	(3,5)	(3,6)	(1,1)	(2,9)
Dividendes déterminés ³	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes non déterminés ³	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
REEA admissible à la DPE	(0,2)	(0,8)	0,1	(1,1)	3,3	(0,8)
REEA en excédent de la DPE	(4,5)	(3,2)	(8,5)	(0,1)	(0,3)	(6,7)
Report (paiement anticipé) d'impôt du fait de recourir à une société²						
Revenu de placement	1,3 %	(3,3)%	(2,4)%	(2,7)%	(3,1)%	(6,2)%
Gains en capital	0,7	(1,6)	(1,2)	(1,3)	(1,6)	(3,1)
Dividendes déterminés ³	3,3	(4,1)	4,3	(9,4)	(10,0)	(5,3)
Dividendes non déterminés ³	9,9	7,9	6,3	5,7	(1,5)	(0,5)
REEA admissible à la DPE	42,5	40,4	39,3	39,0	36,1	32,5
REEA en excédent de la DPE	25,0	20,4	21,3	21,0	20,6	17,5

Voir le tableau « Intégration – Charge et avantage de la constitution – Revenu de placement » et les notes connexes aux pages suivantes.

Intégration – Charge et avantage de la constitution en société – Revenu de placement

		C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.
Revenu gagné par l'intermédiaire d'une société								
Revenu de la société		1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
Impôt de la société		(507)	(467)	(507)	(507)	(502)	(502)	(527)
Montant après impôt	(A)	493	533	493	493	498	498	473
Remboursement au titre de dividendes ⁴		307	307	307	307	307	307	294
Montant distribuable		800	840	800	800	805	805	767
Impôt personnel du particulier		(391)	(355)	(338)	(373)	(384)	(387)	(366)
Montant net pour le particulier	(B)	409 \$	485 \$	462 \$	427 \$	421 \$	418 \$	401 \$
Revenu gagné directement par le particulier								
Revenu du particulier		1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
Impôt du particulier		(535)	(480)	(475)	(504)	(535)	(533)	(533)
Montant net pour le particulier	(C)	465 \$	520 \$	525 \$	496 \$	465 \$	467 \$	467 \$
Sommaire								
Économie (charge) d'impôt découlant du recours à une société ¹	(B) – (C)	(56) \$	(35) \$	(63) \$	(69) \$	(44) \$	(49) \$	(66) \$
Report d'impôt (paiement anticipé) ²	(A) – (C)	28 \$	(13) \$	(32) \$	(3) \$	33 \$	31 \$	6 \$

Voir les notes aux pages suivantes.

		N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	Yn	T.N.-O.	Nt
Revenu gagné par l'intermédiaire d'une société							
Revenu de la société		1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
Impôt de la société		(527)	(547)	(537)	(507)	(502)	(507)
Montant après impôt	(A)	473	453	463	493	498	493
Remboursement au titre de dividendes ⁴		294	282	288	307	307	307
Montant distribuable		767	735	751	800	805	800
Impôt personnel du particulier		(371)	(340)	(335)	(352)	(296)	(302)
Montant net pour le particulier	(B)	396 \$	395 \$	416 \$	448	509	498
Revenu gagné directement par le particulier							
Revenu du particulier		1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
Impôt du particulier		(540)	(514)	(513)	(480)	(471)	(445)
Montant net pour le particulier	(C)	460 \$	486 \$	487 \$	520	529	555
Sommaire							
Économie (charge) d'impôt découlant du recours à une société ¹	(B) – (C)	(64) \$	(91) \$	(71) \$	(72) \$	(20) \$	(57) \$
Report d'impôt (paiement anticipé) ²	(A) – (C)	13 \$	(33) \$	(24) \$	(27) \$	(31) \$	(62) \$

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

1) Le fait de gagner un revenu par l'intermédiaire d'une société entraîne deux niveaux d'imposition : le revenu est imposé d'abord au niveau de la société, ensuite au niveau des particuliers qui sont actionnaires et auxquels la société distribue son revenu après impôt sous forme de dividendes. En théorie, le système d'imposition canadien est structuré de manière à ce que le total de l'impôt sur le revenu (des sociétés et des particuliers) engagé par suite de l'utilisation d'une société pour gagner un revenu équivaille à l'impôt des particuliers qui aurait autrement été payé si un particulier assujéti au taux marginal d'imposition le plus élevé avait gagné le revenu directement (principe de l'intégration). Cependant, comme l'indique la section supérieure du tableau « Intégration – Charge et avantage de la constitution en société », dans la pratique, tel n'est pas le cas. Cette section du tableau présente un résumé de la charge ou de l'économie d'impôt, pour 2021, découlant du fait que les revenus suivants ont été gagnés par l'intermédiaire d'une société au lieu d'avoir été gagnés directement par un particulier :

- revenu de placement autre que des gains en capital et des dividendes (voir la note 4 et le détail des calculs dans le tableau « Intégration – Charge et avantage de la constitution en société – Revenu de placement »);
- gains en capital;
- revenu de dividendes provenant de sociétés canadiennes imposables;
- revenu d'entreprise exploitée activement (REEA) admissible à la déduction accordée aux petites entreprises (DPE);
- REEA non admissible à la DPE.

Les dividendes déterminés sont assujettis aux taux d'imposition moins élevés des particuliers (voir le tableau « Taux d'imposition marginaux combinés les plus élevés pour les particuliers – 2021 »). Les sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) ne peuvent verser de tels dividendes que dans la mesure où elles ont gagné un REEA assujéti au taux général d'imposition des sociétés. Par conséquent, les SPCC qui gagnent seulement un revenu de placement, des gains en capital ou un REEA admissible à la DPE ne peuvent verser de dividendes déterminés à leurs actionnaires.

Les calculs dans le tableau sont fondés sur les hypothèses suivantes :

- la société est une SPCC dont l'année d'imposition commence le 1^{er} janvier 2021;
- le particulier se situe dans la tranche d'imposition marginale la plus élevée;
- la SPCC peut verser des dividendes déterminés à ses actionnaires seulement à partir de REEA en excédent de la DPE.

2) Dans certains cas, il est possible de reporter le paiement de l'impôt au niveau du particulier en utilisant une société pour gagner du revenu qui n'est pas versé immédiatement à l'actionnaire. La section inférieure du tableau présente un sommaire des possibilités de report ou de paiement anticipé d'impôt, pour 2021, pour le particulier qui gagne un revenu par le biais d'une société, selon les mêmes types de revenus et d'hypothèses que ceux qui sont mentionnés à la note 1.

3) Les dividendes (déterminés et non déterminés) provenant de sociétés canadiennes imposables sont généralement déductibles dans le cadre du calcul de l'impôt de la partie I et, par conséquent, sont traités de façon distincte des autres revenus de placement.

Les dividendes versés à des SPCC par des sociétés non rattachées, ou rattachées si elles ont droit à un remboursement au titre de dividendes par suite du versement de dividendes, sont assujettis à l'impôt de la partie IV. L'impôt de la partie IV est un impôt remboursable qui est ajouté au compte de l'impôt en main remboursable au titre de dividendes déterminés ou non déterminés (IMRTDD/IMRTDND) de la société.

Notes (suite)

L'impôt de la partie IV est ajouté au compte de l'IMRTDD de la société bénéficiaire s'il est payé sur les dividendes déterminés reçus d'une société non rattachée ou sur les dividendes imposables reçus d'une société rattachée, dans la mesure où les dividendes ont entraîné, au cours de l'année, un remboursement au titre de dividendes à partir du compte de l'IMRTDD de la société rattachée. L'impôt de la partie IV payé au cours de l'année, moins l'impôt de la partie IV ajouté au compte de l'IMRTDD, est ajouté au compte de l'IMRTDND de la société bénéficiaire. Le compte de l'IMRTDND d'une SPCC comprend également la portion remboursable de l'impôt de la partie I sur le revenu de placement total.

Lorsque la société verse des dividendes déterminés à ses actionnaires, elle peut recevoir un remboursement au titre de dividendes tiré de son compte de l'IMRTDD. Lorsque la société verse des dividendes non déterminés à ses actionnaires, elle peut recevoir un remboursement au titre de dividendes tiré de son compte de l'IMRTDND et/ou de son compte de l'IMRTDD (mais seulement si le solde de son compte de l'IMRTDND est nul).

Les sociétés privées qui ne sont pas des SPCC, ainsi que certaines sociétés ouvertes à peu d'actionnaires, doivent également payer l'impôt de la partie IV sur les dividendes qu'elles reçoivent de sociétés canadiennes imposables, et elles peuvent recevoir un remboursement au titre de dividendes lorsqu'elles versent des dividendes à leurs actionnaires. Les autres sociétés ouvertes et leurs filiales ne sont pas assujetties à cet impôt et, par conséquent, elles ne reçoivent aucun remboursement au titre de dividendes lorsqu'elles versent des dividendes à leurs actionnaires.

Il n'existe aucune charge ou économie d'impôt découlant du fait de gagner un revenu de dividendes canadien (déterminé et non déterminé) par le biais d'une société ou de le gagner directement, puisque la totalité de l'impôt des sociétés sur un tel revenu est remboursable. Toutefois, il existe des possibilités de report ou de paiement anticipé d'impôt selon la différence entre le taux marginal d'imposition des particuliers le plus élevé applicable au revenu de dividendes et le taux d'impôt remboursable en vertu de la partie IV.

- 4) Le montant après impôt disponible pour le versement de dividendes (y compris le remboursement au titre de dividendes reçu par suite du versement de dividendes) est suffisant pour donner lieu au remboursement intégral du compte de l'IMRTDND de la société dans toutes les provinces et territoires, à l'exception du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador.

Par exemple, si une société à Terre-Neuve-et-Labrador gagne un revenu d'intérêts et qu'elle verse la totalité de son revenu après impôt (y compris son remboursement au titre de dividendes) à titre de dividendes, un montant équivalant à 1,9 % de son revenu demeurera dans son compte d'IMRTDND, calculé comme suit :

Montant distribuable	
Revenu de la société	1 000 \$
Impôt de la société	<u>(537)</u>
Montant après impôt	463
Remboursement au titre de dividendes	<u>288</u>
Montant distribuable	<u>751 \$</u>

Compte d'IMRTDND	
Impôt remboursable (30,66 % × 1 000 \$)	307 \$
Remboursement au titre de dividendes (38,33 % du dividende de 751 \$)	<u>(288)</u>
Solde de l'IMRTDND	<u>19 \$</u>

Taux de l'impôt sur le capital – Institutions financières¹

	Fédéral – Impôt partie VI ²	Sask. ³	Man.	Ont. ⁴
Type d'entité				
Banque	✓	✓	✓	
Prêts ou fiducie	✓	✓	✓	
Assurance-vie	✓			✓
Courtier en valeurs mobilières		✓		
Taux d'imposition⁹				
2019	1,25 %	0,7/4,0 %	6,0 %	1,25 %
2020	1,25	0,7/4,0	6,0	1,25
2021	1,25	0,7/4,0	6,0	1,25
Abattement de capital ou exonération	1 milliard de dollars	10 \$ + 10 millions de dollars	s. o.	10 millions de dollars + certains ajustements
Répartition de l'abattement de capital ou de l'exonération entre les sociétés liées	✓		✓	✓

Notes

- 1) Les caisses d'épargne et de crédit peuvent être assujetties à l'impôt fédéral sur le capital, si elles répondent à sa définition du terme « institution financière ». Elles ne sont généralement pas assujetties à l'impôt sur le capital au provincial.
- 2) Aux fins de l'impôt de la partie VI, l'expression « institution financière » comprend également certaines sociétés de portefeuille. Le montant d'impôt sur le capital de la partie VI à payer est réduit du montant d'impôt sur le revenu à payer par la société en vertu de la partie I.
- 3) Les institutions financières de la Saskatchewan sont assujetties à un impôt sur le capital de 0,7 % sur la première tranche de 1,5 milliard de dollars de leur capital imposable (c.-à-d. taux applicable aux petites institutions financières).

Toutes les sociétés peuvent se prévaloir de l'exonération de capital de 10 millions de dollars de la Saskatchewan. Une exonération supplémentaire de 10 millions de dollars peut être accordée aux sociétés qui versent la totalité ou une partie des salaires et traitements aux employés d'un établissement stable dans la province.
- 4) Les sociétés d'assurance-vie qui exercent des activités en Ontario doivent payer un impôt sur le capital égal à 1,25 % de leur capital imposable attribuable à l'Ontario. L'exonération de 10 millions de dollars au titre du capital est ajustée en fonction du capital imposable de la société. L'impôt sur le capital peut être réduit de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario ou de l'impôt minimum des sociétés de l'Ontario à payer par une société pour l'année.

	Qué. ⁵	N.-B. ⁶	N.-É. ⁷	Î.-P.-É.	T.-N.-L. ⁸
Type d'entité					
Banque		✓	✓	✓	✓
Prêts ou fiducie		✓	✓	✓	✓
Assurance-vie	✓				
Courtier en valeurs mobilières					
Taux d'imposition⁹					
2019	1,25 %	5,0/4,0 %	4,0 %	5,0 %	6,0 %
2020	1,25	5,0/4,0	4,0	5,0	6,0
2021	1,25	5,0/4,0	4,0	5,0	6,0
Abattement de capital ou exonération	10 millions de dollars + certains ajustements	10 millions de dollars	0,5/30 millions de dollars	2 millions de dollars	0/5 millions de dollars
Répartition de l'abattement de capital ou de l'exonération entre les sociétés liées	✓				✓

Notes (suite)

- 5) Les sociétés d'assurance-vie qui exercent des activités au Québec doivent toutefois payer un impôt sur le capital égal à 1,25 % de leur capital imposable utilisé au Québec. L'exonération de 10 millions de dollars au titre du capital est ajustée en fonction du capital imposable de la société. L'impôt sur le capital peut être réduit de l'impôt sur le revenu de la société à payer au Québec pour l'année.
Certaines institutions financières au Québec doivent également payer une taxe compensatoire supplémentaire (voir le tableau « Taxe compensatoire du Québec sur les institutions financières »).
- 6) Les banques qui ont un établissement stable au Nouveau-Brunswick sont assujetties à l'impôt sur le capital de 5 %, alors que les sociétés de prêts ou de fiducie sont assujetties à l'impôt sur le capital de 4 %.
- 7) Les sociétés de prêts ou de fiducie dont le siège social est situé en Nouvelle-Écosse ont droit à un abattement de capital de 30 millions de dollars. Les autres banques et les sociétés de prêts ou de fiducie ont droit à un abattement de capital de 500 000 \$. En Nouvelle-Écosse, le montant maximum d'impôt sur le capital à payer par une institution financière est de 12 millions de dollars par année.
- 8) Les sociétés de Terre-Neuve-et-Labrador dont le capital versé total est de 10 millions de dollars ou moins peuvent demander un abattement de capital de 5 millions de dollars. Les sociétés dont le capital versé total excède 10 millions de dollars n'ont droit à aucun abattement de capital.
- 9) Sauf indication contraire, les taux doivent être répartis proportionnellement pour les années d'imposition qui chevauchent la date d'entrée en vigueur de ces changements de taux.

Taxe compensatoire des institutions financières – Québec

Type d'entité	Calcul de la taxe ¹	
	Du 1 ^{er} avril au 31 mars	
	2020 à 2022	2022 à 2024
Banques, sociétés de prêts ou de fiducie et sociétés faisant le commerce de valeurs mobilières ²	4,14 %	2,80 %
Sociétés d'assurance assujetties à la taxe sur le capital du Québec	0,48	0,30
Caisses d'épargne et de crédit ³	3,26	2,20
Sociétés de prêts indépendantes, sociétés de fiducie indépendantes et sociétés indépendantes faisant le commerce de valeurs mobilières ⁴	1,32	0,90
Autres institutions financières ^{5,6}	1,32	0,90

Notes

- 1) La taxe compensatoire des institutions financières du Québec est graduellement réduite depuis le 1^{er} avril 2018, et ce, jusqu'au 1^{er} avril 2022, et devait ensuite être éliminée le 1^{er} avril 2024. Le budget de 2021-2022 du Québec a annoncé que la taxe compensatoire serait maintenue jusqu'à nouvel ordre.

Pour les sociétés d'assurance, les pourcentages notés dans le tableau s'appliquent aux primes à payer. Pour toutes les autres entités, les pourcentages s'appliquent aux salaires versés au Québec.
- 2) Pour les banques, les sociétés de prêts, les fiducies et les sociétés faisant le commerce de valeurs mobilières, le montant maximal des salaires versés au Québec assujettis à la taxe compensatoire est de 1,1 milliard de dollars.
- 3) Pour les caisses d'épargne et de crédit, le montant maximal des salaires versés au Québec assujettis à la taxe compensatoire est de 550 millions de dollars.
- 4) Le projet de loi 74 du Québec a instauré trois nouvelles définitions aux fins de la taxe compensatoire des institutions financières. Les sociétés qui répondent à ces définitions sont assujetties à cette taxe à compter du 1^{er} avril 2020, et le montant maximal des salaires versés au Québec qui est assujetti à la taxe compensatoire est de 275 millions de dollars.
- 5) Pour les autres institutions financières, le montant maximal des salaires versés au Québec qui est assujetti à la taxe compensatoire est de 275 millions de dollars.
- 6) Cette catégorie n'englobe que les sociétés qui ont fait un choix conjoint en vertu de l'article 150 de la *Loi sur la taxe d'accise* avec les institutions financières suivantes : une banque, une société de prêts ou fiducie, une société faisant le commerce de valeurs mobilières, une caisse d'épargne et de crédit, une société d'assurance ou un ordre professionnel (mais elle exclut les sociétés d'assurance et les ordres professionnels ayant créé un fonds d'assurance en vertu du Code des professions).

Encouragements fiscaux fédéraux pour la R-D

Crédits d'impôt à l'investissement du fédéral (CII) ¹					
Type d'entité	Nature des dépenses ²	Taux des CII sur le total des dépenses à concurrence du plafond des dépenses ³	Taux de remboursement	Taux des CII sur le total des dépenses supérieures au plafond des dépenses ³	Taux de remboursement
SPCC admissibles	Courante	35 %	100 %	15 %	40 %
Autres sociétés	Courante	15	—	15	—
Particuliers et entreprises non constituées en société	Courante	15	40	15	40

Notes

- 1) Les CII du fédéral pour la recherche et le développement (R-D) peuvent être soit appliqués en déduction de l'impôt sur le revenu fédéral à payer pour cette année d'imposition, soit remboursés au contribuable (le cas échéant), soit reportés prospectivement sur les 20 prochaines années d'imposition, soit reportés rétrospectivement sur les trois dernières années d'imposition.

Les demandes de CII doivent être identifiées sur un formulaire prescrit (le formulaire T2SCH31, ou « Annexe 31 ») et acheminées à l'Agence du revenu du Canada (ARC) dans les 12 mois suivant la date à laquelle l'entité est tenue de produire sa déclaration de revenus. Il faut également produire les formulaires prescrits connexes (formulaire T661 et partie 2 du formulaire T661) dans ce délai, afin de s'assurer que la demande relative aux dépenses de R-D soit complète.

Les CII demandés au cours d'une année d'imposition sont déduits du compte de dépenses de R-D de la société de l'année d'imposition suivante. Les CII provinciaux reçus dans l'année en cours, lesquels sont considérés comme une aide gouvernementale, sont déduits du compte de R-D dans l'année d'imposition où ils sont demandés. Pour les années d'imposition se terminant avant 2009, la tranche fédérale des CII ayant trait aux dépenses de R-D admissibles de l'Ontario n'était pas déduite du compte de R-D de l'entité aux fins de l'impôt de l'Ontario. En vertu du régime d'administration unique de l'impôt des sociétés de l'Ontario (qui s'applique aux années d'imposition se terminant après 2008), l'Ontario a remplacé ce traitement par l'instauration d'un crédit d'impôt non remboursable de 4,5 % (lequel a été réduit à 3,5 % à compter du 1^{er} juin 2016) au titre des dépenses de R-D engagées en Ontario et qui sont admissibles aux CII du fédéral.

- 2) Les dépenses liées à des biens de R-D faites après 2013 (y compris les dépenses visant le droit d'usage d'immobilisations) seront exclues du compte de dépenses admissibles aux CII.

Notes (suite)

- 3) De façon générale, le plafond des dépenses est de 3 millions de dollars et s'applique aux dépenses courantes (les dépenses en capital ne sont plus admissibles pour les années d'imposition postérieures à 2013). Le plafond des dépenses doit être partagé et réparti entre les sociétés associées. Cependant, les sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) qui sont associées en raison de l'existence d'un groupe d'investisseurs indépendants, tels que des investisseurs dans du capital de risque, ne sont pas tenues de se partager le plafond des dépenses, pourvu que l'ARC ait la certitude que le groupe d'investisseurs n'a pas été constitué afin d'avoir accès à de multiples plafonds des dépenses.

Le plafond de dépenses est graduellement réduit pour les SPCC dont le capital imposable de l'année précédente utilisé au Canada (combiné à celui de leurs sociétés associées) se situait entre 10 et 50 millions de dollars. Le plafond de dépenses est réduit de 0,75 \$ pour chaque tranche de 10 \$ de capital imposable excédant 10 millions de dollars. La possibilité de se prévaloir du taux de CII de 35 % ainsi que du remboursement de 100 % à l'égard des dépenses courantes est éliminée dès que le capital imposable de l'année précédente excède 50 millions de dollars.

Compte de dépenses de R-D au fédéral

Les dépenses admissibles engagées au Canada au titre de la R-D, qui comprennent uniquement les dépenses courantes, sont regroupées dans un compte chaque année, et elles peuvent être déduites en totalité ou en partie. Les dépenses en capital au titre de la R-D (y compris les dépenses relatives au droit d'usage d'immobilisations) faites après 2013 sont exclues du compte de dépenses de R-D. Ces dépenses sont tout de même admissibles à titre de dépenses d'entreprise (dans la mesure où elles peuvent être considérées comme telles).

Tout montant admissible qui n'est pas déduit du compte de dépenses de R-D dans l'année en cours peut être reporté prospectivement indéfiniment.

Les dépenses courantes étrangères peuvent également être déduites à titre de dépenses courantes de R-D au cours de l'année où elles sont engagées. Généralement, ces dépenses n'entraînent pas de CII fédéral. Toutefois, les dépenses de main-d'œuvre de R-D engagées à l'extérieur du Canada peuvent donner droit à des CII fédéraux, dont il est question ci-dessous.

L'aide gouvernementale (qui inclut les CII provinciaux), l'aide non gouvernementale et les paiements contractuels donnent lieu à une réduction du montant des dépenses admissibles dans l'année. Les dépenses admissibles sont également réduites lorsque les biens de R-D, pour lesquels le contribuable a reçu un CII au cours de l'une des 20 dernières années (pour les années d'imposition après 1997), sont convertis pour être utilisés à des fins commerciales ou vendus durant l'année. En pareils cas, les CII récupérés qui s'y rapportent feront augmenter le montant des dépenses admissibles.

Les dépenses admissibles engagées dans l'année, ainsi que les descriptions des projets techniques et les informations connexes liées au projet, doivent être indiquées sur les formulaires prescrits (formulaire T661, la partie 2 du formulaire T661 et l'Annexe 31) et elles doivent être acheminées à l'ARC dans les 12 mois de la date de production de la déclaration de revenus de l'entité.

Notes (suite)

Dépenses courantes de R-D admissibles

Les dépenses courantes admissibles engagées au Canada comprennent :

- les traitements et salaires des employés exerçant directement des activités de R-D, les traitements et salaires des employés déterminés (soit ceux qui détiennent directement ou indirectement plus de 10 % des actions de toute catégorie du capital-actions de la société, ou qui ont un lien de dépendance avec le contribuable) se limitent à cinq fois le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension aux fins du RPC et excluent toute rémunération fondée sur les bénéfices ou les bonis;
- les traitements et salaires des employés résidents canadiens qui exercent des activités de R-D à l'extérieur du Canada – ces traitements et salaires (à concurrence de 10 % du total des traitements et salaires qui proviennent d'activités de R-D exercées au Canada pendant l'année) sont admissibles, pourvu que les activités de R-D aient été entreprises directement par le contribuable dans le seul but de soutenir les activités de R-D qu'il a exercées au Canada;
- le coût des matériaux utilisés ou transformés dans le cadre de la R-D;
- les dépenses en capital engagées au titre d'activités de R-D avant 2014;
- les coûts de location de matériel et d'outillage utilisés dans le cadre de la R-D qui ont été engagés avant 2014;
- les dépenses admissibles engagées par des entrepreneurs exerçant des activités de R-D directement pour le compte du contribuable, aux fins des CII, pour les dépenses engagées à compter du 1^{er} janvier 2013, seront visées seulement 80 % des dépenses de R-D engagées par des entrepreneurs, excluant les dépenses de R-D engagées par des entrepreneurs qui sont considérées comme des dépenses en capital (voir aussi la note 2);
- les contrats portant sur des services directement liés à des activités de recherche scientifique et de développement expérimental (RS&DE);
- le coût salarial indirect (sauf si le choix d'un montant de remplacement a été fait);
- les dépenses admissibles engagées par certains tiers dans les cas où le contribuable peut mettre à profit les résultats des activités de R-D (aux fins des CII, les dépenses admissibles se limiteront à 80 % des paiements effectués par des tiers pour des dépenses engagées à compter du 1^{er} janvier 2013).

Choix d'un montant de remplacement au titre des frais généraux

Le choix d'un montant de remplacement permet d'ajouter 55 % des salaires et traitements de R-D admissibles (à l'exception des bonis, des avantages imposables et des avantages liés aux options d'achat d'actions) aux dépenses admissibles pour les CII du fédéral (et non au compte de R-D lui-même). Ce montant de « frais généraux théoriques » remplace les contrats de service non liés à la RS&DE, le coût salarial indirect, les frais administratifs et d'autres frais généraux qui sont souvent difficiles à justifier. D'autres coûts de moindre importance sont également remplacés par ce montant, comme le coût des services publics, les frais de bureau et les frais liés à d'autres types de fournitures. Une fois ce choix exercé, il devient irrévocable pour l'année d'imposition en cause.

Le salaire des employés déterminés (dont il est question ci-dessus) est limité de plusieurs façons lorsqu'il s'agit de déterminer le montant des salaires et traitements admissibles au choix d'un montant de remplacement. Seule une tranche de 75 % du salaire de ces employés peut être incluse dans les salaires admissibles, et le maximum par employé équivaut à 2,5 fois le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour le RPC. La rémunération fondée sur les bénéfices et les bonis est exclue aux fins du calcul du montant de remplacement tant pour les employés déterminés que pour les employés non déterminés.

Encouragements fiscaux provinciaux/territoriaux pour la R-D

	Taux	Description
Colombie-Britannique ¹	10 %	Crédit d'impôt remboursable et non remboursable pour les dépenses admissibles engagées en Colombie-Britannique par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Alberta ²	8/20 %	Crédit d'impôt remboursable pour les dépenses admissibles engagées en Alberta par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Saskatchewan ³	10 %	Crédit d'impôt remboursable et non remboursable pour les dépenses admissibles engagées en Saskatchewan par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Manitoba ⁴	15 %	Crédit d'impôt remboursable et non remboursable pour les dépenses admissibles engagées au Manitoba par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Ontario Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario (CIIO) ⁵	8 %	Crédit d'impôt remboursable pour les dépenses admissibles engagées en Ontario par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Ontario Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche ⁶	20 %	Crédit d'impôt remboursable pour les dépenses admissibles engagées en Ontario par une société ayant un établissement stable dans cette province dans le cadre d'un contrat admissible avec un institut de recherche admissible.
Ontario Crédit d'impôt de l'Ontario pour la R-D ⁷	3,5 %	Crédit d'impôt non remboursable pour les dépenses admissibles engagées en Ontario par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Québec Crédit pour paiements contractuels à/pour des entités et projets de R-D ⁸	14/30 %	Crédit d'impôt remboursable à l'égard de paiements contractuels et autres types de paiements effectués à certaines entités admissibles (seuls 80 % des paiements versés à des personnes non liées sont admissibles), assujettis aux seuils d'exclusion visant les dépenses.

	Taux	Description
Québec Crédit d'impôt au titre des salaires de R-D ^{9,10}	Sociétés sous contrôle canadien – 30 % Autres – 14 %	Crédit d'impôt remboursable au titre des salaires de R-D d'employés travaillant au Québec d'une société exerçant ses activités au Canada et se livrant à des activités de R-D au Québec, ou au nom de laquelle de telles activités sont menées au Québec. Une telle société n'a pas besoin d'avoir un établissement stable au Québec. Ce crédit s'applique aussi à la moitié des montants versés à un sous-traitant non lié pour les activités de R-D effectuées par des employés au Québec et à la totalité des montants relatifs aux salaires versés aux employés d'un sous-traitant lié au Québec.
Nouveau-Brunswick ¹¹	15 %	Crédit d'impôt remboursable pour les dépenses admissibles engagées au Nouveau-Brunswick par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Nouvelle-Écosse ¹¹	15 %	Crédit d'impôt remboursable pour les dépenses admissibles engagées en Nouvelle-Écosse par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Terre-Neuve-et-Labrador ¹¹	15 %	Crédit d'impôt remboursable pour les dépenses admissibles engagées à Terre-Neuve-et-Labrador par une société ayant un établissement stable dans cette province.
Yukon ¹¹	15/20 %	Crédit d'impôt remboursable pour les dépenses admissibles engagées au Yukon par une société ayant un établissement stable dans ce territoire.

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Les dépenses admissibles en Colombie-Britannique sont celles qui le sont pour les crédits d'impôt à l'investissement (CII) du fédéral. Les sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont admissibles au crédit remboursable sur les dépenses à concurrence de leur plafond de dépenses (selon la définition du fédéral). Le crédit n'est pas remboursable pour les autres sociétés ni pour les dépenses des SPCC qui sont supérieures au plafond des dépenses. Les sociétés qui sont des membres actifs d'une société de personnes qui engage des dépenses admissibles peuvent également demander leur part de ce crédit. Toutefois, les dépenses engagées par un particulier ou une fiducie n'y donnent pas droit.

Le crédit est considéré comme une aide gouvernementale et il réduit, au fédéral, les dépenses admissibles aux fins de la déduction pour R-D et des CII. Ce crédit ne peut être demandé que lorsque tous les autres crédits d'impôt ont été demandés. Tout crédit non remboursable inutilisé peut être reporté rétrospectivement sur trois années d'imposition et prospectivement sur dix années d'imposition. Il est possible de renoncer à la totalité ou à une partie de ce crédit non remboursable chaque année.

Le crédit d'impôt pour la R-D de la Colombie-Britannique est offert au titre des dépenses admissibles engagées avant le 1^{er} septembre 2022.

- 2) En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021, la nouvelle subvention pour l'emploi en innovation fournit un crédit d'impôt remboursable qui remplace le programme de crédit d'impôt pour la R-D de l'Alberta qui s'est terminé à la fin de 2019. Les petites et moyennes entreprises établies en Alberta et qui sont admissibles à la subvention pourraient recevoir un montant représentant 8 % de leurs dépenses de R-D de base (calculées comme étant les dépenses de R-D admissibles moyennes de l'entreprise au cours des deux années précédentes), et 20 % des dépenses supérieures à ce montant de base. Pour être admissibles à la subvention, les dépenses doivent être admissibles au programme fédéral de R-D et avoir été engagées au titre de la R-D en Alberta après le 31 décembre 2020.

Les sociétés pourraient avoir droit à la subvention pour des dépenses annuelles de R-D pouvant atteindre 4 millions de dollars. Lorsque la société est associée avec une société ou plus, ce plafond annuel doit être réparti entre les membres associés du groupe. Le montant de la subvention est réduit progressivement pour les sociétés ou les sociétés associées dont le capital imposable se situe entre 10 millions de dollars et 50 millions de dollars, et éliminé complètement dès que le capital imposable de toutes les sociétés associées dépasse 50 millions de dollars.

- 3) Les dépenses admissibles en Saskatchewan sont déterminées en fonction de la définition de « dépenses admissibles » utilisée aux fins des CII du fédéral. Pour les dépenses admissibles engagées entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2017, le CII de la Saskatchewan est un crédit d'impôt non remboursable de 10 % offert à toutes les sociétés. À compter du 1^{er} avril 2017, les dépenses de R-D admissibles engagées par des SPCC de la Saskatchewan donnent droit à un crédit d'impôt remboursable de 10 % pour la première tranche de 1 million de dollars de dépenses annuelles admissibles. Les dépenses admissibles excédant la limite annuelle, de même que les dépenses admissibles engagées par les autres types de sociétés continueront de donner droit au crédit d'impôt non remboursable de 10 % pour la R-D. Le total des crédits d'impôt remboursables et non remboursables pour la R-D qui peuvent être demandés par une société est plafonné à 1 million de dollars par année.

Ce crédit est considéré comme une aide gouvernementale et il réduit, au fédéral, les dépenses admissibles aux fins de la déduction pour R-D et des CII. Les crédits non remboursables inutilisés peuvent être reportés rétrospectivement sur trois années d'imposition et prospectivement sur dix années d'imposition.

Notes (suite)

4) Les dépenses admissibles au Manitoba sont celles qui le sont pour les CII du fédéral, à quelques différences près :

- les dépenses en capital continuent d'être des dépenses admissibles au Manitoba;
- la totalité des paiements contractuels versés à des établissements d'éducation admissibles au Manitoba donne droit au crédit (seulement 80 % des autres paiements contractuels donnent droit au crédit).

Le crédit de 15 % est entièrement remboursable si les dépenses admissibles sont engagées après 2009 par une société ayant un établissement stable au Manitoba et se livrant à des activités de recherche scientifique et développement expérimental au Manitoba, en vertu d'un contrat conclu avec un institut de recherche admissible au Manitoba. Le taux de ce crédit a été réduit pour passer de 20 à 15 % pour les dépenses admissibles engagées après le 11 avril 2017.

Le crédit est remboursable à 100 % pour la R-D effectuée en vertu d'un contrat avec une institution prescrite du Manitoba, y compris les établissements postsecondaires, et à 50 % dans les autres cas.

Les crédits non remboursables inutilisés qui ont été gagnés au cours d'une année d'imposition se terminant après 2005 peuvent être reportés rétrospectivement sur trois années d'imposition et prospectivement sur dix années d'imposition.

Le crédit d'impôt (remboursable et non remboursable) est considéré comme une aide gouvernementale, et il réduit, au fédéral, les dépenses admissibles aux fins de la déduction pour R-D et des CII. Il est possible de renoncer à la totalité ou à une partie de ce crédit chaque année, mais une telle renonciation doit être faite au cours de l'année où le crédit a été gagné, et au plus tard 12 mois après la date limite de production de la déclaration de revenus de la société. Les répercussions fiscales aux fins du fédéral diffèrent selon que la renonciation au crédit a lieu au plus tard à la date limite de production ou après cette date. Toute demande de renonciation aux CII du Manitoba soumise après la date limite sera refusée.

- 5) Le crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario (CIIO) est un crédit d'impôt remboursable de 8 % dont les petites et moyennes entreprises peuvent se prévaloir pour les dépenses en R-D admissibles. Le taux du CIIO a été réduit pour passer de 10 à 8 % à compter du 1^{er} juin 2016. Le taux du crédit d'impôt s'applique proportionnellement aux années d'imposition qui chevauchent le 1^{er} juin 2016. Les dépenses admissibles en Ontario sont celles qui le sont pour les CII du fédéral et qui n'excèdent pas le plafond des dépenses de 3 millions de dollars. Il s'applique aux sociétés qui ont un revenu imposable inférieur à 500 000 \$ et un capital versé imposable (aux fins de l'impôt sur le capital de l'Ontario) de moins de 25 millions de dollars pour l'année précédente. Le plafond des dépenses d'une société sera réduit lorsque le groupe de sociétés associées dépassera cette limite, et pour les années d'imposition se terminant après 2009, il sera éliminé lorsque le revenu imposable excédera 800 000 \$ ou lorsque le capital versé imposable excédera 50 millions de dollars pour l'année précédente.
- 6) En Ontario, un contrat conclu avec un institut de recherche admissible est un contrat de R-D conclu avec un institut de recherche admissible (c.-à-d., certains établissements d'enseignement postsecondaire et instituts de recherche hospitaliers ainsi que les organismes de recherche à but non lucratif prescrits). Les dépenses admissibles, telles qu'elles sont définies pour les CII du fédéral, sont limitées à 20 millions de dollars par année.
- 7) Le taux du crédit d'impôt de l'Ontario pour la R-D a été réduit pour passer de 4,5 à 3,5 % à compter du 1^{er} juin 2016. Le taux du crédit d'impôt s'applique proportionnellement aux années d'imposition qui chevauchent le 1^{er} juin 2016. Les dépenses admissibles en Ontario sont celles qui le sont pour les CII du fédéral. Ce crédit est non remboursable et il s'applique aux années d'imposition se terminant après 2008. Les crédits non utilisés peuvent être reportés prospectivement sur 20 ans ou rétrospectivement sur trois ans (mais seulement jusqu'aux années d'imposition se terminant après 2008).

Notes (suite)

- 8) Le taux du crédit d'impôt a été harmonisé pour les contrats conclus après le 4 décembre 2014. Après cette date, les paiements sont assujettis au même taux du crédit d'impôt que celui gagné en vertu du crédit d'impôt au titre des salaires de R-D (voir la note 9 ci-dessous).

Au Québec, s'entend d'« entités admissibles » les universités, les centres de recherche publics et les consortiums de recherche privés. Ces entités doivent exercer leurs activités au Canada et mener des activités de R-D au Québec, ou de telles activités doivent être menées en leur nom au Québec. Il faut également soumettre une demande de décision anticipée auprès de Revenu Québec. Les demandeurs ne sont pas tenus d'avoir un établissement stable au Québec.

Pour obtenir les seuils d'exclusion visant les dépenses qui s'appliquent aux années d'imposition commençant après le 2 décembre 2014, voir la note 10.

Parmi les autres types de paiements admissibles, citons les dépenses au titre des projets de recherche précompétitive. Il faut également soumettre une demande de décision anticipée auprès de Revenu Québec. Les demandeurs ne sont pas tenus d'avoir un établissement stable au Québec.

Le budget du Québec du 10 mars 2020 a confirmé l'élimination de l'application du seuil d'exclusion des dépenses au titre des projets précompétitifs.

- 9) Au Québec, pour se prévaloir du taux de 30 % applicable à un maximum de 3 millions de dollars en dépenses admissibles, la SPCC doit avoir un actif de moins de 50 millions de dollars (combiné avec les sociétés associées à l'échelle mondiale) pour l'année précédente. Pour les sociétés dont l'actif s'établit entre 50 millions et 75 millions de dollars, ce taux est progressivement ramené à 14 %. Ce plafond doit être réparti entre les sociétés associées.

Ce crédit réduit les dépenses admissibles aux fins de l'impôt fédéral. Ce crédit est imposable au Québec.

Les demandeurs ne sont pas tenus d'avoir un établissement stable au Québec pour réclamer des dépenses admissibles engagées dans la province.

Pour obtenir les seuils d'exclusion visant les dépenses qui s'appliquent aux années d'imposition commençant après le 2 décembre 2014, voir la note 10.

- 10) Dans le bulletin d'information 2014-11, Québec a instauré un seuil d'exclusion qui réduit le montant des dépenses admissibles au crédit d'impôt. Ce seuil est réparti proportionnellement entre les différents crédits d'impôt pour la R-D du Québec qui ont été demandés.

Le montant du seuil d'exclusion varie en fonction des actifs du contribuable et il est calculé sur une base non consolidée, comme suit :

- 50 000 \$ pour les sociétés dont les actifs s'établissent à 50 millions de dollars ou moins;
- un montant entre 50 000 et 225 000 \$ qui augmente de façon linéaire pour les sociétés dont les actifs se situent entre 50 et 75 millions de dollars;
- 225 000 \$ pour les sociétés dont les actifs s'élèvent à 75 millions de dollars ou plus.

- 11) Les dépenses admissibles au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve-et-Labrador et au Yukon sont celles qui sont considérées pour le fédéral comme étant admissibles. Ce crédit est considéré comme une aide gouvernementale et il réduit, au fédéral, les dépenses admissibles aux fins de la déduction pour R-D et des CII.

Le crédit d'impôt pour la R-D du Yukon est remboursable à un taux correspondant à 15 % des dépenses admissibles. Un crédit d'impôt additionnel de 5 % est disponible pour les montants payés ou payables au Collège du Yukon. Le crédit du Yukon ne peut faire l'objet d'un report retrospectif ni d'un report prospectif.

- 12) L'Île-du-Prince-Édouard, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut n'offrent pas d'encouragements fiscaux pour la R-D.

Coût net après impôt des activités de R-D

SPCC ¹	C.-B.	Alb. ²	Sask.	Man.	Ont. ³
Dépenses de R-D	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
CII provincial/territorial	(141)	(113)	(141)	(212)	(158)
CII fédéral @ 35 %	(445)	(455)	(445)	(420)	(439)
Déduction fiscale fédérale	414	432	414	368	403
Économie d'impôt fédéral	37 \$	39 \$	37 \$	33 \$	36 \$
Économie d'impôt provincial/territorial	8 \$	9 \$	0 \$	0 \$	13 \$
Épargne fiscale totale					
Épargne fiscale fédérale	482 \$	494 \$	482 \$	453 \$	475 \$
Épargne fiscale provinciale/territoriale	149	122	141	212	171
Épargne totale	631 \$	616 \$	632 \$	665 \$	646 \$
Coût net après impôt des activités de R-D	369 \$	384 \$	377 \$	335 \$	354 \$

Voir les notes aux pages suivantes.

SPCC ¹	Qué. ⁴	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
Dépenses de R-D	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
CII provincial/territorial	(225)	(212)	(212)	—	(212)
CII fédéral @ 35 %	(416)	(420)	(420)	(494)	(420)
Déduction fiscale fédérale	359	368	368	506	368
Économie d'impôt fédéral	32 \$	33 \$	33 \$	46 \$	33 \$
Économie d'impôt provincial/territorial	14 \$	9 \$	9 \$	10 \$	11 \$
Épargne fiscale totale					
Épargne fiscale fédérale	448 \$	453 \$	453 \$	540 \$	453 \$
Épargne fiscale provinciale/territoriale	239	221	221	10	223
Épargne totale	687 \$	674 \$	674 \$	550 \$	676 \$
Coût net après impôt des activités de R-D	313 \$	326 \$	326 \$	450 \$	324 \$

Voir les notes aux pages suivantes.

SPCC ¹	Yn ⁵	T.N.-O.	Nt
Dépenses de R-D	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
CII provincial/territorial	(212)	(0)	(0)
CII fédéral @ 35 %	(420)	(494)	(494)
Déduction fiscale fédérale	368	506	506
Économie d'impôt fédéral	33 \$	46 \$	46 \$
Économie d'impôt provincial/territorial	0 \$	10 \$	15 \$
Épargne fiscale totale			
Épargne fiscale fédérale	453 \$	540 \$	540 \$
Épargne fiscale provinciale/territoriale	212	10	15
Épargne totale	665 \$	550 \$	555 \$
Coût net après impôt des activités de R-D	335 \$	450 \$	445 \$

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Ce tableau présente le coût net après impôt, pour une société privée sous contrôle canadien (SPCC), des activités de R-D menées dans diverses provinces / territoires. Les calculs s'appuient sur les hypothèses exposées ci-après.
 - Les taux d'impôt fédéral et provincial/territorial de la SPCC sont ceux qui s'appliquent au revenu d'entreprise exploitée activement qui est admissible à la déduction accordée aux petites entreprises. Les taux d'impôt provinciaux/territoriaux utilisés pour les calculs sont ceux en vigueur le 1^{er} janvier 2021 (voir le tableau « Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une SPCC »). Si le taux d'imposition de la province / du territoire change durant l'année, les calculs devront être mis à jour.
 - Les dépenses en R-D de la SPCC sont admissibles au crédit d'impôt à l'investissement (CII) fédéral de 35 %.
 - Les trois quarts des dépenses se rapportent aux salaires de R-D et le choix de la méthode de remplacement a été exercé par la société. L'autre quart des dépenses se rapporte aux matières. Les calculs dans le tableau supposent que des dépenses de R-D supplémentaires ont été engagées par la société.
 - Les sociétés peuvent demander la totalité des CII du fédéral et du provincial/territorial pour l'année.
 - La déduction prévue pour l'année en cours tient compte des répercussions de tous les CII, même si les CII du fédéral sont en fait déduits du compte de R-D pour l'année suivante.
- 2) Le calcul suppose un taux de crédit d'impôt correspondant à 8 % des dépenses de R-D de base (calculées comme étant les dépenses de R-D admissibles moyennes de l'entreprise au cours des deux années précédentes). Le taux bonifié de crédit d'impôt correspond à 20 % des dépenses supérieures à ce montant de base.
- 3) Si la SPCC est également admissible au crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, le coût net après impôt serait de 328 \$.
- 4) Le seuil d'exclusion qui réduit le montant des dépenses admissibles au crédit d'impôt n'est pas inclus dans les calculs.
- 5) Le calcul suppose un taux de crédit d'impôt correspondant à 15 % des dépenses admissibles. Un crédit d'impôt additionnel de 5 % est compris dans le calcul des montants payés ou payables au Collège du Yukon.

Sociétés ordinaires ⁶	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont. ⁷
Dépenses de R-D	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
CII provincial/territorial	(141)	—	(141)	(212)	(49)
CII fédéral @ 15 %	(191)	(212)	(191)	(180)	(205)
Déduction fiscale fédérale	668	788	668	608	746
Économie d'impôt fédéral	100 \$	118 \$	100 \$	91 \$	112 \$
Économie d'impôt provincial/territorial	80 \$	63 \$	80 \$	73 \$	86 \$
Épargne fiscale totale					
Épargne fiscale fédérale	291 \$	330 \$	291 \$	271 \$	317 \$
Épargne fiscale provinciale/territoriale	221	63	221	285	135
Épargne totale	512 \$	393 \$	512 \$	556 \$	452 \$
Coût net après impôt des activités de R-D	488 \$	607 \$	488 \$	444 \$	548 \$

Voir les notes aux pages suivantes.

Sociétés ordinaires ⁶	Qué. ⁴	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
Dépenses de R-D	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
CII provincial/territorial	(105)	(212)	(212)	—	(212)
CII fédéral @ 15 %	(196)	(180)	(180)	(212)	(180)
Déduction fiscale fédérale	699	608	608	788	608
Économie d'impôt fédéral	105 \$	91 \$	91 \$	118 \$	91 \$
Économie d'impôt provincial/territorial	80 \$	85 \$	85 \$	126 \$	91 \$
Épargne fiscale totale					
Épargne fiscale fédérale	301 \$	271 \$	271 \$	330 \$	271 \$
Épargne fiscale provinciale/territoriale	185	297	297	126	303
Épargne totale	486 \$	568 \$	568 \$	456 \$	574 \$
Coût net après impôt des activités de R-D	514 \$	432 \$	432 \$	544 \$	426 \$

Voir les notes aux pages suivantes.

Sociétés ordinaires ⁶	Yn ⁵	T.N.-O.	Nt
Dépenses de R-D	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
CII provincial/territorial	(212)	0	0
CII fédéral @ 15 %	(180)	(212)	(212)
Déduction fiscale fédérale	608	788	788
Économie d'impôt fédéral	91 \$	118 \$	118 \$
Économie d'impôt provincial/territorial	73 \$	91 \$	95 \$
Épargne fiscale totale			
Épargne fiscale fédérale	271 \$	330 \$	330 \$
Épargne fiscale provinciale/territoriale	285	91	95
Épargne totale	556 \$	421 \$	425 \$
Coût net après impôt des activités de R-D	444 \$	579 \$	575 \$

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes (suite)

- 6) Ce tableau présente le coût net après impôt, pour une société ordinaire, des activités de R-D menées dans diverses provinces / territoires. Les calculs s'appuient sur les hypothèses exposées ci-après.
- Les taux d'imposition fédéral et provincial sont ceux qui s'appliquent au revenu d'entreprise exploitée activement gagné par une société ordinaire. Les taux d'imposition provinciaux/territoriaux utilisés pour les calculs sont ceux en vigueur le 1^{er} janvier 2021 (voir le tableau « Taux d'imposition fédéral et provinciaux/territoriaux – Revenu gagné par une société ordinaire »). Si le taux d'imposition de la province / du territoire change durant l'année, les calculs devront être mis à jour.
 - La société, y compris toutes les sociétés associées, a un actif et un capital versé imposable de plus de 75 millions et de 50 millions de dollars, respectivement, pour l'année précédente.
 - Les dépenses de R-D de la société sont admissibles au CII du fédéral de 15 %.
 - Les trois quarts des dépenses se rapportent aux salaires de R-D et le choix de la méthode de remplacement a été exercé par la société. L'autre quart des dépenses se rapporte aux matières. Les calculs dans le tableau supposent que des dépenses de R-D supplémentaires ont été engagées par la société, et que toutes les dépenses admissibles ont été entièrement déduites pendant l'année d'imposition en cours.
 - La société peut déduire la totalité des CII du fédéral et du provincial/territorial pour l'année.
 - La déduction prévue pour l'année en cours tient compte des répercussions de tous les CII, même si les CII du fédéral sont en fait déduits du compte de R-D pour l'année suivante.
- 7) Si la société peut demander le crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, le coût net après impôt serait de 518 \$.

Coup d'œil sur l'impôt minimum des sociétés de l'Ontario

Qui est assujéti à l'impôt minimum des sociétés (IMS) ¹ ?	Les sociétés qui ont un revenu brut annuel excédant 100 millions de dollars et un actif excédant 50 millions de dollars (compte tenu de leurs sociétés associées).
Quelle est la base de l'IMS ² ?	Le revenu net rajusté de la société aux fins de l'IMS, soit le revenu comptable avant impôt calculé selon les Normes comptables pour les entreprises à capital fermé (NCECF) ou les Normes internationales d'information financière (IFRS) rajusté pour tenir compte de certains éléments particuliers qui, autrement, pourraient faire en sorte que les profits intersociétés soient comptés deux fois.
Les rajustements devant être apportés au revenu inscrit dans les états financiers aux fins de l'IMS comprennent les suivants ³ :	<ul style="list-style-type: none">• la contrepassation des écritures de consolidation ou de comptabilisation à la valeur de consolidation;• la déduction des dividendes inclus dans le revenu inscrit aux états financiers dans la mesure où ils sont déduits aux fins de l'impôt sur le revenu;• l'inclusion de la part du revenu d'une société de personnes, calculée selon les NCECF ou les IFRS, attribuable à la société;• l'exonération de l'IMS des gains et des pertes non réalisés pris en compte dans le bénéfice comptable et des gains comptables découlant de la restructuration d'une entreprise ou du remplacement d'actifs.
Taux de l'IMS ⁴	2,7 %
IMS à payer	IMS qui excède l'impôt sur le revenu régulier de l'Ontario de la société.
Pertes admissibles aux fins de l'IMS ⁵	
<ul style="list-style-type: none">• Période de report prospectif• Période de report rétrospectif	<ul style="list-style-type: none">20 ansAucune
IMS payé pendant l'année ⁶	
<ul style="list-style-type: none">• Période de report prospectif• Période de report rétrospectif	<ul style="list-style-type: none">20 ansAucune

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Les organisations religieuses, les sociétés de placement, les fonds communs de placement, les sociétés de placement hypothécaire et les sociétés d'assurance-dépôts sont exonérés de l'IMS.
- 2) Puisque l'IMS est fonction du revenu inscrit aux états financiers, certains avantages fiscaux ne sont pas pris en compte, comme les demandes aux fins de la déduction pour amortissement qui excèdent l'amortissement comptable, la tranche non imposée des gains en capital, les produits non imposables tirés de l'assurance-vie qui sont compris dans le revenu comptable, de même que les éléments déduits aux fins de l'impôt, mais qui ne le sont pas aux fins de la comptabilité, tels que les réserves pour gains en capital.

En outre, certaines charges déduites pour l'établissement des états financiers n'ont pas besoin d'être ajoutées à nouveau au revenu, telles que les provisions pour garanties, les charges de retraite, les frais de financement ou d'émission d'actions ainsi que les coûts accessoires relatifs à l'immobilier qui doivent être capitalisés pour l'impôt sur le revenu.

- 3) Puisque l'IMS est calculé en fonction du revenu inscrit aux états financiers, certains rajustements doivent être effectués afin que les profits ne soient imposés que pour la société qui les a gagnés et ne soient pas comptés deux fois. Ces rajustements comprennent ceux indiqués dans le tableau.
- 4) Le taux de l'IMS s'applique au montant par lequel le revenu net rajusté aux fins de l'IMS excède les pertes au titre de l'IMS reportées (voir la note 5), multiplié par le facteur de répartition de l'Ontario.
- 5) Les pertes de l'IMS (établies selon les pertes comptables de la société et rajustées de la même façon que le revenu) peuvent être reportées prospectivement et appliquées en réduction du revenu au titre de l'IMS dans n'importe laquelle des 20 années suivantes. Les pertes au titre de l'IMS ne peuvent être reportées rétrospectivement pour réduire le revenu au titre de l'IMS d'une année précédente.
- 6) Le montant net de l'IMS qui a été payé peut être reporté prospectivement et déduit de l'impôt sur le revenu régulier de l'Ontario de la société à payer dans les 20 années suivantes si, au cours de ces années, l'impôt sur le revenu régulier à payer (déduction faite de tous les crédits) excède le montant brut de l'IMS de ces années. La période de report des crédits au titre de l'IMS est également fixée à 20 ans pour les crédits qui sont demeurés inutilisés au début de la première année d'imposition d'une société se terminant après 2008. Le montant de l'IMS payé ne peut être reporté rétrospectivement pour réduire l'impôt sur le revenu régulier de l'Ontario à payer d'une année précédente.

Si l'IMS s'applique au cours d'une année donnée, il fera partie de la base des acomptes provisionnels de la société pour l'année suivante.

Acomptes provisionnels de l'impôt sur le revenu fédéral

Dates d'exigibilité des paiements

Type de société	Seuils ¹	Fréquence des versements ²
Société ordinaire	3 000 \$	Mensuels
SPCC		
Admissible ³	3 000	Trimestriels
Autre	3 000	Mensuels

Méthodes de paiement des acomptes provisionnels

Méthodes de paiement des acomptes provisionnels	Versements mensuels généraux	Versements trimestriels des SPCC admissibles
Méthode de l'année en cours	1/12 à la date d'échéance mensuelle ^{4,6}	¼ à la date d'échéance trimestrielle ^{5,6}
Méthode de l'année précédente	1/12 à la date d'échéance mensuelle ^{4,6}	¼ à la date d'échéance trimestrielle ^{5,6}
Méthode de l'avant-dernière année	Deux premiers mois fondés sur l'avant-dernière année, et 10 autres mois fondés sur l'année précédente ^{4,6}	Premier versement fondé sur l'avant-dernière année, et trois autres versements fondés sur l'année précédente ^{5,6}

Notes

- 1) Les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels au cours de l'année si le total de l'impôt des parties I (Impôt sur le revenu), VI (Impôt des institutions financières), VI.1 (Imposition des sociétés versant des dividendes sur des actions privilégiées imposables) et XIII.1 (Impôt supplémentaire des banques étrangères autorisées) qu'elles doivent payer pour l'année d'imposition en cours ou pour l'année précédente s'élève à plus de 3 000 \$, avant la déduction des crédits d'impôt remboursables de l'année en cours. Toutefois, les sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) admissibles peuvent verser des acomptes provisionnels trimestriels, dans la mesure où certaines conditions sont satisfaites (voir la note 3).

Une nouvelle société n'est pas tenue de verser des acomptes provisionnels au cours de sa première année d'imposition.

Des règles spéciales s'appliquent au calcul des acomptes provisionnels en vertu de la Partie XII.1 (Impôt sur les revenus miniers et pétroliers tirés de biens restreints) et de la Partie XII.3 (Impôt sur le revenu de placement des assureurs sur la vie).

- 2) Si la clôture de l'exercice tombe le dernier jour du mois, les acomptes provisionnels doivent être versés au plus tard le dernier jour de chaque mois ou de chaque trimestre. Sinon, le premier versement est exigible dans un délai de un mois / trimestre moins un jour à partir du premier jour de l'année d'imposition de la société, et les versements suivants sont exigibles le même jour de chacun des mois / trimestres suivants.

Par exemple, si l'année d'imposition d'une société se termine le 9 octobre 2020, elle doit verser ses acomptes provisionnels pour l'année d'imposition 2021 le neuvième jour de chaque mois (p. ex., le 9 novembre, le 9 décembre, etc.). Si la société est une SPCC admissible (voir la note 3), les paiements doivent être versés le neuvième jour de chaque trimestre (p.ex., le 9 janvier, le 9 avril, etc.).

Si la date d'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le versement est exigible le prochain jour ouvrable. Les sociétés ne sont pas tenues de séparer ni d'identifier le type d'impôt versé (c.-à-d. l'impôt des parties I, VI, VI.1 ou XIII.1), étant donné que tous les paiements sont inclus dans un seul compte.

Un dernier paiement d'impôt, fondé sur le montant estimatif du solde de l'impôt exigible pour l'année, est requis dans les deux mois suivant la fin de l'année d'imposition (communément appelé la date d'exigibilité du solde). Certaines SPCC ont trois mois pour effectuer leur dernier paiement d'impôt (voir le tableau « Dates limites pour versement et production »).

Le receveur général ou une institution financière canadienne devra avoir reçu tous les acomptes provisionnels et paiements au plus tard à la date d'échéance. Les paiements ne sont pas considérés comme reçus à la date du cachet de la poste de première classe.

Les paiements électroniques peuvent être faits en ligne (au www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/faire-paiement-a-agence-revenu-canada.html). Les intérêts sur les acomptes provisionnels en retard ou insuffisants sont imputés au taux prescrit (voir le tableau « Taux d'intérêt prescrits »).

Il incombe aux sociétés de déterminer le montant des acomptes provisionnels à verser. L'Agence du Revenu du Canada détermine les versements d'acomptes provisionnels des sociétés seulement lorsque leurs déclarations de revenus ont fait l'objet d'une cotisation.

- 3) Les SPCC admissibles peuvent verser des acomptes provisionnels trimestriels si elles satisfont aux conditions suivantes :
- leur revenu imposable (combiné avec celui de leurs sociétés associées) pour l'année en cours ou pour l'année précédente n'excède pas 500 000 \$;
 - elles ont demandé la déduction accordée aux petites entreprises pour l'année en cours ou pour l'année précédente;
 - leur capital imposable (combiné avec celui de leurs sociétés associées) qui est utilisé au Canada n'excède pas 10 millions de dollars pour l'année en cours ou pour l'année précédente; et
 - elles se sont généralement conformées, au cours des 12 derniers mois, à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, à la *Loi sur l'assurance-emploi*, au Régime de pensions du Canada et à la partie de la *Loi sur la taxe d'accise* qui concerne la TPS/TVH.

Notes (suite)

- 4) Les sociétés (autres que les SPCC admissibles) doivent calculer et verser des acomptes provisionnels mensuels pour l'impôt des parties I, VI, VI.1 et XIII.1 selon l'une des trois méthodes suivantes :
- méthode de l'année en cours – 1/12 du montant estimatif de l'impôt exigible pour l'année en cours;
 - méthode de l'année précédente – 1/12 du montant de l'impôt exigible pour l'année précédente (première base des acomptes provisionnels); ou
 - méthode de l'avant-dernière année – 1/12 du montant de l'impôt exigible pour l'avant-dernière année d'imposition (deuxième base des acomptes provisionnels) pour les deux premiers mois plus, pour les 10 mois suivants, 1/10 de la différence entre la première base des acomptes provisionnels et le total des deux premiers versements.

Pour chacune des trois méthodes, une société doit également inclure l'impôt à payer dans les provinces et/ou dans les territoires qui s'appliquent, à l'exception de l'Alberta et du Québec (voir le tableau « Acomptes provisionnels de l'impôt provincial sur le revenu et sur le capital »). Aux fins du calcul du montant des acomptes provisionnels, les versements au niveau fédéral doivent également comprendre l'impôt sur le revenu et l'impôt minimum des sociétés de l'Ontario (voir le tableau « Coup d'œil sur l'impôt minimum des sociétés de l'Ontario »).

Un rajustement spécial doit être apporté à la base des acomptes provisionnels dans les cas où au moins une des deux années d'imposition précédentes est un exercice court.

- 5) Les SPCC admissibles (voir la note 3) devront calculer leurs acomptes provisionnels trimestriels de l'impôt des parties I et VI.1 selon l'une des trois méthodes suivantes :
- méthode de l'année en cours – 1/4 du montant estimatif de l'impôt exigible pour l'année en cours;
 - méthode de l'année précédente – 1/4 du montant de l'impôt exigible pour l'année précédente (première base des acomptes provisionnels); ou
 - méthode de l'avant-dernière année – 1/4 du montant de l'impôt exigible pour l'avant-dernière année d'imposition (deuxième base des acomptes provisionnels) pour le premier acompte, et pour les trois autres versements, 1/3 de la différence entre la première base des acomptes provisionnels et le premier versement.

Pour obtenir des renseignements concernant le paiement des impôts provinciaux et/ou territoriaux, reportez-vous à la note 4.

Un rajustement spécial doit être apporté à la base des acomptes provisionnels dans les cas où au moins une des deux années d'imposition précédentes est un exercice court.

- 6) Les sociétés peuvent transférer les acomptes provisionnels qui ont déjà été versés à une année d'imposition différente. Des montants peuvent également être transférés à un autre compte de la société ou à celui d'une société liée. Cependant, un paiement ne peut être transféré une fois que l'année d'imposition a fait l'objet d'une cotisation. Pour le calcul des frais d'intérêts, les paiements transférés conserveront leur date de paiement initiale.

Acomptes provisionnels de l'impôt sur le revenu provincial et territorial¹

Type de société	Alberta		Québec	
	Seuil ²	Fréquence des versements	Seuil ²	Fréquence des versements
Société ordinaire	2 000 \$	Mensuels ³	3 000 \$	Mensuels ³
SPCC				
Admissible ^{5,6}	2 000	Exonération	3 000	Trimestriels ⁴
Autre	2 000	Mensuels ³	3 000	Mensuels ³

Notes

- 1) L'Alberta et le Québec sont les seules provinces qui perçoivent leur propre impôt sur le revenu des sociétés. Dans les autres provinces et territoires, les contribuables qui sont des sociétés versent leur impôt sur le revenu à l'Agence du Revenu du Canada en un seul paiement. Pour les provinces et territoires qui ne perçoivent pas leur propre impôt sur le revenu des sociétés, les acomptes provisionnels sont calculés selon la même formule que celle utilisée au fédéral (voir le tableau « Acomptes provisionnels de l'impôt sur le revenu fédéral »). Une nouvelle société n'est pas tenue de verser d'acomptes provisionnels au cours de sa première année d'imposition.
- 2) Une société n'est pas tenue de verser d'acomptes provisionnels si son impôt à payer pour l'année en cours ou pour l'année précédente n'excède pas le seuil déterminé.
- 3) Les acomptes provisionnels mensuels doivent être calculés selon l'une des trois méthodes suivantes :
 - méthode de l'année en cours – 1/12 du montant estimatif de l'impôt exigible pour l'année en cours;
 - méthode de l'année précédente – 1/12 du montant de l'impôt exigible pour l'année précédente (première base des acomptes provisionnels); ou
 - méthode de l'avant-dernière année – 1/12 du montant de l'impôt exigible pour l'avant-dernière année d'imposition (deuxième base des acomptes provisionnels) pour les deux premiers mois plus, pour les 10 mois suivants, 1/10 de la différence entre la première base des acomptes provisionnels et le total des deux premiers versements.

Notes (suite)

- 4) Les acomptes provisionnels trimestriels doivent être calculés selon l'une des trois méthodes suivantes :
- méthode de l'année en cours – 1/4 du montant estimatif de l'impôt exigible pour l'année en cours;
 - méthode de l'année précédente – 1/4 du montant de l'impôt exigible pour l'année précédente (première base des acomptes provisionnels); ou
 - méthode de l'avant-dernière année – 1/4 du montant de l'impôt exigible pour l'avant-dernière année d'imposition (deuxième base des acomptes provisionnels) pour le premier acompte, et pour les trois autres versements, 1/3 de la différence entre la première base des acomptes provisionnels et le premier versement.
- 5) Une société privée sous contrôle canadien (SPCC) admissible de l'Alberta peut être exonérée du versement d'acomptes provisionnels tout au long de l'année si elle répond à l'une des conditions suivantes :
- son revenu imposable pour l'année en cours n'excède pas 500 000 \$ et elle a demandé la déduction accordée aux petites entreprises de l'Alberta pour l'année en cours; ou
 - son revenu imposable pour l'année précédente n'excédait pas 500 000 \$ et elle a demandé la déduction accordée aux petites entreprises de l'Alberta pour l'année précédente.
- 6) Une SPCC admissible du Québec peut verser des acomptes provisionnels trimestriels si elle répond à toutes les conditions suivantes :
- son revenu imposable (combiné avec celui de ses sociétés associées) pour l'année en cours ou pour l'année précédente n'excède pas 500 000 \$;
 - elle a un revenu provenant d'une entreprise exploitée activement pendant l'année d'imposition en cours, ou elle a eu un tel revenu pendant l'année précédente;
 - son capital versé (combiné avec celui de ses sociétés associées) ne dépasse pas 10 millions de dollars pour l'année en cours ou pour l'année précédente; et
 - elle s'est acquittée de toutes ses obligations fiscales au cours des 12 derniers mois.

Dates limites de paiement et de production

	Date limite de production	Date limite de paiement
Fédéral Déclarations de revenus des sociétés ¹	Les déclarations doivent être produites dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier.	Le solde des impôts à payer est exigible dans les deux mois suivant la fin de l'exercice financier. Pour certaines SPCC, la date limite est portée à trois mois ² .
Alberta Déclarations de revenus des sociétés	Les déclarations doivent être produites (et reçues) dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier.	Le solde des impôts à payer est exigible dans les deux mois suivant la fin de l'exercice financier. Pour certaines SPCC, la date limite est portée à trois mois ³ .
Québec Déclarations de revenus des sociétés	Les déclarations doivent être produites dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier.	Le solde des impôts à payer est exigible dans les deux mois suivant la fin de l'exercice financier. La même date limite pour la taxe compensatoire ⁴ .
Déclarations de l'impôt sur le capital des autres provinces ⁵	Les déclarations doivent être produites dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier.	Le solde des impôts à payer est exigible dans les six mois suivant la fin de l'exercice.
Avis d'opposition fédéral ⁶	Le formulaire T400A ou une lettre doit être produit dans les 90 jours suivant la date à laquelle l'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation a été posté.	Les grandes sociétés doivent remettre la moitié du montant faisant l'objet du litige dans les 90 jours suivant la date à laquelle l'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation a été posté.
Avis d'opposition provincial ⁷	Le formulaire prescrit ou une lettre doit être produit dans les 90 jours suivant la date à laquelle l'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation a été posté.	Certaines provinces exigent le paiement anticipé du montant faisant l'objet du litige même si un avis d'opposition est produit.

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Dans l'ensemble des provinces et territoires (à l'exception de l'Alberta et du Québec), les dates limites de production des déclarations de revenus des sociétés et de paiement de l'impôt exigible sont les mêmes qu'au fédéral.
- 2) Aux fins de l'impôt fédéral, une société peut bénéficier de cette prorogation si elle est une société privée sous contrôle canadien (SPCC) tout au long de l'année, si son revenu imposable n'excède pas le plafond de revenu pour les petites entreprises (voir le tableau « Plafonds de revenu pour les petites entreprises pour 2021 et par la suite ») avec toutes les sociétés associées pour l'année précédente, et si elle demande la déduction accordée aux petites entreprises pour l'année courante ou l'année précédente.
- 3) Aux fins de l'impôt de l'Alberta, la société peut bénéficier de cette prorogation si elle est une SPCC tout au long de l'année et si, pour l'année courante ou l'année précédente, elle a demandé la déduction accordée aux petites entreprises de l'Alberta et si son revenu imposable n'excédait pas 500 000 \$. Les SPCC qui ont une charge fiscale de 2 000 \$ ou moins pour l'année courante ou pour l'année précédente peuvent également bénéficier de cette prorogation.
- 4) Les institutions financières désignées qui sont des sociétés doivent remplir le formulaire CO-1159.2 « Calcul de la taxe compensatoire des institutions financières » et le produire avec leur déclaration de revenus des sociétés.
- 5) Ces déclarations doivent être produites par la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. L'impôt supplémentaire spécial de l'Ontario des compagnies d'assurance-vie et l'impôt sur le capital des institutions financières de Terre-Neuve-et-Labrador sont inclus dans la déclaration de revenus fédérale. La taxe sur le capital des sociétés d'assurance et la taxe sur le capital des assureurs sur la vie du Québec sont incluses dans la déclaration de revenus de la province.
- 6) Les sociétés peuvent déposer un avis d'opposition au moyen du formulaire T400A, *Avis d'opposition – Loi de l'impôt sur le revenu*, envoyer une lettre signée, ou aller sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada et sélectionner l'option « Enregistrer mon avis de différend officiel ». Les faits et les raisons motivant l'avis d'opposition doivent être clairement expliqués. L'opposition produite par une grande société doit également décrire raisonnablement chaque point litigieux, préciser le redressement demandé, détailler le montant de la modification de tout solde et exposer les motifs et les faits sur lesquels se fonde la société pour chaque point en litige. Une société est considérée comme une grande société si le total du capital imposable qu'elle et ses sociétés liées utilisent au Canada, à la fin de l'année d'imposition, excède 10 millions de dollars.
- 7) Certaines provinces exigent que l'avis soit produit au moyen d'un formulaire prescrit, tandis que d'autres accepteront qu'il soit produit par voie de lettre exposant tous les faits et raisons pertinents. La plupart des provinces suivent les règles du fédéral en ce qui concerne les grandes sociétés.

La Tax and Revenue Administration de l'Alberta doit recevoir l'avis d'opposition concernant la province dans un délai de 90 jours. En Alberta, les « grandes sociétés » (selon la définition du fédéral) doivent produire le formulaire AT97, *Notice of Objection*, dans le cas de toutes les oppositions (y compris les opposition parallèles à celles du fédéral). Une grande société doit raisonnablement décrire chaque point litigieux, préciser le redressement demandé, détailler le montant de la modification de tout solde et exposer les motifs et les faits sur lesquels se fonde la société pour chaque point en litige. Lorsque les oppositions qui concernent le fédéral et l'Alberta portent sur la même question, les sociétés qui ne sont pas considérées comme des « grandes sociétés » peuvent ne produire qu'une copie de l'avis d'opposition fédérale auprès de la Tax and Revenue Administration de l'Alberta, dans la mesure où elle inclut tous les renseignements requis dans le formulaire AT97. Des pièces justificatives doivent être fournies dans tous les cas.

Au Québec, le formulaire MR-93.1.1, *Avis d'opposition*, doit être produit dans le cas de toutes les oppositions, y compris les opposition parallèles à celles du fédéral. La société doit préciser dans le formulaire MR-93.1.1 les motifs de l'opposition et tous les faits pertinents. Les grandes sociétés doivent également décrire les points en litige ainsi qu'une estimation du montant contesté pour chaque point en litige. Des pièces justificatives doivent être fournies dans tous les cas.

Retenues à la source

Type d'auteur de versement	Seuils ¹	Échéance des versements ²
Trimestriel ³ Nouveaux petits employeurs Petits employeurs	< 1 000 \$ et dossier irréprochable < 3 000 \$ et dossier irréprochable	15 ^e jour du mois suivant la fin de chaque trimestre civil
Mensuel ⁴ Nouveaux employeurs et employeurs réguliers	< 25 000 \$	15 ^e jour du mois suivant
Bimensuel ⁵ Accélééré – Seuil 1	De 25 000 à 99 999,99 \$	25 ^e jour du même mois 10 ^e jour du mois suivant
Hebdomadaire ⁶ Accélééré – Seuil 2	100 000 \$ ou plus	3 ^e jour ouvrable suivant la fin de chaque période hebdomadaire

Notes

- 1) Les seuils sont généralement déterminés en fonction de la moyenne mensuelle des retenues à la source pour les cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC), les primes d'assurance-emploi et l'impôt sur le revenu des employés au cours de l'avant-dernière année civile. Des règles particulières s'appliquent aux petits employeurs et aux nouveaux petits employeurs (voir les notes 3 et 4). Les retenues à la source de toutes les sociétés associées sont combinées de façon à déterminer la fourchette dans laquelle se situent les montants des retenues mensuelles. Par exemple, si le montant des retenues est de 25 000 \$ ou plus, toutes les sociétés associées seront alors considérées comme des auteurs de versements accélérés.

L'Agence du revenu du Canada (ARC) considère qu'un employeur a un dossier irréprochable s'il s'est dûment acquitté de ses obligations et s'il a produit sa déclaration de TPS/TVH ou ses déclarations de renseignements T4 au cours des 12 derniers mois.

- 2) Si la date d'échéance du versement tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié reconnu par l'ARC, le versement est exigible le jour ouvrable suivant. L'ARC doit recevoir les versements au plus tard à la date limite. Tous les versements effectués après la date d'échéance sont assujettis à une pénalité calculée en fonction de taux progressifs.
- 3) Les nouveaux petits employeurs qui verseront des salaires pour la première fois ont la possibilité de faire des versements sur une base trimestrielle plutôt que mensuelle, pour la première année, si le montant de leurs retenues à la source mensuelles est inférieur à 1 000 \$ et si leur dossier est irréprochable (voir la note 1). Lorsque les retenues mensuelles obligatoires de l'employeur deviennent supérieures à 1 000 \$, l'ARC catégorisera l'employeur à titre d'auteur de versements hebdomadaires, bimensuels, mensuels ou trimestriels conformément aux règles en vigueur.

Les petits employeurs qui ont un compte de retenues sur la paie depuis au moins un an peuvent faire des versements trimestriels au titre des retenues à la source si la moyenne mensuelle de leurs retenues à la source est inférieure à 3 000 \$ pour la première ou la deuxième année civile précédente, et si leur dossier est irréprochable (voir la note 1).

Les périodes de versements trimestriels se terminent les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. Les versements peuvent être effectués soit par voie électronique, soit auprès d'une institution financière canadienne, soit par la poste.

- 4) Les nouveaux employeurs (à l'exclusion des nouveaux petits employeurs) ou les employeurs dont la moyenne mensuelle des retenues à la source est inférieure à 25 000 \$ pour l'avant-dernière année civile peuvent effectuer leurs versements soit par voie électronique, soit auprès d'une institution financière canadienne, soit par la poste.

Notes (suite)

- 5) Les employeurs dont la moyenne mensuelle des retenues à la source varient de 25 000 à 99 999,99 \$ pour l'avant-dernière année civile doivent verser leurs retenues à la source selon la méthode suivante :
- pour les salaires versés au cours des 15 premiers jours du mois, les versements doivent être reçus le 25^e jour du même mois;
 - pour les salaires versés pendant le reste du mois, les versements doivent être reçus le 10^e jour du mois suivant.

Les auteurs de versements de seuil 1 peuvent effectuer leurs versements soit par voie électronique, soit auprès d'une institution financière canadienne, soit par la poste.

- 6) Les employeurs dont la moyenne mensuelle des retenues à la source était de 100 000 \$ ou plus pour l'avant-dernière année civile doivent effectuer des versements quatre fois par mois. Les versements doivent être reçus au plus tard le troisième jour ouvrable suivant le dernier jour des périodes suivantes :
- du 1^{er} au 7^e jour du mois;
 - du 8^e au 14^e jour du mois;
 - du 15^e au 21^e jour du mois;
 - du 22^e jour au dernier jour du mois.

Les auteurs de versements de seuil 2 doivent verser leurs déductions à la source soit par voie électronique, soit à une institution financière canadienne. Les versements reçus par l'ARC au moins un jour entier avant la date d'échéance seront considérés comme ayant été effectués auprès d'une institution financière. Les versements effectués à la date d'échéance ailleurs que dans une institution financière pourraient entraîner une pénalité de 3 % du montant exigible.

Administration et politiques en matière d'impôt sur le revenu

3

Administration et politiques en matière d'impôt sur le revenu

Taux d'intérêt prescrits – 2020¹

	Janv. à mars (T1)	Avr. à juin (T2)	Juill. à sept. (T3)	Oct. à déc. (T4)
--	----------------------	---------------------	------------------------	---------------------

Fédéral²

Taux de base	2,0 %	2,0 %	1,0 %	1,0 %
Impôts en souffrance	6,0	6,0	5,0	5,0
Remboursements d'impôt – Sociétés	2,0	2,0	1,0	1,0
Remboursements d'impôt – Autres contribuables	4,0	4,0	3,0	3,0

Alberta³

Impôts en souffrance	5,5	5,5	4,5	4,5
Remboursements d'impôt	1,0	1,0	0,5	0,5

Québec⁴

Impôts en souffrance	7,0	7,0	6,0	5,0
Remboursements d'impôt	1,7	1,7	1,4	1,4

Notes

- 1) Les taux indiqués dans le tableau ne s'appliquent pas aux paiements d'impôt sur le capital insuffisants ni aux paiements d'impôt sur le capital excédentaires. Pour connaître les taux d'intérêt prescrits qui s'appliquent à l'impôt sur le capital en souffrance et aux remboursements d'impôt sur le capital, consultez les tableaux intitulés « Taux d'intérêt prescrits – Impôt sur le capital ».
- 2) Le taux fédéral de base s'applique aux avantages imposables des employés et des actionnaires, aux prêts à faible taux d'intérêt et autres opérations entre parties liées. Le taux pour les impôts en souffrance s'applique à tous les impôts en souffrance, aux pénalités, aux versements d'acomptes provisionnels insuffisants, aux sommes impayées au titre de l'impôt retenu sur le salaire des employés, de même qu'aux cotisations au Régime de pensions du Canada et aux primes d'assurance-emploi impayées.

Toutes les provinces hormis l'Alberta et le Québec utilisent les taux d'intérêt du fédéral pour les remboursements d'impôt et les impôts en souffrance des sociétés. Toutes les provinces autres que le Québec utilisent les taux d'intérêt du fédéral pour les remboursements d'impôt et les impôts en souffrance des particuliers.

Les intérêts imputés aux impôts en souffrance ne peuvent être déduits aux fins du calcul du revenu imposable. Les intérêts reçus sur les remboursements d'impôt doivent être inclus dans le revenu imposable de l'année au cours de laquelle ils sont reçus. Pour toute période au cours de laquelle les intérêts sont calculés à la fois sur les remboursements d'impôt et les impôts en souffrance, les deux montants peuvent se compenser l'un l'autre. L'intérêt ne sera payable que sur le solde net dû, le taux étant fonction du fait qu'il y ait soit un paiement net en trop, soit un paiement net insuffisant.

Taux d'intérêt prescrits – 2021¹

	Janv. à mars (T1)	Avr. à juin (T2)	Juill. à sept. (T3)	Oct. à déc. (T4)
Fédéral²				
Taux de base	1,0 %	1,0 %	1,0 %	AC
Impôts en souffrance	5,0	5,0	5,0	AC
Remboursements d'impôt – Sociétés	1,0	1,0	1,0	AC
Remboursements d'impôt – Autres contribuables	3,0	3,0	3,0	AC
Alberta³				
Impôts en souffrance	4,5	4,5	4,5	AC
Remboursements d'impôt	0,5	0,5	0,5	AC
Québec⁴				
Impôts en souffrance	5,0	5,0	AC	AC
Remboursements d'impôt	1,0	1,0	AC	AC

AC = À communiquer

Notes (suite)

- 3) Les taux indiqués pour l'Alberta dans le tableau s'appliquent à l'impôt sur le revenu des sociétés.
- 4) Les taux indiqués pour le Québec dans le tableau s'appliquent à l'impôt des particuliers ainsi qu'à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur le capital des sociétés. Le gouvernement du Québec perçoit également des intérêts additionnels de 10 % par année sur les acomptes provisionnels insuffisants si moins de 75 % du montant exigé (90 % dans le cas des sociétés) est versé.

Taux d'intérêt prescrits – Impôt sur le capital – 2020¹

	Janv. à mars (T1)	Avr. à juin (T2)	Juill. à sept. (T3)	Oct. à déc. (T4)
Saskatchewan				
Impôts en souffrance	6,95	6,95	5,45	5,45
Remboursements d'impôt	3,95	3,95	2,45	2,45
Manitoba²				
Impôts en souffrance	8,95	8,95	7,45	7,45
Remboursements d'impôt	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Ontario³				
Impôts en souffrance	6,0	6,0	5,0	5,0
Remboursements d'impôt	2,0	2,0	1,0	1,0
Québec⁴				
Impôts en souffrance	7,0	7,0	6,0	5,0
Remboursements d'impôt	1,7	1,7	1,4	1,4
Nouveau-Brunswick²				
Impôts en souffrance	0,7591 % par mois	0,7591 % par mois	0,7591 % par mois	0,7591 % par mois
Remboursements d'impôt	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Nouvelle-Écosse²				
Impôts en souffrance	6,0	6,0	5,0	5,0
Remboursements d'impôt	2,0	2,0	1,0	1,0
Île-du-Prince-Édouard⁵				
Impôts en souffrance	1,5 % par mois	1,5 % par mois	1,5 % par mois	1,5 % par mois
Remboursements d'impôt	1,5 % par mois	1,5 % par mois	1,5 % par mois	1,5 % par mois
Terre-Neuve-et-Labrador				
Impôts en souffrance	6,0	6,0	5,0	5,0
Remboursements d'impôt	2,0	2,0	1,0	1,0

Voir les notes aux pages suivantes.

Taux d'intérêt prescrits – Impôt sur le capital – 2021¹

	Janv. à mars (T1)	Avr. à juin (T2)	Juill. à sept. (T3)	Oct. à déc. (T4)
Saskatchewan				
Impôts en souffrance	5,45	5,45	AC	AC
Remboursements d'impôt	2,45	2,45	AC	AC
Manitoba²				
Impôts en souffrance	6,45	6,45	AC	AC
Remboursements d'impôt	s. o.	s. o.	AC	AC
Ontario³				
Impôts en souffrance	5,0	5,0	AC	AC
Remboursements d'impôt	1,0	1,0	AC	AC
Québec⁴				
Impôts en souffrance	5,0	5,0	AC	AC
Remboursements d'impôt	1,0	1,0	AC	AC
Nouveau-Brunswick²				
Impôts en souffrance	0,7591 % par mois	0,7591 % par mois	AC	AC
Remboursements d'impôt	s. o.	s. o.	AC	AC
Nouvelle-Écosse²				
Impôts en souffrance	5,0	5,0	AC	AC
Remboursements d'impôt	1,0	1,0	AC	AC
Île-du-Prince-Édouard⁵				
Impôts en souffrance	1,5 % par mois	1,5 % par mois	AC	AC
Remboursements d'impôt	1,5 % par mois	1,5 % par mois	AC	AC
Terre-Neuve-et-Labrador				
Impôts en souffrance	5,0	5,0	AC	AC
Remboursements d'impôt	1,0	1,0	AC	AC

Voir les notes à la page suivante.

AC = à communiquer

Notes

- 1) Les taux indiqués dans le tableau s'appliquent à la fois aux paiements d'impôt sur le capital qui sont insuffisants et à ceux qui sont excédentaires. Seules les institutions financières sont assujetties à l'impôt sur le capital (voir le tableau « Taux de l'impôt sur le capital – Institutions financières »). Pour connaître les taux d'intérêt prescrits qui s'appliquent aux impôts en souffrance et aux remboursements d'impôt des particuliers et des sociétés, de même qu'aux avantages imposables des actionnaires et des employés, aux prêts à faible taux d'intérêt et aux autres opérations entre parties liées, consultez le tableau intitulé « Taux d'intérêt prescrits ».
- 2) Le Manitoba et le Nouveau-Brunswick ne versent pas d'intérêts créditeurs sur les paiements excédentaires d'impôt sur le capital.
- 3) Le gouvernement fédéral administre l'impôt sur le capital de l'Ontario; par conséquent, les intérêts sur les paiements insuffisants ou excédentaires d'impôt sur le capital de l'Ontario sont calculés d'après les taux prescrits du fédéral.
- 4) Le Québec perçoit également auprès des sociétés des intérêts additionnels de 10 % par année sur les acomptes provisionnels insuffisants si moins de 90 % du montant exigé est versé.
- 5) L'Île-du-Prince-Édouard verse des intérêts créditeurs sur les remboursements seulement si ces derniers résultent d'un appel ou d'une opposition.

Taux d’intérêt prescrits – Règles relatives à la location

	2019	2020	2021
Janvier	3,39 %	2,57 %	2,06 %
Février	3,12	2,67	2,13
Mars	3,11	2,42	2,32
Avril	3,10	2,32	2,77
Mai	2,76	2,25	2,90
Juin	2,90	1,99	2,96
Juillet	2,75	1,92	AC
Août	2,70	1,95	AC
Septembre	2,67	1,86	AC
Octobre	2,34	2,01	AC
Novembre	2,54	1,99	AC
Décembre	2,60	2,01	AC

AC = à communiquer

Note

- Aux termes du règlement 4302, l’Agence du revenu du Canada (ARC) a établi des taux d’intérêt prescrits servant à déterminer et à restreindre tant le montant de la déduction pour amortissement qu’un bailleur peut demander à l’égard de biens de location déterminés que la portion intérêt des paiements d’un preneur. Le taux d’intérêt à ces fins, applicable pour un mois donné, est de un point de pourcentage supérieur au taux moyen à long terme des obligations du gouvernement du Canada en circulation le dernier mercredi du mois antérieur au mois précédent.

Principales autres dates limites de production – Fédéral

Type de déclaration	Date limite de production ¹
Déclarations de renseignements des contribuables (T4, T4A, T4A-NR, T5)	<p>Au plus tard le dernier jour du mois de février qui suit l'année civile à laquelle les déclarations de renseignements s'appliquent.</p> <p>Si l'entreprise ou les activités ont été abandonnées, au plus tard 30 jours après l'abandon.</p>
Déclaration de renseignements et de revenus des fiducies ² (T3), y compris les feuillets et les sommaires connexes	<p>Dans les 90 jours suivant la fin de l'année d'imposition de la fiducie.</p> <p>90 jours après la liquidation ou l'abandon des activités d'une succession assujettie à l'imposition à taux progressifs.</p>
État des revenus d'une société de personnes ³ (T5013), y compris les annexes qui s'y rattachent	<p>Lorsque tous les membres sont des sociétés, au plus tard cinq mois après la fin de l'exercice de la société de personnes.</p> <p>Lorsque tous les membres sont des particuliers (y compris les fiducies), au plus tard le 31 mars de l'année civile suivant l'année au cours de laquelle l'exercice de la société de personnes a pris fin.</p> <p>Dans tous les autres cas, la première de ces deux dates.</p> <p>Si l'entreprise ou les activités de la société de personnes ont été abandonnées, 90 jours après l'abandon ou à la date à laquelle la société de personnes aurait autrement dû produire sa déclaration, selon la première de ces deux dates.</p>
Déclaration de renseignements des organismes sans but lucratif (T1044)	<p>Dans les six mois suivant la fin de l'exercice de l'organisme sans but lucratif.</p>
Déclaration de renseignements sur un abri fiscal (T5003)	<p>Au plus tard le dernier jour de février de l'année suivant celle au cours de laquelle tout intérêt dans des abris fiscaux a été vendu par le promoteur à l'investisseur.</p> <p>Si l'entreprise ou les activités de l'abri fiscal ont été abandonnées, au plus tard à la date susmentionnée ou 30 jours après l'abandon des activités, selon la première de ces éventualités.</p>
Déclaration de renseignements sur les opérations à déclarer (RC312) ⁴	<p>Au plus tard le 30 juin de l'année civile suivant celle où l'opération est devenue pour la première fois une opération à déclarer.</p>
Déclaration de renseignements NR4 – État des sommes payées ou créditées à des non-résidents du Canada	<p>Au plus tard le 31 mars, ou dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice de la succession ou de la fiducie.</p> <p>Si l'entreprise ou les activités ont été abandonnées, au plus tard 30 jours après l'abandon.</p>

Voir les notes aux pages suivantes.

Type de déclaration	Date limite de production
T1159 – Déclaration de revenus pour le choix prévu à l'article 216	<p>Si le formulaire NR6, <i>Engagement à produire une déclaration de revenus par un non-résident touchant un loyer de biens immeubles ou réel ou une redevance forestière</i>, a été produit et approuvé, au plus tard le 30 juin de l'année civile suivant cette année.</p> <p>Si le contribuable non résident a vendu le bien de location pendant l'année à l'égard de laquelle la déduction pour amortissement (DPA) avait précédemment été demandée, et si la récupération de la DPA est incluse au cours de cette année, au plus tard le 30 avril de l'année civile suivant cette année (sans égard à la production du formulaire NR6).</p> <p>Dans tout autre cas, dans les deux ans qui suivent la fin de l'exercice du contribuable non résident.</p>
T106 – Déclaration de renseignements sur des opérations avec lien de dépendance effectuées avec des non-résidents	<p>Même date d'échéance de production que celle de la déclaration de revenus du contribuable.</p> <p>Dans le cas d'une société de personnes, même date d'échéance de production que celle de la déclaration de renseignements des sociétés de personnes.</p>
Annexe 91 – Renseignements concernant les demandes d'exonération selon une convention fiscale	Même date d'échéance de production que celle de la déclaration de revenus du contribuable.
Annexe 97 – Renseignements supplémentaires sur les sociétés non résidentes au Canada	Même date d'échéance de production que celle de la déclaration de revenus du contribuable.
T1134 – Déclaration de renseignements sur les sociétés étrangères affiliées contrôlées et non contrôlées	Dans les 12 mois suivant la fin de l'année d'imposition du contribuable ⁵ .
T1135 – Bilan de vérification du revenu étranger	<p>Même date d'échéance de production que celle de la déclaration de revenus du contribuable.</p> <p>Dans le cas d'une société de personnes, même date d'échéance de production que celle de la déclaration de renseignements des sociétés de personnes.</p>
T1141 – Déclaration de renseignements sur les apports aux fiducies non-résidentes, les arrangements ou les entités	Même date d'échéance de production que celle de la déclaration de revenus du contribuable.
T1142 – Déclaration de renseignements sur les distributions effectuées par une fiducie non-résidente et sur les dettes envers celle-ci	<p>Même date d'échéance de production que celle de la déclaration de revenus du contribuable.</p> <p>Dans le cas d'une société de personnes, même date d'échéance de production que celle de la déclaration de renseignements des sociétés de personnes.</p>
RC4649 – Déclaration – Pays par pays	Dans les 12 mois suivant la fin de l'année.

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) En règle générale, les dates limites de production qui tombent un samedi, un dimanche ou un jour férié sont reportées au jour ouvrable suivant.
- 2) L'année d'imposition des fiducies non testamentaires se termine le 31 décembre, sauf dans le cas d'une fiducie de fonds commun de placement qui choisit le 15 décembre comme date de fin d'année. L'année d'imposition d'une fiducie testamentaire se termine le 31 décembre, sauf dans le cas d'une succession assujettie à l'imposition à taux progressifs. L'année d'imposition d'une succession assujettie à l'imposition à taux progressifs doit se situer dans les douze mois qui suivent la date du décès du particulier.

Les fiducies ouvertes sont également tenues de présenter certains renseignements sur le formulaire prescrit dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition ou, si la fiducie ouverte est une fiducie de placement ouverte à tout moment au cours de l'année d'imposition, dans les 67 jours suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle l'année d'imposition prend fin.

Le budget fédéral de 2018 a proposé d'exiger de certaines fiducies qu'elles déclarent des renseignements supplémentaires sur une base annuelle, notamment l'identité de tous les fiduciaires, bénéficiaires et constituants de la fiducie, ainsi que l'identité de chaque personne qui possède la capacité d'exercer un contrôle sur les décisions du fiduciaire concernant l'affectation du revenu ou des capitaux de la fiducie. Ces nouvelles exigences proposées en matière de déclaration s'appliqueront aux déclarations qui doivent être produites pour les années d'imposition qui se termineront après le 30 décembre 2021.

- 3) Les associés d'une société de personnes qui, à tout moment au cours de l'exercice, est une société de personnes ouverte, sont également tenus de présenter, dans le formulaire prescrit, certains renseignements dans les 60 jours suivant la fin de l'année civile dans laquelle l'exercice prend fin ou dans les quatre mois suivant la fin de l'exercice, selon la première de ces deux dates ou, si la société de personnes est une société de personnes de placement ouverte à tout moment au cours de l'exercice, dans les 67 jours suivant la fin de l'année civile dans laquelle l'exercice prend fin.

Notes (suite)

- 4) Le budget fédéral de 2021 annonce la tenue d'une consultation à l'égard de certaines propositions en vue d'améliorer les règles canadiennes de divulgation obligatoire visant à mettre en œuvre les recommandations de l'Action 12 du plan d'action BEPS.

Opérations à déclarer et opérations à signaler – Le budget propose d'apporter des modifications aux règles existantes sur les opérations à déclarer de façon à ce qu'un seul marqueur général soit présent pour qu'une opération doive être déclarée (contrairement aux règles actuelles, qui exigent la présence de deux des trois marqueurs généraux). De plus, le budget modifie la définition d'« opération d'évitement » aux fins de ces règles afin d'y inclure une opération pour laquelle il est raisonnable de conclure que l'un des principaux objectifs de l'opération est l'obtention d'un avantage fiscal. Le budget propose également une catégorie de marqueurs spécifiques appelés « opérations à signaler » qui comprendrait à la fois les opérations que l'ARC a considérées comme abusives ainsi que celles déterminées comme des opérations dignes d'intérêt.

Traitements fiscaux incertains – Le budget propose la mise en œuvre au Canada d'un régime de situations fiscales incertaines qui exigerait que des sociétés contribuable déterminées déclarent des traitements fiscaux incertains particuliers à l'ARC.

Période de nouvelle cotisation – Le budget propose que, lorsqu'un contribuable a une obligation déclarative relativement à une opération pertinente par rapport à sa déclaration de revenus pour une année d'imposition, la période normale de nouvelle cotisation ne commencera, relativement à l'opération, qu'au moment où le contribuable s'est conformé à l'obligation déclarative.

Le gouvernement fédéral a l'intention de publier des propositions législatives concernant ces mesures proposées ainsi que des renseignements supplémentaires, et il invite les parties prenantes à lui faire part de leurs commentaires d'ici le 3 septembre 2021.

Les contribuables qui résident ou exercent des activités au Québec doivent divulguer des informations au sujet des quatre types d'opérations désignées (si elles sont effectuées d'une certaine façon) : évitement de l'aliénation réputée d'un bien d'une fiducie, paiement vers un pays non conventionné, multiplication de la déduction pour gain en capital et commerce d'attributs fiscaux. Les contribuables qui ont effectué l'une ou l'autre de ces opérations doivent remplir et produire le formulaire TP-1079.D1, *Divulgation obligatoire ou préventive d'une planification fiscale*, au plus tard le 15 juillet 2021 ou dans les 60 jours suivant la date à laquelle survient l'obligation de divulgation.

- 5) Le délai accordé pour la production du formulaire T1134 est maintenant de 12 mois (plutôt que 15 mois) à compter de la fin de l'année d'imposition du contribuable déclarant pour les années d'imposition ouvertes en 2020, et il s'établira à 10 mois à compter de la fin de l'année d'imposition du contribuable déclarant pour les années d'imposition ouvertes après 2020.

Principales dispositions relatives aux pénalités et infractions au niveau fédéral

Description	Pénalité / Infraction
Défaut et défaut répété de produire une déclaration de revenus	<p>Première infraction – 5 % de l'impôt impayé plus 1 % de cet impôt impayé par mois entier jusqu'à concurrence de 12 mois, tant qu'il y a défaut.</p> <p>Seconde infraction – 10 % de l'impôt impayé plus 2 % de cet impôt impayé par mois entier jusqu'à concurrence de 20 mois, tant qu'il y a défaut¹.</p>
Défaut de produire une déclaration ou inobservation de certaines dispositions de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	Sur déclaration sommaire de culpabilité, amende allant de 1 000 à 25 000 \$, emprisonnement maximal de 12 mois, ou les deux.
Défaut de produire certaines déclarations de renseignements	100 ou 25 \$ par jour jusqu'à concurrence de 100 jours, selon le plus élevé des deux ² .
Défaut de produire des déclarations de renseignements étrangers	<p>Jusqu'à concurrence de 24 mois – 500 \$³ par mois moins toute pénalité imposée pour défaut de produire une déclaration de renseignements, tel qu'il est indiqué ci-dessus.</p> <p>Plus de 24 mois – pénalité supplémentaire de 5 % du montant de certains biens moins toute pénalité imposée ci-dessus ou pour défaut de produire une déclaration de renseignements.</p>
Défaut de fournir des renseignements sur les formulaires prescrits	100 \$ pour chaque infraction, y compris le défaut de fournir un numéro d'assurance sociale ⁴ .
Défaut de produire une déclaration de manière appropriée	Dans le cas d'un particulier, 25 \$ pour chaque défaut; dans le cas d'une société, 100 \$ pour chaque défaut ⁵ .
Défaut de déclarer des revenus dans l'année et au cours de l'une ou l'autre des trois années précédentes	10 % du montant non déclaré ou 50 % de la différence entre l'impôt exigible sur le revenu non déclaré et tout impôt payé relativement au revenu non déclaré, selon le moins élevé des deux ⁶ .
Faux énoncés ou omissions	100 \$ ou 50 % de l'impôt à payer sur le revenu non déclaré, selon le plus élevé des deux.
Faux énoncés ou omissions – déclarations de renseignements sur les biens étrangers	24 000 \$ ou 5 % du montant de certains biens, selon le plus élevé des deux ⁷ .

Voir les notes aux pages suivantes.

Description	Pénalité / Infraction
Acomptes provisionnels tardifs ou insuffisants	50 % du montant par lequel les intérêts à payer sur les acomptes pour l'année excèdent le plus élevé de 1 000 \$ et de 25 % des intérêts à payer calculés comme si aucun acompte n'avait été versé.
Défaut de déduire ou de retenir de l'impôt	Première infraction – 10 % du montant non déduit ou non retenu ⁹ . Deuxième infraction – 20 % du montant non déduit ou non retenu ⁹ .
Faux renseignements sur la demande d'abri fiscal ou la vente d'abri fiscal avant l'émission d'un numéro d'identification	Le plus élevé de 500 \$ et de 25 % de la plus élevée des sommes suivantes : le coût total des abris fiscaux vendus avant la production de renseignements exacts ou l'émission d'un numéro d'identification, et le total des sommes dont la personne qui fait un placement dans l'abri fiscal pourrait faire don en vertu d'un arrangement de don (au sens de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>) avant la production de renseignements exacts ou l'émission d'un numéro d'identification.
Fournir sciemment un numéro d'identification d'abri fiscal inexact	Sur déclaration sommaire de culpabilité, amende de 100 à 200 % du coût de l'abri fiscal ou emprisonnement maximal de deux ans, ou les deux.
Évasion fiscale	Sur déclaration sommaire de culpabilité, amende de 50 à 200 % de l'impôt que l'accusé a tenté d'éluider, ou à la fois une amende et une peine d'emprisonnement maximale de deux ans. Par voie de mise en accusation, amende de 100 à 200 % de l'impôt que l'accusé a tenté d'éluider et emprisonnement maximal de cinq ans.
Participation d'un tiers à la fourniture d'information trompeuse	Le plus élevé de 1 000 \$ et de la pénalité imposée pour une déclaration trompeuse ou une omission, montant qui est plafonné à 100 000 \$ plus la rétribution du tiers.
Déclaration trompeuse de la part d'un tiers dans le cadre d'un arrangement de planification fiscale	Le plus élevé de 1 000 \$ et de 100 % du produit brut tiré de l'arrangement de planification ou d'évaluation.

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Cette pénalité ne s'applique que si le contribuable a été passible d'une pénalité de « première infraction » au cours des trois années d'imposition précédentes et si l'Agence du revenu du Canada (ARC) lui a demandé de produire une déclaration de revenus.
- 2) Dans le cas de la déclaration de renseignements d'une société de personnes, lorsqu'il y a déjà eu une pénalité pour « première infraction » au cours des trois années d'imposition précédentes et que l'ARC a demandé de produire la déclaration, une pénalité additionnelle de 100 \$ par associé est prélevée pour chaque mois ou mois partiel (jusqu'à concurrence de 24 mois) où le défaut s'applique.

En ce qui concerne la *Déclaration de renseignements et de revenus des fiducies*, le budget fédéral a proposé d'exiger de certaines fiducies qu'elles déclarent des renseignements supplémentaires sur une base annuelle (voir le tableau « Principales autres dates limites de production – Fédéral »). Si une fiducie omet de produire sa déclaration, sciemment ou dans des circonstances équivalant à faute lourde, une pénalité supplémentaire s'appliquera. La pénalité supplémentaire sera de 5 % de la juste valeur marchande maximale des biens détenus par la fiducie au cours de l'année, avec une pénalité minimale de 2 500 \$. Ces nouvelles exigences proposées en matière de déclaration et les pénalités connexes s'appliqueront aux déclarations qui doivent être produites pour les années d'imposition qui se terminent après le 30 décembre 2021.

Il existe également une pénalité pour défaut de produire une déclaration de renseignements sur un abri fiscal, laquelle équivaut à 25 % de la plus élevée des sommes suivantes : le coût total des abris fiscaux vendus avant que l'ARC n'ait signifié une mise en demeure de produire une déclaration, et le total des sommes dont la personne qui fait un placement dans l'abri fiscal pourrait faire don en vertu d'un arrangement de don (au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*).

- 3) Ces pénalités s'appliquent lorsqu'un contribuable omet en toute connaissance de cause, ou dans le cadre de circonstances prouvant qu'il y a eu négligence grave, de produire certaines déclarations de renseignements étrangers (soit les formulaires T106, T1134, T1135, T1141 et T1142, indiqués dans le tableau « Principales autres dates limites de production »).
- 4) Cette pénalité ne s'applique pas lorsqu'un effort raisonnable a été fait pour obtenir le renseignement manquant, ou lorsqu'une demande de numéro d'assurance sociale a été faite et que le numéro n'avait pas encore été attribué au moment de la production de la déclaration.

Notes (suite)

- 5) Cette pénalité s'applique aux préparateurs de déclarations de revenus qui sont rémunérés pour préparer plus de dix déclarations de revenus (pour des sociétés ou des particuliers) et qui omettent de produire ces déclarations de revenus par voie électronique auprès de l'ARC.
- 6) La pénalité pour omission répétée de déclarer un revenu s'applique si un contribuable a omis de déclarer un revenu d'au moins 500 \$ pour l'année et pour n'importe laquelle des trois années précédentes. Cette pénalité ne s'applique pas si la pénalité pour faux énoncés ou omissions a été appliquée.
- 7) Dans le cas des déclarations de renseignements T1142, la pénalité est de 2 500 \$ ou de 5 % du montant de certains biens, selon le plus élevé des deux. Dans le cas des déclarations de renseignements T106, la pénalité est de 24 000 \$ (voir le tableau « Principales autres dates limites de production »).
- 8) Les remises des retenues à la source en retard par les employeurs sont assujetties aux pénalités suivantes : une pénalité de 3 % s'appliquera aux remises ayant moins de quatre jours de retard, de 5 % aux remises ayant quatre ou cinq jours de retard, de 7 % aux remises ayant six ou sept jours de retard, et de 10 % aux remises ayant plus de sept jours de retard. Les remises des retenues à la source en retard par les employeurs sont également assujetties à une pénalité de 20 % pour « deuxième infraction » (voir la note 9 ci-dessous).
- 9) Une pénalité pour « deuxième infraction » est imposée lorsque le contribuable est déjà passible d'une pénalité pour « première infraction » au cours de la même année civile, et si l'infraction a été commise en toute connaissance de cause ou dans le cadre de circonstances prouvant qu'il y a eu négligence grave.

Principales dispositions relatives aux pénalités au niveau provincial/territorial

Province / Territoire	Description	Pénalité
Colombie-Britannique ¹	Aucune pénalité prescrite	
Alberta ²	Défaut de produire une déclaration	5 % du solde impayé plus 1 % de cet impôt impayé par mois entier jusqu'à concurrence de 12 mois, tant qu'il y a défaut.
	Acomptes provisionnels tardifs ou insuffisants	50 % du montant par lequel les intérêts à payer sur les acomptes pour l'année excèdent le plus élevé de 1 000 \$ et de 25 % des intérêts à payer calculés comme si aucun acompte n'avait été versé.
	Défaut de déclarer à l'Alberta les erreurs relatives aux déclarations dans les 90 jours suivant la découverte de l'erreur, ou défaut de déclarer à l'Alberta la réception d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation du fédéral ou des autres provinces dans les 90 jours suivant l'envoi postal	5 % de l'impôt supplémentaire à payer au 90 ^e jour plus 1 % par mois entier jusqu'à concurrence de 12 mois, tant qu'il y a défaut, plus perte du droit d'appel à l'égard d'une renonciation pour intérêts sur arriérés.
	Faux énoncés ou omissions, dans le cadre de circonstances équivalant à une négligence grave	Le plus élevé de 100 \$ et de 50 % de l'impôt à payer sur le revenu déclaré en moins.
Saskatchewan ¹	Défaut de produire une déclaration	Première infraction – amende pouvant aller jusqu'à 1 000 \$.
	Défaut de payer l'impôt lorsqu'il est exigible	Deuxième infraction ou infraction subséquente – amende pouvant aller jusqu'à 5 000 \$
	Faux énoncés ou omissions	et/ou une peine maximum de trois mois de prison. Amende additionnelle équivalant au montant d'impôt dû.
Manitoba ¹	Défaut de produire une déclaration	Jusqu'à 200 \$ par jour, tant qu'il y a défaut.
	Défaut de payer l'impôt lorsqu'il est exigible	10 % du montant impayé au moment où le paiement était exigible.

Voir les notes aux pages suivantes.

Province / Territoire	Description	Pénalité
Ontario ¹	Défaut et défaut répété de produire une déclaration	Même pénalité qu'au fédéral.
	Défaut de déclarer des revenus dans l'année et au cours de l'une ou l'autre des trois années précédentes	Même pénalité qu'au fédéral.
	Faux énoncés ou omissions	Même pénalité qu'au fédéral.
	Acomptes provisionnels tardifs ou insuffisants	Même pénalité qu'au fédéral.
Québec ³	Défaut de produire une déclaration	5 % de l'impôt impayé plus 1 % de cet impôt impayé par mois entier jusqu'à concurrence de 12 mois, tant qu'il y a défaut.
	Faux énoncés ou omissions	100 \$ ou 50 % de l'impôt à payer sur le revenu non déclaré, selon le plus élevé des deux.
	Acomptes provisionnels tardifs ou insuffisants	Un intérêt additionnel de 10 % par année s'applique aux montants impayés ⁴ .
Nouveau-Brunswick ¹	Défaut de produire une déclaration ou de payer l'impôt	10 \$ ou 10 % de l'impôt à payer, selon le plus élevé des deux.
Nouvelle-Écosse ¹	Défaut de produire une déclaration	Jusqu'à concurrence de 100 \$ par jour, tant qu'il y a défaut.
	Évasion fiscale	Jusqu'à concurrence de 50 % du montant d'impôt éludé.
	Faux énoncés ou énoncés trompeurs	1 000 \$ plus le double du montant d'impôt éludé, plus 1 000 \$ par jour, dans le cas d'une infraction continue.
Île-du-Prince-Édouard ¹	Défaut de produire une déclaration	Montant minimum de 100 \$ pour chaque déclaration non produite.
	Faux énoncés	Entre 250 et 5 000 \$.
	Défaut de payer l'impôt	5 % de l'impôt à payer (si le montant d'impôt à payer est inférieur à 5 000 \$), ou 250 \$ dans tous les autres cas.
Terre-Neuve-et-Labrador ^{1,5}	Aucune pénalité prescrite	
Yukon	Aucune pénalité prescrite	
Territoires du Nord-Ouest	Aucune pénalité prescrite	
Nunavut	Aucune pénalité prescrite	

Voir les notes à la page suivante.

Notes

1) Les pénalités indiquées dans le tableau s'appliquent à la législation provinciale de l'impôt sur le capital. Les pénalités relatives aux déclarations de revenus des particuliers et des sociétés ainsi qu'aux paiements qui sont les mêmes que ceux qui s'appliquent au palier fédéral sont énoncées ci-après (voir le tableau « Principales dispositions relatives aux pénalités et infractions au niveau fédéral ») :

- défaut et défaut répété de produire une déclaration;
- défaut de produire certaines déclarations de renseignements;
- défaut de fournir des renseignements sur les formulaires prescrits;
- défaut de déclarer des revenus durant l'année et au cours de l'une ou l'autre des trois années précédentes;
- faux énoncés ou omissions;
- acomptes provisionnels tardifs ou insuffisants.

La Colombie-Britannique et le Manitoba ont également institué des pénalités imposées à des tiers semblables à celles qui sont appliquées au palier fédéral.

- 2) Ces pénalités s'appliquent à la législation fiscale de l'Alberta en matière d'impôt sur le revenu des sociétés. Les pénalités imposées en vertu de la législation fiscale provinciale en matière d'impôt des particuliers sont les mêmes que celles qui s'appliquent au palier fédéral.
- 3) Ces pénalités s'appliquent à la législation fiscale du Québec en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi qu'en matière de taxe sur le capital. Le Québec a également institué des pénalités imposées à des tiers semblables à celles qui sont appliquées au palier fédéral.
- 4) Ces pénalités s'appliquent seulement si le paiement d'une société est inférieur à 90 % du montant dû, ou si le paiement d'un particulier est inférieur à 75 % du montant dû.
- 5) L'Agence du revenu du Canada administre l'impôt sur le capital des institutions financières de la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Pour connaître les pénalités applicables, voir le tableau « Principales dispositions relatives aux pénalités et infractions au niveau fédéral ».

International

4

International

Cours des devises – Moyenne mensuelle

	Dollar US	Livre sterling	Euro	Dollar australien
2020				
Janvier	1,3087	1,7106	1,4523	0,8968
Février	1,3286	1,7210	1,4494	0,8854
Mars	1,3953	1,7239	1,5417	0,8671
Avril	1,4058	1,7453	1,5276	0,8865
Mai	1,3970	1,7188	1,5236	0,9105
Juin	1,3550	1,6969	1,5257	0,9348
Juillet	1,3499	1,7135	1,5499	0,9502
Août	1,3222	1,7374	1,5646	0,9527
Septembre	1,3228	1,7126	1,5591	0,9558
Octobre	1,3215	1,7150	1,5553	0,9413
Novembre	1,3068	1,7262	1,5471	0,9512
Décembre	1,2808	1,7209	1,5586	0,9645
2021				
Janvier	1,2724	1,7352	1,5484	0,9826
Février	1,2699	1,7605	1,5356	0,9844
Mars	1,2574	1,7427	1,4962	0,9691
Avril	1,2496	1,7298	1,4963	0,9627

Notes

- L'euro est la devise utilisée dans les pays suivants : Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Chypre, Cité du Vatican, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Saint-Marin, Slovaquie et Slovénie.

	Yen japonais	Couronne norvégienne	Couronne suédoise	Franc suisse
2020				
Janvier	0,0120	0,1461	0,1376	1,3495
Février	0,0121	0,1429	0,1371	1,3610
Mars	0,0130	0,1367	0,1419	1,4555
Avril	0,0131	0,1348	0,1403	1,4484
Mai	0,0130	0,1385	0,1437	1,4411
Juin	0,0126	0,1422	0,1456	1,4240
Juillet	0,0127	0,1455	0,1498	1,4466
Août	0,0125	0,1480	0,1518	1,4534
Septembre	0,0125	0,1445	0,1495	1,4457
Octobre	0,0126	0,1422	0,1496	1,4484
Novembre	0,0125	0,1440	0,1512	1,4351
Décembre	0,0123	0,1471	0,1532	1,4417
2021				
Janvier	0,0123	0,1495	0,1534	1,4347
Février	0,0121	0,1492	0,1522	1,4140
Mars	0,0116	0,1476	0,1472	1,3522
Avril	0,0115	0,1490	0,1472	1,3566

Notes (suite)

- Ces données se trouvent sur le site Web de la Banque du Canada à l'adresse : www.bank-banque-canada.ca.

Cours des devises – Moyenne annuelle

	Dollar US	Livre sterling	Euro	Dollar australien
2000	1,4852	2,2499	1,3704	0,8633
2001	1,5484	2,2297	1,3868	0,8008
2002	1,5704	2,3582	1,4832	0,8535
2003	1,4015	2,2883	1,5826	0,9105
2004	1,3015	2,3842	1,6169	0,9582
2005	1,2116	2,2067	1,5090	0,9243
2006	1,1341	2,0886	1,4237	0,8543
2007	1,0748	2,1487	1,4691	0,8982
2008	1,0660	1,9617	1,5603	0,9002
2009	1,1420	1,7804	1,5855	0,8969
2010	1,0299	1,5918	1,3661	0,9470
2011	0,9891	1,5861	1,3767	1,0206
2012	0,9996	1,5840	1,2850	1,0353
2013	1,0299	1,6113	1,3681	0,9966
2014	1,1045	1,8190	1,4671	0,9963
2015	1,2787	1,9540	1,4182	0,9604
2016	1,3248	1,7962	1,4660	0,9852
2017	1,2986	1,6720	1,4650	0,9951
2018	1,2957	1,7299	1,5302	0,9687
2019	1,3269	1,6945	1,4856	0,9228
2020	1,3415	1,7199	1,5298	0,9247

Notes

- L'euro est la devise utilisée dans les pays suivants : Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Chypre, Cité du Vatican, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Saint-Marin, Slovaquie et Slovénie.

	Yen japonais	Couronne norvégienne	Couronne suédoise	Franc suisse
2000	0,0138	0,1689	0,1624	0,8793
2001	0,0128	0,1723	0,1500	0,9184
2002	0,0126	0,1977	0,1619	1,0112
2003	0,0121	0,1982	0,1735	1,0418
2004	0,0120	0,1931	0,1772	1,0473
2005	0,0110	0,1882	0,1628	0,9746
2006	0,0098	0,1769	0,1539	0,9050
2007	0,0091	0,1832	0,1589	0,8946
2008	0,0104	0,1900	0,1623	0,9840
2009	0,0122	0,1815	0,1493	1,0505
2010	0,0118	0,1706	0,1432	0,9896
2011	0,0124	0,1765	0,1525	1,1187
2012	0,0125	0,1718	0,1476	1,0662
2013	0,0106	0,1753	0,1581	1,1117
2014	0,0105	0,1757	0,1614	1,2078
2015	0,0106	0,1585	0,1516	1,3286
2016	0,0122	0,1578	0,1550	1,3450
2017	0,0116	0,1570	0,1520	1,3189
2018	0,0117	0,1594	0,1492	1,3246
2019	0,0122	0,1509	0,1404	1,3352
2020	0,0126	0,1427	0,1459	1,4294

Notes (suite)

- Ces données se trouvent sur le site Web de la Banque du Canada à l'adresse : www.bank-banque-canada.ca.

Taux des retenues d'impôt des non-résidents vivant dans les pays ayant conclu une convention fiscale avec le Canada¹

Pays ²	Intérêts ³	Dividendes ⁴	Redevances ⁵	Pensions / rentes ⁶
Afrique du Sud	10 %	5/15 %	6/10 %	25 %
Algérie	15	15	0/15	15/25
Allemagne	10	5/15	0/10	15/25
Argentine ⁷	12,5	10/15	3/5/10/15	15/25
Arménie	10	5/15	10	15/25
Australie	10	5/15	10	15/25
Autriche	10	5/15	0/10	25
Azerbaïdjan	10	10/15	5/10	25
Bangladesh	15	15	10	15/25
Barbade	15	15	0/10	15/25
Belgique ⁸	10	5/15	0/10	25
Brésil	15	15/25	15/25	25
Bulgarie ⁷	10	10/15	0/10	10/15/25
Cameroun	15	15	15	25
Chili ⁷	10	10/15	15	15/25
Chine, Rép. de	10	10/15	10	25
Chypre	15	15	0/10	15/25
Colombie ⁷	10	5/15	10	15/25
Corée, Rép. de	10	5/15	10	10/15/25
Côte-d'Ivoire	15	15	10	15/25
Croatie	10	5/15	10	10/15/25
Danemark	10	5/15	0/10	25
Égypte	15	15	15	25
Émirats arabes unis	10	5/15	0/10	25
Équateur ⁷	15	5/15	10/15	15/25

Voir les notes aux pages suivantes.

Pays ²	Intérêts ³	Dividendes ⁴	Redevances ⁵	Pensions / rentes ⁶
Espagne	10 %	5/15 %	0/10 %	15/25 %
Estonie ⁷	10	5/15	0/10	10/15/25
États-Unis ¹¹	0	5/15	0/10	15/25
Fédération de Russie	10	10/15	0/10	25
Finlande	10	5/15	0/10	15/20/25
France	10	5/15	0/10	25
Gabon	10	15	10	25
Grèce	10	5/15	0/10	15/25
Guyane	15	15	10	25
Hong Kong	10	5/15	10	25
Hongrie	10	5/15	0/10	10/15/25
Inde	15	15/25	10/15/20	25
Indonésie	10	10/15	10	15/25
Irlande	10	5/15	0/10	15/25
Islande	10	5/15	0/10	15/25
Israël	10	5/15	0/10	15/25
Italie	10	5/15	0/5/10	15/25
Jamaïque	15	15	10	15/25
Japon	10	5/15	10	25
Jordanie	10	10/15	10	25
Kazakhstan ⁷	10	5/15	10	15/25
Kenya	15	15/25	15	15/25
Kirghizistan ⁷	15	15	0/10	15/25
Koweït	10	5/15	10	15/25
Lettonie ⁷	10	5/15	10	10/15/25

Voir les notes aux pages suivantes.

Pays²	Intérêts³	Dividendes⁴	Redevances⁵	Pensions / rentes⁶
Liban ⁹	(10) %	(5/15)	(5/10) %	(15/25) %
Lituanie ⁷	10	5/15	10	10/15/25
Luxembourg	10	5/15	0/10	25
Madagascar ⁹	10	5/15	5/10	15/25
Malaisie	15	15	15	15/25
Malte	15	15	0/10	15/25
Maroc	15	15	5/10	25
Mexique	10	5/15	0/10	15/25
Moldavie	10	5/15	10	15/25
Mongolie	10	5/15	5/10	15/25
Namibie ⁹	(10)	(5/15)	(0/10)	(0/25)
Nigeria	12,5	12,5/15	12,5	25
Norvège	10	5/15	0/10	15/25
Nouvelle-Zélande	10	5/15	5/10	15/25
Oman	10	5/15	0/10	15/25
Ouzbékistan	10	5/15	5/10	25
Pakistan	15	15	0/15	25
Papouasie-N.-G.	10	15	10	15/25
Pays-Bas	10	5/15	0/10	15/25
Pérou ⁷	15	10/15	15	15/25
Philippines	15	15	10	25
Pologne	10	5/15	5/10	15/25
Portugal	10	10/15	10	15/25

Voir les notes aux pages suivantes.

Pays²	Intérêts³	Dividendes⁴	Redevances⁵	Pensions / rentes⁶
Rép. dominicaine	18 %	18 %	0/18 %	18/25 %
Rép. tchèque	10	5/15	10	15/25
Roumanie	10	5/15	5/10	15/25
Royaume-Uni ¹⁰	10	5/15	0/10	0/10/25
Sénégal	15	15	15	15/25
Serbie	10	5/15	10	15/25
Singapour	15	15	15	25
Slovaquie	10	5/15	0/10	15/25
Slovénie	10	5/15	10	10/15/25
Sri Lanka	15	15	0/10	15/25
Suède	10	5/15	0/10	25
Suisse	10	5/15	0/10	15/25
Taiwan	10	10/15	10	15/25
Tanzanie	15	20/25	20	15/25
Thaïlande	15	15	5/15	25
Trinité-et-Tobago	10	5/15	0/10	15/25
Tunisie	15	15	0/15/20	25
Turquie	15	15/20	10	15/25
Ukraine	10	5/15	0/10	25
Venezuela ⁷	10	10/15	5/10	25
Vietnam ⁷	10	5/10/15	7,5/10	15/25
Zambie	15	15	15	15/25
Zimbabwe	15	10/15	10	15/25

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Il y a lieu de consulter le libellé des conventions pertinentes pour vérifier si des conditions, exonérations ou dispositions d'allègement fiscal s'appliquent pour chaque type de paiement. De plus, l'instrument multilatéral doit être pris en considération dans la détermination des avantages des conventions fiscales du Canada, puisqu'il est entré en vigueur au pays le 1^{er} décembre 2019 et qu'il a commencé à toucher une part importante des conventions du Canada à compter de 2020.

En autres dispositions adoptées par le Canada, l'instrument multilatéral inclut un préambule qui précise le but de la convention et ajoute le critère de l'objet principal, en vertu duquel des avantages prévus par la convention sont susceptibles d'être refusés lorsque l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction est d'obtenir un avantage en vertu d'une convention fiscale. L'instrument multilatéral pourrait avoir des répercussions sur la disponibilité de taux de retenue d'impôt inférieurs prévus par une convention, et ce, dès le 1^{er} janvier 2020 si le pays partenaire de convention a également déposé son instrument de ratification auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») au plus tard le 30 septembre 2019 et inscrit une convention conclue avec le Canada sur sa liste de conventions couvertes aux fins de l'instrument multilatéral.

Les taux indiqués dans le tableau s'appliquent aux paiements versés du Canada au pays avec lequel il a conclu une convention fiscale. Dans certains cas, une convention peut prévoir un taux de retenue d'impôt sur les paiements qui soit différent de celui en vigueur dans l'autre pays au Canada.

- 2) En date du 30 avril 2021, le Canada était en train de négocier ou de renégocier des conventions fiscales ou des protocoles avec les pays suivants :
- Allemagne
 - Australie
 - Brésil
 - Chine, Rép. de
 - Malaisie
 - Pays-Bas
 - Saint-Marin
 - Suisse
- 3) Le Canada n'impose aucune retenue d'impôt interne sur certains paiements d'intérêt sans lien de dépendance; toutefois, les paiements avec lien de dépendance sont assujettis à une retenue d'impôt de 25 %.
- 4) Les dividendes assujettis à la retenue d'impôt canadien comprennent les dividendes imposables (autres que les dividendes sur les gains en capital versés par certaines entités) et les dividendes en capital.

Le taux de retenue d'impôt sur les dividendes fixé aux termes des conventions fiscales conclues par le Canada varie généralement en fonction du pourcentage de participation dans le capital total émis ou des droits de vote au titre des actions détenues par le titulaire. Dans le cas des conventions fiscales couvertes par l'instrument multilatéral, le critère de la période de détention de 365 jours ainsi que d'autres dispositions de l'instrument multilatéral pourraient avoir une incidence sur le taux de retenue d'impôt sur les dividendes dès le 1^{er} janvier 2020.

- 5) De façon générale, les redevances incluent :
- des paiements reçus en contrepartie de l'utilisation ou du droit d'utilisation de biens, d'inventions, de brevets, de marques de commerce, de dessins ou modèles, de plans, de formules ou procédés secrets;
 - des paiements reçus en contrepartie de l'utilisation ou du droit d'utilisation de matériel industriel, commercial ou scientifique ou de l'information relative à une expérience industrielle, commerciale ou scientifique;
 - des paiements à l'égard de longs métrages et de films ou de vidéocassettes pour utilisation reliée à la télévision;
 - dans certains cas, le soutien technique apporté dans le cadre de ces activités est également inclus.

Notes (suite)

Le Canada ne prévoit généralement pas de retenue d'impôt sur les paiements de redevances culturelles ni sur les paiements similaires pour le droit d'auteur d'une production ou d'une reproduction d'œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique autre que des longs métrages ou des vidéocassettes, ou tout autre moyen de reproduction pour utilisation reliée à la télévision. Cependant, plusieurs conventions fiscales exonèrent d'impôt toutes les redevances culturelles.

Dans le cadre de ses négociations de conventions fiscales, le Canada a fait savoir qu'il était prêt à éliminer la retenue d'impôt sur les paiements sans lien de dépendance à l'égard des droits d'utilisation de renseignements brevetés ou de renseignements relatifs à des expériences scientifiques. Il a également indiqué qu'il était prêt à négocier, sur une base bilatérale, des exonérations de retenues d'impôt à l'égard des paiements pour l'utilisation de logiciels. À ce titre, plusieurs conventions fiscales comprennent une exonération pour de tels paiements.

- 6) De façon générale, les termes « pension », « paiement périodique de pension » et « rente » sont définis dans la convention pertinente. Cependant, s'ils sont définis dans une convention par renvoi aux lois canadiennes, ou s'ils n'y sont pas expressément définis, la définition prévue dans la *Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu* s'applique.

L'article 217 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* permet aux non-résidents qui reçoivent certains types de pensions ou autres prestations de retraite de choisir de produire une déclaration de revenus canadienne et de payer l'impôt de la partie I, plutôt que d'être assujettis à la retenue d'impôt de 25 % sur les revenus.

Le taux de retenue d'impôt varie s'il s'agit, notamment, d'un paiement forfaitaire ou périodique, ou s'il s'agit d'une pension ou d'une rente.

Certaines conventions fiscales prévoient une exonération pour certains types de pensions ou une exonération jusqu'à concurrence d'un certain seuil. Certaines pensions sont uniquement imposables dans le pays d'origine.

- 7) La convention fiscale actuellement en vigueur avec ces pays comporte une clause de la nation la plus favorisée, qui peut prévoir des taux de retenue réduits si l'autre pays conclut une convention fiscale avec un autre pays et si cette convention fiscale prévoit un taux de retenue moins élevé. En vertu de cette clause, le taux le plus bas s'applique à la convention fiscale canadienne. Les éléments de revenu auxquels la clause se rapporte varient selon la convention fiscale. Le taux de retenue le plus bas prévu dans la convention fiscale de l'autre pays s'appliquera au Canada si cette convention est signée après la date à laquelle le Canada a signé la convention avec le pays en cause.
- 8) Un protocole ou une convention fiscale de remplacement a été signé, mais n'a pas encore été ratifié. Si les taux des retenues d'impôt prévus dans le protocole ou la convention de remplacement sont modifiés, les nouveaux taux sont indiqués entre parenthèses. Sinon, les taux indiqués au tableau continuent de s'appliquer.
- 9) Une nouvelle convention fiscale a été signée mais n'est pas encore en vigueur. Les taux prévus dans la nouvelle convention fiscale sont indiqués entre parenthèses. Jusqu'au moment de la ratification, le taux de la retenue d'impôt est généralement de 25 %.
- 10) Les termes suivants s'appliquent aux dispositions de la convention entre le Canada et le Royaume-Uni, y compris le protocole modifiant la convention fiscale qui est entré en vigueur le 18 décembre 2014.

Intérêts – S'entend d'intérêts tout revenu découlant de divers titres de créance, qu'ils soient ou non garantis par une hypothèque, le revenu provenant de titres, d'obligations ou de débentures du gouvernement, y compris les primes et lots rattachés à ces titres, obligations ou débentures, ainsi que tous les autres revenus soumis au même traitement fiscal que les revenus découlant de sommes prêtées aux termes des lois fiscales du Canada ou du Royaume-Uni, selon le cas. La convention fiscale prévoit certaines exonérations. Voir aussi la note 3.

Notes (suite)

Dividendes – Le taux de retenue d'impôt de 5 % s'applique si le bénéficiaire des dividendes est une société qui contrôle, directement ou indirectement, au moins 10 % des droits de vote du payeur. Le protocole instaure une exonération de la retenue d'impôt sur certains dividendes versés à des organismes dont les activités sont exclusivement liées à l'administration d'avantages sociaux en vertu de régimes de pension reconnus. Voir aussi la note 4.

Redevances – Les redevances culturelles, sauf les redevances sur les films cinématographiques et les œuvres enregistrées sur films, bandes magnétoscopiques ou autre médium utilisé dans le cadre de la télédiffusion, sont uniquement imposables dans le pays du résident. Ce traitement s'applique aussi aux paiements effectués pour l'utilisation de tout brevet ou pour des renseignements concernant des expériences industrielles, commerciales ou scientifiques, de même qu'aux paiements effectués pour l'utilisation de logiciels. Voir aussi la note 5.

Pensions – S'entend de pensions tout paiement versé au titre d'une pension de retraite, d'un régime de pension ou de retraite, certains autres montants, notamment les paiements versés en vertu de la législation sur la sécurité sociale. Les paiements périodiques de pension sont uniquement imposables dans le pays du résident.

Rentes – S'entend de rentes tout paiement périodique payable au cours de la vie d'une personne ou pendant une période déterminée en vertu d'une obligation d'effectuer des versements en contrepartie d'une somme en argent ou d'une valeur en argent. La définition exclut les paiements effectués en vertu d'une pension ou d'un contrat de rente à versements invariables. Les rentes sont assujetties à une retenue d'impôt dans le pays du payeur à un taux de 10 %. Voir aussi la note 6.

- 11) Le 15 décembre 2008, le protocole de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis est entré en vigueur.

Il a instauré un certain nombre de dispositions qui n'existent pas dans les autres conventions du Canada, notamment les suivantes :

- Les avantages de la convention s'appliquent à certaines « entités transparentes aux fins fiscales », notamment les sociétés à responsabilité limitée, lorsque le propriétaire réside dans un pays, que le revenu de l'entité transparente aux fins fiscales est assujéti à l'impôt entre les mains du propriétaire et lorsque l'entité transparente aux fins fiscales ne réside pas dans l'autre pays.
- Les avantages de la convention sont refusés à certaines entités transparentes aux fins fiscales, notamment si elles sont traitées comme des entités intermédiaires en vertu des lois d'un pays et comme des entités ordinaires assujetties à l'impôt en vertu des lois de l'autre pays.
- Les dispositions relatives à l'établissement stable visent certains fournisseurs de services du Canada ou des États-Unis qui séjournent dans l'autre pays contractant pendant plus de 183 jours au cours d'une période quelconque de 12 mois.
- Le taux de la retenue d'impôt de 5 % s'applique aux membres corporatifs d'une entité transparente aux fins fiscales qui détiennent au moins 10 % des droits de vote de la société qui verse les dividendes.
- La convention contient une clause concernant les restrictions, selon laquelle les avantages de la convention peuvent généralement être accordés uniquement à certaines personnes « admissibles », ou à certaines entités qui exercent, dans les deux pays, des activités d'entreprise exploitée activement et en lien avec leur revenu.

Notes (suite)

Les termes qui suivent s'appliquent en vertu des dispositions de la convention entre le Canada et les États-Unis

Intérêts – S'entend d'intérêts tout revenu découlant de divers titres de créance, qu'ils soient ou non garantis par une hypothèque et qu'ils confèrent ou non un droit de participation dans les bénéfices du débiteur, le revenu provenant de titres, d'obligations ou de débentures du gouvernement, y compris les primes et lots rattachés à ces titres, obligations ou débentures, de même que tout revenu assimilé à des revenus découlant de sommes prêtées aux termes des lois fiscales du Canada ou des États-Unis, selon le cas. Les intérêts éventuels provenant des États-Unis qui ne relèvent pas de la catégorie des intérêts de portefeuille seront assujettis à une retenue d'impôt de 15 %. En outre, les intérêts provenant du Canada qui sont déterminés par renvoi à des reçus, des ventes, des revenus, des profits ou autres rentrées de fonds du débiteur seront également assujettis à une retenue d'impôt de 15 %. Voir aussi la note 3.

Dividendes – Un taux de retenue d'impôt de 5 % s'applique si le bénéficiaire des dividendes est une société qui est le propriétaire effectif d'au moins 10 % des actions avec droit de vote du payeur. Le taux de l'impôt canadien des succursales se limite également à 5 % des bénéfices cumulatifs des succursales excédant 500 000 \$ CA. La première tranche de 500 000 \$ CA des bénéfices cumulatifs des succursales est exonérée de l'impôt des succursales. Voir aussi la note 4.

Redevances – Les redevances sont généralement définies comme étant des paiements pour l'utilisation ou le droit d'utilisation de tout bien culturel et de tout droit d'auteur d'ouvrage scientifique, de brevet, marque de commerce, dessin ou modèle, plan, formule ou procédé secret et d'information relative à une expérience industrielle, commerciale ou scientifique. La définition inclut également les gains découlant de la disposition de tout bien incorporel ou droit décrit dans ce paragraphe, dans la mesure où ces gains sont fonction de la productivité, de l'utilisation ou de la disposition ultérieure de ce type de bien ou de ces droits. Voir aussi la note 5.

Les redevances suivantes sont exonérées de la retenue d'impôt :

- les redevances culturelles, à l'exception des redevances sur les films cinématographiques et les œuvres enregistrées sur films, bandes magnétoscopiques ou autre média utilisé dans le cadre de la télédiffusion;
- les paiements pour l'utilisation ou le droit d'utilisation de logiciels;
- les paiements pour l'utilisation ou le droit d'utilisation de tout brevet ou de toute information ayant trait à une expérience industrielle, commerciale ou scientifique (sauf l'information relative à un contrat de location ou de franchise);
- les paiements au titre de la diffusion, selon ce qui a été convenu entre les pays.

Pensions – S'entend de pensions tout paiement versé au titre d'une pension de retraite, d'un régime de pension ou autre régime de retraite et certains autres montants, à l'exception des paiements effectués en vertu d'un contrat de rente à versements variables. La définition d'une pension englobe également les régimes d'épargne-retraite individuels Roth IRA et les arrangements similaires. Les prestations de sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec qui sont versées aux résidents américains sont imposables uniquement aux États-Unis et ne sont pas assujetties à la retenue d'impôt canadien. Les États-Unis ne prélèvent aucune retenue d'impôt sur les prestations de sécurité sociale versées aux résidents canadiens, et seulement 85 % de ces prestations sont imposables au Canada.

Rentes – S'entend de rentes tout paiement périodique payable au cours de la vie d'une personne ou pendant une période déterminée en vertu d'une obligation d'effectuer des versements en échange d'une contrepartie satisfaisante et complète (autres que les services rendus). La définition exclut les paiements non périodiques ou toute rente dont le coût était déductible d'impôt dans le pays d'acquisition. Voir aussi la note 6.

Accords de sécurité sociale à l'échelle internationale¹

Pays ¹	Fédéral		Québec	
	Date d'entrée en vigueur ²	Numéro de formulaire	Date d'entrée en vigueur ²	Numéro de formulaire
Allemagne	1 ^{er} déc. 2003	130	1 ^{er} avr. 2014	QUÉ/D 101
Antigua et Barbuda	1 ^{er} janv. 1994	111		
Australie ³	1 ^{er} janv. 2003	s. o.		
Autriche	1 ^{er} déc. 1996	112	1 ^{er} mai 1997	QUÉ/A 1
Barbade	1 ^{er} janv. 1986	113	1 ^{er} janv. 1986	QUÉ/BAR 3
Belgique	1 ^{er} janv. 1987	121	1 ^{er} nov. 2010	QUÉ/BE 101 QUÉ/BE 128
Bésil	1 ^{er} août 2014	168	1 ^{er} oct. 2016	QUÉ/BRA 3
Bulgarie	1 ^{er} mars 2014	170	1 ^{er} sept. 2020	QUÉ/BG 1
Chili	1 ^{er} juin 1998	114	1 ^{er} nov. 1999	QUÉ/CHL 1
Chine	1 ^{er} janv. 2017	171		
Chypre	1 ^{er} mai 1991	116	1 ^{er} sept. 1991	QUÉ/CY 1
Corée	1 ^{er} mai 1999	58	1 ^{er} sept. 2017	QUÉ/KOR 1
Croatie	1 ^{er} mai 1999	115	1 ^{er} mai 2001	QUÉ/HR 1
Danemark	1 ^{er} janv. 1986	117	1 ^{er} avr. 1988	QUÉ/DAN 1
Dominique	1 ^{er} janv. 1989	118	1 ^{er} juin 1989	QUÉ/DOM 1
Espagne	1 ^{er} mai 1997	125		
Estonie	1 ^{er} nov. 2006	142		
États-Unis	1 ^{er} oct. 1997	56	1 ^{er} août 1984	QUÉ/USA 101
Finlande	1 ^{er} janv. 1997	128	1 ^{er} sept. 1998	QUÉ/SF 1
France	1 ^{er} août 2017	52	1 ^{er} déc. 2017	SE 401-Q-201

Voir les notes aux pages suivantes.

Pays ¹	Fédéral		Québec	
	Date d'entrée en vigueur ²	Numéro de formulaire	Date d'entrée en vigueur ²	Numéro de formulaire
Grèce	1 ^{er} déc. 1997	54	1 ^{er} janv. 1988	QUÉ/GR 1
Grenade	1 ^{er} fév. 1999	119		
Hongrie	1 ^{er} oct. 2003	141	1 ^{er} juill. 2006	QUÉ/HU 101
Inde	1 ^{er} août 2015	169	1 ^{er} avr. 2017	QUÉ/IN 1
Irlande	1 ^{er} janv. 1992	50	1 ^{er} oct. 1994	QUÉ/IRL 1
Islande	1 ^{er} oct. 1989	49		
Israël ⁴	1 ^{er} sept. 2003	140		
Italie	1 ^{er} oct. 2017	51	1 ^{er} janv. 1979	QUÉ/IT 3
Jamaïque	1 ^{er} janv. 1984	57	1 ^{er} janv. 1989	QUÉ/JAM 1
Japon	1 ^{er} mars 2008	122		
Jersey et Guernesey	1 ^{er} janv. 1994	120		
Lettonie	1 ^{er} nov. 2006	143		
Lituanie	1 ^{er} nov. 2006	144		
Luxembourg	1 ^{er} janv. 1994	60	1 ^{er} nov. 1993	QUÉ/LUX 1
Macédoine	1 ^{er} nov. 2011	163		
Malte	1 ^{er} mars 1992	61	1 ^{er} mars 1992	QUÉ/MTL 1
Maroc	1 ^{er} mars 2010	166	1 ^{er} déc. 2010	QUÉ/MAR 1
Mexique	1 ^{er} mai 1996	62		
Norvège	1 ^{er} janv. 2014	127	1 ^{er} avr. 1988	QUÉ/NOR 1
Nouvelle-Zélande ⁵	1 ^{er} mai 1997	s. o.		

Voir les notes aux pages suivantes.

Pays ¹	Fédéral		Québec	
	Date d'entrée en vigueur ²	Numéro de formulaire	Date d'entrée en vigueur ²	Numéro de formulaire
Pays-Bas	1 ^{er} avr. 2004	63	1 ^{er} janv. 2004	QUÉ/PB 1
Pérou	1 ^{er} mars 2017	172		
Philippines	1 ^{er} juill. 2001	64	1 ^{er} déc. 2000	QUÉ/PHI 1
Pologne	1 ^{er} oct. 2009	161	1 ^{er} sept. 2018	QUÉ/PL 1
Portugal	1 ^{er} mai 1981	55	1 ^{er} nov. 1992	QUÉ/POR 3
République tchèque	1 ^{er} janv. 2003	137	1 ^{er} nov. 2003	QUÉ/RTC 1
Roumanie	1 ^{er} nov. 2011	165	1 ^{er} mars 2016	QUÉ/RO 101
Royaume-Uni ⁶	1 ^{er} avr. 1998	71		
Saint-Vincent et Grenadines	1 ^{er} nov. 1998	66		
Sainte-Lucie	1 ^{er} janv. 1988	67	1 ^{er} janv. 1988	QUÉ/STL 1
Saint-Kitts-et-Nevis	1 ^{er} janv. 1994	65		
Serbie	1 ^{er} déc. 2014	162		
Slovaquie	1 ^{er} janv. 2003	138	1 ^{er} août 2005	QUÉ/SK 1
Slovénie	1 ^{er} janv. 2001	68	1 ^{er} mai 2001	QUÉ/SI 1
Suède	1 ^{er} avr. 2003	129	1 ^{er} avr. 1988	QUÉ/S 1
Suisse	1 ^{er} oct. 1995	69	1 ^{er} oct. 1995	QUÉ/CH 1
Trinité-et-Tobago	1 ^{er} juill. 1999	70		
Turquie	1 ^{er} janv. 2005	72	1 ^{er} janv. 2005	QUÉ/TR 1
Uruguay	1 ^{er} janv. 2002	136	1 ^{er} janv. 2002	QUÉ/URU 1

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Les accords bilatéraux de sécurité sociale permettent que la résidence dans l'un ou l'autre des pays soit prise en compte pour déterminer l'admissibilité aux prestations. Ces accords visent à éliminer les cas où un travailleur doit cotiser au Régime de pensions du Canada (RPC) et au régime de sécurité sociale de l'autre pays pour le même travail. Ils garantissent également que le travailleur demeure couvert par le RPC s'il est affecté dans un autre pays, ou s'il vit et travaille dans chacun des pays (dans le cas d'un travailleur itinérant).

L'employeur étranger qui n'a pas de lieu d'affaires au Canada peut demander que les emplois des personnes travaillant au Canada soient couverts par le RPC. Une telle couverture est facultative. Même si le pays dans lequel l'employeur étranger est établi n'a pas conclu d'accord de sécurité sociale avec le Canada, l'employeur peut demander l'admission au RPC en remplissant le formulaire CPT13, *Demande pour un employeur résidant hors du Canada d'admettre l'emploi au Canada au Régime de pensions du Canada*.

L'employeur qui mène des activités au Canada peut demander que les emplois des personnes travaillant dans un pays avec lequel le Canada n'a pas conclu d'accord de sécurité sociale soient couverts par le RPC en remplissant le formulaire CPT8, *Demande et engagement pour admettre un emploi à l'étranger au Régime de pensions du Canada*.

- 2) La « date d'entrée en vigueur » indiquée est la date de l'accord initial ou du plus récent accord modifié, accord supplémentaire, protocole ou convention.
- 3) L'Australie et le Canada ont conclu un accord de sécurité sociale, mais l'ARC ne le considère pas comme un accord fiscal. Ainsi, il est administré exclusivement par Service Canada. Les personnes qui souhaitent présenter une demande de prestations en vertu du régime de sécurité sociale de l'Australie doivent remplir le formulaire AUS140CA. Une fois rempli, ce formulaire doit être acheminé à l'adresse suivante :

Opérations internationales
Service Canada
C.P. 250
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 4Z6
Canada

- 4) Il s'agit d'un accord limité qui vise uniquement les cotisations; il ne concerne pas les prestations.
- 5) La Nouvelle-Zélande et le Canada ont conclu un accord de sécurité sociale, mais l'ARC ne le considère pas comme un accord fiscal. Ainsi, il est administré exclusivement par Service Canada. Les personnes qui souhaitent présenter une demande de prestations en vertu du régime de sécurité sociale de la Nouvelle-Zélande doivent remplir le formulaire CAN-NZ_1. Une fois rempli, ce formulaire doit être acheminé à l'adresse suivante :

Opérations internationales
Service Canada
C.P. 250
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 4Z6
Canada

- 6) Il s'agit d'un accord limité qui vise uniquement les cotisations; il ne touche pas les prestations, ni l'indexation des pensions du Royaume-Uni qui sont versées au Canada. Le Canada et le Royaume-Uni ont également conclu des ententes conjointes (en vigueur à compter du 1^{er} décembre 1995) selon lesquelles les résidents du Royaume-Uni peuvent utiliser leurs périodes de résidence au Canada comme s'il s'agissait de périodes de cotisation au National Insurance Scheme du Royaume-Uni, afin de déterminer leur admissibilité aux prestations de la sécurité sociale du Royaume-Uni.

Taux d'imposition des particuliers appliqués par le gouvernement fédéral américain – 2021

Contribuables célibataires

Si le revenu imposable excède	sans excéder	le taux d'imposition est de	du montant excédant
0 \$	9 950 \$	10 %	0 \$
9 950	40 525	995,00 \$ + 12 %	9 950
40 525	86 375	4 664,00 \$ + 22 %	40 525
86 375	164 925	14 751,00 \$ + 24 %	86 375
164 925	209 425	33 603,00 \$ + 32 %	164 925
209 425	523 600	47 843,00 \$ + 35 %	209 425
523 600		157 804,25 \$ + 37 %	523 600

Contribuables mariés, déclarations conjointes

Si le revenu imposable excède	sans excéder	le taux d'imposition est de	du montant excédant
0 \$	19 900 \$	10 %	0 \$
19 900	81 050	1 990 \$ + 12 %	19 900
81 050	172 750	9 328 \$ + 22 %	81 050
172 750	329 850	29 502 \$ + 24 %	172 750
329 850	418 850	67 206 \$ + 32 %	329 850
418 850	628 300	95 686 \$ + 35 %	418 850
628 300		168 993,50 \$ + 37 %	628 300

Voir les notes aux pages suivantes.

Contribuables mariés, déclarations individuelles

Si le revenu imposable excède	sans excéder	le taux d'imposition est de	du montant excédant
0 \$	9 950 \$	10 %	0 \$
9 950	40 525	995,00 \$ + 12 %	9 950
40 525	86 375	4 664,00 \$ + 22 %	40 525
86 375	164 925	14 751,00 \$ + 24 %	86 375
164 925	209 425	33 603,00 \$ + 32 %	164 925
209 425	314 150	47 843,00 \$ + 35 %	209 425
314 150		84 496,75 \$ + 37 %	314 150

Chefs de ménage

Si le revenu imposable excède	sans excéder	le taux d'imposition est de	du montant excédant
0 \$	14 100 \$	10 %	0 \$
14 200	54 200	1 420 \$ + 12 %	14 200
54 200	86 350	6 220 \$ + 22 %	54 200
86 350	164 900	13 293 \$ + 24 %	86 350
164 900	209 400	32 145 \$ + 32 %	164 900
209 400	523 600	46 385 \$ + 35 %	209 400
523 600		156 355 \$ + 37 %	523 600

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

Tous les montants auxquels il est fait référence dans le tableau et dans les notes sont en dollars américains.

Taux ordinaires de l'impôt sur le revenu

La loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act* (TCJA), qui a été ratifiée le 22 décembre 2017, modifie temporairement les tranches et les taux d'imposition des particuliers en vigueur pour les années d'imposition ouvertes à partir de 2018 jusqu'au 31 décembre 2025. À compter de l'année d'imposition 2026, les tranches et les taux d'imposition devraient être rétablis aux taux applicables conformément à la loi en vigueur en 2017, et seront ajustés en fonction de l'inflation.

Le taux fédéral d'imposition des particuliers le plus élevé en vertu des règles temporaires a été réduit pour passer de 39,6 à 37 %, et les règles donnent lieu à une hausse significative du niveau de revenu pour la tranche d'imposition la plus élevée, ce qui signifie qu'un montant donné de revenu imposable sera généralement assujéti à un taux d'imposition effectif plus bas en vertu des règles temporaires.

Les mesures fiscales proposées dans le Plan pour les familles américaines ont été publiées le 28 avril 2021. Ces mesures fiscales proposent d'augmenter le taux d'imposition le plus élevé des particuliers afin qu'il passe de 37 à 39,6 %.

Imposition des gains en capital

En vertu de la TCJA, les gains en capital demeurent imposables à un taux de 0 %, de 15 % ou de 20 % pour les gains en capital nets à long terme, ce qui s'applique à la vente d'immobilisations détenues depuis plus de 12 mois. Pour 2021, le seuil maximal pour l'application du taux de 15 % est de 80 800 \$ pour les contribuables mariés produisant une déclaration conjointe, de 54 100 \$ pour les déclarants qui sont chefs de famille et de 40 400 \$ pour tous les autres déclarants. Le seuil maximal pour l'application du taux de 20 % est quant à lui de 501 600 \$ pour les contribuables mariés produisant une déclaration conjointe, de 250 800 \$ pour les contribuables mariés produisant une déclaration individuelle, de 473 750 \$ pour les déclarants qui sont chefs de famille et de 445 850 \$ pour tous les autres déclarants.

Les taux réduits complets ne s'appliquent ni aux gains découlant d'objets de collection tels que les œuvres d'art, les tapis ou la monnaie, ni aux gains résultant de la vente d'actions admissibles de petites entreprises (qui excèdent les gains exclus) ou de placements immobiliers, et ce, généralement jusqu'à concurrence de l'amortissement déjà déclaré. Le taux d'imposition le plus élevé est établi à 28 % pour les objets de collection et les actions admissibles de petites entreprises, et à 25 % pour la récupération de l'amortissement.

Des règles spéciales s'appliquent également à la vente de résidences principales. Les particuliers peuvent généralement exclure de leur revenu imposable jusqu'à 250 000 \$ de gains (500 000 \$ pour les contribuables mariés qui produisent des déclarations conjointes) réalisés au moment de la vente ou de l'échange d'une résidence, pourvu qu'ils en aient été propriétaires et qu'ils l'aient occupée en tant que résidence principale pendant au moins deux des cinq années précédant la vente ou l'échange. Seule une vente dans la période de deux ans donne droit à l'exclusion.

Les mesures fiscales publiées dans le Plan pour les familles américaines le 28 avril 2021 proposent d'augmenter le taux d'imposition des gains en capital et des dividendes admissibles des ménages dont le revenu excède 1 million de dollars afin qu'il passe à 39,6 %.

Notes (suite)

Imposition des dividendes

Les dividendes admissibles sont imposés à titre de gains en capital nets à long terme aux taux et en fonction des seuils maximaux exposés ci-dessus. Les dividendes qui ne sont pas admissibles aux taux s'appliquant aux gains en capital sont imposés comme un revenu ordinaire.

Les dividendes admissibles peuvent se prévaloir de ces taux réduits si les actions sont détenues pendant au moins 60 jours.

En règle générale, les taux réduits peuvent s'appliquer aux dividendes versés par des sociétés américaines et par certaines sociétés étrangères situées dans un pays signataire d'une convention fiscale. Les dividendes versés par des sociétés de placement étrangères passives sont expressément exclus.

Les mesures fiscales publiées dans le Plan pour les familles américaines le 28 avril 2021 proposent d'augmenter le taux d'imposition des gains en capital et des dividendes admissibles des ménages dont le revenu excède 1 million de dollars afin qu'il passe à 39,6 %.

Impôt sur le revenu net de placement

Depuis 2013, les particuliers sont assujettis à un nouvel impôt sur le revenu net de placement qui équivaut au moindre de 3,8 % :

- 1) du revenu net de placement; ou
- 2) de l'excédent (s'il en est) du montant modifié du revenu brut rajusté par rapport au montant du seuil.

En règle générale, le revenu net de placement comprend, sans s'y limiter, les intérêts, les dividendes, certains gains nets, le revenu de location et les redevances.

L'impôt sur le revenu net de placement ne s'applique pas aux gains en capital comptabilisés à la vente d'une résidence principale, lesquels sont exonérés d'impôt (voir la section « Imposition des gains en capital » ci-dessus).

Les montants des seuils relatifs à l'impôt sur le revenu net de placement sont les suivants :

Statut du contribuable	Montant du seuil
Célibataire ou chef de ménage	200 000 \$
Marié, déclaration conjointe	250 000
Marié, déclaration individuelle	125 000
Veuf admissible avec enfant	250 000

*Federal Insurance Contribution Act (FICA) des États-Unis –
Taux d'imposition¹*

Sécurité sociale et impôt sur les soins de santé

	Plafond du revenu	Taux d'imposition		Contribution annuelle maximum	
		Employé	Employeur	Employé	Employeur
2019	Jusqu'à 132 900 \$	7,65 %	7,65 %	10 167 \$	10 167 \$
	De 132 901 à 200 000 ²	1,45	1,45	973 ³	973 ³
	Plus de 200 000 ²	2,35	1,45	s. o.	s. o.
2020	Jusqu'à 137 700 \$	7,65 %	7,65 %	10 534 \$	10 534 \$
	De 137 701 à 200 000 ²	1,45	1,45	903 ⁴	903 ⁴
	Plus de 200 000 ²	2,35	1,45	s. o.	s. o.
2021	Jusqu'à 142 800 \$	7,65 %	7,65 %	10 924 \$	10 924 \$
	De 142 801 à 200 000 ²	1,45	1,45	829 ⁵	829 ⁵
	Plus de 200 000 ²	2,35	1,45	s. o.	s. o.

Impôt des travailleurs autonomes

	Plafond des bénéfices nets	Taux d'imposition des travailleurs autonomes	Contribution annuelle maximum
2019	Jusqu'à 132 900 \$	15,3 %	20 334 \$
	De 132 901 à 200 000 ²	2,9	1 946 ³
	Plus de 200 000 ²	3,8	s. o.
2020	Jusqu'à 137 700 \$	15,3 %	21 068 \$
	De 137 701 à 200 000 ²	2,9	1 807 ⁴
	Plus de 200 000 ²	3,8	s. o.
2020	Jusqu'à 142 800 \$	15,3 %	21 848 \$
	De 142 801 à 200 000 ²	2,9	1 659 ⁵
	Plus de 200 000 ²	3,8	s. o.

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Tous les montants auxquels il est fait référence dans le tableau et dans les notes sont en dollars américains.
- 2) Aux fins de la section de la FICA qui concerne le régime d'assurance-maladie (*Medicare*) (un impôt supplémentaire de 0,9 %), le seuil du taux le plus élevé s'établit à 200 000 \$ (salaire ou revenu d'un travailleur autonome) pour un contribuable célibataire, à 250 000 \$ pour un contribuable marié produisant une déclaration conjointe, et à 125 000 \$ pour un contribuable marié produisant une déclaration individuelle.

L'impôt supplémentaire *Medicare* est seulement imputé à l'employé; l'employeur n'en assume pas la responsabilité.

- 3) En 2019, la contribution annuelle maximum pour le taux le plus faible de la section de la FICA qui concerne le régime d'assurance-maladie (*Medicare*), relativement à la rémunération ou au revenu d'un travailleur autonome qui excède 132 900 \$, s'établit comme suit :

	Employé	Employeur	Travailleur autonome
Célibataire	972,95 \$	972,95 \$	1 945,90 \$
Marié, déclaration conjointe	1 697,95	1 697,95	3 395,90
Marié, déclaration individuelle	s. o.	s. o.	s. o.

- 4) Pour 2020, la contribution annuelle maximum pour le taux le plus faible de la section de la FICA qui concerne le régime d'assurance-maladie (*Medicare*), relativement à la rémunération ou au revenu d'un travailleur autonome qui excède 137 700 \$, s'établit comme suit :

	Employé	Employeur	Travailleur autonome
Célibataire	903,35 \$	903,35 \$	1 806,70 \$
Marié, déclaration conjointe	1 628,35	1 628,35	3 256,70
Marié, déclaration individuelle	s. o.	s. o.	s. o.

- 5) Pour 2021, la contribution annuelle maximum pour le taux le plus faible de la section de la FICA qui concerne le régime d'assurance-maladie (*Medicare*), relativement à la rémunération ou au revenu d'un travailleur autonome qui excède 142 800 \$, s'établit comme suit :

	Employé	Employeur	Travailleur autonome
Célibataire	829,39 \$	829,39 \$	1 658,78 \$
Marié, déclaration conjointe	1 554,39	1 554,39	3 108,78
Marié, déclaration individuelle	s. o.	s. o.	s. o.

Taux d'imposition fédéraux américains sur les successions, sur les dons et sur les *generation-skipping transfers*

Si le montant excède	sans excéder	la taxe provisoire est de	du montant excédant
0 \$	10 000 \$	18 %	0 \$
10 000	20 000	1 800 \$ + 20 %	10 000
20 000	40 000	3 800 \$ + 22 %	20 000
40 000	60 000	8 200 \$ + 24 %	40 000
60 000	80 000	13 000 \$ + 26 %	60 000
80 000	100 000	18 200 \$ + 28 %	80 000
100 000	150 000	23 800 \$ + 30 %	100 000
150 000	250 000	38 800 \$ + 32 %	150 000
250 000	500 000	70 800 \$ + 34 %	250 000
500 000	750 000	155 800 \$ + 37 %	500 000
750 000	1 000 000	248 300 \$ + 39 %	750 000
1 000 000		345 800 \$ + 40 %	1 000 000

Notes

- Tous les montants auxquels il est fait référence dans le tableau et dans les notes sont en dollars américains.
- Les dons imposables effectués du vivant du particulier et provenant de sa succession à son décès sont combinés pour l'établissement du montant de l'exemption et du taux d'imposition applicable.
- En 2021, la plupart des citoyens américains et des personnes décédées domiciliées aux États-Unis pourront bénéficier d'un montant d'exemption de 11 700 000 \$ au titre de leur succession; les successions d'une valeur inférieure à ce montant sont ainsi exemptes d'impôt. Pour 2021, le montant de l'exemption de l'impôt sur les dons est également de 11 700 000 \$. Cette hausse temporaire découle de la *Tax Cuts and Jobs Act*.
- Le montant d'exemption fédéral de l'impôt sur les dons est partagé avec le montant d'exemption de l'impôt sur les successions. En outre, l'exemption de l'impôt sur les successions et les dons peut être transférée à un conjoint survivant qui est citoyen américain. Cette disposition permet au conjoint survivant d'utiliser tout montant d'exemption inutilisé par le conjoint décédé. Cette exemption à vie bonifiée de l'impôt sur les successions et les dons sera indexée en fonction de l'inflation sur une base annuelle et sera rétablie à 5 490 000 \$ en 2026.
- Les étrangers qui sont des non-résidents ont droit à un crédit de 13 000 \$ seulement. Ce crédit exempté donc de l'impôt américain sur les successions jusqu'à 60 000 \$ de biens situés aux États-Unis.
- En 2021, l'exonération annuelle des particuliers pour les dons est de 15 000 \$ par donataire.
- Il n'y a aucune limite pour les dons faits à des conjoints qui sont des citoyens américains. En 2021, l'exonération annuelle pour les dons faits à des conjoints qui ne sont pas des citoyens américains est de 159 000 \$.

Notes (suite)

- La convention fiscale conclue entre le Canada et les États-Unis augmente le montant du crédit applicable pour les résidents du Canada par rapport au montant permis en vertu de la loi américaine de 13 000 \$ pour l'établir au montant du crédit applicable aux citoyens américains. Cependant, ce crédit doit être calculé au prorata de la JVM des biens du particulier situés aux États-Unis et de sa succession à l'échelle mondiale.
- Outre l'impôt payable sur les successions ou sur les dons, un impôt sur les *generation-skipping transfers* s'appliquera en 2021, à un taux de 40 %, à certains transferts à des particuliers ou à des fiducies qui suivent de plus d'une génération le cédant. Chaque particulier américain bénéficiera d'une exemption à vie égale à 11 700 000 \$ pour les transferts sautant une génération (partagée avec l'exemption de l'impôt sur les successions et les dons), mais le particulier peut avoir à exercer un choix sur la déclaration de revenus de la succession ou sur la déclaration de revenus sur les dons quant à l'utilisation prévue de l'exemption.
- Le tableau suivant résume à la fois les montants d'exemption et les taux d'imposition les plus élevés sur les successions et les dons, pour les années 2017 à 2021. Le « montant d'exemption de la succession » est indexé en fonction de l'inflation.

	Montant de l'exemption à vie sur les successions et les dons	Taux d'imposition les plus élevés sur les successions et les dons
2017	5 490 000 \$	40 %
2018	11 180 000	40
2019	11 400 000	40
2020	11 580 000	40
2021	11 700 000	40

- Le Plan pour les familles américaines, présenté le 28 avril 2021, propose d'imposer les gains en capital non réalisés au moment du décès et d'éliminer l'ajustement reflétant l'appréciation de la valeur pour les gains dont le montant excède 1 million de dollars, à l'exception des dons à des organismes de bienfaisance.

Retenue d'impôt américain relative à la vente d'un bien immobilier situé aux États-Unis

Exigences relatives à la retenue

Les États-Unis exigent de l'acheteur qu'il retienne un impôt lors de l'acquisition d'une participation dans un bien immobilier américain (PBIA) d'un vendeur étranger (non américain). En fait, l'objectif de cette retenue est de s'assurer que l'impôt sur le gain (s'il en est) soit payé par le vendeur non américain.

De façon générale, une obligation de retenue de 15 % au niveau fédéral sera imposée à toute personne qui achète une PBIA d'un vendeur non américain. Les formulaires 8288 et 8288-A doivent être utilisés aux fins de la déclaration et du versement de la retenue d'impôt. Dans la plupart des cas, ces formulaires doivent être produits et la retenue d'impôt doit être versée dans les 20 jours suivant la date de la vente. Si l'acheteur omet de retenir l'impôt, il pourrait alors être tenu de payer le montant qu'il aurait dû retenir, en plus des pénalités et des intérêts applicables.

Plusieurs États exigent également une retenue d'impôt en plus de la retenue d'impôt au niveau fédéral lorsqu'un bien situé dans un État est vendu.

Exemptions de retenue

Plusieurs exceptions à ces exigences générales de retenue sont prévues. En voici quelques-unes :

- 1) Achat d'une résidence d'une valeur de 300 000 \$ ou moins – L'exigence de retenue ne s'applique pas si l'acheteur a acquis le bien afin d'en faire sa résidence et si le prix d'acquisition est de 300 000 \$ ou moins. On considère que la propriété est acquise afin d'en faire une résidence principale si, à la date du transfert, l'acheteur a exprimé fermement son intention de l'habiter pendant au moins la moitié du nombre de jours au cours desquels cette propriété sera utilisée et ce, au cours de chacune des deux premières périodes de 12 mois suivant la date du transfert. L'acheteur sera considéré comme habitant une résidence durant tous les jours au cours desquels un membre de sa famille y résidera.

L'achat d'une résidence pour un montant réalisé supérieur à 300 000 \$, mais d'au plus 1 000 000 \$ est assujéti à une retenue à un taux réduit de 10 %.
- 2) Le vendeur n'est pas une personne étrangère – Aucune retenue d'impôt ne sera nécessaire si une déclaration sous serment est produite et si cette déclaration indique le numéro d'identification américain du vendeur et le fait qu'il n'est pas une personne étrangère. Aux fins de cette règle, une caisse de retraite étrangère admissible n'est pas considérée comme une personne étrangère.
- 3) Le certificat de retenue est délivré par l'IRS – Aucune retenue d'impôt ne sera nécessaire si l'acheteur reçoit le certificat approprié ou la déclaration du vendeur. En général, on peut faire une demande pour un certificat de retenue en utilisant le formulaire 8288-B. Habituellement, l'IRS donne suite à une demande de certificat de retenue dans les 90 jours suivant sa réception.

Un certificat de retenue peut être délivré :

- lorsque le vendeur a conclu une entente avec l'IRS pour le paiement de tout impôt résultant de la vente de la PBIA, et qu'il a fourni une garantie adéquate pour son paiement; ou
- lorsque le gain réalisé lors de la vente par le vendeur est exonéré de l'impôt américain, ou qu'un montant inférieur de retenue est approprié et que toute retenue d'impôt antérieure du vendeur a été réglée.

Exigences relatives à la production

Toute personne non américaine qui vend une PBIA doit généralement produire une déclaration de revenus au niveau fédéral et de l'État afin de déclarer la vente du bien. Cette exigence de production s'applique peu importe si le montant retenu par l'acheteur au moment de la vente est ou non exact.

Taux d'imposition des sociétés appliqués par le gouvernement fédéral américain – 2021

L'impôt fédéral américain sur le revenu des sociétés est établi à un taux fixe de 21 %. Ce taux s'applique également aux sociétés de prestation de services personnels. En vertu de la loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act*, le régime fédéral d'imposition des sociétés a été modifié pour passer de taux progressifs à un taux fixe à compter du 1^{er} janvier 2018. Le président Biden a proposé de faire passer ce taux à 28 %. Toute modification réelle du taux sera déterminée par le biais du processus législatif et toute modification potentielle du taux fera face à de nombreux obstacles législatifs. Il est prévu que toute augmentation du taux ne soit que prospective.

Les sociétés de portefeuille personnelles demeurent assujetties à un impôt supplémentaire sur le revenu fédéral de 20 % qui s'applique aux bénéfices non répartis à la fin de chaque année d'imposition.

Taux d'imposition maximums des particuliers et des sociétés
appliqués par les États américains¹ – 2021

	Taux d'imposition des particuliers	Taux d'imposition des sociétés
Alabama	5,000 %	6,500 %
Alaska	pas d'impôt sur le revenu	9,400
Arizona	8,000 ²	4,900
Arkansas	5,900 ³	6,200 ³
Californie	13,300	8,840
Caroline du Nord	5,250	2,500
Caroline du Sud	7,000	5,000
Colorado	4,550	4,550
Connecticut	6,990	7,500
Dakota du Nord	2,900	4,310
Dakota du Sud	pas d'impôt sur le revenu	pas d'impôt sur le revenu
Delaware	6,600	8,700
District fédéral de Columbia	8,950	8,250
Floride	pas d'impôt sur le revenu	4,458 ⁵
Géorgie	5,750	5,750 ⁶
Hawaï	11,000	6,400

Voir les notes aux pages suivantes.

	Taux d'imposition des particuliers	Taux d'imposition des sociétés
Idaho	6,925 %	6,925 %
Illinois	4,950	9,500
Indiana	3,230	5,250/4,900 ⁷
Iowa	8,530	9,800 ⁸
Kansas	5,700	7,000
Kentucky	5,000	5,000
Louisiane	6,000	8,000
Maine	7,150	8,930
Maryland	5,750	8,250
Massachusetts	5,000 ⁹	8,000
Michigan	4,250	6,000
Minnesota	9,850	9,800
Mississippi	5,000	5,000
Missouri	5,400	4,000
Montana	6,900	6,750 ¹⁰
Nebraska	6,840	7,810
Nevada	pas d'impôt sur le revenu	pas d'impôt sur le revenu ¹¹
New Hampshire	5,000 % (dividendes et intérêts)	7,700

Voir les notes aux pages suivantes.

	Taux d'imposition des particuliers	Taux d'imposition des sociétés
New Jersey	10,750 %	11,500 % ¹²
New York	10,900 ¹³	7,250 ¹³
Nouveau-Mexique	5,900 ¹⁴	5,900
Ohio	4,797	pas d'impôt sur le revenu ¹¹
Oklahoma	5,000	6,000
Oregon	9,900	7,600
Pennsylvanie	3,070	9,990
Rhode Island	5,990	7,000
Tennessee	pas d'impôt sur le revenu ¹⁵	6,500
Texas	pas d'impôt sur le revenu	0,375 ou 0,750 % de la marge imposable ¹⁶
Utah	4,950	4,950
Vermont	8,750	8,500
Virginie	5,750	6,000
Virginie-Occidentale	6,500	6,500
Washington	pas d'impôt sur le revenu	pas d'impôt sur le revenu ¹¹
Wisconsin	7,650	7,900
Wyoming	pas d'impôt sur le revenu	pas d'impôt sur le revenu

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Ces taux ne devraient servir qu'à titre d'information générale, car plusieurs États imposent des taux progressifs s'appliquant à des niveaux réduits de revenu imposable. En outre, un impôt du comté (p. ex., Indiana et Maryland) et une taxe municipale (p. ex., ville de New York) peuvent également s'ajouter aux déclarations de revenus des particuliers des États américains et, par conséquent, augmenter le taux d'imposition global des particuliers dans certains États. Les taux d'imposition des États s'appliquent au revenu imposable, tel qu'il a été déterminé pour l'impôt de l'État. De nombreux États prévoient également un impôt minimum de remplacement, un impôt sur les recettes brutes, une taxe sur le capital ou une taxe sur les biens incorporels. La plupart des États imposent les gains en capital à des taux différents de ceux du revenu ordinaire pour les particuliers, ce qui n'est pas le cas pour les sociétés.
- 2) Le taux marginal d'imposition le plus élevé des particuliers de l'Arizona a été augmenté pour passer de 4,5 à 8 % à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 3) Le taux marginal d'imposition le plus élevé des particuliers de l'Arkansas a été réduit pour passer de 6,6 à 5,9 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Le taux marginal d'imposition le plus élevé des sociétés de l'Arkansas a été réduit pour passer de 6,5 à 6,2 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Le taux marginal d'imposition le plus élevé des sociétés de l'État sera réduit davantage pour s'établir à 5,9 % à compter du 1^{er} janvier 2022.
- 4) En novembre 2020, le taux d'imposition des particuliers du Colorado a été réduit pour passer de 4,63 à 4,55 %, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020. En novembre 2020, le taux d'imposition des sociétés du Colorado a été réduit pour passer de 4,63 à 4,55 %, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.
- 5) Le taux d'imposition des sociétés de la Floride augmentera pour passer de 4,458 à 5,5 % à compter du 1^{er} janvier 2022.
- 6) Le taux d'imposition des sociétés de la Géorgie augmentera pour passer de 5,75 à 6 % à compter du 1^{er} janvier 2026.
- 7) Le taux d'imposition des sociétés de l'Indiana sera réduit pour passer de 5,25 à 4,9 % à compter du 1^{er} juillet 2021.
- 8) Le taux marginal d'imposition le plus élevé des sociétés de l'Iowa a été réduit pour passer de 12 à 9,8 % à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 9) Le Massachusetts impose les gains en capital à court terme, de même que les gains en capital à long terme découlant de la vente d'objets de collection (pour lesquels une déduction de 50 % est permise) à un taux fixe de 12 %.
- 10) Le taux d'imposition des sociétés du Montana a été réduit pour passer de 7 à 6,75 % à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 11) Certains États, tels que le Nevada, l'Ohio et Washington, où les sociétés ne sont pas assujetties à l'impôt sur leur revenu, font plutôt appliquer une taxe sur les activités commerciales exercées dans l'État, fondée sur une mesure (habituellement les recettes brutes) autre que le revenu net de la société.
- 12) En septembre 2020, le taux d'imposition des sociétés du New Jersey a augmenté pour passer de 10,5 à 11,5 %, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020. Le taux d'imposition des sociétés de l'État demeurera fixé à 11,5 % jusqu'en 2023.
- 13) Le taux marginal d'imposition le plus élevé des particuliers de New York a augmenté pour passer de 8,82 à 10,9 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Le taux marginal d'impôt le plus élevé des particuliers de l'État demeurera fixé à 10,9 % jusqu'en 2027. Le taux marginal d'imposition des sociétés de New York a augmenté pour passer de 6,5 à 7,25 % à compter du 1^{er} janvier 2021. Le taux d'imposition des sociétés de l'État demeurera fixé à 7,25 % jusqu'en 2023.
- 14) Le taux marginal d'imposition le plus élevé des particuliers du Nouveau-Mexique a été augmenté pour passer de 4,9 à 5,9 % à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 15) Le taux d'imposition des particuliers du Tennessee a été réduit pour passer à 0 %, par rapport à 1 % (sur les revenus tirés des dividendes et intérêts) à compter du 1^{er} janvier 2021.
- 16) Le taux de l'impôt de franchise du Texas est de 0,375 % de la marge imposable pour les grossistes et les détaillants et de 0,75 % de la marge imposable pour les autres contribuables. Les entités dont le revenu est de 1 180 000 \$ ou moins n'ont aucun impôt à payer.

Commerce international et douanes

Importations commerciales

Les importateurs de biens commerciaux doivent déclarer tous les biens importés au Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Les droits et taxes exigibles sont imputés sur la valeur canadienne des biens au moment de l'importation. Les importateurs peuvent mettre en œuvre les procédures d'autorisation eux-mêmes ou ils peuvent retenir les services d'un courtier en douanes agréé pour agir en leur nom. Il existe différents systèmes pour aider les importateurs et leurs agents à déclarer, à dédouaner et à comptabiliser les produits importés. Les documents sont présentés à l'ASFC en format papier ou, plus souvent, par échange de données informatisées, ou encore au moyen d'une combinaison de ces deux méthodes, selon l'option de dédouanement choisie.

L'ASFC peut exiger d'obtenir les documents suivants, entre autres, au moment de l'importation de biens commerciaux :

- facture de vente émise par le vendeur, l'exportateur ou l'expéditeur;
- facture des douanes canadiennes (FDC);
- document de contrôle du fret (que le transporteur a la responsabilité de fournir);
- Douanes Canada – Formule de codage (formulaire B3), document comptabilisant les droits et les taxes à payer à l'égard des biens;
- tous les permis, licences ou certificats exigés;
- certificat du pays d'origine, si un taux de droits préférentiel est demandé.

Tous les documents doivent fournir une description appropriée des biens, du pays d'origine, du prix payé ou à payer et de la quantité de biens expédiés.

Taux de droits

La *Loi sur les douanes* prévoit la perception de droits de douane sur les produits importés au Canada, tandis que le *Tarif des douanes* prévoit les taux de droits qui s'appliquent à divers classements tarifaires de produits. Les taux de droits varient et dépendent de la nature et de l'origine des produits importés, ainsi que de l'endroit de l'exportation. Des taux de droits préférentiels sont accordés aux pays qui ont conclu des accords commerciaux avec le Canada.

Taxe sur les importations de biens et de services

La plupart des produits importés au Canada sont assujettis à la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale, qui est calculée au taux de 5 % sur la valeur à l'acquitté de l'envoi. Cette taxe doit être payée au moment de l'entrée et elle est perçue à la frontière, à moins que les produits aillent directement à un entrepôt de stockage. Dans ce cas, la TPS est perçue lorsque les produits quittent l'entrepôt et deviennent admissibles à la vente au Canada.

Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)

Le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) le 30 novembre 2018. Cet accord a remplacé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2020. Plusieurs changements ont été apportés dans divers secteurs d'activité, notamment les constructeurs automobiles, les normes du travail et les normes environnementales, les mesures de protection de la propriété intellectuelle et le commerce numérique. Voici d'autres changements clés à noter :

- examen conjoint obligatoire de l'ACEUM dans les six premières années de sa mise en œuvre afin d'empêcher qu'il ne tombe en désuétude;
- les importateurs disposent maintenant de quatre ans (plutôt que d'une seule année en vertu de l'ALENA) pour demander un remboursement des droits de douane payés en trop qui sont admissibles en vertu de l'ACEUM;
- la certification simplifiée de l'origine permet aux exportateurs, aux producteurs ou aux importateurs de remplir, de signer et de soumettre par voie électronique l'ensemble minimal d'éléments de données afin que les biens soient admissibles;
- le Canada a convenu d'augmenter les seuils de minimis relatifs aux envois importés par messagerie à 150 \$ CA (franchise de droits) et à 40 \$ CA (exonérés de TPS);

Autres accords de libre-échange

Le gouvernement canadien a entamé une ronde de négociations intensive avec de nombreux partenaires commerciaux du Canada. Par conséquent, les biens expédiés directement au Canada à partir de certains pays pourraient bénéficier de droits de douane réduits, voire nuls.

Le Canada a conclu des accords commerciaux avec le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Honduras, Israël, la Corée du Sud, le Pérou, le Panama, la Jordanie, l'Association européenne de libre-échange, laquelle comprend l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse, de même qu'avec l'Union européenne et l'Ukraine.

Outre les accords commerciaux susmentionnés, le Canada a signé l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) le 8 mars 2018. Le PTPGP est un accord de libre-échange conclu entre le Canada et dix autres pays de la région de l'Asie-Pacifique. Le PTPGP est entré en vigueur le 31 décembre 2018 pour le Canada, l'Australie, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et Singapour, et le 14 janvier 2019 pour le Vietnam.

Étant donné que le Royaume-Uni ne fait plus partie de l'Union européenne, ses relations commerciales avec le Canada ne sont plus régies par l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Par conséquent, le Canada et le Royaume-Uni ont signé et ratifié l'Accord de continuité commerciale Canada-Royaume-Uni (ACC Canada-Royaume-Uni), qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2021.

L'ACC Canada-Royaume-Uni assure la continuité, la prévisibilité et la stabilité du commerce entre ces deux pays, en plus de préserver les atouts principaux de l'AECG et l'avantage concurrentiel du Canada sur le marché britannique, y compris l'élimination des tarifs sur 98 % des produits canadiens exportés au Royaume-Uni.

En vertu de ces autres accords de libre-échange, l'exportateur et le producteur des biens doivent, comme dans le cas de l'ACEUM, présenter à l'importateur canadien une preuve que les biens importés satisfont aux exigences de l'accord de libre-échange; il peut notamment s'agir d'un certificat d'origine ou d'une déclaration, selon les exigences de l'accord.

Programme d'autocotisation des douanes (PAD)

Le PAD est un système de dédouanement et de comptabilité mis au point par l'ASFC en vue d'aider les importateurs canadiens admissibles à réduire leurs coûts habituellement liés au commerce transfrontalier en investissant dans l'observation.

Les importateurs approuvés peuvent utiliser leurs propres systèmes commerciaux pour générer les documents de déclaration en détail des douanes. Les importateurs déterminent eux-mêmes les droits de douane et la TPS qu'ils doivent acquitter sur les biens importés par l'intermédiaire d'une institution financière de leur choix. L'ASFC espère que le PAD permettra de faire respecter davantage les exigences en matière de douane et d'améliorer la compétitivité pour les entreprises canadiennes.

Outre la comptabilisation de l'autocotisation, l'ASFC offre aux importateurs approuvés pour le PAD une option de dédouanement. Cette option leur permet d'éliminer les coûts liés au dédouanement des biens admissibles en vertu du PAD. Étant donné que certaines restrictions s'appliquent au programme de dédouanement, les importateurs peuvent choisir une seule ou les deux options offertes dans le cadre du PAD.

Manifeste électronique

Dans le cadre de son mandat visant à renforcer la sécurité à la frontière canadienne ainsi qu'à améliorer le processus frontalier commercial, l'ASFC a mis en place le Manifeste électronique.

Le Manifeste électronique exige que tous les importateurs, transporteurs et transitaires fournissent à l'ASFC dans les délais prévus, des données commerciales préalables par voie électronique avant l'arrivée des marchandises au Canada, quel que soit le mode de transport. Cette collecte de données permet d'améliorer la capacité de l'ASFC à détecter les expéditions à risque élevé avant leur arrivée à la frontière. Ainsi, les expéditions légitimes à faible risque seront en mesure de traverser la frontière plus efficacement.

Le défaut de se conformer à certaines de ces exigences peut entraîner des pénalités en vertu du Régime de sanctions administratives pécuniaires (RSAP).

Vérifications de l'observation commerciale (vérifications)

L'ASFC s'appuie sur un processus de vérification après la mainlevée pour examiner les opérations d'importation et imposer des sanctions aux contrevenants. Elle publie deux fois par année une liste exposant les priorités de vérification dans des domaines tels que le classement tarifaire, l'origine et l'évaluation. Cette liste n'est pas exhaustive; une société peut faire l'objet de vérifications aléatoires relativement à l'un ou l'autre ou à l'ensemble de ces domaines.

Dans le cadre d'une vérification, l'ASFC pourrait envoyer des questionnaires et demander les renseignements suivants :

- l'ensemble de la documentation relative aux importations au cours de la période de vérification, y compris une copie du bon de commande, de la facture de vente, de la documentation liée aux douanes, des documents d'expédition, des registres comptables, etc.

L'ASFC impose également des sanctions pécuniaires aux importateurs qui contreviennent à la législation en matière de douane. Dans la plupart des cas, ces sanctions sont imputées pour des infractions découvertes au cours d'une vérification.

Le Régime de sanctions administratives pécuniaires (RSAP)

Il incombe à l'importateur et à l'exportateur attitrés de s'assurer que la législation en matière de douane est respectée dans le cadre de toute opération d'importation ou d'exportation. Le RSAP vise à assurer l'observation de la législation en matière de douane en imposant des sanctions pécuniaires dans les cas d'inobservation.

Le RSAP s'applique aux infractions à la *Loi sur les douanes*, au *Tarif des douanes* et à leurs règlements d'application, ainsi qu'aux infractions aux modalités d'ententes et d'engagements en matière d'agrément. Le RSAP impose des sanctions pécuniaires en fonction de la nature, de la fréquence et de la gravité de l'infraction. La plupart des sanctions sont progressives et tiennent compte des antécédents de l'importateur ou de l'exportateur en matière d'observation.

À compter du 1^{er} avril 2019, la pénalité minimale pour ces infractions a été augmentée pour passer de 150 à 500 \$ et peut maintenant varier de 150 \$ à un maximum de 25 000 \$ pour une seule infraction; cependant, si plus d'une infraction est relevée, le montant peut dépasser 25 000 \$.

Afin de veiller à ce que toutes les opérations commerciales soient exactes et complètes, et afin d'éviter les sanctions du RSAP pour inobservation, les importateurs et les exportateurs devraient mettre en place des procédures écrites visant à faire en sorte que les déclarations faites à l'ASFC soient exactes et complètes.

Les secteurs de responsabilité en cause comprennent les suivants :

- dédouanement de biens importés;
- droits de douane et TPS exigibles;
- déclaration des exportations;
- documentation;
- transmission d'informations;
- tenue des registres;
- capacité de répondre aux requêtes de l'ASFC après paiement.

Dans la plupart des cas, les sanctions seront émises contre l'importateur ou l'exportateur attitré, peu importe lequel des partenaires de la chaîne d'approvisionnement ou des fournisseurs de services a réellement commis l'infraction.

Gestion des cotisations et des recettes de l'ASFC (GCRA)

La GCRA est une initiative pluriannuelle qui facilitera l'observation commerciale et qui optimisera l'utilisation de l'analyse de données afin de simplifier les processus d'affaires. Une fois pleinement mise en œuvre, la GCRA :

- simplifiera le processus global d'importation;
- offrira une interface moderne pour l'importation au Canada;
- donnera aux importateurs un accès libre-service à leurs propres renseignements;
- optimisera l'uniformité des règles et des décisions commerciales.

Toutes les sociétés qui importent des biens au Canada seront tenues d'utiliser le portail client de la GCRA. Le défaut d'inscrire une société qui importe des biens au Canada entraînera un refus de faire entrer les colis à la frontière. Le déploiement du portail client de la GCRA se fait en deux phases, dont la première s'effectue à compter du 25 mai 2021 :

Premier déploiement de la GCRA – 25 mai 2021

L'intégration du portail client de la GCRA est uniquement offerte aux importateurs, aux courtiers en douanes et aux conseillers en commerce et exigera de chacun, si ce n'est pas déjà fait, qu'il ait un numéro d'entreprise (NE). Le portail client de la GCRA sera en ligne et comprendra des fonctions telles que :

- des procédures de délégation des pouvoirs qui offrent aux importateurs la capacité de donner accès à des fournisseurs de services tiers;
- des options de paiements en ligne (cartes de crédit, cartes de débit préautorisées, etc.);
- des outils de classement tarifaire et calculateur des droits et taxes estimatifs;
- des interfaces de programmation d'application (API) pour récupérer du portail des données tarifaires sur les dernières opérations de l'importateur;
- la capacité de présenter une demande de décision et d'obtenir des mises à jour de l'état d'avancement par voie électronique.

Deuxième déploiement de la GCRA – Mai 2022

L'intégration du portail client de la GCRA est offerte à toutes les parties prenantes du secteur du commerce, y compris celles qui n'étaient pas incluses auparavant dans le premier déploiement, et il devient obligatoire pour tous les importateurs qui ne sont pas inscrits auprès de l'ASFC de s'inscrire, à défaut de quoi les expéditions ne seront pas dédouanées et leur entrée au Canada sera refusée. Les fonctions additionnelles du portail comprennent ce qui suit :

- déclaration en détail commerciale (DDC) électronique qui remplace le processus de B3 actuel;
- correction et rajustement électroniques qui remplacent l'actuel processus de B2;
- obligation pour tous les importateurs de disposer de leur propre compte-garantie afin d'avoir recours au privilège de mainlevée avant le paiement;
- cycles de facturation mensuelle harmonisés;
- nouvelles options de compensation des droits exigibles avec un remboursement des droits;
- gestion électronique des appels et des mesures relatives à la conformité.

Négociants dignes de confiance

Partenaires en protection (PEP)

Le programme de sécurité du Canada fait appel à la collaboration du secteur privé aux fins de l'amélioration de la sécurité frontalière et de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

Il s'agit d'un programme volontaire conçu pour accélérer les processus frontaliers et les rendre plus efficaces pour les entreprises à faible risque préapprouvées qui sont reconnues comme des négociants fiables. Il vise aussi à aider à détecter et à prévenir la contrebande tout en permettant d'accroître la sensibilisation aux questions d'observation douanière.

Lorsque les importateurs et les exportateurs ont recours au programme PEP parallèlement au PAD, ils ont la possibilité de participer au programme Expéditions rapides et sécuritaires (EXPRES), qui aide à simplifier les importations au Canada de produits provenant de négociants fiables.

Customs-Trade Partnership Against Terrorism (C-TPAT)

Le C-TPAT est un programme américain à participation volontaire qui fait intervenir le gouvernement et les entreprises, dans le but de renforcer et d'améliorer l'ensemble des chaînes d'approvisionnement international et la sécurité à la frontière américaine. En vertu de ce programme, les entreprises sont appelées à s'assurer de l'intégrité de leurs pratiques en matière de sécurité, ainsi qu'à communiquer et à vérifier les directives concernant la sécurité de leurs partenaires commerciaux au sein de la chaîne d'approvisionnement. À l'heure actuelle, les importateurs américains, les fabricants canadiens et mexicains, les courtiers en douanes agréés américains, les groupeurs, les transporteurs et les fournisseurs indépendants de solutions logistiques peuvent participer au programme C-TPAT.

Renouvellement des programmes des négociants dignes de confiance – Proposition de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)

Le groupe de travail de l'ASFC pour le renouvellement des programmes des négociants dignes de confiance a entamé des discussions concernant les nouvelles priorités visant le renforcement des exigences minimales en matière de sécurité afin qu'elles correspondent au C-TPAT et au Cadre de normes SAFE visant à sécuriser et à faciliter les échanges commerciaux internationaux (cadre SAFE), en se concentrant notamment sur :

- la planification et l'évaluation des risques;
- la sécurité du personnel;
- la cybersécurité;
- la sécurité agricole;
- le travail forcé;
- le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes.

Les discussions sont toujours en cours et aucune échéance claire n'a été fixée pour parvenir à des normes mises à jour relativement aux négociants dignes de confiance.

Importations personnelles – Exemptions personnelles¹

Durée de l'absence ²	Valeur des biens	Alcool	Tabac ³
Moins de 24 heures	Aucune exemption personnelle	s. o.	s. o.
24 heures ou plus ⁴	Jusqu'à 200 \$	s. o.	s. o.
48 heures ou plus ⁵	Jusqu'à 800 \$	1,5 litre de vin ou 1,14 litre de boissons alcoolisées ou 8,5 litres de bière ou d'ale	200 cigarettes, 50 cigares / cigarillos, 200 bâtonnets de tabac et 200 grammes de tabac fabriqué
7 jours ou plus ⁵	Jusqu'à 800 \$	1,5 litre de vin ou 1,14 litre de boissons alcoolisées ou 8,5 litres de bière ou d'ale	200 cigarettes, 50 cigares / cigarillos, 200 bâtonnets de tabac et 200 grammes de tabac fabriqué

Notes

- 1) Si vous êtes un résident canadien qui rentre d'un voyage à l'extérieur du Canada, un ancien résident qui retourne vivre au Canada ou un résident temporaire qui revient d'un voyage à l'extérieur du Canada, vous avez droit à des exemptions personnelles qui vous permettent d'importer des biens au Canada sans avoir à payer les droits de douane, la TPS/TVH et la taxe d'accise applicables. Le montant de votre exemption est déterminé en fonction de la durée de votre absence depuis votre départ du Canada. Une exemption personnelle peut servir un nombre indéterminé de fois par année, mais elle ne peut être combinée avec celle d'une autre personne, ni transférée à une autre personne.
- 2) Dans le calcul du nombre de jours d'absence, la date du départ du Canada n'est pas prise en compte, mais celle du retour l'est.
- 3) Les cigarettes, les bâtonnets de tabac ou le tabac fabriqué qui sont inclus dans l'exemption personnelle peuvent donner droit à une exemption partielle seulement. Les produits du tabac qui excèdent l'exemption personnelle seront assujettis aux taxes et aux droits habituels, voire à des frais provinciaux ou territoriaux sur le montant excédentaire. Les produits portant la mention « DUTY PAID CANADA DROIT ACQUITTÉ » ne seront pas inclus dans le calcul des sommes dues. Les produits fabriqués au Canada qui portent cette mention sont vendus dans les boutiques hors taxe.
- 4) Si la durée de l'absence est de 24 heures ou plus et si la valeur des biens achetés à l'étranger excède 200 \$ CA, l'exemption personnelle de 200 \$ ne s'applique pas. Les droits et les taxes applicables doivent plutôt être payés sur la valeur totale des biens qui sont importés au Canada. Les biens doivent être en votre possession à votre arrivée au Canada, et cette exemption personnelle ne vise pas l'alcool ou les produits du tabac.

Notes (suite)

- 5) Si la durée de l'absence est de 48 heures ou plus et si la valeur des produits achetés à l'étranger est supérieure aux limites de l'exemption personnelle de 800 \$ CA, les droits s'appliqueront au montant qui dépasse la limite de l'exemption personnelle. Par exemple, si des produits d'une valeur de 1 000 \$ ont été achetés au cours d'un séjour de trois jours, les droits et les taxes seraient calculés et devraient être payés, au moment de votre retour au Canada, à l'égard du montant qui dépasse la limite de l'exemption personnelle fixée à 800 \$ (c.-à-d. 200 \$). Cependant, sur la première tranche de 300 \$ CA qui excède l'exemption personnelle, vous pouvez vous prévaloir d'un taux de droits préférentiel de 7 % applicable à tous les biens qui ne seraient pas en franchise de droits en vertu du *Tarif des douanes*. Les biens doivent être en votre possession à votre arrivée au Canada. Toutefois, si le séjour à l'extérieur du Canada dure sept jours ou plus, il n'est pas obligatoire que les biens (à l'exception des produits du tabac et des boissons alcoolisées) soient en votre possession à votre arrivée, mais ils doivent être déclarés à titre de marchandises à suivre. Tous les biens, y compris les marchandises à suivre, doivent être déclarés aux douanes au moment de l'entrée au Canada.

Importations personnelles – Devises, cadeaux, marchandises prohibées et cannabis

Devises

Aucune restriction ne s'applique au montant des instruments monétaires ou des sommes en espèces qui peut être apporté à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada. Toutefois, les instruments monétaires importés ou exportés d'une valeur de 10 000 \$ CA ou plus (ou un montant équivalent en devises) doivent être déclarés à l'Agence des services frontaliers du Canada (« ASFC ») au moment de l'arrivée au Canada ou avant le départ du Canada. Si vous transportez des espèces ou des instruments monétaires pour votre propre compte, vous devez produire le formulaire E677, Déclaration sur les mouvements transfrontaliers d'espèces et d'effets – Particulier. Si vous transportez des espèces ou des instruments monétaires pour le compte d'un tiers, vous devez produire le formulaire E667, Déclaration sur les mouvements transfrontaliers d'espèces et d'effets – Générale.

Les instruments monétaires ou les sommes en espèces qui ne sont pas déclarés à l'ASFC peuvent faire l'objet d'une saisie, d'une confiscation ou de l'imposition de pénalités, dont le montant varie de 250 à 5 000 \$.

Cadeaux

Lorsque vous séjournez à l'extérieur du Canada, vous pouvez envoyer des cadeaux à des amis au Canada en franchise de droits et de taxes. Pour être admissible, chaque cadeau doit avoir une valeur maximale de 60 \$ CA, et il ne peut s'agir de produits du tabac, de boissons alcoolisées ou de matériel publicitaire. Si le cadeau vaut plus de 60 \$ CA, le destinataire devra payer les droits et les taxes habituels sur le montant excédentaire. Les cadeaux que vous envoyez depuis l'extérieur du Canada ne comptent pas dans le calcul du montant de votre exemption personnelle, mais les cadeaux que vous ramenez dans vos bagages y sont pris en compte.

(suite)

Marchandises prohibées ou à autorisation restreinte

Les marchandises qui suivent sont prohibées ou assujetties à des restrictions touchant les importations :

- armes à feu et armes;
- répliques d'armes à feu;
- explosifs, pièces pyrotechniques et munitions;
- véhicules : les restrictions touchant les importations s'appliquent principalement aux véhicules d'occasion qui ne sont pas des modèles de l'année et qui sont importés d'un pays autre que les États-Unis;
- produits alimentaires;
- animaux, végétaux et leurs produits;
- espèces menacées d'extinction;
- biens culturels;
- produits de consommation interdits par Santé Canada;
- produits de santé (médicaments sur ordonnance);
- matelas usagés ou d'occasion;
- marchandises d'importation contrôlée;
- affiches et feuilles volantes représentant des scènes de crime et de violence;
- représentations photographiques, filmées, vidéos ou autres représentations visuelles qui constituent de la pornographie juvénile en vertu du Code criminel;
- bois de chauffage;
- marchandises contaminées par de la terre;
- livres, imprimés, dessins, peintures, gravures, photographies ou reproductions de tout genre qui, en vertu du Code criminel :
 - sont réputés obscènes;
 - constituent de la propagande haineuse;
 - sont de nature à fomenter la trahison; ou
 - sont de nature à fomenter la sédition.

Cannabis

Le fait de franchir la frontière en possession de produits du cannabis (marijuana) demeure une infraction criminelle. L'importation et l'exportation de cannabis et/ou de produits du cannabis demeurent illégales en l'absence d'un permis délivré par Santé Canada. Des permis et des exemptions peuvent être délivrés dans certains cas, notamment pour le cannabis servant à des fins médicales ou scientifiques. Malgré la légalisation du cannabis au Canada, le mouvement non autorisé du cannabis par-delà les frontières demeure une infraction criminelle grave pouvant donner lieu à une arrestation et à une poursuite, voir à une peine d'emprisonnement. De plus, il est aussi illégal de recevoir toute forme de cannabis au Canada provenant de l'étranger ou d'en envoyer à l'extérieur du pays par la poste ou par messagerie.

Taxes indirectes

5

Taxes indirectes

Taux fédéraux et provinciaux/territoriaux de la taxe de vente¹

Provinces et territoires	TPS	TVP/TVD/TVQ	TVH
Colombie-Britannique	5 % TPS	7 % TVP	
Alberta	5 % TPS		
Saskatchewan	5 % TPS	6 % TVP ²	
Manitoba	5 % TPS	7 % TVD ³	
Ontario			13 % TVH
Québec	5 % TPS	9,975 % TVQ ⁴	
Nouveau-Brunswick			15 % TVH
Nouvelle-Écosse			15 % TVH
Île-du-Prince-Édouard			15 % TVH
Terre-Neuve-et-Labrador			15 % TVH
Yukon	5 % TPS		
Territoires du Nord-Ouest	5 % TPS		
Nunavut	5 % TPS		

Note

- 1) La taxe sur les produits et services (TPS) du Canada s'applique à un taux de 5 % sur la plupart des biens acquis et des services rendus au Canada. La taxe de vente harmonisée (TVH) comporte une composante fédérale de 5 % et une composante provinciale qui varie d'une province à une autre. Le Canada propose une nouvelle taxe de luxe à un taux allant de 10 à 20 % sur les voitures de luxe et les avions privés d'une valeur de plus de 100 000 \$, et sur les bateaux d'une valeur de plus de 250 000 \$.

Le Canada a instauré de nouvelles règles de la TPS/TVH qui obligent plusieurs exploitants de plateforme de distribution et entreprises non résidentes situées à l'extérieur du Canada à s'inscrire aux fins de la TPS/TVH et à percevoir cette taxe auprès de certains clients sur la vente de services, de biens meubles incorporels et de biens, dans certaines circonstances, à compter du 1^{er} juillet 2021.

Le Canada propose une nouvelle taxe sur les services numériques (TSN) de 3 % à l'égard de certaines sources de revenus de grandes entreprises à compter du 1^{er} janvier 2022. La nouvelle TSN s'applique à certaines recettes perçues de modèles d'affaires en ligne, y compris les places de marché en ligne, les médias sociaux, la publicité en ligne et les données de l'utilisateur. Le budget fédéral de 2021 ne présente que les points saillants de cette nouvelle TSN proposée, mais ne comprend aucun projet de loi. Le gouvernement invite les parties prenantes à présenter leurs commentaires jusqu'au 18 juin 2021.

La taxe de vente provinciale (TVP) / taxe de vente au détail (TVD) est une taxe qui s'applique en une seule étape, généralement à la vente au détail de biens et de certains services à des personnes qui utilisent ces biens ou ces services. Les taux et les règles de cette taxe varient d'une province à une autre.

Le Québec applique la taxe de vente du Québec (TVQ), laquelle s'applique généralement de la même façon que la TPS/TVH, à certaines exceptions près.

D'autres taux et taxes de vente peuvent s'appliquer.

- 2) La Saskatchewan a instauré des règles de TVP qui obligent de nombreux exploitants de plateforme numérique à s'inscrire aux fins de la TVP et à percevoir cette taxe auprès des clients sur les ventes effectuées par l'entremise de leur plateforme à compter du 1^{er} janvier 2020.
- 3) Le Manitoba prévoit d'instaurer des règles de TVD qui obligeront de nombreux exploitants de plateforme numérique à s'inscrire aux fins de la TVD et à percevoir cette taxe auprès des clients sur les ventes effectuées par l'entremise de leur plateforme à compter du 1^{er} décembre 2021. Le Manitoba a réduit le taux de sa TVD afin qu'il passe de 8 à 7 % à compter du 1^{er} juillet 2019.
- 4) Le Québec a instauré des règles sur la TVQ en vertu desquelles de nombreuses entreprises situées à l'extérieur du Québec et les exploitants de certaines plateformes numériques sont tenues de s'inscrire aux fins de la TVQ et de percevoir cette taxe auprès de certains clients à compter du 1^{er} janvier 2019 ou du 1^{er} septembre 2019, selon les circonstances. Le Québec prévoit d'apporter d'autres modifications à la TVQ, qui seront semblables à celles apportées aux règles de la TPS/TVH, relativement à la fourniture de biens à compter du 1^{er} juillet 2021.

Remboursements pour les organismes de services publics¹

Type d'organisme	TPS	TVQ	Composante provinciale de la TVH				
			Ont.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
Organismes de bienfaisance et OSBL admissibles	50 %	50 %	82 %	50 %	50 %	35 %	50 %
Administrations hospitalières, exploitants d'établissements ou fournisseurs externes	83	51,5	87	0	83 ²	0	0
Municipalités	100	50	78	57,14	57,14	0	57,14
Administrations scolaires	68	47	93	0	68	0	0
Universités et collèges publics	67	47	78	0	67	0	0

Notes

- 1) Certaines entités peuvent être admissibles au remboursement pour les organismes de services publics au titre de la TPS, de la composante provinciale de la TVH ou de la TVQ payée sur des achats ou des dépenses admissibles. Le tableau ci-dessus présente un sommaire de ces remboursements.
- 2) En Nouvelle-Écosse, le remboursement de 83 % de la composante provinciale de la TVH ne s'applique qu'aux administrations hospitalières.

Suppression des restrictions à l'obtention d'un RTI au titre de la TVQ et exigences en matière de CTI récupérés aux fins de la TVH pour les grandes entreprises et les institutions financières

Avant le 1^{er} janvier 2021, certaines grandes entreprises ne pouvaient pas demander la totalité du remboursement de taxe sur les intrants (RTI) au titre de la TVQ payée sur des biens et services déterminés. Avant le 1^{er} avril 2021, les entreprises touchées étaient également tenues de récupérer certains crédits de taxe sur les intrants (CTI) demandés au titre de la composante provinciale de la TVH payée sur les types similaires de biens et services à l'Île-du-Prince-Édouard. Ces restrictions au titre de la TVQ ainsi que les règles concernant la récupération des CTI aux fins de la TVH ne sont plus en vigueur, mais font toujours l'objet de vérification par les autorités fiscales.

Un inscrit aux fins de la TVQ et de la TPS/TVH était généralement considéré comme une grande entreprise au cours d'un exercice donné si la valeur des ventes taxables effectuées au Canada par lui et par ses associés excède 10 millions de dollars pour l'exercice précédent. Diverses institutions financières étaient également considérées comme des grandes entreprises, peu importe la valeur de leurs ventes taxables.

Les règles concernant la récupération des crédits de taxe sur les intrants (RCTI) étaient semblables aux restrictions qui s'appliquent aux RTI aux fins de la TVQ. Toutefois, une des principales différences résidait dans le fait qu'une entreprise assujettie à ces règles ne pouvait pas tout bonnement omettre de demander les CTI assujettis aux règles concernant la RCTI. L'entreprise devait demander les CTI et les récupérer au cours de la période de déclaration appropriée. En général, les grandes entreprises étaient tenues de présenter les montants de la RCTI de façon distincte au moment de produire leurs déclarations fiscales.

Biens et services déterminés qui étaient assujettis aux restrictions à l'obtention d'un RTI et aux règles concernant la RCTI						
Biens et services déterminés	Qué. ¹	Ont. ²	N.-É.	N.-B.	Î.-P.-É. ³	T.-N.-L.
Véhicules motorisés admissibles de moins de 3 000 kg, carburant (autre que le diesel) et certains biens ou services liés à ce type de véhicule	Restrictions relatives aux RTI	s. o.	s. o.	s. o.	RCTI	s. o.
Électricité, gaz, combustibles et vapeur	Restrictions relatives aux RTI	s. o.	s. o.	s. o.	RCTI	s. o.
Service de téléphone et autres services de télécommunication (à l'exception des services « 1-800 », « 1-888 » ou « 1-877 » et des services Internet)	Restrictions relatives aux RTI	s. o.	s. o.	s. o.	RCTI	s. o.
Repas et divertissement	Restrictions relatives aux RTI	s. o.	s. o.	s. o.	RCTI	s. o.

Notes

- 1) Au Québec, les restrictions relatives aux remboursements de taxe sur les intrants (RTI) ont été graduellement éliminées. L'élimination graduelle, qui a commencé le 1^{er} janvier 2018, a été achevée au 31 décembre 2020.
- 2) En Ontario, les exigences concernant la récupération des crédits de taxes sur les intrants (RCTI) ont été graduellement éliminées pendant la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2018.
- 3) À l'Île-du-Prince-Édouard, les exigences concernant les RCTI ont été graduellement éliminées à compter du 1^{er} avril 2018 jusqu'au 31 mars 2021.

Taux d'intérêt prescrits – TPS/TVH et TVQ

	TPS/TVH		TVQ	
	Remboursements de taxes	Taxes exigibles	Remboursements de taxes	Taxes exigibles
2019				
De janvier à mars	2,0/4,0 %	6,0 %	2,0 %	7,0 %
D'avril à juin	2,0/4,0	6,0	2,0	7,0
De juillet à septembre	2,0/4,0	6,0	1,8	7,0
D'octobre à décembre	2,0/4,0	6,0	1,8	7,0
2020				
De janvier à mars	2,0/4,0	6,0	1,7	7,0
D'avril à juin	2,0/4,0	6,0	1,7	7,0
De juillet à septembre	1,0/3,0	5,0	1,4	5,0
D'octobre à décembre	1,0/3,0	5,0	1,4	6,0
2021				
De janvier à mars	1,0/3,0	5,0	1,0	5,0
D'avril à juin	1,0/3,0	5,0	1,0	5,0

Périodes de production et de cotisation de la TPS/TVH et de la TVQ¹

	Seuil annuel des fournitures taxables ²		
	1 500 000 \$ ou moins	Plus de 1 500 000 \$ à 6 000 000 \$	Plus de 6 000 000 \$
Période de déclaration ³	Annuelle	Trimestrielle	Mensuelle
Période de déclaration facultative ⁴	Mensuelle ou trimestrielle	Mensuelle	s. o.
Date limite de production	Trois mois suivant la fin de la période de déclaration annuelle ⁵	Un mois suivant la fin de la période de déclaration	Un mois suivant la fin de la période de déclaration
Période de cotisation ⁶	4 ans	4 ans	4 ans
Délai de production d'un avis d'opposition	90 jours	90 jours	90 jours
Délai de production d'un avis d'appel ⁷	90 jours	90 jours	90 jours

Notes

- 1) Certains renseignements qui figurent dans ce tableau pourraient ne pas s'appliquer à certaines entreprises non résidentes et à certains exploitants de plateforme numérique utilisant le système d'inscription simplifié au fichier de la TVQ qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Certaines particularités pourraient ne pas s'appliquer à certaines entreprises non résidentes et à certains exploitants de plateforme numérique inscrits au nouveau système d'inscription simplifié aux fins de la TPS/TVH à compter du 1^{er} juillet 2021.
- 2) Les fournitures taxables comprennent les fournitures détaxées. Certaines fournitures pourraient toutefois être exclues aux fins de ces calculs.
- 3) Les institutions financières désignées peuvent généralement continuer de produire des déclarations annuelles, même si les fournitures taxables qu'elles ont effectuées pourraient excéder les montants du seuil établi pour les productions mensuelles ou trimestrielles.
- 4) En vue de l'utilisation de la période de déclaration facultative, un choix doit généralement être produit au début de l'année.
- 5) Aux fins de la déclaration de la TPS/TVH et de la TVQ, un particulier ayant une période de déclaration annuelle et un revenu d'entreprise et dont la fin d'exercice est le 31 décembre doit payer la taxe au plus tard le 30 avril et produire sa déclaration au plus tard le 15 juin. Des règles spéciales s'appliquent également à certaines institutions financières.
- 6) En règle générale, la période de cotisation est de quatre ans; elle peut toutefois être prolongée dans certaines situations, notamment en cas de fraude ou de fausse déclaration attribuable à de la négligence, de l'insouciance ou à une faute intentionnelle.
- 7) Une fois que l'Agence du revenu du Canada ou Revenu Québec a confirmé l'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation, le délai de production d'un avis d'appel auprès du tribunal approprié est généralement de 90 jours.

Principales dispositions relatives aux pénalités – TPS/TVH et TVQ

Description	Pénalité relative à la TPS/TVH	Pénalité relative à la TVQ
Défaut de produire une déclaration dans les délais prescrits	1 % de la taxe impayée plus 0,25 % par mois entier jusqu'à ce que la déclaration soit produite (jusqu'à concurrence de 12 mois)	25 \$ par jour jusqu'à concurrence de 2 500 \$
Défaut de remettre la taxe dans les délais prescrits	Aucune pénalité (intérêts seulement)	7 à 15 % de la taxe à payer ¹
Défaut de fournir des renseignements	100 \$ pour chaque défaut	100 \$ pour chaque défaut
Omission d'indiquer adéquatement et dans les délais prescrits un montant dans les déclarations annuelles de renseignements de la TPS/TVH et de la TVQ pour les institutions financières	Moindre de : • 1 000 \$, et • 1 % de la différence entre les montants (ou 1 % du total de la taxe à percevoir et des CTI demandés, selon le montant)	Moindre de : • 1 000 \$, et • 1 % de la différence entre les montants (ou 1 % du total de la taxe à percevoir et des RTI demandés, selon le montant)
Faux énoncé ou omission attribuable à une négligence grave	250 \$ ou 25 % du montant de réduction de la taxe, selon le plus élevé des deux	50 % de l'avantage fiscal
Pénalités pour tierce personne	Le plus élevé de : • 1 000 \$, et • le moindre de 50 % de l'avantage fiscal et du total de 100 000 \$ plus compensation	Le plus élevé de : • 1 000 \$, et • le moindre de 50 % de l'avantage fiscal et du total de 100 000 \$ plus compensation

Note

- 1) En règle générale, lorsque le paiement du montant est en retard de 7 jours ou moins, une pénalité de 7 % s'applique, tandis que lorsque le paiement est en retard de 8 à 14 jours, une pénalité de 11 % s'applique. Une pénalité de 15 % s'applique dans tous les autres cas.

Taux des taxes de vente provinciales / des taxes de vente au détail¹

	C.-B.	Saskatchewan ²	Manitoba ³
Vente générale ou location de biens et services taxables	7 %	6 %	7 %
Voitures de tourisme			
Moins de 55 000 \$	7	6	7
De 55 000 à 55 999,99 \$	8	6	7
De 56 000 à 56 999,99 \$	9	6	7
De 57 000 à 124 999,99 \$	10	6	7
De 125 000 à 149 999,99 \$	15	6	7
150 000 \$ ou plus	20	6	7
Boissons alcoolisées	10	10 ⁴	7
Assurance ⁵	0	6	7

Notes

- 1) Le présent tableau n'est fourni qu'à titre informatif. Il y a lieu de consulter la législation et les politiques administratives pertinentes puisque des règles et des exceptions particulières peuvent s'appliquer au sein de ces grandes catégories.
- 2) La Saskatchewan a élargi l'assiette fiscale de sa taxe de vente provinciale afin d'y inclure certains services relatifs aux immeubles à compter du 1^{er} avril 2017 et certaines primes d'assurance à compter du 1^{er} août 2017.
- 3) Le Manitoba a réduit le taux général de sa taxe de vente afin qu'il passe de 8 à 7 % à compter du 1^{er} juillet 2019. Le Manitoba a éliminé la TVD de 7 % sur l'assurance de biens immobiliers résidentiels et commerciaux admissible à compter du 1^{er} juillet 2020.
- 4) La Saskatchewan perçoit une taxe de 10 % sur les boissons alcoolisées à titre de taxe distincte à la consommation d'alcool.
- 5) En Ontario, une TVH de 13 % s'applique sur la plupart des biens et services taxables. De façon générale, la TVH ne s'applique pas aux primes d'assurance. Toutefois, l'Ontario applique une TVD de 8 % sur de nombreuses primes d'assurance, et le Québec applique une taxe de 9 % sur de nombreuses primes d'assurance.

Terre-Neuve-et-Labrador a éliminé la taxe de 13 % applicable aux primes d'assurance automobile. La province continue toutefois d'appliquer une TVD de 15 % sur d'autres produits d'assurance.

D'autres taxes liées aux primes d'assurance pourraient également s'appliquer dans diverses provinces.

Taux d'intérêt prescrits – TVP/TVD¹

	C.-B. ² (TVP)	Saskatchewan ³ (TVP)	Manitoba ⁴ (TVD)
2019			
De janvier à mars	6,95 %	6,95 %	9,95 %
D'avril à juin	6,95	6,95	9,95
De juillet à septembre	6,95	6,95	9,95
D'octobre à décembre	6,95	6,95	9,95
2020			
De janvier à mars	6,95	6,95	8,95
D'avril à juin	5,95	6,95	8,95
De juillet à septembre	5,45	6,95	7,45
D'octobre à décembre	5,45	6,95	7,45
2021			
De janvier à mars	5,45	5,45	6,45
D'avril à juin	5,45	5,45	6,45

Notes

- 1) Les taux indiqués dans le tableau s'appliquent aux taxes exigibles.
- 2) En Colombie-Britannique, les taux pour les remboursements de taxes sont généralement inférieurs de 5 % à ceux qui s'appliquent aux taxes exigibles.
- 3) En Saskatchewan, des intérêts peuvent être payés seulement sur certains remboursements de taxes à un taux inférieur à celui qui s'applique aux taxes exigibles.
- 4) Au Manitoba, aucun intérêt n'est payé sur les remboursements de taxes.

Autres taxes et retenues

6

Autres taxes et retenues

Charges sociales provinciales et cotisations au Fonds des services de santé¹ – 2021

	Impôt-santé des employeurs de la C.-B. ⁵	Impôt sur la santé et l'enseignement postsecondaire du Manitoba	Impôt-santé des employeurs de l'Ontario
Taux d'imposition	1,95 % ⁶	2,15 % ⁸	1,95 %
Rémunération exonérée ²	500 000 \$ ⁶	1 500 000 \$ ⁸	1 000 000 \$
Période d'acomptes provisionnels	Trimestrielle ⁷	Mensuelle ⁹	Mensuelle ¹¹
Date limite de production annuelle	31 mars	31 mars	15 mars
Période de cotisation ³	6 ans	6 ans	4 ans
Période de remboursement	–	2 ans	4 ans
Délai fixé pour faire opposition ⁴	–	90 jours	180 jours

Notes

- 1) La masse salariale comprend généralement l'ensemble des paiements, avantages et allocations qui doivent être pris en compte dans le calcul du revenu d'emploi au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les paiements versés par les employeurs associés peuvent également être réputés inclus dans la masse salariale.
- 2) Chaque province prévoit des conditions d'admissibilité particulières pour obtenir l'exonération. Dans la plupart des cas, l'exonération doit être répartie proportionnellement entre les sociétés associées et certaines sociétés de personnes dont les associés sont des sociétés.
- 3) La période de cotisation peut être prolongée si l'employeur n'est pas inscrit aux fins de cet impôt, ou s'il existe des soupçons selon lesquels des renseignements n'ont pas été fournis ou ont été présentés de façon erronée dans les déclarations.
- 4) Le délai fixé pour faire opposition commence généralement à la date de la mise à la poste de l'avis de cotisation.
- 5) La Colombie-Britannique a instauré un nouvel impôt-santé des employeurs (ISE) qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019. L'ISE visait à contribuer au financement de l'élimination des contributions au régime de services médicaux qui a été réalisée au 1^{er} janvier 2020, (voir le tableau « Contributions santé provinciales »).
Aux fins de l'ISE, une coentreprise n'est pas considérée comme un employeur, mais chaque coentrepreneur l'est.
- 6) L'ISE est calculé en pourcentage de la masse salariale et varie en fonction de la masse salariale des employeurs. Les employeurs dont la masse salariale annuelle est supérieure à 1,5 million de dollars sont assujettis au taux de 1,95 %, sans aucune exonération. Les masses salariales annuelles de 500 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe. Les masses salariales annuelles se situant entre 500 000 \$ et 1,5 million de dollars sont imposées à un taux de 2,925 % du montant en excédent de 500 000 \$. Les seuils annuels de la masse salariale des employeurs qui sont des organismes de bienfaisance ou des organismes à but non lucratif sont respectivement de 1,5 million de dollars et 4,5 millions de dollars. Si vous êtes associé à d'autres employeurs dont la rémunération combinée de la Colombie-Britannique se situe entre 500 000 \$ et 1,5 million de dollars, vous devez partager l'exonération de 500 000 \$. Si la rémunération combinée de la Colombie-Britannique de ces employeurs est supérieure à 1,5 million de dollars, aucune exonération ne leur est offerte.
- 7) Les acomptes doivent être versés pendant l'année civile le 15 juin, le 15 septembre, le 15 décembre et le 31 mars. Si le montant de l'ISE qui était exigible au cours de l'année civile précédente dépassait 2 925 \$, des acomptes trimestriels doivent être versés sur le moins élevé de 25 % du montant de l'ISE pour l'année précédente et de 25 % du montant estimatif de l'ISE pour l'année en cours.

	Fonds des services de santé du Québec ¹²	Impôt sur la santé et l'enseignement postsecondaire de Terre-Neuve-et-Labrador
Taux d'imposition	4,26 % ¹³	2,00 %
Rémunération exonérée ²	–	1 300 000 \$
Période d'acomptes provisionnels	Mensuelle ¹⁴	Mensuelle ¹⁵
Date limite de production annuelle	28 février	s. o. ¹⁶
Période de cotisation ³	4 ans	4 ans
Période de remboursement	4 ans	3 ans
Délai fixé pour faire opposition ⁴	90 jours	90 jours

Notes (suite)

- 8) Les employeurs dont la masse salariale annuelle est supérieure à 3 millions de dollars sont assujettis au taux de 2,15 %, sans aucune exonération. Les masses salariales annuelles de 1,5 million de dollars ou moins sont exonérées de cette taxe. Les masses salariales annuelles se situant entre 1,5 et 3 millions de dollars sont imposées à un taux de 4,3 % du montant en excédent de 1,5 million de dollars.
- 9) Les acomptes provisionnels et les déclarations mensuels sont exigibles le 15^e jour du mois suivant celui au cours duquel la rémunération est payée.
- 10) Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est supérieure à 5 millions de dollars, y compris les groupes d'employeurs associés, ne sont pas admissibles à cette exonération. Le seuil de 5 millions de dollars ne s'applique pas aux organismes de bienfaisance enregistrés admissibles. Pour l'année d'imposition 2020, les employeurs admissibles ont été exonérés de l'ISE sur la première tranche de 1 million de dollars de la rémunération totale en Ontario. Dans le budget de 2020 de l'Ontario, le gouvernement a annoncé la pérennisation de la hausse de l'exonération de l'ISE applicable à la masse salariale.
- 11) Les acomptes provisionnels et les déclarations mensuels sont exigibles le 15^e jour du mois suivant celui au cours duquel la rémunération est payée. Les employeurs dont la masse salariale annuelle est d'au plus 600 000 \$ ne sont pas tenus de verser des acomptes provisionnels. Ils doivent plutôt remettre l'impôt une seule fois par année avec leur déclaration annuelle.
- 12) Outre le Fonds des services de santé, le Québec prélève également un impôt sur la formation de la main-d'œuvre. Les employeurs dont la masse salariale est supérieure à 2 millions de dollars doivent consacrer au moins 1 % de leur masse salariale à des dépenses de formation admissibles. Les employeurs dont les dépenses de formation admissibles sont inférieures au montant minimal requis doivent verser une cotisation correspondant à la différence entre les deux montants. L'employeur doit remettre cette cotisation au plus tard le dernier jour du mois de février de l'année suivante.

La plupart des employeurs québécois sont également tenus de participer au financement de la Commission des normes du travail. Pour 2021, la rémunération allant jusqu'à 83 500 \$ qui est payée à un employé est assujettie à une cotisation à un taux de 0,07 %. L'employeur doit remettre cette cotisation au plus tard le dernier jour du mois de février de l'année suivante.

Notes (suite)

- 13) Les employeurs du secteur public doivent payer une cotisation de 4,26 %, sans égard à leur masse salariale totale.

Les employeurs du secteur des services et de la construction sont assujettis au taux de 4,26 % si leur masse salariale annuelle est supérieure à 6,5 millions de dollars, et ils bénéficient d'une réduction graduelle du taux de cotisation si leur masse salariale annuelle totale est inférieure à 6,5 millions de dollars.

Le taux de cotisation pour tous les employeurs (sauf les employeurs du secteur public et ceux dont plus de 50 % de la masse salariale totale se rapporte à des activités des secteurs primaire et manufacturier et les employeurs du secteur public) dont les masses salariales se situent entre 1 et 6,5 millions de dollars est calculé selon la formule suivante : $[1,1755 \% + (0,4745 \% \times \text{masse salariale totale} / 1 \text{ million de dollars})]$. Si la masse salariale annuelle est inférieure à 1 million de dollars, le taux est de 1,65 %.

Une réduction des cotisations au Fonds des services de santé est accordée jusqu'au 31 décembre 2021 aux employeurs admissibles dont la masse salariale est inférieure à 6,5 millions de dollars, à l'égard des emplois à temps plein créés dans le secteur des sciences naturelles et appliquées. Les employeurs dont la masse salariale est inférieure à 6,5 millions de dollars et dont plus de 50 % de cette masse salariale totale se rapporte à des activités des secteurs manufacturier et primaire (lequel comprend les activités du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse, ainsi que du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz) sont également admissibles au taux de cotisation réduit comme suit :

Les employeurs des secteurs primaire et manufacturier sont également assujettis au taux de 4,26 % si leur masse salariale annuelle totale est supérieure à 6 millions de dollars. Le taux de cotisation pour les masses salariales se situant entre 1 et 6,5 millions de dollars est calculé selon la formule suivante : $[0,7027 \% + (0,5473 \% \times \text{masse salariale totale} / 1 \text{ million de dollars})]$. Si la masse salariale annuelle est inférieure à 1 million de dollars, le taux est de 1,25 %.

- 14) Les acomptes provisionnels et les déclarations mensuels sont exigibles le 15^e jour du mois suivant celui au cours duquel la rémunération est payée. Toutefois, la fréquence des versements dépendra des versements mensuels moyens d'impôt sur le revenu ainsi que des cotisations au Régime des rentes du Québec et au Fonds des services de santé d'un employeur.
- 15) Les acomptes provisionnels et les déclarations mensuels sont exigibles le 20^e jour du mois suivant celui au cours duquel la rémunération est payée.
- 16) Il n'est pas obligatoire de produire une déclaration annuelle pour l'impôt sur la santé et l'enseignement postsecondaire de Terre-Neuve-et-Labrador. Les déclarations et les acomptes provisionnels sont remis sur une base mensuelle.

Indemnisation des accidents du travail¹ – 2021

	Gains cotisables maximums ²	Cotisation annuelle minimum	Taux de cotisation le plus bas ³	Taux de cotisation le plus élevé ³	Taux de cotisation moyen provisoire ³
Colombie-Britannique	100 000 \$	0 \$	0,15 \$	11,06 \$	1,55 \$
Alberta	98 700	200	0,14	5,43	1,14
Saskatchewan	91 100	100	0,17	6,00	1,17
Manitoba	127 000 ⁴	100	0,14	25,00	0,95
Ontario	102 800	100	0,31	4,45	1,37
Québec	83 500	65	0,42	15,89	1,85
Nouveau-Brunswick	67 100	100	0,48	6,92	2,40
Nouvelle-Écosse	64 500	0	0,42	15,90	2,65
Île-du-Prince-Édouard	55 300	50-100 ⁵	0,21	6,43	1,52
Terre-Neuve-et-Labrador	67 985	50	0,42	29,00	1,69
Yukon	91 930	0	0,73	7,57	2,09
Territoires du Nord-Ouest	97 300	0	1,12	6,54	2,40
Nunavut	97 300	0	1,12	6,54	2,40

Notes

- 1) Chaque province/territoire du Canada a un régime d'indemnisation pour les accidents du travail qui prévoit une assurance pour les travailleurs qui se blessent à la suite d'un accident survenu dans le cadre de leur emploi. En contrepartie de cette assurance, le travailleur abandonne son droit de poursuivre son employeur pour les avantages et les coûts liés à une demande d'indemnité se rapportant à son travail. Bien que les principes généraux du régime soient les mêmes dans toutes les provinces/territoires, chaque province est régie par ses propres lois et/ou règlements et a son propre conseil ou sa propre commission pour administrer la législation.
Bien que la plupart des employeurs soient tenus de s'enregistrer et de verser des primes aux administrations provinciales/territoriales dans lesquelles ils ont des travailleurs, ce ne sont pas toutes les provinces/territoires qui exigent de tous les employeurs qu'ils s'enregistrent. C'est pourquoi il est important de comprendre les obligations en matière d'enregistrement pour la province/le territoire au sein de laquelle les travailleurs sont embauchés.
- 2) Les gains cotisables maximums équivalent au montant annuel maximum des gains devant servir au calcul du montant de la masse salariale de chaque employé aux fins de la cotisation.
- 3) Le taux de cotisation équivaut au taux par tranche de 100 \$ de gains cotisables. Les lignes directrices permettant de déterminer les gains cotisables varient d'une province/d'un territoire à l'autre. Ces taux sont standards et ne tiennent compte d'aucun ajustement au mérite aux termes des divers programmes provinciaux/territoriaux d'attribution de taux selon les antécédents.
- 4) Les employeurs du Manitoba déclarent seulement les gains d'un employé qui ne dépassent pas le montant cotisable maximum de 127 000 \$. Cependant, un employé blessé recevra des prestations d'assurance-salaire qui correspondent à 90 % de son revenu net et qui ne sont soumises à aucun plafond. Le plafond de couverture pour l'assurance volontaire facultative et l'assurance personnelle est établi à 528 950 \$.
- 5) Les employeurs qui sont des résidents de l'Île-du-Prince-Édouard paient un minimum de 50 \$. Quant aux employeurs non-résidents, ils paient un minimum de 100 \$.

Droits de cession immobilière, droits d'inscription et impôt sur la spéculation et l'occupation provinciaux/territoriaux

	Loi	Valeur du bien	Taux d'imposition ou droit ¹
Colombie-Britannique ²	<i>Property Transfer Tax Act</i>	Général	
		Jusqu'à 200 000 \$	1,0 %
		De 200 001 à 2 000 000	2,0
		Plus de 2 000 000	3,0
		Propriété résidentielle	
		Jusqu'à 200 000 \$	1,0 %
		De 200 001 à 2 000 000	2,0
		De 2 000 001 à 3 000 000	3,0
		Plus de 3 000 000	5,0
	<i>Property Transfer Tax Act</i>	Toute valeur de propriétés résidentielles acquises par des acheteurs étrangers	20 %
Colombie-Britannique – Zones désignées ³			
Colombie-Britannique – Zones désignées ⁴	<i>Speculation and Vacancy Tax Act</i>	Toute valeur de certaines propriétés résidentielles vacantes	0,5 ou 2,0 %
Alberta ⁵	<i>Land Titles Act</i>	Tous les montants	50 \$ + 0,04 %
Saskatchewan ⁵	<i>Land Titles Act</i>	Jusqu'à 500 \$	—
		De 501 à 8 400	25 \$
		Plus de 8 400	0,3 %
Manitoba ⁶	<i>Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes</i>	Jusqu'à 30 000 \$	114 \$
		De 30 001 à 90 000	0,5 %
		De 90 001 à 150 000	1,0
		De 150 001 à 200 000	1,5
		Plus de 200 000	2,0
Ontario ⁷	<i>Loi sur les droits de cession immobilière</i>	Général	
		Jusqu'à 55 000 \$	0,5 %
		De 55 001 à 250 000	1,0
		De 250 001 à 400 000	1,5
		Plus de 400 000	2,0
		Résidence(s) unifamiliale(s)	
		Jusqu'à 55 000 \$	0,5 %
		De 55 001 à 250 000	1,0
		De 250 001 à 400 000	1,5
		De 400 001 à 2 000 000	2,0
		Plus de 2 000 000	2,5

Voir les notes aux pages suivantes.

	Loi	Valeur du bien	Taux d'imposition ou droit ¹
Ontario – Grand Golden Horseshoe ⁸	<i>Loi sur les droits de cession immobilière</i>	Toute valeur de propriétés résidentielles acquises par des acheteurs étrangers	15 %
Ontario – Ville de Toronto ⁹	Chapitre « Taxation, Municipal Land Transfer Tax » du <i>Toronto Municipal Code</i>	Général	
		Jusqu'à 55 000 \$	\$81,09 \$ + TVH +
		De 55 001 à 250 000	0,5 %
		De 250 001 à 400 000	1,0
		Plus de 400 000	1,5
			2,0
		Résidence(s) unifamiliale(s)	
		Jusqu'à 55 000 \$	0,5 %
		De 55 001 à 250 000	1,0
		De 250 001 à 400 000	1,5
		De 400 001 à 2 000 000	2,0
		Plus de 2 000 000	2,5
Québec ¹⁰ – Autre que la Ville de Montréal	<i>Loi concernant les droits sur les mutations immobilières</i>	Jusqu'à 52 800 \$	0,5 %
		De 52 801 à 264 000	1,0
		Plus de 264 001	1,5
Québec ¹⁰ – Ville de Montréal	<i>Loi concernant les droits sur les mutations immobilières</i>	Jusqu'à 52 800 \$	0,5 %
		De 52 801 à 264 000	1,0
		De 264 001 à 527 900	1,5
		De 527 901 à 1 055 800	2,0
		De 1 055 801 à 2 041 900	2,5
		Plus de 2 041 901	3,0
Nouveau-Brunswick ¹¹	<i>Loi de la taxe sur le transfert de biens réels</i>	Toute valeur	85 \$ + 1,0 %
Nouvelle-Écosse ¹²	<i>Land Registration Act</i>	Toute valeur	100 \$ + 0 à 1,5 %
Île-du-Prince-Édouard ¹³	<i>Lands Protection Act</i>	Toute valeur	1,0 % (min. 550 \$)
	<i>Real Property Transfer Tax Act</i>	Toute valeur	77,25 à 463,65 \$
		Si plus de 30 000 \$	+ 1,0 %
Terre-Neuve-et-Labrador ¹⁴	<i>Registration of Deeds Act</i>	Jusqu'à 500 \$	100 \$
		Plus de 500	0,4 %
Yukon ¹⁵	<i>Land Titles Act</i>	Toute valeur	Nul + 750 \$ + frais liés aux fonds d'assurance
Territoires du Nord-Ouest ¹⁶	<i>Land Titles Act</i>	Jusqu'à 1 000 000 \$	0,185 % (min. 100 \$)
		Plus de 1 000 001 \$	0,135 %
Nunavut ¹⁷	<i>Land Titles Act</i>	Jusqu'à 1 000 000 \$	0,15 % (min. 60 \$)
		Plus de 1 000 001 \$	0,1 %

Voir les notes aux pages suivantes.

Notes

- 1) Les taux d'imposition indiqués dans le tableau sont des taux progressifs. Par exemple, les droits de cession immobilière perçus sur la cession d'un bien au Manitoba évalué à 150 000 \$ se calculent comme suit : $114 \$ + (0,5 \% \times 60\,000) + (1,0 \% \times 60\,000) = 1\,014 \$$.
- 2) La Colombie-Britannique perçoit des droits de cession immobilière sur les cessions enregistrées ou les concessions de terrains, en fonction de la juste valeur marchande du bien faisant l'objet de la cession. Des renseignements relatifs à la citoyenneté doivent être fournis lors de l'enregistrement d'une transaction taxable. Lorsque des droits de cession de biens immobiliers et des taxes de vente provinciales ont été payés, un remboursement des droits de cession immobilière peut être obtenu.

Des exemptions relatives aux droits de cession de biens immobiliers de la Colombie-Britannique peuvent s'appliquer à certaines hypothèques, aux baux de moins de 30 ans, aux fusions, aux acheteurs d'une première habitation admissible, à l'enregistrement de multiples baux sur un même bien immobilier et à divers types de cessions de biens.

Le programme pour les acheteurs d'une première habitation de la Colombie-Britannique (*First Time Home Buyers' Program*) peut réduire les droits de cession de biens immobiliers au moment de l'achat d'une première habitation. Dans le cadre de ce programme, le seuil de la juste valeur marchande des immeubles résidentiels admissibles est de 500 000 \$, et le seuil de la juste valeur marchande pour l'exemption partielle est de 525 000 \$ dans le cadre de ce programme. Le seuil de la juste valeur marchande pour l'acquisition d'un terrain et pour les coûts de construction d'une nouvelle habitation est également de 525 000 \$ dans le cadre du programme.

Les habitations neuves situées en Colombie-Britannique qui ont une valeur d'au plus 750 000 \$ peuvent être exonérées des droits de cession de biens immobiliers lorsqu'elles sont achetées afin d'être utilisées comme résidence principale. Une exonération partielle peut également s'appliquer aux habitations dont la valeur se situe entre 750 000 et 800 000 \$. La superficie du terrain ne doit pas dépasser 0,5 hectare. Pour être admissible à cette exonération, les acheteurs ne doivent pas nécessairement être propriétaires d'une habitation pour la première fois, mais ils doivent être citoyens canadiens ou résidents permanents.

- 3) La Colombie-Britannique perçoit des droits de cession de biens immobiliers supplémentaires de 20 % sur les cessions enregistrées de certaines propriétés résidentielles acquises par un ressortissant étranger, à savoir un acheteur qui n'est pas un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada, ou encore par une société étrangère ou un fiduciaire assujéti à l'impôt. Les droits sont établis en fonction de la juste valeur marchande du bien.

Ces droits supplémentaires s'appliquent seulement aux propriétés situées en tout ou en partie dans les districts régionaux du Grand Vancouver (DRGV) de Capital, de la vallée du Fraser, d'Okanagan centre et de Nanaimo (à l'exclusion de certaines terres appartenant aux Premières Nations et de certaines régions visées).

Le DRGV englobe les zones géographiques suivantes : Anmore, Belcarra, Bowen Island, Burnaby, Coquitlam, Delta, la ville et district de Langley, Lion's Bay, Maple Ridge, New Westminster, la ville et le district de North Vancouver, Pitt Meadows, Port Coquitlam, Port Moody, Richmond, Surrey, Vancouver, West Vancouver, White Rock et la circonscription A.

Des exceptions sont offertes aux ressortissants étrangers qui ont obtenu la confirmation de leur désignation comme candidats dans le cadre du Programme des candidats des provinces de la Colombie-Britannique, de même qu'à l'égard des cessions issues d'une fusion, d'une cession à un propriétaire conjoint survivant, de certaines cessions faisant suite à une faillite, ainsi qu'aux sociétés de personnes en commandite sous contrôle canadien admissibles qui enregistrent un transfert de bien au bureau d'enregistrement des titres fonciers à compter du 1^{er} juin 2020.

Une règle anti-évitement s'applique à toute opération dont découle directement ou indirectement un avantage fiscal, ou qui est structurée de façon à réduire le paiement de ces nouveaux droits, ou à l'éviter.

Notes (suite)

- 4) La Colombie-Britannique applique un impôt foncier annuel supplémentaire (impôt sur la spéculation et l'inoccupation) à l'égard des propriétés résidentielles détenues directement ou indirectement par des propriétaires d'habitations étrangers et canadiens qui, avec leur conjoint, déclarent moins de 50 % de l'ensemble des revenus du ménage au Canada (une « famille satellite »).

Cet impôt s'applique aux propriétés résidentielles situées dans les districts régionaux du Grand Vancouver et de Capital (à l'exclusion des îles Gulf et de Juan de Fuca), ainsi qu'aux municipalités de Kelowna et de West Kelowna, de Nanaimo-Lantzville, d'Abbotsford, de Chilliwack et de Mission.

L'impôt sur la spéculation et l'inoccupation varie selon l'endroit où le propriétaire réside et déclare des revenus. Le taux de l'impôt sur la spéculation et l'inoccupation s'élève :

- à 0,5 % pour les résidents de la Colombie-Britannique et les autres citoyens canadiens ou les résidents permanents du Canada qui déclarent la majorité du revenu de leur ménage au Canada;
- à 2 % pour tous les autres propriétaires inscrits qui ne déclarent pas la majorité du revenu de leur ménage au Canada (c.-à-d. propriétaires étrangers ou familles satellites).

Des exceptions sont accordées pour la plupart des résidences principales, des immeubles locatifs à long terme admissibles et dans d'autres cas particuliers.

Une partie de l'impôt sur la spéculation et l'inoccupation payable par une personne qui ne demeure pas en Colombie-Britannique peut être compensée par un crédit d'impôt non remboursable si le propriétaire de la résidence déclare des revenus dans la province.

Tout résident de la Colombie-Britannique ayant une résidence secondaire inoccupée aura droit à un crédit d'impôt non remboursable qui sera directement porté en réduction de l'impôt sur la spéculation. Ce crédit permettra de réduire un total de 2 000 \$ d'impôt sur la spéculation à payer, ce qui fait que l'impôt sur la spéculation ne devrait pas s'appliquer à une résidence secondaire d'une valeur allant jusqu'à 400 000 \$.

Notes (suite)

- 5) L'Alberta et la Saskatchewan perçoivent des droits d'inscription sur les cessions de participations dans des terrains, les cessions d'hypothèques et les cessions d'autres charges en fonction de la valeur du bien faisant l'objet de la cession. Les droits indiqués dans le tableau s'appliquent aux cessions de terrains. Les droits qui s'appliquent aux hypothèques et autres charges diffèrent généralement des droits de cession immobilière.

- 6) Le Manitoba perçoit des droits de cession immobilière sur les cessions enregistrées de terrains en fonction de la valeur du bien faisant l'objet de la cession.

Des exemptions peuvent s'appliquer à certaines hypothèques, dissolutions ou liquidations de filiales en propriété exclusive, à certains contrats de location, et à plusieurs autres cessions de biens immobiliers.

Des règles générales anti-évitement peuvent s'appliquer à une opération où le transfert d'un titre est enregistré en vue de réduire, d'éviter ou de reporter les droits, de sorte qu'elle constitue une opération d'évitement.

Les droits d'inscription de titres fonciers ne sont pas les mêmes s'ils ont été soumis électroniquement ou en format papier.

- 7) L'Ontario perçoit des droits de cession immobilière sur les dispositions d'intérêts bénéficiaires dans des biens-fonds, peu importe si la cession est enregistrée ou non, en fonction de la valeur de la contrepartie fournie.

Des exemptions à la perception de droits de cession immobilière peuvent s'appliquer à certaines hypothèques, aux baux de moins de 50 ans, à certaines dispositions non enregistrées, à certaines cessions entres conjoints, et à diverses autres cessions de biens immobiliers. Les droits de cession immobilière sur certaines cessions entre sociétés affiliées peuvent faire l'objet d'un report et d'une annulation définitive.

Les acheteurs d'une première habitation neuve ou usagée pourraient avoir droit à un remboursement maximal de 4 000 \$. L'acheteur doit être un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada pour avoir droit à un remboursement. Un acheteur admissible d'un premier logement ne peut demander un remboursement pour la part détenue par son conjoint lorsque celui-ci n'est pas un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada.

Une règle générale anti-évitement s'applique en vue de refuser tout avantage fiscal pouvant découler des opérations qui visent à réduire, à éviter, à reporter ou à annuler les droits de cession immobilière sans motif raisonnable, à moins que les opérations n'aient été principalement effectuées ou mises en place pour des objectifs véritables autres que l'obtention d'un avantage fiscal.

Les personnes qui achètent ou acquièrent des biens-fonds comportant au moins une et au plus six habitations unifamiliales ou celles qui achètent ou acquièrent des biens-fonds agricoles devront fournir des renseignements supplémentaires dans le formulaire prescrit, notamment afin d'indiquer :

- si le logement sera occupé par la personne qui l'achète ou par des membres de sa famille en tant que résidence principale;
- si le bien-fonds sera loué;
- si l'acheteur est un particulier, des renseignements au sujet de la résidence, de la citoyenneté et du statut de résident permanent;
- si l'acheteur est une société, des renseignements au sujet de la constitution en société, de la propriété et du contrôle.

Notes (suite)

- 8) Le gouvernement de l'Ontario perçoit un impôt sur la spéculation supplémentaire pour les non-résidents à l'achat d'un bien résidentiel ou à l'acquisition d'un tel bien par un ressortissant étranger, à savoir un acheteur qui n'est pas un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada, ou encore par une société étrangère ou un fiduciaire assujetti à l'impôt. L'impôt est établi sur la base de la valeur de la contrepartie du bien et s'applique seulement aux biens situés en totalité ou en partie dans la région élargie du Golden Horseshoe (REGH).

La REGH englobe les zones géographiques suivantes : Barrie, Brant, Brantford, Dufferin, Durham, Guelph, Haldimand, Halton, Hamilton, Kawartha Lakes, Niagara, Northumberland, Orillia, Peel, Peterborough, Simcoe, Toronto, Waterloo, Wellington et York.

L'impôt s'applique à la cession de bien-fonds comportant au moins une résidence unifamiliale, mais pas plus de six, y compris les maisons isolées, les maisons jumelées, les duplex, les maisons en rangée et les condominiums. Il ne s'applique toutefois pas à d'autres types de biens-fonds, comme les immeubles multirésidentiels à usage locatif comportant plus de six logements, les terres agricoles, les terrains commerciaux et les terrains industriels.

Une règle anti-évitement s'applique à toutes les transactions qui entraînent directement ou indirectement un avantage fiscal, ou qui sont structurées de manière à réduire ou à éviter ce nouvel impôt.

Des exemptions peuvent être accordées aux ressortissants étrangers qui sont confirmés dans le cadre du Programme ontarien des candidats à l'immigration, ou à qui on a conféré le statut de « réfugié au sens de la Convention » ou de « personne à protéger ».

- 9) Outre les droits de cession immobilière, la Ville de Toronto perçoit des droits de cession immobilière municipaux sur les dispositions d'intérêts bénéficiaires dans des terrains situés dans la Ville de Toronto. Les taux des droits de cession immobilière municipaux ont été harmonisés à ceux des droits de cession immobilière de l'Ontario.

Des exemptions s'appliquent à certains organismes gouvernementaux ontariens, aux administrations scolaires, aux universités, aux collèges, aux hôpitaux, aux centres de soins infirmiers, à la Toronto Community Housing Corporation, à la Toronto Economic Development Corporation, ainsi qu'à la Ville de Toronto. Tous les transferts qui sont exonérés des droits de cession immobilière de l'Ontario sont aussi exonérés des droits de cession immobilière municipaux.

Les acheteurs d'une première habitation neuve ou usagée pourraient avoir droit à un remboursement maximal de 4 475 \$. Seuls les citoyens canadiens ou les résidents permanents du Canada sont admissibles au remboursement.

Notes (suite)

10) Le Québec perçoit des droits sur les transferts de terrains (communément appelés « droits de mutation »), lesquels sont déterminés selon le plus élevé des trois montants suivants, au moment du transfert :

- la contrepartie fournie;
- la contrepartie prévue;
- la valeur marchande du bien immeuble.

Les droits de mutation sont payables au moment de la cession d'intérêts bénéficiaires dans des terrains, peu importe si la cession est enregistrée ou non.

Une municipalité peut, par voie de règlement, fixer un taux supérieur pour toute tranche de la base d'imposition qui excède 500 000 \$. Le taux fixé ne peut cependant pas dépasser 3 %, sauf dans le cas de la Ville de Montréal.

Des exemptions peuvent s'appliquer à certaines hypothèques, aux baux de moins de 40 ans, aux fusions, aux transferts entre membres d'une même famille ou ex-conjoints, de même qu'à diverses autres cessions de biens. Les conditions et les exigences spécifiques en matière de déclaration doivent être remplies pour certains transferts entre membres d'une même famille et entre sociétés étroitement liées.

Les sociétés de personnes situées au Québec sont assujetties aux droits de mutation au moment de l'acquisition d'un bien immeuble. Certaines exemptions peuvent s'appliquer, notamment dans le cas de transferts entre une société et une société de personnes, ou entre un particulier et une société de personnes.

Les acheteurs admissibles d'une première habitation peuvent recevoir un crédit d'impôt non remboursable allant jusqu'à 5 000 \$ au titre des frais non inclus dans l'hypothèque, tels que les frais d'inspection, les honoraires du notaire et les droits sur les transferts de terrains (droits de mutation).

11) Après le 31 décembre 2017, le Nouveau-Brunswick perçoit des droits de cession immobilière sur les cessions enregistrées de terrains en fonction de la valeur du bien faisant l'objet de la cession ou de la valeur de la contrepartie fournie, selon le plus élevé des deux montants.

Des exemptions peuvent s'appliquer à certaines hypothèques, à certains baux de moins de 25 ans, de même qu'à diverses autres cessions de biens.

Notes (suite)

- 12) La Nouvelle-Écosse perçoit des droits de cession immobilière sur les actes de transfert de terrains conformément aux règlements municipaux, s'il y a lieu, en fonction du taux prévu par la municipalité et de la valeur du bien faisant l'objet du transfert. Des exemptions peuvent s'appliquer à certaines hypothèques et cessions entre membres d'une même famille et à certains baux de moins de 21 ans.
- 13) L'Île-du-Prince-Édouard perçoit des droits d'inscription sur les demandes de permis de possession de terrains présentées par des sociétés résidentes, des particuliers non résidents ou des sociétés non résidentes en vue de l'achat d'un terrain, si la dimension totale du terrain excède cinq acres ou si le terrain possède une façade maritime de plus de 165 pieds. Les droits d'inscription minimums sont de 550 \$. Toutefois, les droits sont limités à 550 \$ pour certaines cessions entre des personnes non résidentes liées et des sociétés non résidentes liées.

L'enregistrement d'un acte de transfert de biens immobiliers est assujéti à des droits de cession de biens immobiliers en fonction de la contrepartie de la cession ou de la valeur cotisée, selon le plus élevé des deux montants.

Certaines exemptions peuvent s'appliquer aux biens si le plus élevé de ces deux montants n'excède pas 30 000 \$. Des exemptions peuvent également s'appliquer à certaines hypothèques, aux acheteurs d'une première habitation, à certaines cessions entre membres d'une même famille, de même qu'à diverses autres cessions de biens.
- 14) Terre-Neuve-et-Labrador perçoit des droits d'inscription sur les cessions de participations dans des terrains, d'hypothèques et d'autres charges en fonction de la valeur du bien faisant l'objet de la cession.
- 15) Le Yukon perçoit des droits de cession immobilière sur l'enregistrement du titre juridique de propriété en fonction de la valeur du bien (moins de 100 000 \$ – nul; les droits n'excèdent pas 750 \$ pour les cessions allant de 100 000 \$ à 10 millions de dollars et plus). De plus, des frais liés aux fonds d'assurance s'appliquent si le prix d'achat est supérieur à la valeur du bien au moment de la dernière cession (20 \$ pour toutes les transactions allant jusqu'à 10 000 \$, plus 10 \$ pour chaque tranche additionnelle de 10 000 \$ ou partie de la valeur déclarée additionnelle depuis la dernière cession).
- 16) Les Territoires du Nord-Ouest perçoivent des droits de cession immobilière sur l'enregistrement du titre juridique de propriété en fonction de la valeur du bien.
- 17) Le Nunavut perçoit des droits de cession immobilière sur l'enregistrement du titre juridique de propriété en fonction de la valeur du bien.

Droits d'homologation – 2021¹

Valeur de la succession		C.-B.	Alb.	Sask.	Man.
De	à				
0 \$	5 000 \$	—	35 \$	7 \$/1 000 \$, arrondi à 1 000 \$ près	—
5 001	10 000	—	✓	✓	—
10 001	15 000	—	135 \$	✓	—
15 001	20 000	—	✓	✓	—
20 001	25 000	—	✓	✓	—
25 001	50 000	6 \$ par tranche totale ou partielle de 1 000 \$ au-delà de 25 000 \$	275 \$	✓	—
50 001	100 000	150 \$ + 14 \$ par tranche totale ou partielle de 1 000 \$ au-delà de 50 000 \$	✓	✓	—
100 001	125 000	✓	✓	✓	—
125 001	150 000	✓	400 \$	✓	—
150 001	250 000	✓	✓	✓	—
250 001	et plus	✓	525 \$	✓	—
Droits d'homologation pour une succession d'une valeur de 1 000 000 \$					
		13 450 \$	525 \$	7 000 \$	0 \$

Dans le tableau, le symbole « ✓ » indique que le montant qui s'applique est le même que celui qui est indiqué au-dessus.

Voir les notes aux pages suivantes.

Valeur de la succession						
De	à	Ont.	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.
0 \$	5 000 \$	—	—	25 \$	85,60 \$	50 \$
5 001	10 000	—	—	50 \$	✓	✓
10 001	15 000	—	—	75 \$	215,20 \$	100 \$
15 001	20 000	—	—	100 \$	✓	✓
20 001	25 000	—	—	100 \$ + 5 \$/ 1 000 \$ au-dessus de 20 000 \$	✓	✓
25 001	50 000	—	—	✓	358,15 \$	200 \$
50 001	100 000	15 \$/ 1 000 \$ au-dessus de 50 000 \$	—	✓	1 002,65 \$	400 \$
100 001	125 000	✓	—	✓	1 002,65 \$ + 16,95 \$/ 1 000 \$ au-dessus de 100 000 \$	400 \$ + 4 \$/ 1 000 \$ au-dessus de 100 000 \$
125 001	150 000	✓	—	✓	✓	✓
150 001	250 000	✓	—	✓	✓	✓
250 001	et plus	✓	—	✓	✓	✓
Droits d'homologation pour une succession d'une valeur de 1 000 000 \$						
		13 450 \$	0 \$	5 000 \$	16 257,65 \$	4 000 \$

Dans le tableau, le symbole « ✓ » indique que le montant qui s'applique est le même que celui qui est indiqué au-dessus.

Voir les notes à la page suivante.

Valeur de la succession		T.-N.-L. ²	Yukon	T.-N.-O.	Nunavut
De	à				
0 \$	5 000 \$	60 \$ + 6 \$/ 1 000 \$ au-dessus de 1 000 \$	—	30 \$	25 \$
5 001	10 000	✓	—	✓	✓
10 001	15 000	✓	—	110 \$	100 \$
15 001	20 000	✓	—	✓	✓
20 001	25 000	✓	—	✓	✓
25 001	50 000	✓	—	215 \$	200 \$
50 001	100 000	✓	—	✓	✓
100 001	125 000	✓	—	✓	✓
125 001	150 000	✓	—	325 \$	300 \$
150 001	250 000	✓	—	✓	✓
250 001	et plus	✓	—	435 \$	400 \$
Droits d'homologation pour une succession d'une valeur de 1 000 000 \$		6 054 \$	0 \$	435 \$	400 \$

Dans le tableau, le symbole « ✓ » indique que le montant qui s'applique est le même que celui qui est indiqué au-dessus.

Voir les notes à la page suivante.

Notes

- 1) Les tribunaux de chacune des provinces/territoires (à l'exception du Manitoba, du Québec et du Yukon) perçoivent des droits d'homologation pour la délivrance de lettres d'homologation attestant que le testament du défunt est valide et que le liquidateur a le pouvoir d'administrer la succession. En règle générale, les droits d'homologation sont payables sur la valeur de tous les biens du défunt qui passent aux mains du liquidateur ou de l'administrateur de la succession par le testament du défunt. Chaque province/territoire applique ses propres règles pour déterminer s'il y a des exceptions. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de consulter la loi provinciale/territoriale applicable, en particulier pour les frais de demande qui pourraient s'appliquer.
- 2) À Terre-Neuve-et-Labrador, les successions d'une valeur de moins de 1 000 \$ sont assujetties à des droits d'homologation minimums de 60 \$.

Remerciements

Rédacteurs

Marlene Cepparo

Toronto

Megan Dalton

Toronto

Sébastien Desforges

Montreal

Anouk Leclair

Montreal

Matthew Roman

Toronto

John Tang

Toronto

Collaborateurs

Line Arseneau

Kanata

Andrew Higdon

Ottawa

Thao Thai

Toronto

Yara Bossé-Viola

Montreal

Wandy Liang

Vaughan

Karla Veites

Vaughan

Amal Chakraborty

Vaughan

Geoffrey MacDonald

Kanata

Nadia Virani

Calgary

Russell Crawford

Vancouver

Joy Nott

Vaughan

Bob Waterworth

Vaughan

Ray Fischer

Windsor

Simon Proulx

Toronto

Alexandra Yep

Toronto

Kevin Foster

Toronto

Lorne Shillinger

Toronto

Ed Zacharuk

Vancouver

Alex Gamaletsos

Montreal

George Singh

Toronto

Jennifer Gann

Montreal

Alaina Spec

Kanata

Bureaux de KPMG au Canada

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'audit, de fiscalité et de services-conseils (kpmg.ca) et société canadienne à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet canadien membre de KPMG International Cooperative (« KPMG International »). Les cabinets membres de KPMG International comptent 227 000 professionnels dans 146 pays.

Les cabinets indépendants membres du réseau KPMG sont affiliés à KPMG International, entité suisse. Chaque cabinet membre est une personne morale distincte et indépendante, et se décrit comme tel.

Abbotsford 604-854-2200	Kingston 613-549-1550	Québec 418-577-3400	Toronto – Vaughan 905-265-5900
Burnaby 604-527-3600	Langley 604-455-4000	Regina 306-791-1200	Vancouver - Dunsmuir Street 604-691-3000
Calgary 403-691-8000	Lethbridge 403-380-5700	Rive-Sud de Montréal 450-462-6222	Vernon 250-503-5300
Chilliwack 604-793-4700	London 519-672-4880	Saint John 506-634-1000	Victoria 250-480-3500
Edmonton 780-429-7300	Moncton 506-856-4400	Saskatoon 306-934-6200	Ville Mont-Royal 514-731-7987
Fort St. John 250-787-1989	Montréal 514-840-2100	Sault Ste. Marie 705-949-5811	Waterloo 519-747-8800
Fredericton 506-452-8000	North Bay 705-472-5110	St. Catharines 905-685-4811	Windsor 519-251-3500
Hamilton 905-523-8200	Oakville 905-815-8045	St. John's 709-733-5000	Winnipeg 204-957-1770
Kamloops 250-372-5581	Ottawa 613-212-5764	Sudbury 705-675-8500	
Kanata 613-212-5764	Prince George 250-563-7151	Toronto 416-777-8500	
Kelowna 250-979-7150	Quesnel 250-992-5547		

L'information publiée dans le présent document est à jour au 30 avril 2021, sauf indication contraire, et elle est de nature générale. Elle ne vise pas à tenir compte des circonstances de quelque personne ou entité particulière. Bien que nous fassions tous les efforts nécessaires pour assurer l'exactitude de cette information et pour vous la communiquer rapidement, rien ne garantit qu'elle sera exacte à la date à laquelle vous la recevrez ni qu'elle continuera d'être exacte à l'avenir. Vous ne devriez pas y donner suite à moins d'avoir d'abord obtenu un avis professionnel se fondant sur un examen approfondi des faits et de leur contexte.

© 2021 KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés. KPMG et le logo de KPMG sont des marques de commerce utilisées sous licence par les cabinets membres indépendants de l'organisation mondiale KPMG.



kpmg.ca/aidememoire